

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 29 ΜΑΡΤΙΟΥ 1990	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 45

ΝΟΜΟΣ

ΝΟΜΟΣ ΑΡΙΘ. 1883

Κύρωση της σύμβασης για τη συνθήκη συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας που έγινε στην Ουάσιγκτον στις 19 Ιουνίου 1970 και τροποποιήθηκε στις 2 Οκτωβρίου 1979 και 3 Φεβρουαρίου 1984 (μαζί με τον Εκτελεστικό Κανονισμό).

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Συνθήκη Συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας (μαζί με τον εκτελεστικό κανονισμό), η οποία έγινε στην Ουάσινγκτον στις 19 Ιουνίου 1970, τροποποιήθηκε στις 2 Οκτωβρίου 1979 και στις 3 Φεβρουαρίου 1984 και που το κείμενό της, εκτός από τα μέρη εκείνα για τα οποία διατυπώνεται επιφύλαξη δηλ. Κεφάλαιο ΙΙ της συνθήκης, άρθρα 31 έως και 42 και αντίστοιχοι κανόνες 53 έως και 78 του εκτελεστικού κανονισμού, στο γαλλικό και αγγλικό πρωτότυπο, καθώς και στην ελληνική του μετάφραση, είναι το ακόλουθο :

Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

fait à Washington le 19 juin 1970, modifié le 2 octobre 1979 et le 3 février 1984

et

règlement d'exécution du PCT

(texte en vigueur le 1er janvier 1985)



Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
GENÈVE 1985

Les Etats contractants,

Désireux de contribuer au développement de la science et de la technologie,

Désireux de perfectionner la protection légale des inventions,

Désireux de simplifier et de rendre plus économique l'obtention de la protection des inventions lorsqu'elle est désirée dans plusieurs pays,

Désireux de faciliter et de hâter l'accès de tous aux informations techniques contenues dans les documents qui décrivent les inventions nouvelles,

Désireux de stimuler et d'accélérer le progrès économique des pays en voie de développement en adoptant des mesures de nature à accroître l'efficacité de leurs systèmes légaux de protection des inventions, qu'ils soient nationaux ou régionaux, en leur permettant d'avoir facilement accès aux informations relatives à l'obtention de solutions techniques adaptées à leurs besoins spécifiques et en leur facilitant l'accès au volume toujours croissant de la technologie moderne,

Convaincus que la coopération internationale facilitera grandement la réalisation de ces buts,

Ont conclu le présent traité:

Dispositions introductives

Article premier
Etablissement d'une union

1) Les Etats parties au présent traité (ci-après dénommés «Etats contractants») sont constitués à l'état d'union pour la coopération dans le domaine du dépôt, de la recherche et de l'examen des demandes de protection des inventions, ainsi que pour la prestation de services techniques spéciaux. Cette union est dénommée Union internationale de coopération en matière de brevets.

2) Aucune disposition du présent traité ne peut être interprétée comme restreignant les droits prévus par la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle en faveur des nationaux des pays parties à cette convention ou des personnes domiciliées dans ces pays.

Article 2
Définitions

Au sens du présent traité et du règlement d'exécution, et sauf lorsqu'un sens différent est expressément indiqué:

i) on entend par «demande» une demande de protection d'une invention; toute référence à une «demande» s'entend comme une référence aux demandes de brevets d'invention, de certificats d'auteur d'invention, de certificats d'utilité, de modèles d'utilité, de brevets ou certificats d'addition, de certificats d'auteur d'invention additionnels et de certificats d'utilité additionnels;

ii) toute référence à un «brevet» s'entend comme une référence aux brevets d'invention, aux certificats d'auteur d'invention, aux certificats d'utilité, aux modèles d'utilité, aux brevets ou certificats d'addition, aux certificats d'auteur d'invention additionnels et aux certificats d'utilité additionnels;

iii) on entend par «brevet national» un brevet délivré par une administration nationale;

iv) on entend par «brevet régional» un brevet délivré par une administration nationale ou intergouvernementale habilitée à délivrer des brevets ayant effet dans plus d'un Etat;

v) on entend par «demande régionale» une demande de brevet régional;

vi) toute référence à une «demande nationale» s'entend comme une référence aux demandes de brevets nationaux et de brevets régionaux, autres que les demandes déposées conformément au présent traité;

vii) on entend par «demande internationale» une demande déposée conformément au présent traité;

viii) toute référence à une «demande» s'entend comme une référence aux demandes internationales et nationales;

ix) toute référence à un «brevet» s'entend comme une référence aux brevets nationaux et régionaux;

x) toute référence à la «législation nationale» s'entend comme une référence à la législation nationale d'un Etat contractant ou, lorsqu'il s'agit d'une demande régionale ou d'un brevet régional, au traité qui prévoit le dépôt de demandes régionales ou la délivrance de brevets régionaux;

xi) on entend par «date de priorité», aux fins du calcul des délais:

a) lorsque la demande internationale comporte une revendication de priorité selon l'article 8, la date du dépôt de la demande dont la priorité est ainsi revendiquée;

b) lorsque la demande internationale comporte plusieurs revendications de priorité selon l'article 8, la date du dépôt de la demande la plus ancienne dont la priorité est ainsi revendiquée;

c) lorsque la demande internationale ne comporte aucune revendication de priorité selon l'article 8, la date du dépôt international de cette demande;

xii) on entend par «office national» l'administration gouvernementale d'un Etat contractant chargée de délivrer des brevets; toute référence à un «office national» s'entend également comme une référence à toute administration intergouvernementale chargée par plusieurs Etats de délivrer des brevets régionaux, à condition que l'un de ces Etats au moins soit un Etat contractant et que ces Etats aient autorisé ladite administration à assumer les obligations et à exercer les pouvoirs que le présent traité et le règlement d'exécution attribuent aux offices nationaux;

xiii) on entend par «office désigné» l'office national de l'Etat désigné par le déposant conformément au chapitre I du présent traité, ainsi que tout office agissant pour cet Etat;

xiv) on entend par «office élu» l'office national de l'Etat élu par le déposant conformément au chapitre II du présent traité, ainsi que tout office agissant pour cet Etat;

xv) on entend par «office récepteur» l'office national ou l'organisation intergouvernementale où la demande internationale a été déposée;

xvi) on entend par «Union» l'Union internationale de coopération en matière de brevets;

xvii) on entend par «Assemblée» l'Assemblée de l'Union;

xviii) on entend par «Organisation» l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle;

xix) on entend par «Bureau international» le Bureau international de l'Organisation et, tant qu'ils existeront, les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI);

xx) on entend par «Directeur général» le Directeur général de l'Organisation et, tant que les BIRPI existeront, le Directeur des BIRPI.

CHAPITRE I

Demande internationale et recherche internationale

Article 3

Demande internationale

1) Les demandes de protection des inventions dans tout Etat contractant peuvent être déposées en tant que demandes internationales au sens du présent traité.

2) Une demande internationale doit comporter, conformément au présent traité et au règlement d'exécution, une requête, une description, une ou plusieurs revendications, un ou plusieurs dessins (lorsqu'ils sont requis) et un abrégé.

3) L'abrégé sert exclusivement à des fins d'information technique; il ne peut être pris en considération pour aucune autre fin, notamment pour apprécier l'étendue de la protection demandée.

4) La demande internationale:

i) doit être rédigée dans une des langues prescrites;

ii) doit remplir les conditions matérielles prescrites;

iii) doit satisfaire à l'exigence prescrite d'unité de l'invention;

iv) est soumise au paiement des taxes prescrites.

Article 4

Requête

1) La requête doit comporter:

i) une pétition selon laquelle la demande internationale doit être traitée conformément au présent traité;

ii) la désignation du ou des Etats contractants où la protection de l'invention est demandée sur la base de la demande internationale («Etats désignés»); si le déposant peut et désire, pour tout Etat désigné, obtenir un brevet régional au lieu d'un brevet national, la requête doit l'indiquer; si le déposant ne peut, en vertu d'un traité relatif à un brevet régional, limiter sa demande à certains des Etats parties audit traité, la désignation de l'un de ces Etats et l'indication du désir d'obtenir un brevet régional doivent être assimilées à une désignation de tous ces Etats; si, selon la législation nationale de l'Etat désigné, la désignation de cet Etat a les effets d'une demande régionale, cette désignation doit être assimilée à l'indication du désir d'obtenir un brevet régional;

iii) le nom et les autres renseignements prescrits relatifs au déposant et au mandataire (le cas échéant);

iv) le titre de l'invention;

v) le nom de l'inventeur et les autres renseignements prescrits le concernant, dans le cas où la législation d'au moins l'un des Etats désignés exige que ces indications soient fournies dès le dépôt d'une demande nationale; dans les autres cas, lesdites indications peuvent figurer soit dans la requête, soit dans des notices distinctes adressées à chaque office désigné dont la législation nationale exige ces indications mais permet qu'elles ne soient données qu'après le dépôt de la demande nationale.

2) Toute désignation est soumise au paiement, dans le délai prescrit, des taxes prescrites.

3) Si le déposant ne demande pas d'autres titres de protection visés à l'article 43, la désignation signifie que la protection demandée consiste en la délivrance d'un brevet par ou pour l'Etat désigné. Aux fins du présent alinéa, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

4) L'absence, dans la requête, du nom de l'inventeur et des autres renseignements concernant l'inventeur n'entraîne aucune conséquence dans les Etats désignés dont la législation nationale exige ces indications mais permet qu'elles ne soient données qu'après le dépôt de la demande nationale. L'absence de ces indications dans une notice distincte n'entraîne aucune conséquence dans les Etats désignés où ces indications ne sont pas exigées par la législation nationale.

Article 5

Description

La description doit exposer l'invention d'une manière suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter.

Article 6

Revendications

La ou les revendications doivent définir l'objet de la protection demandée. Les revendications doivent être claires et concises. Elles doivent se fonder entièrement sur la description.

Article 7

Dessins

1) Sous réserve de l'alinéa 2)ii), des dessins doivent être fournis lorsqu'ils sont nécessaires à l'intelligence de l'invention.

2) Si l'invention est d'une nature telle qu'elle peut être illustrée par des dessins, même s'ils ne sont pas nécessaires à son intelligence:

i) le déposant peut inclure de tels dessins dans la demande internationale lors de son dépôt;

ii) tout office désigné peut exiger que le déposant lui fournisse de tels dessins dans le délai prescrit.

Article 8

Revendication de priorité

1) La demande internationale peut comporter une déclaration, conforme aux prescriptions du règlement d'exécution, revendiquant la priorité d'une ou de plusieurs demandes antérieures déposées dans ou pour tout pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

2)a) Sous réserve du sous-alinéa b), les conditions et les effets de toute revendication de priorité présentée conformément à l'alinéa 1) sont ceux que prévoit l'article 4 de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

b) La demande internationale qui revendique la priorité d'une ou plusieurs demandes antérieures déposées dans ou pour un Etat contractant peut désigner cet Etat. Si la demande internationale revendique la priorité d'une ou de plusieurs demandes nationales déposées dans ou pour un Etat désigné ou la priorité d'une demande internationale qui avait désigné un seul Etat, les conditions et les effets produits par la revendication de priorité dans cet Etat sont ceux que prévoit la législation nationale de ce dernier.

Article 9

Déposant

1) Toute personne domiciliée dans un Etat contractant et tout national d'un tel Etat peuvent déposer une demande internationale.

2) L'Assemblée peut décider de permettre aux personnes domiciliées dans tout pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle qui n'est pas partie au présent traité, ainsi qu'aux nationaux de ce pays, de déposer des demandes internationales.

3) Les notions de domicile et de nationalité, ainsi que l'application de ces notions lorsqu'il y a plusieurs déposants ou lorsque les déposants ne sont pas les mêmes pour tous les Etats désignés, sont définies dans le règlement d'exécution.

Article 10

Office récepteur

La demande internationale doit être déposée auprès de l'office récepteur prescrit, qui la contrôle et la traite conformément au présent traité et au règlement d'exécution.

Article 11

Date du dépôt et effets de la demande internationale

1) L'office récepteur accorde, en tant que date du dépôt international, la date de réception de la demande internationale pour autant qu'il constate, lors de cette réception, que:

i) le déposant n'est pas dépourvu manifestement, pour des raisons de domicile ou de nationalité, du droit de déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur;

ii) la demande internationale est rédigée dans la langue prescrite;

iii) la demande internationale comporte au moins les éléments suivants:

a) une indication selon laquelle elle a été déposée à titre de demande internationale;

b) la désignation d'un Etat contractant au moins;

c) le nom du déposant, indiqué de la manière prescrite;

d) une partie qui, à première vue, semble constituer une description;

e) une partie qui, à première vue, semble constituer une ou des revendications.

2)a) Si l'office récepteur constate que la demande internationale ne remplit pas, lors de sa réception, les conditions énumérées à l'alinéa 1), il invite le déposant, conformément au règlement d'exécution, à faire la correction nécessaire.

b) Si le déposant donne suite à cette invitation, conformément au règlement d'exécution, l'office récepteur accorde, en tant que date du dépôt international, la date de réception de la correction exigée.

3) Sous réserve de l'article 64.4), toute demande internationale remplissant les conditions énumérées aux points i) à iii) de l'alinéa 1) et à laquelle une date de dépôt international a été accordée a, dès la date du dépôt international, les effets d'un dépôt national régulier dans chaque Etat désigné; cette date est considérée comme date de dépôt effectif dans chaque Etat désigné.

4) Toute demande internationale remplissant les conditions énumérées aux points i) à iii) de l'alinéa 1) est considérée comme ayant la valeur d'un dépôt national régulier au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 12

Transmission de la demande internationale au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale

1) Un exemplaire de la demande internationale est conservé par l'office récepteur («copie pour l'office récepteur»), un exemplaire («exemplaire original») est transmis au Bureau international et un autre exemplaire («copie de recherche») est transmis à l'administration compétente chargée de la recherche internationale visée à l'article 16, conformément au règlement d'exécution.

2) L'exemplaire original est considéré comme l'exemplaire authentique de la demande internationale.

3) La demande internationale est considérée comme retirée si le Bureau international ne reçoit pas l'exemplaire original dans le délai prescrit.

Article 13

Possibilité pour les offices désignés de recevoir copie de la demande internationale

1) Tout office désigné peut demander au Bureau international une copie de la demande internationale avant la communication prévue à l'article 20; le Bureau international lui remet cette copie dès que possible après l'expiration d'un délai d'une année à compter de la date de priorité.

2)a) Le déposant peut, en tout temps, remettre à tout office désigné une copie de sa demande internationale.

b) Le déposant peut, en tout temps, demander au Bureau international de remettre à tout office désigné une copie de sa demande internationale; le Bureau international remet dès que possible cette copie audit office.

c) Tout office national peut notifier au Bureau international qu'il ne désire pas recevoir les copies visées au sous-alinéa b); dans ce cas, ledit sous-alinéa ne s'applique pas pour cet office.

Article 14

Irrégularités dans la demande internationale

1)a) L'office récepteur vérifie si la demande internationale:

i) est signée conformément au règlement d'exécution;

ii) comporte les indications prescrites au sujet du déposant;

iii) comporte un titre;

iv) comporte un abrégé;

v) remplit, dans la mesure prévue par le règlement d'exécution, les conditions matérielles prescrites.

b) Si l'office récepteur constate que l'une de ces prescriptions n'est pas observée, il invite le déposant à corriger la demande internationale dans le délai prescrit; à défaut, cette demande est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare.

2) Si la demande internationale se réfère à des dessins bien que ceux-ci ne soient pas inclus dans la demande, l'office récepteur le notifie au déposant, qui peut remettre ces dessins dans le délai prescrit; la date du dépôt international est alors la date de réception desdits dessins par l'office récepteur. Sinon, toute référence à de tels dessins est considérée comme inexistante.

3)a) Si l'office récepteur constate que les taxes prescrites par l'article 3.4)iv) n'ont pas été payées dans le délai prescrit ou que la taxe prescrite par l'article 4.2) n'a été payée pour aucun des Etats désignés, la demande internationale est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare.

b) Si l'office récepteur constate que la taxe prescrite par l'article 4.2) a été payée dans le délai prescrit pour un ou plusieurs Etats désignés (mais non pour tous ces Etats), la désignation de ceux desdits Etats pour lesquels la taxe n'a pas été payée dans le délai prescrit est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare.

4) Si, après qu'il a accordé à la demande internationale une date de dépôt international, l'office récepteur constate, dans le délai prescrit, que l'une quelconque des conditions énumérées aux points i) à iii) de l'article 11.1) n'était pas remplie à cette date, cette demande est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare.

Article 15

Recherche internationale

1) Chaque demande internationale fait l'objet d'une recherche internationale.

2) Le recherche internationale a pour objet de découvrir l'état de la technique pertinent.

3) La recherche internationale s'effectue sur la base des revendications, compte tenu de la description et des dessins (le cas échéant).

4) L'administration chargée de la recherche internationale visée à l'article 16 s'efforce de découvrir l'état de la technique pertinent dans toute la mesure où ses moyens le lui permettent et doit, en tout cas, consulter la documentation spécifiée par le règlement d'exécution.

5)a) Le titulaire d'une demande nationale déposée auprès de l'office national d'un Etat contractant ou de l'office agissant pour un tel Etat peut, si la législation nationale de cet Etat le permet, et aux conditions prévues par cette législation, demander qu'une recherche semblable à une recherche internationale («recherche de type international») soit effectuée sur cette demande.

b) L'office national d'un Etat contractant ou l'office agissant pour un tel Etat peut, si la législation nationale de cet Etat le permet, soumettre à une recherche de type international toute demande nationale déposée auprès de lui.

c) La recherche de type international est effectuée par l'administration chargée de la recherche internationale, visée à l'article 16, qui serait compétente pour procéder à la recherche internationale si la demande nationale était une demande internationale déposée auprès de l'office visé aux sous-alinéas a) et b). Si la demande nationale est rédigée dans une langue dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale estime n'être pas à même de traiter la demande,

la recherche de type international est effectuée sur la base d'une traduction préparée par le déposant dans une des langues prescrites pour les demandes internationales que ladite administration s'est engagée à accepter pour les demandes internationales. La demande nationale et la traduction, lorsqu'elle est exigée, doivent être présentées dans la forme prescrite pour les demandes internationales.

Article 16
Administration chargée la recherche internationale

1) La recherche internationale est effectuée par une administration chargée de la recherche internationale; celle-ci peut être soit un office national, soit une organisation intergouvernementale, telle que l'Institut international des brevets, dont les attributions comportent l'établissement de rapports de recherche documentaire sur l'état de la technique relatif à des inventions objet de demandes de brevets.

2) Si, en attendant l'institution d'une seule administration chargée de la recherche internationale, il existe plusieurs administrations chargées de la recherche internationale, chaque office récepteur spécifie, conformément aux dispositions de l'accord applicable mentionné à l'alinéa 3)b), celle ou celles de ces administrations qui seront compétentes pour procéder à la recherche pour les demandes internationales déposées auprès de cet office.

3)a) Les administrations chargées de la recherche internationale sont nommées par l'Assemblée. Tout office national et toute organisation intergouvernementale qui satisfont aux exigences visées au sous-alinéa c) peuvent être nommés en qualité d'administration chargée de la recherche internationale.

b) La nomination dépend du consentement de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale en cause et de la conclusion d'un accord, qui doit être approuvé par l'Assemblée, entre cet office ou cette organisation et le Bureau international. Cet accord spécifie les droits et obligations des parties et contient en particulier l'engagement formel dudit office ou de ladite organisation d'appliquer et d'observer toutes les règles communes de la recherche internationale.

c) Le règlement d'exécution prescrit les exigences minimales, particulièrement en ce qui concerne le personnel et la documentation, auxquelles chaque office ou organisation doit satisfaire avant qu'il puisse être nommé et auxquelles il doit continuer de satisfaire tant qu'il demeure nommé.

d) La nomination est faite pour une période déterminée, qui est susceptible de prolongation.

e) Avant de prendre une décision quant à la nomination d'un office national ou d'une organisation intergouvernementale ou quant à la prolongation d'une telle nomination, de même qu'avant de laisser une telle nomination prendre fin, l'Assemblée entend l'office ou l'organisation en cause et prend l'avis du Comité de coopération technique visé à l'article 56, une fois ce Comité établi.

Article 17
Procédure au sein de l'administration chargée de la recherche internationale

1) La procédure au sein de l'administration chargée de la recherche internationale est déterminée par le présent traité, le règlement d'exécution et l'accord que le Bureau international conclut, conformément au présent traité et au règlement d'exécution, avec cette administration.

2)a) Si l'administration chargée de la recherche internationale estime:

i) que la demande internationale concerne un objet à l'égard duquel elle n'est pas tenue, selon le règlement d'exécution, de procéder à la recherche, et décide en l'espèce de ne pas procéder à la recherche, ou

ii) que la description, les revendications ou les dessins ne remplissent pas les conditions prescrites, dans une mesure telle qu'une recherche significative ne peut pas être effectuée,

elle le déclare et notifie au déposant et au Bureau international qu'un rapport de recherche internationale ne sera pas établi.

b) Si l'une des situations mentionnées au sous-alinéa a) n'existe qu'en relation avec certaines revendications, le rapport de recherche internationale l'indique pour ces revendications et il est établi, pour les autres revendications, conformément à l'article 18.

3)a) Si l'administration chargée de la recherche internationale estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention telle qu'elle est définie dans le règlement d'exécution, elle invite le déposant à payer des taxes additionnelles. L'administration chargée de la recherche internationale établit le rapport de recherche internationale sur les parties de la demande internationale qui ont trait à l'invention mentionnée en premier lieu dans les revendications («invention principale») et, si les taxes additionnelles requises ont été payées dans le délai prescrit, sur les parties de la demande internationale qui ont trait aux inventions pour lesquelles lesdites taxes ont été payées.

b) La législation nationale de tout Etat désigné peut prévoir que, lorsque l'office national de cet Etat estime justifiée l'invitation, mentionnée au sous-alinéa a), de l'administration chargée de la recherche internationale et lorsque le déposant n'a pas payé toutes les taxes additionnelles, les parties de la demande internationale qui n'ont par conséquent pas fait l'objet d'une recherche sont considérées comme retirées pour ce qui concerne les effets dans cet Etat, à moins qu'une taxe particulière ne soit payée par le déposant à l'office national dudit Etat.

Article 18
Rapport de recherche internationale

1) Le rapport de recherche internationale est établi dans le délai prescrit et dans la forme prescrite.

2) Le rapport de recherche internationale est, dès qu'il a été établi, transmis par l'administration chargée de la recherche internationale au déposant et au Bureau international.

3) Le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2)a) est traduit conformément au règlement d'exécution. Les traductions sont préparées par le Bureau international ou sous sa responsabilité.

Article 19
Modification des revendications auprès du Bureau international

1) Le déposant, après réception du rapport de recherche internationale, a le droit de modifier une fois les revendications de la demande internationale en déposant des modifications, dans le délai prescrit, auprès du Bureau international. Il peut y joindre une brève déclaration, conformément au règlement d'exécution, expliquant les modifications et précisant les effets que ces dernières peuvent avoir sur la description et sur les dessins.

2) Les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée.

3) L'inobservation des dispositions de l'alinéa 2) n'a pas de conséquence dans les Etats désignés dont la législation nationale permet que les modifications aillent au-delà de l'exposé de l'invention.

Article 20
Communication aux offices désignés

1)a) La demande internationale, avec le rapport de recherche internationale (y compris toute indication visée à l'article 17.2)b)) ou la déclaration mentionnée à l'article 17.2)a), est communiquée, conformément au règlement d'exécution, à tout office désigné qui n'a pas renoncé, totalement ou partiellement, à cette communication.

b) La communication comprend la traduction (telle qu'elle est prescrite) dudit rapport ou de ladite déclaration.

2) Si les revendications ont été modifiées selon l'article 19.1), la communication doit soit comporter le texte intégral des revendications telles qu'elles ont été déposées et telles qu'elles ont été modifiées, soit comporter le texte intégral des revendications telles qu'elles ont été déposées et préciser les modifications apportées; elle doit en outre, le cas échéant, comporter la déclaration visée à l'article 19.1).

3) Sur requête de l'office désigné ou du déposant, l'administration chargée de la recherche internationale leur adresse, conformément au règlement d'exécution, copie des documents cités dans le rapport de recherche internationale.

Article 21

Publication internationale

1) Le Bureau international procède à la publication de demandes internationales.

2)a) Sous réserve des exceptions prévues au sous-alinéa b) et à l'article 64.3), la publication internationale de la demande internationale a lieu à bref délai après l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de priorité de cette demande.

b) Le déposant peut demander au Bureau international de publier sa demande internationale en tout temps avant l'expiration du délai mentionné au sous-alinéa a). Le Bureau international procède en conséquence, conformément au règlement d'exécution.

3) Le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2)a) est publié conformément au règlement d'exécution.

4) La langue et la forme de la publication internationale, ainsi que d'autres détails, sont fixés par le règlement d'exécution.

5) Il n'est procédé à aucune publication internationale si la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée avant l'achèvement de la préparation technique de la publication.

6) Si le Bureau international estime que la demande internationale contient des expressions ou des dessins contraires aux bonnes moeurs ou à l'ordre public, ou des déclarations dénigrantes au sens du règlement d'exécution, il peut les omettre de ses publications, en indiquant la place et le nombre des mots ou des dessins omis. Il fournit, sur demande, des copies spéciales des passages ainsi omis.

Article 22

Copies, traductions et taxes pour les offices désignés

1) Le déposant remet à chaque office désigné une copie de la demande internationale (sauf si la communication visée à l'article 20 a déjà eu lieu) et une traduction (telle qu'elle est prescrite) de cette demande et lui paie (le cas échéant) la taxe nationale au plus tard à l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité. Dans le cas où le nom de l'inventeur et les autres renseignements, prescrits par la législation de l'Etat désigné, relatifs à l'inventeur ne sont pas exigés dès le dépôt d'une demande nationale, le déposant doit, s'ils ne figurent pas déjà dans la requête, les communiquer à l'office national de cet Etat ou à l'office agissant pour ce dernier au plus tard à l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité.

2)* Lorsque l'administration chargée de la recherche internationale déclare, conformément à l'article 17.2)a), qu'un rapport de recherche internationale ne sera pas établi, le délai pour l'accomplissement des actes mentionnés à l'alinéa 1) du présent article est le même que celui que prévoit l'alinéa 1).

3) La législation de tout Etat contractant peut, pour l'accomplissement des actes visés aux alinéas 1) et 2), fixer des délais expirant après ceux qui figurent auxdits alinéas.

* Le texte de l'article 22.2) («Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), lorsque l'administration chargée de la recherche internationale déclare, conformément à l'article 17.2)a), qu'un rapport de recherche internationale ne sera pas établi, le délai pour l'accomplissement des actes mentionnés à l'alinéa 1) du présent article est de deux mois à compter de la date de la notification de ladite déclaration au déposant.») a été modifié aux termes d'une décision prise par l'Assemblée de l'Union du PCT le 3 février 1984. Outre cette modification, la décision de l'Assemblée comporte les dispositions suivantes :

«2) La modification entre en vigueur le 1er janvier 1985. Toutefois, tant que le délai précité est incompatible avec la législation nationale appliquée par l'office désigné, un délai de deux mois à compter de la date de la notification de ladite déclaration au déposant est applicable, pendant cette période transitoire, à l'égard de cet office, pour autant que ce dernier ait adressé une notification à cet effet au Bureau international.

3) La notification visée à l'alinéa 2) doit être adressée au Bureau international avant le 1er octobre 1984. Elle sera publiée à bref délai dans la gazette par le Bureau international, et elle prendra effet le 1er janvier 1985.

4) Toute notification effectuée en vertu de l'alinéa 3) peut être retirée à tout moment. Le retrait de la notification sera publié à bref délai dans la gazette par le Bureau international, et il prendra effet deux mois après cette publication ou à toute date ultérieure indiquée dans l'avis de retrait.»

Article 23

Suspension de la procédure nationale

1) Aucun office désigné ne traite ni n'examine la demande internationale avant l'expiration du délai applicable selon l'article 22.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), tout office désigné peut, sur requête expresse du déposant, traiter ou examiner en tout temps la demande internationale.

Article 24

Perte possible des effets dans des Etats désignés

1) Sous réserve de l'article 25 dans le cas visé au point ii) ci-après, les effets de la demande internationale prévus à l'article 11.3) cessent dans tout Etat désigné et cette cessation a les mêmes conséquences que le retrait d'une demande nationale dans cet Etat:

i) si le déposant retire sa demande internationale ou la désignation de cet Etat;

ii) si la demande internationale est considérée comme retirée en raison des articles 12.3), 14.1)b), 14.3)a) ou 14.4), ou si la désignation de cet Etat est considérée comme retirée selon l'article 14.3)b);

iii) si le déposant n'accomplit pas, dans le délai applicable, les actes mentionnés à l'article 22.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), tout office désigné peut maintenir les effets prévus à l'article 11.3) même lorsqu'il n'est pas exigé que de tels effets soient maintenus en raison de l'article 25.2).

Article 25

Revision par des offices désignés

1)a) Lorsque l'office récepteur refuse d'accorder une date de dépôt international ou déclare que la demande internationale est considérée comme retirée, ou lorsque le Bureau international fait une constatation selon l'article 12.3), ce Bureau adresse à bref délai, sur requête du déposant, à tout office désigné indiqué par celui-ci, copie de tout document contenu dans le dossier.

b) Lorsque l'office récepteur déclare que la désignation d'un Etat est considérée comme retirée, le Bureau international, sur requête du requérant, adresse à bref délai à l'office national de cet Etat copie de tout document contenu dans le dossier.

c) Les requêtes fondées sur les sous-alinéas a) ou b) doivent être présentées dans le délai prescrit.

2)a) Sous réserve des dispositions du sous-alinéa b), tout office désigné, si la taxe nationale (le cas échéant) a été payée et si la traduction appropriée (telle qu'elle est prescrite) a été remise dans le délai prescrit, décide si le refus, la déclaration ou la constatation mentionnés à l'alinéa 1) étaient justifiés au sens du présent traité et du règlement d'exécution; s'il constate que le refus ou la déclaration est le résultat d'une erreur ou d'une omission de l'office récepteur, ou que la constatation est le résultat d'une erreur ou d'une omission du Bureau international, il traite la demande internationale, pour ce qui concerne ses effets dans l'Etat de l'office désigné, comme si une telle erreur ou omission ne s'était pas produite.

b) Lorsque l'exemplaire original parvient au Bureau international après l'expiration du délai prescrit à l'article 12.3) en raison d'une erreur ou d'une omission du déposant, le sous-alinéa a) ne s'applique que dans les circonstances mentionnées à l'article 48.2).

Article 26

Occasion de corriger auprès des offices désignés

Aucun office désigné ne peut rejeter une demande internationale pour le motif que cette dernière ne remplit pas les conditions du présent traité et du règlement d'exécution sans donner d'abord au déposant l'occasion de corriger ladite demande dans la mesure et selon la procédure prévues par la législation nationale pour des situations identiques ou comparables se présentant à propos de demandes nationales.

Article 27
Exigences nationales

1) Aucune législation nationale ne peut exiger que la demande internationale satisfasse, quant à sa forme ou son contenu, à des exigences différentes de celles qui sont prévues dans le présent traité et dans le règlement d'exécution ou à des exigences supplémentaires.

2) Les dispositions de l'alinéa 1) ne sauraient affecter l'application de l'article 7.2) ni empêcher aucune législation nationale d'exiger, une fois que le traitement de la demande internationale a commencé au sein de l'office désigné:

i) lorsque le déposant est une personne morale, l'indication du nom d'un dirigeant de cette dernière autorisé à la représenter;

ii) la remise de documents qui n'appartiennent pas à la demande internationale mais qui constituent la preuve d'allégations ou de déclarations figurant dans cette demande, y compris la confirmation de la demande internationale par signature du déposant lorsque cette demande, telle qu'elle avait été déposée, était signée de son représentant ou de son mandataire.

3) Lorsque le déposant, aux fins de tout Etat désigné, n'a pas qualité selon la législation nationale de cet Etat pour procéder au dépôt d'une demande nationale pour la raison qu'il n'est pas l'inventeur, la demande internationale peut être rejetée par l'office désigné.

4) Lorsque la législation nationale prévoit, pour ce qui concerne la forme ou le contenu des demandes nationales, des exigences qui, du point de vue des déposants, sont plus favorables que celles que prévoient le présent traité et le règlement d'exécution pour les demandes internationales, l'office national, les tribunaux et tous autres organes compétents de l'Etat désigné ou agissant pour ce dernier peuvent appliquer les premières exigences, en lieu et place des dernières, aux demandes internationales, sauf si le déposant requiert que les exigences prévues par le présent traité et par le règlement d'exécution soient appliquées à sa demande internationale.

5) Rien dans le présent traité ni dans le règlement d'exécution ne peut être compris comme pouvant limiter la liberté d'aucun Etat contractant de prescrire toutes conditions matérielles de brevetabilité qu'il désire. En particulier, toute disposition du présent traité et du règlement d'exécution concernant la définition de l'état de la technique doit s'entendre exclusivement aux fins de la procédure internationale; par conséquent, tout Etat contractant est libre d'appliquer, lorsqu'il détermine la brevetabilité d'une invention faisant l'objet d'une demande internationale, les critères de sa législation nationale relatifs à l'état de la technique et d'autres conditions de brevetabilité qui ne constituent pas des exigences relatives à la forme et au contenu des demandes.

6) La législation nationale peut exiger du déposant qu'il fournisse des preuves quant à toute condition de droit matériel de brevetabilité qu'elle prescrit.

7) Tout office récepteur, de même que tout office désigné qui a commencé à traiter la demande internationale, peut appliquer toute disposition de sa législation nationale relative à la représentation obligatoire du déposant par un mandataire habilité auprès de cet office et à l'indication obligatoire d'une adresse de service dans l'Etat désigné aux fins de la réception de notifications.

8) Rien dans le présent traité ni dans le règlement d'exécution ne peut être compris comme pouvant limiter la liberté d'aucun Etat contractant d'appliquer les mesures qu'il considère nécessaires en matière de défense nationale ou de limiter, pour protéger ses intérêts économiques, le droit de ses nationaux ou des personnes qui sont domiciliées sur son territoire de déposer des demandes internationales.

Article 28
Modification des revendications, de la description et des dessins auprès des offices désignés

1) Le déposant doit avoir l'occasion de modifier les revendications, la description et les dessins, dans le délai prescrit, auprès de chaque office désigné. Aucun office désigné ne peut délivrer de brevet ni refuser d'en délivrer avant l'expiration de ce délai, sauf accord exprès du déposant.

2) Les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, sauf si la législation nationale de l'Etat désigné le permet expressément.

3) Les modifications doivent être conformes à la législation nationale de l'Etat désigné pour tout ce qui n'est pas fixé par le présent traité ou par le règlement d'exécution.

4) Lorsque l'office désigné exige une traduction de la demande internationale, les modifications doivent être établies dans la langue de la traduction.

Article 29
Effets de la publication internationale

1) Pour ce qui concerne la protection de tout droit du déposant dans un Etat désigné, la publication internationale d'une demande internationale a, dans cet Etat, sous réserve des dispositions des alinéas 2) à 4), les mêmes effets que ceux qui sont attachés par la législation nationale de cet Etat à la publication nationale obligatoire de demandes nationales non examinées comme telles.

2) Si la langue de la publication internationale diffère de celle des publications requises par la législation nationale de l'Etat désigné, ladite législation nationale peut prévoir que les effets prévus à l'alinéa 1) ne se produisent qu'à partir de la date où :

i) une traduction dans cette dernière langue est publiée conformément à la législation nationale; ou

ii) une traduction dans cette dernière langue est mise à la disposition du public pour inspection, conformément à la législation nationale; ou

iii) une traduction dans cette dernière langue est transmise par le déposant à l'utilisateur non autorisé, effectif ou éventuel, de l'invention faisant l'objet de la demande internationale; ou

iv) les deux actes visés aux points i) et iii), ou les deux actes visés aux points ii) et iii), ont été accomplis.

3) La législation nationale de tout Etat désigné peut prévoir que, lorsque la publication internationale a été effectuée, sur requête du déposant, avant l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de priorité, les effets prévus à l'alinéa 1) ne se produisent qu'à partir de l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de priorité.

4) La législation nationale de tout Etat désigné peut prévoir que les effets prévus à l'alinéa 1) ne se produisent qu'à partir de la date de réception, par son office national ou par l'office agissant pour cet Etat, d'un exemplaire de la publication, effectuée conformément à l'article 21, de la demande internationale. Cet office publie, dès que possible, la date de réception dans sa gazette.

Article 30
Caractère confidentiel de la demande internationale

1)a) Sous réserve du sous-alinéa b), le Bureau international et les administrations chargées de la recherche internationale ne doivent permettre à aucune personne ou administration d'avoir accès à la demande internationale avant sa publication internationale, sauf requête ou autorisation du déposant.

b) Le sous-alinéa a) ne s'applique pas aux transmissions à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, aux transmissions prévues à l'article 13 ni aux communications prévues à l'article 20.

2)a) Aucun office national ne peut permettre à des tiers d'avoir accès à la demande internationale, sauf requête ou autorisation du déposant, avant celle des dates suivantes qui intervient la première:

i) date de la publication internationale de la demande internationale;

ii) date de réception de la communication de la demande internationale selon l'article 20;

iii) date de réception d'une copie de la demande internationale selon l'article 22.

b) Le sous-alinéa a) ne saurait empêcher un office national d'informer des tiers qu'il a été désigné, ni de publier ce fait. Une telle information ou publication ne peut toutefois contenir que les indications suivantes : identification de l'office récepteur, nom du déposant, date du dépôt international, numéro de la demande internationale et titre de l'invention.

c) Le sous-alinéa a) ne saurait empêcher un office désigné de permettre aux autorités judiciaires d'avoir accès à la demande internationale.

3) L'alinéa 2)a) s'applique à tout office récepteur, sauf pour les transmissions prévues à l'article 12.1).

4) Au sens du présent article, l'expression «avoir accès» comprend tout moyen par lequel des tiers peuvent prendre connaissance, et comprend donc la communication individuelle et la publication générale; toutefois, aucun office national ne peut publier une demande internationale ou sa traduction avant la publication internationale ou avant l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité si la publication internationale n'a pas eu lieu à l'expiration de ce délai.

CHAPITRE II

Examen préliminaire international

Article 31

CHAPITRE III

Dispositions communes

Article 43

Recherche de certains titres de protection

Le déposant peut indiquer, conformément au règlement d'exécution, que sa demande internationale tend à la délivrance d'un certificat d'auteur d'invention, d'un certificat d'utilité ou d'un modèle d'utilité et non à celle d'un brevet, ou à la délivrance d'un brevet ou certificat d'addition, d'un certificat d'auteur d'invention additionnel ou d'un certificat d'utilité additionnel, dans tout Etat désigné ou élu dont la législation prévoit la délivrance de certificats d'auteur d'invention, de certificats d'utilité, de modèles d'utilité, de brevets ou certificats d'addition, de certificats d'auteur d'invention additionnels ou de certificats d'utilité additionnels; les effets découlant de cette indication sont déterminés par le choix effectué par le déposant. Aux fins du présent article et de toute règle y relative, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

Article 44

Recherche de deux titres de protection

Pour tout Etat désigné ou élu dont la législation permet qu'une demande tendant à la délivrance d'un brevet ou de l'un des autres titres de protection mentionnés à l'article 43 puisse également viser un autre de ces titres de protection, le déposant peut indiquer, conformément au règlement d'exécution, les deux titres de protection dont il demande la délivrance; les effets qui en découlent sont déterminés par les indications du déposant. Aux fins du présent article, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

Article 45

Traité de brevet régional

1) Tout traité prévoyant la délivrance d'un brevet régional («traité de brevet régional») et donnant à toute personne, autorisée par l'article 9 à déposer des demandes internationales, le droit de déposer des demandes tendant à la délivrance de tels brevets peut stipuler que les demandes internationales contenant la désignation ou l'élection d'un Etat partie à la fois au traité de brevet régional et au présent traité peuvent être déposées en vue de la délivrance de brevets régionaux.

2) La législation nationale d'un tel Etat désigné ou élu peut prévoir que toute désignation ou élection dudit Etat dans la demande internationale sera considérée comme l'indication que le déposant désire obtenir un brevet régional conformément au traité de brevet régional.

Article 46

Traduction incorrecte de la demande internationale

Si, en raison d'une traduction incorrecte de la demande internationale, l'étendue d'un brevet délivré à la suite de cette demande dépasse l'étendue de la demande internationale dans sa langue d'origine, les autorités compétentes de l'Etat contractant considéré peuvent limiter en conséquence et d'une manière rétroactive l'étendue du brevet et déclarer qu'il est nul et non avenu dans la mesure où son étendue dépasse celle de la demande internationale dans sa langue d'origine.

Article 47

Délais

1) Le calcul des délais prévus dans le présent traité est fixé par le règlement d'exécution.

2)a) Tous les délais fixés dans les chapitres I et II du présent traité peuvent, en dehors de toute revision selon l'article 60, être modifiés par décision des Etats contractants.

b) La décision est prise par l'Assemblée ou par vote par correspondance et doit être unanime.

c) Les détails de la procédure sont fixés par le règlement d'exécution.

Article 48

Retards dans l'observation de certains délais

1) Lorsqu'un délai, fixé dans le présent traité ou dans le règlement d'exécution, n'est pas observé pour cause d'interruption des services postaux, de perte ou de retard inévitables du courrier, ce délai est considéré comme observé dans les cas précisés au règlement d'exécution et sous réserve que soient remplies les conditions de preuve et autres conditions prescrites dans ledit règlement.

2)a) Tout Etat contractant doit, pour ce qui le concerne, excuser pour des motifs admis par sa législation nationale tout retard dans l'observation d'un délai.

b) Tout Etat contractant peut, pour ce qui le concerne, excuser pour des motifs autres que ceux qui figurent au sous-alinéa a) tout retard dans l'observation d'un délai.

Article 49

Droit d'exercer auprès d'administrations internationales

Tout avocat, agent de brevets ou autre personne, ayant le droit d'exercer auprès de l'office national auprès duquel la demande internationale a été déposée, a le droit d'exercer, en ce qui concerne cette demande, auprès du Bureau international, de l'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.

CHAPITRE IV

Services techniques

Article 50

Services d'information sur les brevets

1) Le Bureau international peut fournir des services (dénommés dans le présent article «services d'information»), en donnant des informations techniques ainsi que d'autres informations pertinentes dont il dispose, sur la base de documents publiés, principalement de brevets et de demandes publiées.

2) Le Bureau international peut fournir ces services d'information soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs administrations chargées de la recherche internationale ou d'autres institutions spécialisées, nationales ou internationales, avec lesquelles il aura pu conclure des accords.

3) Les services d'information fonctionnent de manière à faciliter tout particulièrement l'acquisition, par les Etats contractants qui sont des pays en voie de développement, des connaissances techniques et de la technologie, y compris le «know-how» publié disponible.

4) Les services d'information peuvent être obtenus par les gouvernements des Etats contractants, par leurs nationaux et par les personnes qui sont domiciliées sur leur territoire. L'Assemblée peut décider d'étendre ces services à d'autres intéressés.

5)a) Tout service fourni aux gouvernements des Etats contractants doit l'être à son prix de revient; toutefois, pour les gouvernements des Etats contractants qui sont des pays en voie de développement, le service est fourni au-dessous de ce prix si la différence peut être couverte par les bénéfices réalisés sur la prestation de services à des destinataires autres que les gouvernements d'Etats contractants ou par les moyens mentionnés à l'article 51.4).

b) Le prix de revient visé au sous-alinéa a) doit être entendu comme consistant dans les frais qui s'ajoutent à ceux que l'office national ou l'administration chargée de la recherche internationale doivent engager de toute façon pour s'acquitter de leurs tâches.

6) Les détails relatifs à l'application du présent article sont réglementés par décisions de l'Assemblée et, dans les limites fixées par cette dernière, par les groupes de travail qu'elle pourra instituer à cette fin.

7) Si elle l'estime nécessaire, l'Assemblée recommande d'autres modes de financement pour compléter ceux qui sont prévus à l'alinéa 5).

Article 51

Assistance technique

1) L'Assemblée établit un Comité d'assistance technique (dénommé dans le présent article «le Comité»).

2)a) Les membres du Comité sont élus parmi les Etats contractants de façon à assurer une représentation appropriée des pays en voie de développement.

b) Le Directeur général invite, de sa propre initiative ou sur la requête du Comité, des représentants des organisations intergouvernementales s'occupant d'assistance technique aux pays en voie de développement à prendre part aux travaux du Comité.

3)a) Le Comité a pour tâche l'organisation et la supervision de l'assistance technique accordée aux Etats contractants qui sont des pays en voie de développement, afin de développer leurs systèmes de brevets, soit au niveau national, soit au niveau régional.

b) L'assistance technique comprend notamment la formation de spécialistes, la mise à disposition d'experts et la fourniture d'équipements à des fins de démonstration et de fonctionnement.

4) En vue du financement de projets entrant dans le cadre du présent article, le Bureau international s'efforce de conclure des accords, d'une part avec des organisations internationales de financement et des organisations intergouvernementales, en particulier avec l'Organisation des Nations Unies, les agences des Nations Unies ainsi qu'avec les institutions spécialisées des Nations Unies ayant compétence en matière d'assistance technique, de même que, d'autre part, avec les gouvernements des Etats bénéficiaires de l'assistance technique.

5) Les détails relatifs à l'application du présent article sont réglementés par décisions de l'Assemblée et, dans les limites fixées par cette dernière, par les groupes de travail qu'elle pourra instituer à cette fin.

Article 52

Rapports avec les autres dispositions du traité

Aucune disposition du présent chapitre n'affecte les dispositions financières figurant dans les autres chapitres du présent traité. Ces dispositions ne sont pas applicables au présent chapitre ni à sa mise en oeuvre.

CHAPITRE V

Dispositions administratives

Article 53

Assemblée

1)a) L'Assemblée est composée des Etats contractants, sous réserve de l'article 57.8).

b) Le gouvernement de chaque Etat contractant est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

2)a) L'Assemblée:

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union et l'application du présent traité;

ii) s'acquitte des tâches qui lui sont expressément assignées dans d'autres dispositions du présent traité;

iii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de revision;

iv) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général relatifs à l'Union et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union;

v) examine et approuve les rapports et les activités du Comité exécutif établi conformément à l'alinéa 9) et lui donne des directives;

vi) arrête le programme, adopte le budget triennal* de l'Union et approuve ses comptes de clôture;

vii) adopte le règlement financier de l'Union;

viii) crée les comités et groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union;

ix) décide quels sont les Etats non contractants et, sous réserve de l'alinéa 8), quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

x) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union et s'acquitte de toutes autres fonctions utiles dans le cadre du présent traité.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue après avoir pris connaissance de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4) Chaque Etat contractant dispose d'une voix.

5)a) La moitié des Etats contractants constitue le quorum.

b) Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, ces décisions, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que si le quorum et la majorité requis sont atteints par le moyen du vote par correspondance prévu par le règlement d'exécution.

6)a) Sous réserve des articles 47.2)b), 58.2)b), 58.3) et 61.2)b), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

b) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

7) S'il s'agit de questions intéressant exclusivement les Etats liés par le chapitre II, toute référence aux Etats contractants figurant aux alinéas 4), 5) et 6) est considérée comme s'appliquant seulement aux Etats liés par le chapitre II.

8) Toute organisation intergouvernementale nommée en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international est admise en qualité d'observateur aux réunions de l'Assemblée.

9) Lorsque le nombre des Etats contractants dépassera quarante, l'Assemblée établira un Comité exécutif. Toute référence faite au Comité exécutif dans le présent traité ou dans le règlement d'exécution vise l'époque où ce comité aura été établi.

10) Jusqu'à l'établissement du Comité exécutif, l'Assemblée se prononce, dans les limites du programme et du budget triennal, sur les programmes et budgets annuels préparés par le Directeur général**.

11)a) L'Assemblée se réunit une fois tous les deux ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande du Comité exécutif ou à la demande d'un quart des Etats contractants.

12) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 54

Comité exécutif

1) Lorsque l'Assemblée aura établi un Comité exécutif, il sera soumis aux dispositions suivantes.

2)a) Sous réserve de l'article 57.8), le Comité exécutif est composé des Etats élus par l'Assemblée parmi les Etats membres de celle-ci.

b) Le gouvernement de chaque Etat membre du Comité exécutif est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

3) Le nombre des Etats membres du Comité exécutif correspond au quart du nombre des Etats membres de l'Assemblée. Dans le calcul des sièges à pourvoir, le reste subsistant après la division par quatre n'est pas pris en considération.

---

* *Note de l'éditeur:* Depuis 1980, le budget de l'Union est biennal.

** *Note de l'éditeur:* Depuis 1980, le programme et le budget de l'Union sont biennaux.

4) Lors de l'élection des membres du Comité exécutif, l'Assemblée tient compte d'une répartition géographique équitable.

5)a) Les membres du Comité exécutif restent en fonctions à partir de la clôture de la session de l'Assemblée au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'au terme de la session ordinaire suivante de l'Assemblée.

b) Les membres du Comité exécutif sont rééligibles dans la limite maximale des deux tiers d'entre eux.

c) L'Assemblée réglemente les modalités de l'élection et de la réélection éventuelle des membres du Comité exécutif.

6)a) Le Comité exécutif:

i) prépare le projet d'ordre du jour de l'Assemblée;

ii) soumet à l'Assemblée des propositions relatives aux projets de programme et de budget biennal de l'Union préparés par le Directeur général;

iii) *[supprimé]*

iv) soumet à l'Assemblée, avec les commentaires appropriés, les rapports périodiques du Directeur général et les rapports annuels de vérification des comptes;

v) prend toutes mesures utiles en vue de l'exécution du programme de l'Union par le Directeur général, conformément aux décisions de l'Assemblée et en tenant compte des circonstances survenant entre deux sessions ordinaires de ladite Assemblée;

vi) s'acquitte de toutes autres tâches qui lui sont attribuées dans le cadre du présent traité.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres unions administrées par l'Organisation, le Comité exécutif statue après avoir pris connaissance de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7)a) Le Comité exécutif se réunit une fois par an en session ordinaire, sur convocation du Directeur général, autant que possible pendant la même période et au même lieu que le Comité de coordination de l'Organisation.

b) Le Comité exécutif se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de son président ou d'un quart de ses membres.

8)a) Chaque Etat membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

b) La moitié des Etats membres du Comité exécutif constitue le quorum.

c) Les décisions sont prisés à la majorité simple des votes exprimés.

d) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

e) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

9) Les Etats contractants qui ne sont pas membres du Comité exécutif sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs, de même que toute organisation intergouvernementale nommée en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international.

10) Le Comité exécutif adopte son règlement intérieur.

Article 55
Bureau international

1) Les tâches administratives incombant à l'Union sont assurées par le Bureau international.

2) Le Bureau international assure le secrétariat des divers organes de l'Union.

3) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union et la représente.

4) Le Bureau international publie une gazette et les autres publications indiquées par le règlement d'exécution ou l'Assemblée.

5) Le règlement d'exécution précise les services que les offices nationaux doivent rendre en vue d'assister le Bureau international, les administrations chargées de la recherche internationale et les administrations chargées de l'examen préliminaire international à accomplir les tâches prévues par le présent traité.

6) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité exécutif et de tout autre comité ou groupe de travail établi en application du présent traité ou du règlement d'exécution. Le Directeur général, ou un membre du personnel désigné par lui, est d'office secrétaire de ces organes.

7)a) Le Bureau international prépare les conférences de revision selon les directives de l'Assemblée et en coopération avec le Comité exécutif.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans les conférences de revision.

8) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 56
Comité de coopération technique

1) L'Assemblée établit un Comité de coopération technique (dénommé dans le présent article «le Comité»).

2)a) L'Assemblée détermine la composition du Comité et en nomme les membres, compte tenu d'une représentation équitable des pays en voie de développement.

b) Les administrations chargées de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international sont *ex officio* membres du Comité. Lorsqu'une telle administration est l'office national d'un Etat contractant, celui-ci ne peut avoir d'autre représentation au Comité.

c) Si le nombre des Etats contractants le permet, le nombre total des membres du Comité est supérieur au double du nombre des membres *ex officio.*

d) Le Directeur général, de sa propre initiative ou à la requête du Comité, invite des représentants des organisations intéressées à prendre part aux discussions qui les intéressent.

3) Le Comité a pour but de contribuer, par le moyen d'avis et de recommandations:

i) à améliorer constamment les services prévus par le présent traité;

ii) à obtenir, tant qu'il y a plusieurs administrations chargées de la recherche internationale et plusieurs administrations chargées de l'examen préliminaire international, que leur documentation et leurs méthodes de travail soient aussi uniformes que possible et que leurs rapports soient uniformément de la plus haute qualité possible;

iii) sur l'invitation de l'Assemblée ou du Comité exécutif, à résoudre les problèmes techniques spécialement posés par l'institution d'une seule administration chargée de la recherche internationale.

4) Tout Etat contractant et toute organisation internationale intéressée peuvent saisir le Comité, par écrit, de questions de sa compétence.

5) Le Comité peut adresser ses avis et ses recommandations au Directeur général ou, par l'intermédiaire de ce dernier, à l'Assemblée, au Comité exécutif, à toutes les administrations chargées de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international ou à certaines d'entre elles et à tous les offices récepteurs ou à certains d'entre eux.

6)a) Le Directeur général remet dans tous les cas au Comité exécutif le texte de tous les avis et recommandations du Comité. Il peut y joindre ses commentaires.

b) Le Comité exécutif peut exprimer ses opinions quant à tout avis ou recommandation ou à toute autre activité du Comité et peut inviter ce dernier à étudier des questions relevant de sa compétence et à faire rapport à leur sujet. Le Comité exécutif peut soumettre à l'Assemblée, avec des commentaires appropriés, les avis, recommandations et rapports du Comité.

7) Jusqu'à l'établissement du Comité exécutif, les références à ce dernier qui figurent à l'alinéa 6) sont considérées comme se rapportant à l'Assemblée.

8) L'Assemblée arrête les détails relatifs à la procédure du Comité.

Article 57

Finances

1)a) L'Union a un budget.

b) Le budget de l'Union comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union ainsi que sa contribution au budget des dépenses communes aux unions administrées par l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union, mais également à une ou plusieurs autres unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2) Le budget de l'Union est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres unions administrées par l'Organisation.

3) Sous réserve de l'alinéa 5), le budget de l'Union est financé par les ressources suivantes:

i) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union;

ii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union et les droits afférents à ces publications;

iii) les dons, legs et subventions;

iv) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4) Le montant des taxes et sommes dues au Bureau international ainsi que le prix de vente de ses publications sont fixés de manière à couvrir normalement toutes les dépenses occasionnées au Bureau international par l'administration du présent traité.

5)a) Si un exercice budgétaire se clôt avec un déficit, les Etats membres, sous réserve des sous-alinéas b) et c), versent des contributions afin de couvrir ce déficit.

b) L'Assemblée arrête la contribution de chaque Etat contractant, en tenant dûment compte du nombre des demandes internationales qui sont parvenues de chacun d'eux au cours de l'année considérée.

c) Si le déficit peut être couvert provisoirement en tout ou en partie par d'autres moyens, l'Assemblée peut, dans cette mesure, décider de le reporter et de ne pas demander de contributions aux Etats contractants.

d) Si la situation financière de l'Union le permet, l'Assemblée peut décider que toutes contributions versées conformément au sous-alinéa a) seront remboursées aux Etats contractants qui les ont versées.

e) Si un Etat contractant n'a pas versé sa contribution selon le sous-alinéa b) dans un délai de deux années à compter de la date à laquelle elle était exigible selon la décision de l'Assemblée, il ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Union. Cependant, tout organe de l'Union peut autoriser un tel Etat à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

6) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

7)a) L'Union possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque Etat contractant. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée prend les mesures nécessaires à son augmentation. Si une partie de ce fonds n'est plus nécessaire, elle est remboursée aux Etats contractants.

b) Le montant du versement initial de chaque Etat contractant au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est fixé par l'Assemblée sur la base de principes semblables à ceux qui sont prévus à l'alinéa 5)b).

c) Les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

d) Tout remboursement est proportionnel aux montants versés par chaque Etat contractant, compte tenu des dates de ces versements.

8)a) L'accord de siège conclu avec l'Etat sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, cet Etat accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre l'Etat en cause et l'Organisation. Aussi longtemps qu'il est tenu d'accorder des avances, cet Etat dispose *ex officio* d'un siège à l'Assemblée et au Comité exécutif.

b) L'Etat visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

9) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs Etats contractants ou par des contrôleurs extérieurs. Ils sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 58

Règlement d'exécution

1) Le règlement d'exécution annexé au présent traité contient des règles relatives:

i) aux questions au sujet desquelles le présent traité renvoie expressément au règlement d'exécution ou prévoit expressément qu'elles sont ou seront l'objet de prescriptions;

ii) à toutes conditions, questions ou procédures d'ordre administratif;

iii) à tous détails utiles en vue de l'exécution des dispositions du présent traité.

2)a) L'Assemblée peut modifier le règlement d'exécution.

b) Sous réserve de l'alinéa 3), les modifications exigent la majorité des trois quarts des votes exprimés.

3)a) Le règlement d'exécution précise les règles qui ne peuvent être modifiées que:

i) par décision unanime, ou

ii) à la condition qu'un désaccord ne soit manifesté ni par un des Etats contractants dont l'office national fonctionne en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international, ni, lorsqu'une telle administration est une organisation intergouvernementale, par l'Etat contractant membre de cette organisation mandaté à cet effet par les autres Etats membres réunis au sein de l'organisme compétent de cette organisation.

b) Pour que l'une quelconque de ces règles puisse, à l'avenir, être soustraite aux exigences indiquées, il faut que les conditions mentionnées au sous-alinéa a)i) ou a)ii), selon le cas, soient remplies.

c) Pour qu'une règle quelconque puisse être, à l'avenir, incluse dans l'une ou l'autre des catégories mentionnées au sous-alinéa a), un consentement unanime est nécessaire.

4) Le règlement d'exécution prévoit que le Directeur général établit des instructions administratives sous le contrôle de l'Assemblée.

5) En cas de divergence entre le texte du traité et celui du règlement d'exécution, le premier fait foi.

CHAPITRE VI

Différends

Article 59

Différends

Sous réserve de l'article 64.5), tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application du présent traité et du règlement d'exécution qui ne sera pas réglé par voie de négociation peut être porté par l'un quelconque des Etats en cause devant la Cour internationale de Justice par voie de requête conforme au Statut de la Cour, à moins que les Etats en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement. Le Bureau international sera informé par l'Etat contractant requérant du différend soumis à la Cour et en donnera connaissance aux autres Etats contractants.

CHAPITRE VII

Revision et modifications

Article 60

Revision du traité

1) Le présent traité peut être soumis à des revisions périodiques, par le moyen de conférences spéciales des Etats contractants.

2) La convocation d'une conférence de revision est décidée par l'Assemblée.

3) Toute organisation intergouvernementale nommée en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international est admise en qualité d'observateur à toute conférence de revision.

4) Les articles 53.5), 9) et 11), 54, 55.4) à 8), 56 et 57 peuvent être modifiés soit par une conférence de revision, soit d'après les dispositions de l'article 61.

Article 61

Modification de certaines dispositions du traité

1)a) Des propositions de modification des articles 53.5), 9) et 11), 54, 55.4) à 8), 56 et 57 peuvent être présentées par tout Etat membre de l'Assemblée, par le Comité exécutif ou par le Directeur général.

b) Ces propositions sont communiquées par le Directeur général aux Etats contractants six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2)a) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée.

b) L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés.

3)a) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des Etats qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée.

b) Toute modification de ces articles ainsi acceptée lie tous les Etats qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur, étant entendu que toute modification qui augmente les obligations financières des Etats contractants ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

c) Toute modification acceptée conformément au sous-alinéa a) lie tous les Etats qui deviennent membres de l'Assemblée après la date à laquelle la modification est entrée en vigueur conformément au sous-alinéa a).

CHAPITRE VIII

Clauses finales

Article 62

Modalités selon lesquelles les Etats peuvent devenir parties au traité

1) Tout Etat membre de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle peut devenir partie au présent traité par:

i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, ou

ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

3) Les dispositions de l'article 24 de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent traité.

4) L'alinéa 3) ne saurait en aucun cas être interprété comme impliquant la reconnaissance ou l'acceptation tacite par l'un quelconque des Etats contractants de la situation de fait de tout territoire auquel le présent traité est rendu applicable par un autre Etat contractant en vertu dudit alinéa.

Article 63

Entrée en vigueur du traité

1)a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3), le présent traité entre en vigueur trois mois après que huit Etats ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, à condition que quatre au moins de ces Etats remplissent l'une des conditions suivantes:

i) le nombre des demandes déposées dans l'Etat en cause est supérieur à quarante mille selon les statistiques annuelles les plus récentes publiées par le Bureau international;

ii) les nationaux de l'Etat en cause ou les personnes qui y sont domiciliées ont, selon les statistiques annuelles les plus récentes publiées par le Bureau international, déposé dans un pays étranger au moins mille demandes;

iii) l'office national de l'Etat en cause a reçu de nationaux de pays étrangers ou de personnes domiciliées dans de tels pays, selon les statistiques annuelles les plus récentes publiées par le Bureau international, au moins dix mille demandes.

b) Aux fins du présent alinéa, l'expression «demandes» n'englobe pas les demandes de modèles d'utilité.

2) Sous réserve de l'alinéa 3), tout Etat qui ne devient pas partie au présent traité au moment de l'entrée en vigueur selon l'alinéa 1) est lié par le présent traité trois mois après la date à laquelle il a déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

3) Les dispositions du chapitre II et les règles correspondantes du règlement d'exécution annexé au présent traité ne sont toutefois applicables qu'à la date à laquelle trois Etats remplissant l'une au moins des conditions énumérées à l'alinéa 1) sont devenus parties au présent traité sans déclarer, selon l'article 64.1), qu'ils n'entendent pas être liés par les dispositions du chapitre II. Cette date ne peut toutefois être antérieure à celle de l'entrée en vigueur initiale selon l'alinéa 1).

Article 64

Réserves

1)a) Tout Etat peut déclarer qu'il n'est pas lié par les dispositions du chapitre II.

b) Les Etats faisant une déclaration selon le sous-alinéa a) ne sont pas liés par les dispositions du chapitre II et par les dispositions correspondantes du règlement d'exécution.

2)a) Tout Etat qui n'a pas fait une déclaration selon l'alinéa 1)a) peut déclarer que:

i) il n'est pas lié par les dispositions de l'article 39.1) concernant la remise d'une copie de la demande internationale et d'une traduction (telle qu'elle est exigée) de cette dernière;

ii) l'obligation de suspendre le traitement national, figurant à l'article 40, n'empêche pas la publication, par son office national ou par l'intermédiaire de ce dernier, de la demande internationale ou d'une traduction de cette dernière, étant toutefois entendu que cet Etat n'est pas dispensé des obligations prévues aux articles 30 et 38.

b) Les Etats procédant à une telle déclaration ne sont liés qu'en conséquence.

3)a) Tout Etat peut déclarer que, pour ce qui le concerne, la publication internationale de demandes internationales n'est pas exigée.

b) Lorsque, à l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de priorité, la demande internationale ne comporte que la désignation d'Etats ayant fait des déclarations selon le sous-alinéa a), la demande internationale n'est pas publiée conformément à l'article 21.2).

c) En cas d'application des dispositions du sous-alinéa b), la demande internationale est cependant publiée par le Bureau international:

i) sur requête du déposant: conformément au règlement d'exécution;

ii) lorsqu'une demande nationale ou un brevet basés sur la demande internationale sont publiés par l'office national de tout Etat désigné qui a fait une déclaration selon le sous-alinéa a) ou pour le

compte d'un tel office: à bref délai après cette publication mais au plus tôt dix-huit mois après la date de priorité.

4)a) Tout Etat dont la législation nationale reconnaît à ses brevets un effet sur l'état de la technique à compter d'une date antérieure à celle de la publication mais n'assimile pas, aux fins de l'état de la technique, la date de priorité revendiquée selon la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle à la date du dépôt effectif dans cet Etat peut déclarer que le dépôt hors de son territoire d'une demande internationale le désignant n'est pas assimilé à un dépôt effectif sur son territoire aux fins de l'état de la technique.

b) Tout Etat faisant la déclaration mentionnée au sous-alinéa a) ne sera pas, dans cette mesure, lié par l'article 11.3).

c) Tout Etat faisant la déclaration mentionnée au sous-alinéa a) doit, en même temps, déclarer par écrit la date à partir de laquelle et les conditions auxquelles l'effet sur l'état de la technique de toute demande internationale le désignant se produit sur son territoire. Cette déclaration peut être modifiée en tout temps par notification adressée au Directeur général.

5) Tout Etat peut déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 59. En ce qui concerne tout différend entre un Etat contractant qui a fait une telle déclaration et tout autre Etat contractant, les dispositions de l'article 59 ne sont pas applicables.

6)a) Toute déclaration faite selon le présent article doit l'être par écrit. Elle peut l'être lors de la signature du présent traité, lors du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, ou, sauf dans le cas visé à l'alinéa 5), ultérieurement en tout temps par notification adressée au Directeur général. Dans le cas de ladite notification, la déclaration produit effet six mois après la date de réception de la notification par le Directeur général et n'affecte pas les demandes internationales déposées avant l'expiration de cette période de six mois.

b) Toute déclaration faite selon le présent article peut être retirée en tout temps par notification adressée au Directeur général. Un tel retrait devient effectif trois mois après la date de réception de la notification par le Directeur général et, lorsqu'il s'agit du retrait d'une déclaration selon l'alinéa 3), n'affecte pas les demandes internationales déposées avant l'expiration de cette période de trois mois.

7) Aucune réserve autre que celles qui sont autorisées aux alinéas 1) à 5) n'est admise au présent traité.

Article 65

Application progressive

1) Si l'accord conclu avec une administration chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international prévoit, à titre transitoire, une limitation du nombre ou du type des demandes internationales que cette administration s'engage à traiter, l'Assemblée prend les mesures nécessaires à l'application progressive du présent traité et du règlement d'exécution à des catégories déterminées de demandes internationales. Cette disposition est aussi applicable aux demandes de recherche de type international selon l'article 15.5).

2) L'Assemblée fixe les dates à partir desquelles, sous réserve de l'alinéa 1), les demandes internationales peuvent être déposées et les demandes d'examen préliminaire international peuvent être présentées. Ces dates ne peuvent être postérieures au sixième mois suivant, selon le cas, l'entrée en vigueur du présent traité conformément aux dispositions de l'article 63.1) ou l'application du chapitre II conformément à l'article 63.3).

Article 66

Dénonciation

1) Tout Etat contractant peut dénoncer le présent traité par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet six mois après la date de réception de la notification par le Directeur général. Cette dénonciation n'altère pas les effets de la demande internationale dans l'Etat qui procède à la dénonciation si c'est avant l'expiration de cette période de six mois que la demande a été déposée et que, si l'Etat en cause a été élu, l'élection a été effectuée.

Article 67

Signature et langues

1)a) Le présent traité est signé en un seul exemplaire original en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

b) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, espagnole, japonaise, portugaise et russe, et dans les autres langues que l'Assemblée peut indiquer.

2) Le présent traité reste ouvert à la signature, à Washington, jusqu'au 31 décembre 1970.

Article 68

Fonctions du dépositaire

1) L'exemplaire original du présent traité, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature, est déposé auprès du Directeur général.

2) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du présent traité et du règlement d'exécution qui y est annexé aux gouvernements de tous les Etats parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat.

3) Le Directeur général fait enregistrer le présent traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

4) Le Directeur général certifie et transmet deux copies de toute modification du présent traité et du règlement d'exécution aux gouvernements de tous les Etats contractants et, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat.

Article 69

Notifications

Le Directeur général notifie aux gouvernements de tous les Etats parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle:

i) les signatures apposées selon l'article 62;

ii) le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion selon l'article 62;

iii) la date d'entrée en vigueur du présent traité et la date à partir de laquelle le chapitre II est applicable selon l'article 63.3);

iv) les déclarations faites en vertu de l'article 64.1) à 5);

v) les retraits de toutes déclarations effectués en vertu de l'article 64.6)b);

vi) les dénonciations reçues en application de l'article 66;

vii) les déclarations faites en vertu de l'article 31.4).

Règlement d'exécution * du Traité de coopération en matière de brevets

(texte en vigueur le 1er janvier 1985)

PARTIE A

Règles introductives

Règle 1

Expressions abrégées

1.1 *Sens des expressions abrégées*

a) Au sens du présent règlement d'exécution, il faut entendre par «traité» le Traité de coopération en matière de brevets.

b) Au sens du présent règlement d'exécution, les mots «chapitre» et «article» se réfèrent au chapitre ou à l'article indiqué du traité.

Règle 2

Interprétation de certains mots

2.1 *«Déposant»*

Le terme «déposant» doit être compris comme signifiant également le mandataire ou un autre représentant du déposant, sauf si le contraire découle clairement du libellé ou de la nature de la disposition, ou du contexte dans lequel ce mot est utilisé, comme c'est le cas, en particulier, lorsque la disposition se réfère au domicile ou à la nationalité du déposant.

2.2 *«Mandataire»*

Le terme «mandataire» doit être compris comme signifiant toute personne autorisée à exercer, auprès des administrations internationales, de la manière définie à l'article 49; sauf si le contraire découle clairement du libellé ou de la nature de la

disposition, ou du contexte dans lequel ce mot est utilisé, il doit être compris comme signifiant également le représentant commun mentionné à la règle 4.8.

2.3 *«Signature»*

Si la législation nationale appliquée par l'office récepteur ou par l'administration compétente chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international requiert l'utilisation d'un sceau au lieu d'une signature, le terme «signature» signifie «sceau» pour cet office ou cette administration.

PARTIE B

Règles relatives au chapitre I du traité

Règle 3

Requête (forme)

3.1 *Formulaire imprimé*

La requête doit être établie sur un formulaire imprimé.

3.2 *Possibilité d'obtenir des formulaires*

Des exemplaires du formulaire imprimé sont délivrés gratuitement aux déposants par l'office récepteur ou, si ce dernier le désire, par le Bureau international.

3.3 *Bordereau*

a) Le formulaire imprimé contient un bordereau qui, une fois rempli, indiquera:

i) le nombre total des feuilles de la demande internationale et le nombre des feuilles de chaque élément de cette demande (requête, description, revendications, dessins, abrégé);

ii) si à la demande internationale telle que déposée sont ou non joints un pouvoir (c'est-à-dire un document désignant un mandataire ou un représentant commun), une copie d'un pouvoir général, un document de priorité, un document relatif au paiement des taxes ainsi que tout autre document (à préciser dans le bordereau);

iii) le numéro de la figure des dessins que le déposant propose de faire publier avec l'abrégé lors de la publication de ce dernier sur la page de couverture de la brochure et dans la gazette; dans des cas exceptionnels, le déposant peut proposer plus d'une figure.

b) Le bordereau doit être rempli par le déposant, faute de quoi l'office récepteur le remplira lui-même et y portera les mentions nécessaires; toutefois, l'office récepteur n'inscrira pas le numéro mentionné à l'alinéa a)iii).

3.4 *Détails*

Sous réserve de la règle 3.3, des détails relatifs au formulaire imprimé sont prescrits dans les instructions administratives.

Règle 4

Requête (contenu)

4.1 *Contenu obligatoire et contenu facultatif: signature*

a) La requête doit comporter:

i) une pétition;

ii) le titre de l'invention;

iii) des indications concernant le déposant et, le cas échéant, le mandataire;

iv) la désignation d'Etats;

v) des indications relatives à l'inventeur, lorsque la législation nationale d'un Etat désigné au moins exige la communication du nom de l'inventeur lors du dépôt d'une demande nationale.

b) La requête doit comporter, le cas échéant:

i) une revendication de priorité;

ii) une référence à une recherche internationale antérieure ou à une recherche antérieure de type international ou à une autre recherche;

iii) le choix de certains titres de protection;

iv) l'indication que le déposant désire obtenir un brevet régional et le nom des Etats désignés pour lesquels il désire obtenir un tel brevet;

v) une référence à une demande principale ou à un brevet principal.

c) La requête peut comporter:

i) des indications relatives à l'inventeur lorsque la législation nationale d'aucun Etat désigné n'exige la communication du nom de l'inventeur lors du dépôt d'une demande nationale;

ii) une requête adressée à l'office récepteur afin qu'il transmette le document de priorité au Bureau international lorsque la demande dont la priorité est revendiquée a été déposée auprès de l'office national ou de l'administration intergouvernementale qui est l'office récepteur.

d) La requête doit être signée.

4.2 *Pétition*

La pétition doit tendre à l'effet qui suit et être rédigée de préférence comme suit: «Le soussigné requiert que la présente demande internationale soit traitée conformément au Traité de coopération en matière de brevets».

4.3 *Titre de l'invention*

Le titre de l'invention doit être bref (de préférence de deux à sept mots lorsqu'il est établi ou traduit en anglais) et précis.

4.4 *Noms et adresses*

a) Les personnes physiques doivent être nommées par leurs patronymes et prénoms, les patronymes précédant les prénoms.

b) Les personnes morales doivent être nommées par leurs désignations officielles complètes.

c) Les adresses doivent être indiquées selon les exigences usuelles en vue d'une distribution postale rapide à l'adresse indiquée et, en tout cas, doivent comprendre toutes les unités administratives pertinentes jusques et y compris le numéro de la maison, s'il y en a un. Lorsque la législation nationale de l'Etat désigné n'exige pas l'indication du numéro de la maison, le fait de ne pas indiquer ce numéro n'a pas d'effet dans cet Etat. Il est recommandé de mentionner l'adresse télégraphique et de téléimprimeur et le numéro de téléphone du mandataire ou du représentant commun ou, en l'absence de désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun dans la requête, du déposant qui est nommé en premier lieu dans la requête.

d) Une seule adresse peut être indiquée pour chaque déposant, inventeur ou mandataire mais, si aucun mandataire n'a été désigné pour représenter le déposant ou tous les déposants, s'il y en a plus d'un, le déposant ou, s'il y a plus d'un déposant, le mandataire commun peut indiquer, en plus de toute autre adresse mentionnée dans la requête, une adresse à laquelle les notifications doivent être envoyées.

4.5 *Déposant*

a) La requête doit indiquer le nom, l'adresse, la nationalité et le domicile du déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, de chacun d'eux.

b) La nationalité du déposant doit être indiquée par le nom de l'Etat dont il est le national.

c) Le domicile du déposant doit être indiqué par le nom de l'Etat où il a son domicile.

4.6 *Inventeur*

a) La requête doit, en cas d'application de la règle 4.1.a)v), indiquer le nom et l'adresse de l'inventeur ou, s'il y a plusieurs inventeurs, de chacun d'eux.

b) Si le déposant est l'inventeur, la requête doit, au lieu de l'indication mentionnée à l'alinéa a), contenir une déclaration à cet effet.

c) Lorsque les exigences, en la matière, des législations nationales des Etats désignés diffèrent, la requête peut, pour des Etats désignés différents, indiquer différentes personnes en tant qu'inventeurs. Dans un tel cas, la requête doit contenir une déclaration distincte pour chaque Etat désigné ou pour chaque groupe d'Etats désignés où une ou plusieurs personnes données, ou la ou les mêmes personnes, doivent être considérées comme l'inventeur ou les inventeurs.

4.7 *Mandataire*

S'il y a constitution de mandataires, la requête doit le déclarer et indiquer leurs noms et adresses.

4.8 *Représentation de plusieurs déposants n'ayant pas de mandataire commun*

a) S'il y a plusieurs déposants et si la requête n'indique pas de mandataire représentant tous les déposants («mandataire commun»), elle doit désigner comme représentant commun l'un des déposants autorisés à déposer une demande internationale conformément à l'article 9.

b) S'il y a plusieurs déposants et si la requête n'indique pas de mandataire commun ni de représentant commun conformément à l'alinéa a), le représentant commun sera le déposant nommé en premier lieu dans la requête, qui est autorisé à déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur auprès duquel la demande internationale a été déposée (règle 19.1.a)).

4.9 *Désignation d'Etats*

Les Etats contractants doivent être désignés, dans la requête, par leurs noms.

4.10 *Revendication de priorité*

a) La déclaration visée à l'article 8.1) doit figurer dans la requête; elle consiste en une déclaration de revendication de la priorité d'une demande antérieure et elle doit indiquer:

i) lorsque la demande antérieure n'est pas une demande régionale ou internationale, le nom du pays où elle a été déposée; lorsque la demande antérieure est une demande régionale ou internationale, le nom du ou des pays pour lesquels elle a été déposée;

ii) la date du dépôt;

iii) le numéro du dépôt;

iv) lorsque la demande antérieure est une demande régionale ou internationale, l'office national ou l'organisation intergouvernementale où elle a été déposée.

b) Si la requête n'indique pas à la fois

i) le nom du pays où la demande antérieure a été déposée, lorsque cette dernière n'est pas une demande régionale ou internationale, ou le nom d'au moins un pays pour lequel elle a été déposée lorsqu'elle est une demande régionale ou internationale, et

ii) la date du dépôt,

la revendication de priorité est, aux fins de la procédure selon le traité, considérée comme n'ayant pas été présentée, sauf si l'absence d'indication ou l'indication erronée de ce pays ou de cette date résultent d'une erreur évidente; lorsque l'identité ou l'identité exacte du pays ou lorsque cette date ou la date exacte peuvent être déterminées sur la base de la copie de la demande antérieure qui parvient à l'office récepteur avant qu'il transmette l'exemplaire original au Bureau international, l'erreur est considérée comme une erreur évidente.

c) Si le numéro de la demande antérieure n'est pas indiqué dans la requête mais est communiqué par le déposant au Bureau international ou à l'office récepteur avant l'expiration du seizième mois à compter de la date de priorité, ce numéro est considéré par tous les Etats désignés comme ayant été communiqué à temps.

d) Si la date du dépôt de la demande antérieure, telle qu'elle est indiquée dans la requête, ne tombe pas dans la période d'un an qui précède la date du dépôt international, l'office récepteur ou, à défaut, le Bureau international invite le déposant à demander soit l'annulation de la déclaration présentée selon l'article 8.1), soit, si la date de la demande antérieure a été indiquée d'une façon erronée, la correction de la date ainsi indiquée. Si le déposant n'agit pas en conséquence dans un délai d'un mois à compter de la date de cette invitation, la déclaration visée à l'article 8.1) est annulée d'office.

e) Lorsque les priorités de plusieurs demandes antérieures sont revendiquées, les alinéas a) à d) s'appliquent à chacune d'elles.

4.11 *Référence à une recherche antérieure*

Si une recherche internationale ou une recherche de type international a été requise sur la base d'une demande, conformément à l'article 15.5), ou si le déposant souhaite que l'administration chargée de la recherche internationale fonde le rapport de recherche internationale, en tout ou en partie, sur les résultats d'une recherche autre qu'une recherche internationale ou une recherche de type international, effectuée par l'office national ou l'organisation intergouvernementale qui est l'administration compétente chargée de la recherche internationale pour la demande internationale, la requête doit contenir une référence à ce fait. Une telle référence doit soit identifier la demande (ou sa traduction, selon le cas) pour laquelle la recherche antérieure a été effectuée en indiquant son pays, sa date et son numéro, soit ladite recherche en indiquant, si possible, la date et le numéro de la requête pour une telle recherche.

4.12 *Choix de certains titres de protection*

a) Si le déposant désire voir sa demande internationale traitée, dans tout Etat désigné, non comme une demande de brevet mais comme une demande tendant à la délivrance de l'un des titres de protection mentionnés à l'article 43, il doit le déclarer dans la requête. Aux fins du présent alinéa, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

b) Dans le cas prévu à l'article 44, le déposant doit indiquer les deux titres de protection demandés et doit spécifier, s'il y a lieu, le titre de protection demandé à titre principal et celui demandé à titre subsidiaire.

4.13 *Identification de la demande principale ou du brevet principal*

Si le déposant désire voir sa demande internationale traitée, dans tout Etat désigné, comme une demande de brevet ou certificat d'addition, de certificat d'auteur d'invention additionnel ou de certificat d'utilité additionnel, il doit identifier la demande principale, le brevet principal, le certificat d'auteur d'invention principal ou le certificat d'utilité principal auquel se réfèrera, s'il est accordé, le brevet ou certificat d'addition, le certificat d'auteur d'invention additionnel ou le certificat d'utilité additionnel. Aux fins du présent alinéa, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

4.14 *«Continuation» ou «Continuation-in-part»*

Si le déposant désire voir sa demande internationale traitée, dans tout Etat désigné, comme une demande de «continuation» ou de «continuation-in-part» d'une demande antérieure, il doit le déclarer dans la requête et identifier la demande principale en cause.

4.15 *Signature*

La requête doit être signée par le déposant.

4.16 *Translittération et traduction de certains mots*

a) Lorsqu'un nom ou une adresse ne sont pas écrits en caractères latins, ils doivent également être reproduits en caractères latins, soit par translittération, soit par traduction anglaise. Il appartient au déposant de décider quels mots seront simplement translittérés et quels mots seront traduits.

b) Lorsque le nom d'un pays n'est pas écrit en caractères latins, il doit être également indiqué en anglais.

4.17 *Indications additionnelles*

a) La requête ne doit contenir aucune indication autre que celles qui sont mentionnées aux règles 4.1 à 4.16; toutefois, les instructions administratives peuvent permettre, mais ne peuvent pas rendre obligatoire, l'inclusion dans la requête d'indications additionnelles, qui sont mentionnées dans les instructions administratives.

b) Si la requête contient des indications autres que celles qui sont mentionnées dans les règles 4.1 à 4.16 ou permises selon l'alinéa a) par les instructions administratives, l'office récepteur biffe d'office les indications additionnelles.

Règle 5

Description

5.1 *Manière de rédiger la description*

a) La description doit commencer par indiquer le titre de l'invention tel qu'il figure dans la requête et doit:

i) préciser le domaine technique auquel se rapporte l'invention;

ii) indiquer la technique antérieure qui, dans la mesure où le déposant la connaît, peut être considérée comme utile pour l'intelligence, la recherche et l'examen de l'invention, et doit, de préférence, citer les documents reflétant ladite technique;

iii) exposer l'invention dont la protection est demandée en des termes permettant la compréhension du problème technique (même s'il n'est pas expressément désigné comme tel) et de sa solution, et exposer les effets avantageux, s'il y en a, de l'invention en se référant à la technique antérieure;

iv) décrire brièvement les figures contenues dans les dessins, s'il y en a;

v) indiquer au moins la meilleure manière envisagée par le déposant de réaliser l'invention dont la protection est demandée; cette indication doit se faire en utilisant des exemples, lorsque cela est adéquat, et des références aux dessins, s'il y en a; lorsque la législation nationale de l'Etat désigné n'exige pas de description de la meilleure manière de réaliser l'invention, mais se contente de la description d'une manière quelconque de la réaliser (que cette manière soit ou non la meilleure que le déposant ait pu envisager), le fait de ne pas décrire la meilleure manière envisagée n'a pas d'effet dans cet Etat;

vi) indiquer, d'une façon explicite, dans le cas où cela ne résulte pas à l'évidence de la description ou de la nature de l'invention, la manière dont l'objet de l'invention est susceptible d'exploitation dans l'industrie et la manière dont il peut être produit et utilisé, ou, s'il peut être seulement utilisé, la manière dont il peut être utilisé; le terme «industrie» doit être entendu dans son sens le plus large, comme dans la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

b) Il y a lieu de suivre la manière et l'ordre indiqués à l'alinéa a) sauf lorsqu'en raison de la nature de l'invention, une manière différente ou un ordre différent entraînerait une meilleure intelligence et une présentation plus économique.

c) Sous réserve de l'alinéa b), chaque élément énuméré à l'alinéa a) doit de préférence être précédé d'un titre approprié, conformément aux recommandations figurant dans les instructions administratives.

Règle 6

Revendications

6.1 *Nombre et numérotation des revendications*

a) Le nombre des revendications doit être raisonnable, compte tenu de la nature de l'invention dont la protection est demandée.

b) S'il y a plusieurs revendications, elles doivent être numérotées de façon continue, en chiffres arabes.

c) Le système de numérotation, en cas de modification des revendications, est fixé dans les instructions administratives.

6.2 *Références à d'autres parties de la demande internationale*

a) Les revendications ne doivent pas, sauf lorsque cela est absolument nécessaire, se fonder, pour ce qui concerne les caractéristiques techniques de l'invention, sur des références à la description ou aux dessins. En particulier, elles ne doivent pas se fonder sur des références telles que «comme décrit dans la partie ... de la description» ou «comme illustré dans la figure ... des dessins».

b) Lorsque la demande internationale contient des dessins, les caractéristiques techniques mentionnées dans les revendications doivent de préférence être suivies de signes de référence relatifs à ces caractéristiques. Lorsqu'ils sont utilisés, les signes de référence doivent, de préférence, être placés entre parenthèses. Si l'inclusion de signes de référence ne facilite pas particulièrement une compréhension plus rapide d'une revendication, elle ne doit pas être faite. Des signes de référence peuvent être retirés par un office désigné, aux fins de publication par cet office.

6.3 *Manière de rédiger les revendications*

a) La définition de l'objet pour lequel la protection est demandée doit être faite en termes de caractéristiques techniques de l'invention.

b) Chaque fois que cela est approprié, les revendications doivent contenir:

i) un préambule indiquant les caractéristiques techniques de l'invention qui sont nécessaires à la définition de l'objet revendiqué mais qui, en étant combinées, font partie de l'état de la technique;

ii) une partie caractérisante – précédée des mots «caractérisé en», «caractérisé par», «où l'amélioration comprend», ou tous autres mots tendant au même effet – exposant d'une manière concise les caractéristiques techniques que, conjointement avec les caractéristiques techniques mentionnées au point i), l'on désire protéger.

c) Lorsque la législation nationale de l'Etat désigné n'exige pas que les revendications soient rédigées de la manière prévue à l'alinéa b), le fait de ne pas rédiger les revendications de cette manière n'a pas d'effet dans cet Etat si les revendications ont été rédigées d'une manière conforme à la législation nationale de cet Etat.

6.4 *Revendications dépendantes*

a) Toute revendication qui comprend toutes les caractéristiques d'une ou de plusieurs autres revendications (revendications de forme dépendante, ci-après appelées «revendications dépendantes») doit le faire par une référence, si possible au commencement, à cette ou à ces autres revendications, et doit préciser les caractéristiques additionnelles revendiquées. Toute revendication dépendante qui se réfère à plus d'une autre revendication («revendication dépendante multiple») ne doit se référer à ces autres revendications que dans le cadre d'une alternative. Les revendications dépendantes multiples ne doivent servir de base à aucune autre revendication dépendante multiple. Lorsque la législation nationale de l'office national qui agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale ne permet pas que les revendications dépendantes multiples soient rédigées d'une manière différente de celle qui est prévue dans les deux phrases précédentes, le fait de ne pas rédiger les revendications de cette manière peut donner lieu à une indication selon l'article 17.2)b) dans le rapport de recherche internationale. Le fait de ne pas rédiger les revendications de ladite manière n'a pas d'effet dans un Etat désigné si les revendications ont été rédigées d'une manière conforme à la législation nationale de cet Etat.

b) Toute revendication dépendante doit être conçue de manière à inclure toutes les limitations contenues dans la revendication à laquelle elle se réfère ou, si elle est une revendication dépendante multiple, à inclure toutes les limitations figurant dans celle des revendications avec laquelle elle est prise en considération.

c) Toutes les revendications dépendantes se référant à une revendication antérieure unique et toutes les revendications dépendantes se référant à plusieurs revendications antérieures doivent être groupées autant que possible et de la manière la plus pratique possible.

6.5 *Modèles d'utilité*

Au lieu et place des règles 6.1 à 6.4, tout Etat désigné dans lequel un modèle d'utilité est demandé sur la base d'une demande internationale peut appliquer, après que le traitement de la demande internationale a commencé dans cet Etat, les dispositions en la matière de sa législation nationale; dans ce cas, le déposant dispose, pour adapter sa demande internationale aux exigences desdites dispositions de la législation nationale, d'un délai de deux mois au moins à compter de l'expiration du délai applicable selon l'article 22.

Règle 7

Dessins

7.1 *Schémas d'étapes de processus et diagrammes*

Les schémas d'étapes de processus et les diagrammes sont considérés comme des dessins.

7.2 *Délai*

Le délai mentionné à l'article 7.2)ii) doit être raisonnable, compte tenu du cas d'espèce, et ne doit en tout cas pas être inférieur à deux mois à compter de la date de l'invitation écrite à procéder au dépôt de dessins ou de dessins additionnels conformément à ladite disposition.

Règle 8

Abrégé

8.1 *Contenu et forme de l'abrégé*

a) L'abrégé doit comprendre:

i) un résumé de ce qui est exposé dans la description, les revendications et tous dessins; le résumé doit indiquer le domaine technique auquel appartient l'invention et doit être rédigé de manière à permettre une claire compréhension du problème technique, de l'essence de la solution de ce problème par le moyen de l'invention et de l'usage principal ou des usages principaux de l'invention;

ii) le cas échéant, la formule chimique qui, parmi toutes les formules figurant dans la demande internationale, caractérise le mieux l'invention.

b) L'abrégé doit être aussi concis que l'exposé le permet (de préférence de cinquante à cent cinquante mots lorsqu'il est établi ou traduit en anglais).

c) L'abrégé ne doit pas contenir de déclarations relatives aux mérites ou à la valeur allégués de l'invention dont la protection est demandée ni à ses applications supputées.

d) Chacune des principales caractéristiques techniques mentionnées dans l'abrégé et illustrées par un dessin figurant dans la demande internationale doit être suivie d'un signe de référence figurant entre parenthèses.

8.2 *Figure*

a) Si le déposant ne fournit pas l'indication mentionnée à la règle 3.3.a)iii) ou si l'administration chargée de la recherche internationale considère qu'une ou des figures autres que celles qui sont proposées par le déposant pourraient, parmi toutes les figures de tous les dessins, caractériser mieux l'invention, elle indique, sous réserve de l'alinéa b), la ou les figures qui doivent accompagner l'abrégé lorsque ce dernier est publié par le Bureau international. Dans ce cas, l'abrégé sera accompagné de la ou des figures ainsi indiquées par l'administration chargée de la recherche internationale. Sinon, l'abrégé sera accompagné, sous réserve de l'alinéa b), de la ou des figures proposées par le déposant.

b) Si l'administration chargée de la recherche internationale estime qu'aucune figure des dessins n'est utile à la compréhension de l'abrégé, elle notifie ce fait au Bureau international. Dans ce cas, l'abrégé, lorsqu'il est publié par le Bureau international, ne sera accompagné d'aucune figure des dessins même lorsque le déposant a fait une proposition en vertu de la règle 3.3.a)iii).

8.3 *Principes de rédaction*

L'abrégé doit être rédigé de manière à pouvoir servir efficacement d'instrument de sélection aux fins de la recherche dans le domaine technique particulier, spécialement en aidant le scientifique, l'ingénieur ou le chercheur quant à la question de savoir s'il y a lieu de consulter la demande internationale elle-même.

Règle 9

Expressions, etc., à ne pas utiliser

9.1 *Définition*

La demande internationale ne doit pas contenir:

i) d'expressions ou de dessins contraires aux bonnes moeurs;

ii) d'expressions ou de dessins contraires à l'ordre public;

iii) de déclarations dénigrantes quant à des produits ou procédés d'un tiers ou quant aux mérites ou à la validité de demandes ou de brevets d'un tiers (de simples comparaisons avec l'état de la technique ne sont pas considérées comme dénigrantes en soi);

iv) de déclarations ou d'autres éléments manifestement non pertinents ou superflus en l'espèce.

9.2 *Observation quant aux irrégularités*

L'office récepteur et l'administration chargée de la recherche internationale peuvent faire observer que la demande internationale ne répond pas aux prescriptions de la règle 9.1 et proposer au déposant de la corriger volontairement en conséquence. Si l'observation a été faite par l'office récepteur, ce dernier en informe l'administration compétente chargée de la recherche internationale et le Bureau international. Si l'observation a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale, cette dernière en informe l'office récepteur et le Bureau international.

9.3 *Référence à l'article 21.6)*

Les «déclarations dénigrantes» mentionnées à l'article 21.6) ont le sens précisé à la règle 9.1.iii).

Règle 10

Terminologie et signes

10.1 *Terminologie et signes*

a) Les unités de poids et de mesures doivent être exprimées selon le système métrique ou exprimées également selon ce système si elles sont d'abord exprimées selon un autre système.

b) Les températures doivent être exprimées en degrés Celsius ou exprimées également en degrés Celsius si elles sont d'abord exprimées selon un autre système.

c) *[Supprimé]*

d) Pour les indications de chaleur, d'énergie, de lumière, de son et de magnétisme, ainsi que pour les formules mathématiques et les unités électriques, les prescriptions de la pratique internationale doivent être observées; pour les formules chimiques, il faut utiliser les symboles, poids atomiques et formules moléculaires généralement en usage.

e) En règle générale, il convient de n'utiliser que des termes, signes et symboles techniques généralement acceptés dans la branche.

f) Lorsque la demande internationale est établie ou traduite en anglais ou en japonais, les décimales doivent être indiquées par un point; lorsque la demande internationale est établie ou traduite dans une langue autre que l'anglais ou le japonais, les décimales doivent être indiquées par une virgule.

10.2 *Constance*

La terminologie et les signes de la demande internationale doivent être constants.

Règle 11

Conditions matérielles de la demande internationale

11.1 *Nombre d'exemplaires*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la demande internationale et chacun des documents mentionnés dans le bordereau (règle 3.3.a)ii)) doivent être déposés en un seul exemplaire.

b) Tout office récepteur peut exiger que la demande internationale et chacun des documents mentionnés dans le bordereau (règle 3.3.a)ii)), à l'exclusion du reçu pour les taxes payées ou du chèque destiné au paiement des taxes, soient déposés en deux ou trois exemplaires. Dans ce cas, l'office récepteur a la responsabilité de vérifier que chaque copie est identique à l'exemplaire original.

11.2 *Possibilité de reproduction*

a) Tous les éléments de la demande internationale (à savoir: la requête, la description, les revendications, les dessins et l'abrégé) doivent être présentés de manière à pouvoir être reproduits directement par le moyen de la photographie, de procédés électrostatiques, de l'offset et du microfilm, en un nombre indéterminé d'exemplaires.

b) Aucune feuille ne doit être froissée ni déchirée; aucune feuille ne doit être pliée.

c) Un côté seulement de chaque feuille doit être utilisé.

d) Sous réserve de la règle 11.10.d) et de la règle 11.13.j), chaque feuille doit être utilisée dans le sens vertical (c'est-à-dire que ses petits côtés doivent être en haut et en bas).

11.3 *Matière à utiliser*

Tous les éléments de la demande internationale doivent figurer sur du papier flexible, fort, blanc, lisse, non brillant et durable.

11.4 *Feuilles séparées, etc.*

a) Chaque élément (requête, description, revendications, dessins, abrégé) de la demande internationale doit commencer sur une nouvelle feuille.

b) Toutes les feuilles de la demande internationale doivent être réunies de manière à pouvoir être facilement tournées lors de leur consultation et de manière à pouvoir facilement être séparées et réunies de nouveau lorsqu'il y a lieu de les séparer à des fins de reproduction.

11.5 *Format des feuilles*

Les feuilles doivent être de format A4 (29,7 cm. × 21 cm.). Cependant, tout office récepteur peut accepter des demandes internationales présentées sur des feuilles d'un autre format, à condition que l'exemplaire original, tel qu'il est transmis au Bureau international, ainsi que, si l'administration compétente chargée de la recherche internationale le désire, la copie de recherche, soient de format A4.

11.6 *Marges*

a) Les marges minimales des feuilles contenant la requête; la description, les revendications et l'abrégé doivent être les suivantes:

- marge du haut: 2 cm.
- marge de gauche: 2,5 cm.
- marge de droite: 2 cm.
- marge du bas: 2 cm.

b) Le maximum recommandé, pour les marges visées à l'alinéa a), est le suivant:

- marge du haut: 4 cm.
- marge de gauche: 4 cm.
- marge de droite: 3 cm.
- marge du bas: 3 cm.

c) Sur les feuilles contenant des dessins, la surface utilisable ne doit pas excéder 26,2 cm. × 17,0 cm. Ces feuilles ne doivent pas contenir de cadre entourant la surface utilisable ou utilisée. Les marges minimales doivent être les suivantes:

- marge du haut: 2,5 cm.
- marge de gauche: 2,5 cm.
- marge de droite: 1,5 cm.
- marge du bas:1,0 cm.

d) Les marges visées aux alinéas a) à c) sont prévues pour des feuilles de format A4; il en résulte que, même si l'office récepteur accepte d'autres formats, l'exemplaire original de format A4 et, lorsqu'elle est exigée, la copie de recherche de format A4 doivent avoir les marges ci-dessus.

e) Les marges de la demande internationale, lors de son dépôt, doivent être totalement vierges.

11.7 *Numérotation des feuilles*

a) Toutes les feuilles contenues dans la demande internationale doivent être numérotées consécutivement, en chiffres arabes.

b) Les numéros doivent être inscrits au haut des feuilles au milieu, mais non dans la marge du haut.

11.8 *Numérotation des lignes*

a) Il est vivement recommandé de numéroter chaque feuille de la description et chaque feuille de revendications de cinq en cinq lignes.

b) Les numéros devraient apparaître sur le côté gauche, à droite de la marge.

11.9 *Modes d'écriture des textes*

a) La requête, la description, les revendications et l'abrégé doivent être dactylographiés ou imprimés.

b) Seuls, les symboles et caractères graphiques, les formules chimiques ou mathématiques et certains caractères en graphie japonaise peuvent, lorsque cela est nécessaire, être manuscrits ou dessinés.

c) Pour les documents dactylographiés, l'interligne doit être de 1½.

d) Tous les textes doivent être établis en caractères dont les majuscules ont au moins 0,21 cm. de haut et doivent être reproduits en une couleur noire et indélébile et être conformes aux conditions figurant à la règle 11.2.

e) Pour ce qui concerne l'interligne à utiliser en dactylographie et la taille des caractères, les alinéas c) et d) ne s'appliquent pas aux textes établis en langue japonaise.

11.10 *Dessins, formules et tableaux dans les textes*

a) La requête, la description, les revendications et l'abrégé ne doivent pas contenir de dessins.

b) La description, les revendications et l'abrégé peuvent contenir des formules chimiques ou mathématiques.

c) La description et l'abrégé peuvent contenir des tableaux; les revendications ne peuvent contenir de tableaux que si leur objet en rend l'utilisation souhaitable.

d) Les tableaux et les formules mathématiques ou chimiques peuvent être disposés horizontalement sur la feuille s'ils ne peuvent être présentés convenablement verticalement; les feuilles sur lesquelles les tableaux ou les formules chimiques ou mathématiques sont présentés horizontalement, le sont de telle sorte que les parties supérieures des tableaux ou des formules soient sur le côté gauche de la feuille.

11.11 *Textes dans les dessins*

a) Les dessins ne doivent pas contenir de textes, à l'exception d'un mot ou de mots isolés – lorsque cela est absolument nécessaire – tels que «eau», «vapeur», «ouvert», «fermé», «coupe suivant AB» et, pour les schémas de circuits électriques, les diagrammes d'installations schématiques et les diagrammes schématisant les étapes d'un processus, de quelques mots clés indispensables à leur intelligence.

b) Chaque mot utilisé doit être placé de manière que, s'il est traduit, sa traduction puisse être collée sur lui sans cacher une seule ligne des dessins.

11.12 *Corrections, etc.*

Aucune feuille ne doit être gommée plus qu'il n'est raisonnable ni contenir de corrections, de surcharges ni d'interlinéations. Des dérogations à cette règle peuvent être autorisées si l'authenticité du contenu n'est pas en cause et si elles ne nuisent pas aux conditions nécessaires à une bonne reproduction.

11.13 *Conditions spéciales pour les dessins*

a) Les dessins doivent être exécutés en lignes et traits durables, noirs, suffisamment denses et foncés, uniformément épais et bien délimités, sans couleurs ni lavis.

b) Les coupes doivent être indiquées par des hachures obliques qui ne doivent pas empêcher de lire facilement les signes de référence et les lignes directrices.

c) L'échelle des dessins et la clarté de leur exécution graphique doivent être telles qu'une reproduction photographique effectuée avec réduction linéaire aux deux tiers permette d'en distinguer sans peine tous les détails.

d) Lorsque, dans des cas exceptionnels, l'échelle figure sur un dessin, elle doit être représentée graphiquement.

e) Tous les chiffres, lettres et lignes de références figurant dans les dessins doivent être simples et clairs. On ne doit utiliser, en association avec des chiffres ou des lettres, ni parenthèses, ni cercles, ni guillemets.

f) Toutes les lignes des dessins doivent normalement être tracées à l'aide d'instruments de dessin technique.

g) Chaque élément de chaque figure doit être en proportion de chacun des autres éléments de la figure, sauf lorsque l'utilisation d'une proportion différente est indispensable pour la clarté de la figure.

h) La hauteur des chiffres et lettres ne doit pas être inférieure à 0,32 cm. L'alphabet latin doit être utilisé pour les dessins; lorsque cela est usuel, l'alphabet grec peut être également utilisé.

i) Une même feuille de dessins peut contenir plusieurs figures. Lorsque des figures apparaissant sur deux feuilles ou plus constituent une seule figure complète, elles doivent être présentées de telle sorte que l'on puisse assembler la figure complète sans cacher aucune partie d'aucune desdites figures.

j) Les différentes figures doivent être disposées sur une ou plusieurs feuilles, de préférence verticalement, chacune étant clairement séparée des autres mais sans place perdue. Lorsque les figures ne sont pas disposées verticalement, elles doivent être présentées horizontalement, la partie supérieure des figures étant placée sur le côté gauche de la feuille.

k) Indépendamment de la numérotation des feuilles, les différentes figures doivent être numérotées consécutivement, en chiffres arabes.

l) Des signes de référence non mentionnés dans la description ne doivent pas apparaître dans les dessins, et vice versa.

m) Les signes de référence des mêmes éléments doivent être identiques dans toute la demande internationale.

n) Si les dessins contiennent un grand nombre de signes de référence, il est vivement recommandé de joindre à la demande internationale une feuille distincte qui énumère tous les signes de référence et tous les éléments qui les portent.

11.14 *Documents ultérieurs*

Les règles 10 et 11.1 à 11.13 s'appliquent également à tous documents – par exemple: pages corrigées, revendications modifiées – présentés après le dépôt de la demande internationale.

Règle 12

Langue de la demande internationale

12.1 *Langues admises*

a) Toute demande internationale doit être déposée dans la langue ou dans l'une des langues mentionnées dans l'accord conclu entre le Bureau international et l'administration chargée de la recherche internationale qui est compétente à l'égard de cette demande, étant entendu que si cet accord mentionne plusieurs langues, l'office récepteur peut prescrire celle des langues ainsi mentionnées dans laquelle ou celles de ces langues dans l'une desquelles la demande internationale doit être déposée.

b) Si la demande internationale est déposée dans une langue autre que la langue dans laquelle elle doit être publiée, la requête peut, nonobstant l'alinéa a), être déposée dans la langue de publication.

c)* Sous réserve de l'alinéa d), si la langue officielle de l'office récepteur est l'une des langues visées à la règle 48.3.a) mais est une langue qui n'est pas mentionnée dans l'accord visé à l'alinéa a), la demande internationale peut être déposée dans cette langue officielle. Si la demande internationale est déposée dans cette langue officielle, la copie de recherche transmise à l'administration chargée de la recherche internationale en vertu de la règle 23.1 doit être accompagnée d'une traduction dans la langue ou dans l'une des langues mentionnées dans l'accord visé à l'alinéa a); cette traduction est établie sous la responsabilité de l'office récepteur.

d)* L'alinéa c) n'est applicable que si l'administration chargée de la recherche internationale a déclaré, dans une notification adressée au Bureau international, qu'elle accepte d'effectuer les recherches relatives aux demandes internationales sur la base de la traduction visée à l'alinéa c).

12.2 *Langue des changements apportés à la demande internationale*

Tous les changements apportés à la demande internationale, tels que modifications et corrections, doivent être établis dans la langue de cette demande, sous réserve des règles 46.3 et 66.9.

Règle 13

Unité de l'invention

13.1 *Exigence*

La demande internationale ne peut porter que sur une invention ou sur une pluralité d'inventions liées entre elles de telle sorte qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général («exigence d'unité de l'invention»).

---

* Les alinéas c) et d) de la règle 12.1 deviendront applicables au moment où le PCT entrera en vigueur à l'égard du pays qui, parmi les pays hispanophones, sera le premier à ratifier le PCT ou à y adhérer.

13.2 *Revendications de catégories différentes*

La règle 13.1 doit être comprise comme permettant en particulier l'une des trois possibilités suivantes:

i) outre une revendication indépendante pour un produit donné, l'inclusion dans la même demande internationale d'une revendication indépendante pour un procédé spécialement conçu pour la fabrication dudit produit et l'inclusion dans la même demande internationale d'une revendication indépendante pour une utilisation dudit produit; ou

ii) outre une revendication indépendante pour un procédé donné, l'inclusion dans la même demande internationale d'une revendication indépendante pour un appareil ou moyen spécialement conçu pour la mise en oeuvre dudit procédé; ou

iii) outre une revendication indépendante pour un produit donné, l'inclusion dans la même demande internationale d'une revendication indépendante pour un procédé spécialement conçu pour la fabrication du produit et l'inclusion dans la même demande internationale d'une revendication indépendante pour un appareil ou moyen spécialement conçu pour la mise en oeuvre du procédé.

13.3 *Revendications d'une seule et même catégorie*

Sous réserve de la règle 13.1, il est permis d'inclure dans la même demande internationale deux revendications indépendantes de la même catégorie ou plus (à savoir: produit, procédé, appareil ou utilisation) qui ne peuvent pas facilement être couvertes par une seule revendication générique.

13.4 *Revendications dépendantes*

Sous réserve de la règle 13.1, il est permis d'inclure dans la même demande internationale un nombre raisonnable de revendications dépendantes, concernant des formes spécifiques de l'invention objet d'une revendication indépendante, même lorsque les caractéristiques d'une ou de plusieurs revendications dépendantes peuvent être considérées comme constituant en elles-mêmes une invention.

13.5 *Modèles d'utilité*

Au lieu et place des règles 13.1 à 13.4, tout Etat désigné dans lequel un modèle d'utilité est demandé sur la base d'une demande internationale peut appliquer, après que le traitement de la demande internationale a commencé dans cet Etat, les dispositions en la matière de sa législation nationale; dans ce cas, le déposant dispose, pour adapter sa demande internationale aux exigences desdites dispositions de la législation nationale, d'un délai de deux mois au moins à compter de l'expiration du délai applicable selon l'article 22.

Règle 13bis

Inventions microbiologiques

13bis.1 *Définition*

Aux fins de la présente règle, on entend par «référence à un micro-organisme déposé» les informations données dans une demande internationale au sujet du dépôt d'un micro-organisme auprès d'une institution de dépôt ou au sujet du micro-organisme ainsi déposé.

13bis.2 *Références (en général)*

Toute référence à un micro-organisme déposé est faite conformément à la présente règle et, si elle est ainsi faite, est considérée comme satisfaisant aux exigences de la législation nationale de chaque Etat désigné.

13bis.3 *Références: contenu; omission de la référence ou d'une indication*

a) La référence à un micro-organisme déposé indique

i) le nom et l'adresse de l'institution de dépôt auprès de laquelle le dépôt a été effectué;

ii) la date du dépôt du micro-organisme auprès de cette institution;

iii) le numéro d'ordre attribué au dépôt par cette institution; et

iv) toute information supplémentaire qui a fait l'objet d'une notification au Bureau international conformément à la règle 13bis.7.a)i), pour autant que le fait d'exiger cette information ait été publié dans la gazette conformément à la règle 13bis.7.c) au moins deux mois avant le dépôt de la demande internationale.

b) Le fait d'omettre une référence à un micro-organisme déposé ou d'omettre, dans la référence à un micro-organisme déposé, une indication visée à l'alinéa a) n'a aucune conséquence dans tout Etat désigné dont la législation nationale n'exige pas cette référence ou cette indication dans une demande nationale.

13bis.4 *Références: moment pour donner les indications*

Si l'une des indications visées à la règle 13bis.3.a) n'est pas donnée dans la référence à un micro-organisme déposé qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée mais est donnée par le déposant au Bureau international dans un délai de seize mois après la date de priorité, l'indication est considérée par tout office désigné comme ayant été donnée à temps sauf si sa législation nationale exige que l'indication soit donnée à un moment antérieur dans le cas d'une demande nationale et si cette exigence a été notifiée au Bureau international conformément à la règle 13bis.7.a)ii), pour autant que le Bureau international ait publié, conformément à la règle 13bis.7.c), cette exigence dans la gazette au moins deux mois avant le dépôt de la demande internationale. Toutefois, si le déposant demande la publication anticipée en vertu de l'article 21.2)b), tout office désigné peut considérer toute indication qui n'a pas été donnée au moment où la publication anticipée est demandée comme n'ayant pas été donnée à temps. Indépendamment du fait que le délai applicable en vertu des phrases précédentes ait été observé ou non, le Bureau international notifie au déposant et aux offices désignés la date à laquelle il a reçu toute indication non comprise dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée. Le Bureau international indique cette date dans la publication internationale de la demande internationale si l'indication lui a été donnée avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale.

13bis.5 *Références et indications aux fins d'un ou de plusieurs Etats désignés; différents dépôts pour différents Etats désignés; dépôts auprès d'institutions de dépôt non notifiées*

a) La référence à un micro-organisme déposé est considérée comme étant faite aux fins de tous les Etats désignés, à moins qu'elle soit expressément faite aux fins de certains seulement des Etats désignés; il en va de même des indications données dans la référence.

b) Il peut être fait référence à différents dépôts du micro-organisme pour différents Etats désignés.

c) Tout office désigné a le droit de ne pas tenir compte d'un dépôt effectué auprès d'une institution de dépôt autre qu'une institution ayant fait l'objet d'une notification de sa part en vertu de la règle 13bis.7.b).

13bis.6 *Remise d'échantillons*

a) Lorsque la demande internationale contient une référence à un micro-organisme déposé, le déposant doit, à la demande de l'administration chargée de la recherche internationale ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, autoriser et assurer la remise d'un échantillon de ce micro-organisme par l'institution de dépôt à ladite administration, à condition que ladite administration ait notifié au Bureau international qu'elle pourrait demander la fourniture d'échantillons et que ces échantillons seront utilisés aux seules fins de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international, selon le cas, et à condition que cette notification ait été publiée dans la gazette.

b) Conformément aux articles 23 et 40, il ne sera pas remis, sauf avec l'autorisation du déposant, d'échantillons du micro-organisme déposé auquel il est fait référence dans une demande internationale, avant l'expiration des délais applicables après laquelle la procédure nationale peut commencer en vertu desdits articles. Toutefois, si le déposant accomplit les actes visés aux articles 22 ou 39 après la publication internationale mais avant l'expiration desdits délais, la remise d'échantillons du micro-organisme déposé peut avoir lieu, une fois que lesdits actes ont été accomplis. Nonobstant la disposition précédente, la remise d'échantillons du micro-organisme déposé peut avoir lieu en vertu de la législation nationale applicable à tout office désigné dès que, en vertu de cette législation, la publication internationale a les effets de la publication nationale obligatoire d'une demande nationale non examinée.

13bis.7 *Exigences nationales: notification et publication*

a) Tout office national peut notifier au Bureau international toute exigence de la législation nationale selon laquelle

i) toute information précisée dans la notification, en plus de celles qui sont visées à la règle 13bis.3.a)i), ii) et iii), doit être donnée dans la référence à un micro-organisme déposé qui figure dans une demande nationale;

ii) l'une ou plusieurs des indications visées à la règle 13bis.3.a) doivent être données dans une demande nationale telle qu'elle a été déposée ou doivent être données à un moment précisé dans la notification qui est antérieur à 16 mois après la date de priorité.

b) Chaque office national notifie au Bureau international les institutions de dépôt auprès desquelles la législation nationale permet que des dépôts de micro-organismes soient effectués aux fins de la procédure en matière de brevets devant cet office ou, le cas échéant, le fait que la législation nationale ne prévoit pas ou ne permet pas de tels dépôts.

c) Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les exigences qui lui ont été notifiées en vertu de l'alinéa a) et les informations qui lui ont été notifiées en vertu de l'alinéa b).

Règle 14

Taxe de transmission

14.1 *Taxe de transmission*

a) Tout office récepteur peut exiger du déposant le paiement, à son profit, d'une taxe pour la réception de la demande internationale, la transmission de copies au Bureau international et à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, et l'accomplissement de toutes les autres tâches dont est chargé cet office en relation avec la demande internationale en sa qualité d'office récepteur («taxe de transmission»).

b) Le montant de la taxe de transmission, s'il y en a une, et la date à laquelle elle est due sont fixés par l'office récepteur.

Règle 15

Taxe internationale

15.1 *Taxe de base et taxe de désignation*

Toute demande internationale est soumise au paiement d'une taxe perçue par l'office récepteur au profit du Bureau internatioual («taxe internationale») et comprenant:

i) une «taxe de base», et

ii) autant de «taxes de désignation» qu'il y a de brevets nationaux et de brevets régionaux demandés par le déposant dans la demande internationale; toutefois une seule taxe de désignation est due si les dispositions de l'article 44 sont applicables à une quelconque désignation.

15.2 *Montants*

a) Les montants de la taxe de base et de la taxe de désignation sont fixés dans le barème de taxes.

b) Les montants de la taxe de base et de la taxe de désignation sont fixés, pour chaque office récepteur qui, en application de la règle 15.3, prescrit le paiement de ces taxes dans une ou plusieurs monnaies autres que la monnaie suisse, par le Directeur général après consultation de cet office et dans la ou les monnaies prescrites par ce dernier («monnaie prescrite»). Les montants exprimés dans chaque monnaie prescrite sont l'équivalent, en chiffres ronds, des montants exprimés en monnaie suisse qui sont indiqués dans le barème de taxes. Ils sont publiés dans la gazette.

c) Lorsque les montants des taxes indiqués dans le barème de taxes sont modifiés, les montants correspondants dans les monnaies prescrites sont applicables à partir de la même date que les montants indiqués dans le barème de taxes modifié.

d) Lorsque le taux de change entre la monnaie suisse et toute monnaie prescrite diffère du dernier taux de change appliqué, le Directeur général établit les nouveaux montants dans la monnaie prescrite conformément aux directives de l'Assemblée. Les nouveaux montants établis deviennent applicables deux mois après la date de leur publication dans la gazette, à moins que l'office intéressé et le Directeur général ne conviennent d'une date tombant au cours de cette période de deux mois, auquel cas lesdits montants deviennent applicables pour cet office à compter de cette date.

15.3 *Mode de paiement*

La taxe internationale doit être payée dans la ou les monnaies prescrites par l'office récepteur, étant entendu que, lors de son transfert par cet office au Bureau international, le montant transféré doit être librement convertible en monnaie suisse.

15.4 *Date du paiement*

a) La taxe de base est due dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande internationale.

b) La taxe de désignation est due,

i) lorsque la demande internationale ne contient pas de revendication de priorité selon l'article 8, dans un délai d'un an à compter de la date de réception de la demande internationale;

ii) lorsque la demande internationale contient une revendication de priorité selon l'article 8, dans un délai d'un an à compter de la date de priorité ou dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande internationale si ce mois expire après le terme de l'année qui suit la date de priorité.

c) Lorsque la taxe de base ou la taxe de désignation est payée après la date à laquelle la demande internationale a été reçue et lorsque le montant de cette taxe est, dans la monnaie dans laquelle elle est due, plus élevé à la date du paiement («montant supérieur») qu'il n'était à la date à laquelle la demande internationale a été reçue («montant inférieur»),

i) le montant inférieur est dû si la taxe est payée dans le mois qui suit la date de réception de la demande internationale;

ii) le montant supérieur est dû si la taxe est payée plus d'un mois après la date de réception de la demande internationale.

d) Si, le 3 février 1984, les alinéas a) et b) ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office récepteur et aussi longtemps que cette incompatibilité subsiste, la taxe de base est due à la date de réception de la demande internationale et la taxe de désignation est due dans un délai d'un an à compter de la date de priorité.

15.5 *[Supprimé]*

15.6 *Remboursement*

a) La taxe internationale est remboursée au déposant si la constatation mentionnée à l'article 11.1) est négative.

b) La taxe internationale n'est remboursée en aucun autre cas.

Règle 16

Taxe de recherche

16.1 *Droit de demander une taxe*

a) Toute administration chargée de la recherche internationale peut exiger du déposant le paiement, à son profit, d'une taxe pour l'exécution de la recherche internationale et pour l'accomplissement de toutes les autres tâches confiées aux administrations chargées de la recherche internationale par le traité et par le présent règlement d'exécution («taxe de recherche»).

b) La taxe de recherche est perçue par l'office récepteur. Elle doit être payée dans la ou les monnaies prescrites par cet office («la monnaie de l'office récepteur»), étant entendu que si la monnaie de l'office récepteur n'est pas celle, ou l'une de celles, dans laquelle ou lesquelles l'administration chargée de la recherche internationale a fixé ladite taxe («la monnaie fixée ou les monnaies fixées»), cette taxe doit, lors de son transfert par l'office récepteur à l'administration chargée de la recherche internationale, être librement convertible en la monnaie de l'Etat où ladite administration a son siège («la monnaie du siège»). Le montant de la taxe de recherche, exprimé en toute monnaie de l'office récepteur autre que la monnaie fixée ou les monnaies fixées, est établi par le Directeur général après consultation de cet office. Les montants ainsi établis sont l'équivalent, en chiffres ronds, du montant établi par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie du siège. Ils sont publiés dans la gazette.

c) Lorsque le montant de la taxe de recherche, exprimé en monnaie du siège, est modifié, les montants correspondants en monnaies de l'office récepteur autres que la monnaie fixée ou les monnaies fixées, sont applicables à partir de la même date que le montant modifié en monnaie du siège.

d) Lorsque le taux de change entre la monnaie du siège et toute monnaie de l'office récepteur autre que la monnaie fixée ou les monnaies fixées, diffère du dernier taux de change appliqué, le Directeur général établit le nouveau montant dans la monnaie de l'office récepteur considérée conformément aux directives de l'Assemblée. Les nouveaux montants établis deviennent applicables deux mois après leur publication dans la gazette, à moins que tout office récepteur intéressé et le Directeur général ne conviennent d'une date tombant dans ladite période de deux mois, auquel cas lesdits montants deviennent applicables pour cet office à compter de cette date.

e) Lorsque, en ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie de l'office récepteur autre que la monnaie fixée ou les monnaies fixées, le montant effectivement reçu en monnaie du siège par l'administration chargée de la recherche internationale est inférieur à celui qu'elle a fixé, la différence est payée à ladite administration par le Bureau international; au contraire, si le montant effectivement reçu est supérieur au montant fixé, la différence appartient au Bureau international.

f) Les dispositions de la règle 15.4 concernant la taxe de base sont applicables à la date du paiement de la taxe de recherche.

16.2 *Remboursement*

La taxe de recherche est remboursée au déposant si la constatation mentionnée à l'article 11.1) est négative.

16.3 *Remboursement partiel*

Lorsque la demande internationale revendique la priorité d'une demande internationale antérieure pour laquelle une recherche internationale a été effectuée par la même administration chargée de la recherche internationale, et lorsque le rapport de recherche internationale relatif à la demande internationale postérieure peut se baser, en tout ou en partie, sur les résultats de la recherche internationale antérieure, ladite administration rembourse la taxe de recherche qui a été payée en relation avec la demande internationale postérieure, dans la mesure et aux conditions établies dans l'accord mentionné à l'article 16.3)b).

Règle 16^{bis}

Avance de taxes par le Bureau international

16^{bis}.1 *Garantie par le Bureau international*

a) Si, au moment où elles sont dues en vertu des règles 14.1.b), 15.4.a) et 16.1.f), l'office récepteur constate que, en ce qui concerne une demande internationale, le déposant ne lui a payé aucune taxe, ou encore que le montant acquitté par le déposant auprès de lui est inférieur à ce qui est nécessaire pour couvrir la taxe de transmission, la taxe de base et la taxe de recherche, il impute le montant requis pour couvrir ces taxes, ou la partie manquante de celles-ci, au Bureau international et considère ledit montant comme s'il avait été payé par le déposant en temps voulu.

b) Si, au moment où elles sont dues selon la règle 15.4.b), l'office récepteur constate que, en ce qui concerne une demande internationale, le paiement effectué par le déposant est insuffisant pour couvrir les taxes de désignation nécessaires pour couvrir toutes les désignations, il impute le montant requis pour couvrir ces taxes au Bureau international et considère ce montant comme s'il avait été payé par le déposant en temps voulu.

c) Le Bureau international transférera périodiquement à chaque office récepteur les fonds considérés comme nécessaires pour couvrir les montants qui lui sont imputés par l'office récepteur en vertu des alinéas a) et b). Le montant et le moment de tels transferts seront déterminés par chaque office récepteur selon ses propres souhaits. L'imputation de tout montant en vertu des alinéas a) et b) ne requiert aucun avis antérieur au Bureau international ni aucun accord de celui-ci.

16^{bis}.2 *Obligations du déposant, etc.*

a) Le Bureau international notifie à bref délai au déposant tout montant qui lui a été imputé en vertu de la règle 16^{bis}.1.a) et b) et l'invite à lui payer, dans le mois à compter de la date de la notification, ledit montant augmenté d'une surtaxe de 50%, pourvu que cette surtaxe ne soit pas inférieure ni supérieure aux montants indiqués dans le barème de taxes. La notification peut viser les montants imputés en vertu de la règle 16^{bis}.1.a) ainsi que b) ou, selon l'appréciation du Bureau international, il peut y avoir deux notifications séparées, l'une visant les montants imputés en vertu de la règle 16^{bis}.1.a), l'autre visant les montants imputés en vertu de la règle 16^{bis}.1.b).

b) Si le déposant omet de payer, dans ledit délai, au Bureau international, le montant réclamé, ou paie moins que ce qui est nécessaire pour couvrir la taxe de transmission, la taxe de base, la taxe de recherche, une taxe de désignation et la surtaxe, le Bureau international le notifie alors à l'office récepteur, et l'office récepteur déclare la demande internationale retirée au titre de l'article 14.3)a), puis l'office récepteur et le Bureau international procèdent comme prévu à la règle 29.

c) Si le déposant paie, dans ledit délai, au Bureau international, un montant qui est supérieur à celui qui est nécessaire pour couvrir les taxes et la surtaxe visées à l'alinéa b), mais inférieur à ce qui est nécessaire pour couvrir toutes les désignations maintenues, le Bureau international le notifie alors à l'office récepteur et l'office récepteur affecte le montant, payé en trop par rapport à ce qui est nécessaire pour couvrir les taxes et la surtaxe visées à l'alinéa b), dans l'ordre établi comme suit:

i) lorsque le déposant précise à quelle(s) désignation ou désignations le montant doit être affecté, il est affecté de cette manière, mais, si le montant reçu est insuffisant pour couvrir les désignations indiquées, il est affecté à autant de dési-

gnations qu'il en couvre dans l'ordre choisi par le déposant lorsqu'il a indiqué ces désignations;

ii) dans la mesure où le déposant n'a pas donné les indications selon la rubrique i), le montant ou le solde doit être affecté aux désignations dans l'ordre où elles apparaissent dans la demande internationale;

iii) lorsque la désignation d'un Etat est effectuée aux fins de l'obtention d'un brevet régional, et sous réserve que la taxe de désignation requise soit, en vertu des dispositions qui précèdent, disponible pour cette désignation, la désignation de tout autre Etat aux fins de l'obtention du même brevet régional est considérée comme couverte par cette taxe. L'office récepteur déclarera retirée selon l'article 14.3)b), toute désignation non couverte par le montant versé, et l'office récepteur et le Bureau international procéderont comme prévu à la règle 29.

Règle 17

Document de priorité

17.1 *Obligation de présenter une copie d'une demande nationale antérieure*

a) Si la demande internationale revendique selon l'article 8 la priorité d'une demande nationale antérieure, une copie de cette demande nationale, certifiée conforme par l'administration auprès de laquelle elle a été déposée («document de priorité»), doit, si elle n'a pas déjà été déposée auprès de l'office récepteur avec la demande internationale, être présentée par le déposant au Bureau international ou à l'office récepteur au plus tard à l'expiration d'un délai de seize mois à compter de la date de priorité ou, dans le cas mentionné à l'article 23.2), au plus tard à la date où il est demandé qu'il soit procédé au traitement ou à l'examen de la demande.

b) Si le document de priorité est délivré par l'office récepteur, le déposant peut, au lieu de présenter ce document, demander à l'office récepteur de le transmettre au Bureau international. La requête à cet effet doit être formulée au plus tard à l'expiration du délai applicable aux termes de l'alinéa a), et peut être soumise par l'office récepteur au paiement d'une taxe.

c) Si les conditions d'aucun des deux alinéas précédents ne sont remplies, tout Etat désigné peut ne pas tenir compte de la revendication de priorité.

17.2 *Obtention de copies*

a) Le Bureau international, sur demande expresse de l'office désigné, adresse, dès que possible après l'expiration du délai fixé dans la règle 17.1.a), une copie du document de priorité à cet office. Aucun office désigné ne doit demander de copie au déposant, sauf lorsqu'il demande la remise d'une copie du document de priorité avec une traduction certifiée conforme de ce document. Le déposant n'a pas l'obligation de remettre une traduction certifiée conforme à l'office désigné avant l'expiration du délai applicable selon l'article 22.

b) Le Bureau international ne met pas à la disposition du public des copies du document de priorité avant la publication internationale de la demande internationale.

c) Les alinéas a) et b) s'appliquent également à toute demande internationale antérieure dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale postérieure.

Règle 18

Déposant

18.1 *Domicile*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la détermination du domicile du déposant dépend de la législation nationale de l'Etat contractant où il prétend être domicilié et est tranchée par l'office récepteur.

b) De toute façon, la possession d'un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux dans un Etat contractant est considérée comme constituant domicile dans cet Etat.

18.2 *Nationalité*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la détermination de la nationalité du déposant dépend de la législation nationale de l'Etat contractant dont il prétend être le national et est tranchée par l'office récepteur.

b) De toute façon, une personne morale constituée conformément à la législation d'un Etat contractant est considérée comme ayant la nationalité de cet Etat.

18.3 *Plusieurs déposants: les mêmes pour tous les Etats désignés*

S'il y a plusieurs déposants et s'ils sont tous déposants pour tous les Etats désignés, le droit de déposer une demande internationale existe si l'un au moins d'entre eux est habilité à déposer une demande internationale conformément à l'article 9.

18.4 *Plusieurs déposants: différents pour différents Etats désignés*

a) La demande internationale peut indiquer différents déposants pour différents Etats désignés si, pour chaque Etat désigné, l'un au moins des déposants indiqués pour cet Etat est habilité à déposer une demande internationale conformément à l'article 9.

b) Si la condition figurant à l'alinéa a) n'est pas remplie à l'égard d'un Etat désigné, la désignation de cet Etat est considérée comme n'ayant pas été faite.

c) Le Bureau international publie de temps à autre des informations relatives aux diverses législations nationales, précisant qui, aux termes de ces législations, a qualité (inventeur, ayant cause de l'inventeur, titulaire de l'invention, etc.) pour déposer une demande nationale; il joint à ces informations l'avertissement que les effets de la demande internationale dans un Etat désigné peuvent dépendre de la question de savoir si la personne indiquée dans la demande internationale en tant que déposant aux fins de cet Etat est habilitée, selon la législation nationale de cet Etat, à déposer une demande nationale.

Règle 19

Office récepteur compétent

19.1 *Où déposer*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la demande internationale est déposée, au choix du déposant, soit auprès de l'office national de l'Etat contractant où il est domicilié ou de l'office agissant pour ce dernier, soit auprès de l'office national de l'Etat contractant dont il est le national ou de l'office agissant pour cet Etat.

b) Tout Etat contractant peut convenir avec un autre Etat contractant ou avec toute organisation intergouvernementale que l'office national de ce dernier Etat ou cette organisation intergouvernementale peut, à toutes les fins ou à certaines d'entre elles, agir, à la place de l'office national du premier Etat, en tant qu'office récepteur pour les déposants qui sont domiciliés dans ce premier Etat ou en sont les nationaux. Nonobstant cet accord, l'office national du premier Etat est considéré comme étant l'office récepteur compétent pour l'application de l'article 15.5).

c) En relation avec toute décision selon l'article 9.2), l'Assemblée désigne l'office national ou l'organisation intergouvernementale qui agira en tant qu'office récepteur pour les demandes déposées par des personnes domiciliées dans les Etats déterminés par l'Assemblée ou par des nationaux de ces Etats. Cette désignation exige l'accord préalable de cet office national ou de cette organisation intergouvernementale.

19.2 *Plusieurs déposants*

S'il y a plusieurs déposants, les conditions de la règle 19.1 sont considérées comme remplies si l'office national auprès duquel la demande internationale est déposée est celui d'un Etat contractant ou est un office agissant pour cet Etat, dont l'un au moins des déposants est national ou résident.

19.3 *Publication du fait de la délégation des tâches de l'office récepteur*

a) Tout accord visé à la règle 19.1.b) est notifié à bref délai au Bureau international par l'Etat contractant qui délègue les tâches d'office récepteur à l'office national d'un autre Etat contractant ou à l'office agissant pour ce dernier, ou encore à une organisation intergouvernementale.

b) Le Bureau international publie à bref délai la notification dans la gazette.

Règle 20

Réception de la demande internationale

20.1 *Date et numéro*

a) A la réception des documents constituant prétendument une demande internationale, l'office récepteur appose, d'une manière indélébile, dans l'espace prévu à cet effet dans le formulaire de requête de chaque exemplaire reçu et de chaque copie reçue, la date de réception effective et, sur chaque feuille de chaque exemplaire reçu et de chaque copie reçue, l'un des numéros assignés par le Bureau international à cet office.

b) La place où, sur chaque feuille, la date ou le numéro doivent être apposés, ainsi que d'autres détails, sont spécifiés dans les instructions administratives.

20.2 *Réception à des jours différents*

a) Dans les cas où toutes les feuilles appartenant à une même prétendue demande internationale ne sont pas reçues le même jour par l'office récepteur, ce dernier corrige la date apposée sur la requête (en laissant toutefois lisibles la ou les dates antérieures déjà apposées) en indiquant la date de réception des documents complétant la demande internationale, à condition que:

i) lorsqu'aucune invitation à corriger selon l'article 11.2)a) n'a été envoyée au déposant, lesdits documents soient reçus dans les trente jours à compter de la date à laquelle des feuilles ont été reçues pour la première fois;

ii) lorsqu'une invitation à corriger selon l'article 11.2)a) a été envoyée au déposant, lesdits documents soient reçus dans le délai applicable selon la règle 20.6;

iii) dans le cas de l'article 14.2), les dessins manquants soient reçus dans les trente jours à compter de la date à laquelle les documents incomplets ont été déposés;

iv) le fait qu'une feuille contenant l'abrégé ou une partie de l'abrégé manque, ou qu'elle est reçue en retard, n'exige pas la correction de la date indiquée sur la requête.

b) L'office récepteur appose, sur toute feuille reçue à une date postérieure à celle où des feuilles ont été reçues pour la première fois, la date de la réception de ladite feuille.

20.3 *Demande internationale corrigée*

Dans le cas visé à l'article 11.2)b), l'office récepteur corrige la date apposée sur la requête (en laissant toutefois lisibles la ou les dates antérieures déjà apposées) en indiquant la date de réception de la dernière correction exigée.

20.3[bis] *Procédure à suivre pour procéder aux corrections*

Les instructions administratives fixent les modalités selon lesquelles les corrections requises en vertu de l'article 11.2)a) doivent être présentées par le déposant et portées au dossier de la demande internationale.

20.4 *Constatation au sens de l'article 11.1)*

a) A bref délai après réception des documents constituant prétendument une demande internationale, l'office récepteur constate si ces documents remplissent les conditions de l'article 11.1).

b) Aux fins de l'article 11.1)iii)c), il suffit d'indiquer le nom du déposant de manière à permettre d'en établir l'identité, même si ce nom est mal orthographié, si les

prénoms ne sont pas complets ou, dans le cas d'une personne morale, si l'indication du nom est abrégée ou incomplète.

20.5 *Constatation positive*

a) Si la constatation au sens de l'article 11.1) est positive, l'office récepteur appose, dans l'espace prévu à cet effet dans le formulaire de requête, son timbre et les mots «Demande internationale PCT» ou «PCT International Application». Si la langue officielle de l'office récepteur n'est ni le français ni l'anglais, les mots «Demande internationale» ou «International Application» peuvent être accompagnés de leur traduction dans la langue officielle de cet office.

b) L'exemplaire sur la requête duquel ce timbre a été apposé constitue l'exemplaire original de la demande internationale.

c) L'office récepteur notifie à bref délai au déposant le numéro de la demande internationale et la date du dépôt international. En même temps, il envoie au Bureau international une copie de la notification envoyée au déposant, sauf s'il a déjà envoyé ou envoie en même temps l'exemplaire original au Bureau international selon la règle 22.1.a).

20.6 *Invitation à corriger*

a) L'invitation à corriger selon l'article 11.2) doit préciser quelle condition figurant à l'article 11.1) n'a pas, de l'avis de l'office récepteur, été remplie.

b) L'office récepteur adresse à bref délai l'invitation au déposant et fixe un délai, raisonnable en l'espèce, pour le dépôt de la correction. Ce délai ne doit pas être inférieur à dix jours, ni supérieur à un mois, à compter de la date de l'invitation. Si ce délai expire après l'expiration d'une année à compter de la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur peut porter cette circonstance à l'attention du déposant.

20.7 *Constatation négative*

Si l'office récepteur ne reçoit pas, dans le délai prescrit, de réponse à son invitation à corriger, ou si la correction présentée par le déposant ne remplit toujours pas les conditions figurant à l'article 11.1):

i) il notifie à bref délai au déposant que sa demande n'est pas et ne sera pas traitée comme une demande internationale et indique les motifs de cette décision;

ii) il notifie au Bureau international que le numéro qu'il a apposé sur les documents ne sera pas utilisé en tant que numéro de demande internationale;

iii) il conserve les documents constituant la prétendue demande internationale et toute correspondance y relative conformément à la règle 93.1;

iv) il adresse une copie desdits documents au Bureau international si, en raison d'une requête du déposant selon l'article 25.1), ce Bureau a besoin d'une telle copie et en demande expressément une.

20.8 *Erreur de l'office récepteur*

Si, ultérieurement, l'office récepteur découvre, ou constate sur la base de la réponse du déposant, qu'il a commis une erreur en adressant une invitation à corriger, puisque les conditions figurant à l'article 11.1) étaient remplies lors de la réception des documents, il procède de la manière prévue à la règle 20.5.

20.9 *Copie certifiée conforme pour le déposant*

Contre paiement d'une taxe, l'office récepteur fournit au déposant, sur demande, des copies certifiées conformes de la demande internationale, telle qu'elle a été déposée, ainsi que de toutes corrections y relatives.

Règle 21

Préparation de copies

21.1 *Responsabilité de l'office récepteur*

a) Lorsqu'il est exigé que la demande internationale soit déposée en un seul exemplaire, l'office récepteur a la responsabilité de la préparation de sa propre copie et de la copie de recherche requises selon l'article 12.1).

b) Lorsqu'il est exigé que la demande internationale soit déposée en deux exemplaires, l'office récepteur a la responsabilité de la préparation de sa propre copie.

c) Si la demande internationale est déposée en un nombre d'exemplaires inférieur à celui prévu à la règle 11.1.b), l'office récepteur a la responsabilité de la prompte préparation du nombre requis de copies; il a le droit de fixer une taxe pour l'exécution de cette tâche et de percevoir cette taxe du déposant.

Règle 22

Transmission de l'exemplaire original

22.1 *Procédure*

a) Si la constatation prévue à l'article 11.1) est positive et si les prescriptions relatives à la défense nationale n'empêchent pas la demande internationale d'être traitée comme telle, l'office récepteur transmet l'exemplaire original au Bureau international. Une telle transmission doit se faire à bref délai après réception de la demande internationale ou, si un contrôle doit être effectué du point de vue de la défense nationale, dès que l'autorisation nécessaire a été obtenue. En tout cas, l'office récepteur doit transmettre l'exemplaire original suffisamment à temps pour qu'il parvienne au Bureau international à l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité. Si la transmission se fait par voie postale, l'office récepteur doit procéder à l'expédition de l'exemplaire original cinq jours au plus tard avant l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité.

b) Si le Bureau international a reçu une copie de la notification selon la règle 20.5.c) mais n'est pas, à l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité, en possession de l'exemplaire original, il rappelle à l'office récepteur qu'il doit lui transmettre l'exemplaire original à bref délai.

c) Si le Bureau international a reçu une copie de la notification selon la règle 20.5.c) mais n'est pas, à l'expiration du quatorzième mois à compter de la date de priorité, en possession de l'exemplaire original, il le notifie au déposant et à l'office récepteur.

d) Après l'expiration du quatorzième mois à compter de la date de priorité, le déposant peut demander à l'office récepteur de certifier conforme à la demande internationale déposée une copie de sa demande internationale et peut transmettre cette copie certifiée conforme au Bureau international.

e) Toute certification selon l'alinéa d) est gratuite et ne peut être refusée que pour l'un des motifs suivants :

i) la copie qu'il a été demandé à l'office récepteur de certifier conforme n'est pas identique à la demande internationale déposée;

ii) les prescriptions concernant la défense nationale interdisent de traiter la demande internationale en tant que telle;

iii) l'office récepteur a déjà transmis l'exemplaire original au Bureau international et celui-ci l'a informé qu'il l'avait reçu.

f) A moins que le Bureau international n'ait reçu l'exemplaire original ou jusqu'à ce qu'il le reçoive, la copie certifiée conforme selon l'alinéa e) et reçue par le Bureau international est considérée comme l'exemplaire original.

g) Si, à l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22, le déposant a accompli les actes visés dans ledit article sans que l'office désigné ait été informé par le Bureau international de la réception de l'exemplaire original, l'office désigné en avise le Bureau international. Si le Bureau international n'est pas en possession de l'exemplaire original, il le notifie à bref délai au déposant et à l'office récepteur sauf s'il l'a déjà notifié à ceux-ci en vertu de l'alinéa c).

22.2 *[Supprimé]*

22.3 *Délai visé à l'article 12.3)*

Le délai visé à l'article 12.3) est de trois mois à compter de la date de la notification envoyée par le Bureau international au déposant en vertu de la règle 22.1.c) ou g).

Règle 23

Transmission de la copie de recherche

23.1 *Procédure*

a) La copie de recherche est transmise par l'office récepteur à l'administration chargée de la recherche internationale au plus tard le jour où l'exemplaire original est transmis au Bureau international.

b) Si le Bureau international n'a pas reçu de l'administration chargée de la recherche internationale, dans les dix jours suivant la réception de l'exemplaire original, l'information que cette administration est en possession de la copie de recherche, il transmet à bref délai une copie de la demande internationale à cette administration.

Règle 24

Réception de l'exemplaire original par le Bureau international

24.1 *[Supprimé]*

24.2 *Notification de la réception de l'exemplaire original*

a) Sous réserve de l'alinéa b), le Bureau international notifie à bref délai au déposant, à l'office récepteur, à l'administration chargée de la recherche internationale et à tous les offices désignés, la réception de l'exemplaire original et la date de cette réception. La notification doit identifier la demande internationale par son numéro, par la date du dépôt international, par le nom du déposant et par le nom de l'office récepteur et doit indiquer la date du dépôt de toute demande antérieure dont la priorité est revendiquée. La notification adressée au déposant doit également contenir la liste des offices désignés auxquels a été adressée la notification visée au présent alinéa et doit indiquer, pour chaque office désigné, tout délai applicable selon l'article 22.3).

b) Si le Bureau international reçoit l'exemplaire original après l'expiration du délai fixé à la règle 22.3, il le notifie à bref délai au déposant, à l'office récepteur et à l'administration chargée de la recherche internationale.

Règle 25

Réception de la copie de recherche par l'administration chargée de la recherche internationale

25.1 *Notification de la réception de la copie de recherche*

L'administration chargée de la recherche internationale notifie à bref délai au Bureau international, au déposant et – sauf si cette administration est l'office récepteur – à l'office récepteur la réception de la copie de recherche et la date de cette réception.

Règle 26

Contrôle et correction de certains éléments de la demande internationale auprès de l'office récepteur

26.1 *Délai pour le contrôle*

a) L'office récepteur adresse l'invitation à corriger, prévue à l'article 14.1)b), dès que possible et de préférence dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande internationale.

b) Si l'office récepteur adresse une invitation à corriger l'irrégularité visée à l'article 14.1)a)iii) ou iv) (titre manquant ou abrégé manquant), il le notifie à l'administration chargée de la recherche internationale.

26.2 *Délai pour la correction*

Le délai prévu à l'article 14.1)b) doit être raisonnable en l'espèce et est fixé, dans chaque cas, par l'office récepteur. Il est d'un mois au moins à compter de la date de l'invitation à corriger. Il peut être prorogé par l'office récepteur à tout moment avant qu'une décision ait été prise.

26.3 *Contrôle des conditions matérielles au sens de l'article 14.1)a)v)*

Les conditions matérielles mentionnées à la règle 11 ne sont contrôlées que dans la mesure où elles doivent être remplies aux fins d'une publication internationale raisonnablement uniforme.

26.3bis *Invitation à corriger des irrégularités selon l'article 14.1)b)*

L'office récepteur n'est pas tenu d'adresser l'invitation à corriger une irrégularité visée à l'article 14.1)a)v) si les conditions matérielles mentionnées à la règle 11 sont remplies dans la mesure nécessaire aux fins d'une publication internationale raisonnablement uniforme.

26.4 *Procédure*

a) Toute correction soumise à l'office récepteur peut figurer dans une lettre adressée à cet office si elle est de nature à pouvoir être reportée sur l'exemplaire original sans porter atteinte à la clarté et à la possibilité de reproduction directe de la feuille sur laquelle la correction doit être reportée. Si tel n'est pas le cas, le déposant doit soumettre une feuille de remplacement comprenant la correction; la lettre d'accompagnement devra attirer l'attention sur les différences entre la feuille remplacée et la feuille de remplacement.

b) à d) *[Supprimés]*

26.5 *Décision de l'office récepteur*

a) L'office récepteur décide si le déposant a présenté la correction dans le délai selon la règle 26.2 et, au cas où la correction a été présentée dans ce délai, si la demande internationale ainsi corrigée doit ou non être considérée comme retirée, étant entendu qu'aucune demande internationale ne doit être considérée comme retirée pour non-observation des conditions matérielles mentionnées à la règle 11 si elle remplit ces conditions dans la mesure nécessaire aux fins d'une publication internationale raisonnablement uniforme.

b) *[Supprimé]*

26.6 *Dessins manquants*

a) Si, conformément à l'article 14.2), la demande internationale se réfère à des dessins qui ne sont pas effectivement compris dans la demande, l'office récepteur indique ce fait dans ladite demande.

b) La date de réception, par le déposant, de la notification prévue à l'article 14.2) n'a pas d'effet sur le délai fixé à la règle 20.2.a)iii).

Règle 27

Défaut de paiement de taxes

27.1 *Taxes*

a) Aux fins de l'article 14.3)a), on entend par «taxes prescrites par l'article 3.4)iv)» la taxe de transmission (règle 14), la partie de la taxe internationale constituant la taxe de base (règle 15.1.i)) et la taxe de recherche (règle 16).

b) Aux fins de l'article 14.3)a) et b), on entend par «taxe prescrite par l'article 4.2)» la partie de la taxe internationale constituant la taxe de désignation (règle 15.1.ii)).

Règle 28

Irrégularités relevées par le Bureau international

28.1 *Note relative à certaines irrégularités*

a) Si le Bureau international est d'avis que la demande internationale ne répond pas à l'une des prescriptions de l'article14.1)a)i), ii) ou v), il en informe l'office récepteur.

b) L'office récepteur, sauf s'il ne partage pas cet avis, procède de la manière prévue à l'article 14.1)b) et à la règle 26.

Règle 29

Demandes internationales ou désignations considérées comme retirées au sens de l'article 14.1), 3) ou 4)

29.1 *Constatations de l'office récepteur*

a) Si l'office récepteur déclare, selon l'article 14.1)b) et la règle 26.5 (défaut de correction de certaines irrégularités), ou conformément à l'article 14.3)a) (défaut de paiement des taxes prescrites par la règle 27.1.a)), ou encore conformément à l'article 14.4) (constatation ultérieure que les conditions énumérées aux points i) à iii) de l'article 11.1) ne sont pas remplies), que la demande internationale est considérée comme retirée:

i) il transmet au Bureau international l'exemplaire original (si cela n'a pas déjà été fait) et toute correction présentée par le déposant;

ii) il notifie à bref délai cette déclaration au déposant et au Bureau international, et ce dernier la notifie aux offices désignés intéressés;

iii) il ne transmet pas la copie de recherche de la manière prescrite à la règle 23 ou, si une telle copie a déjà été transmise, il notifie cette déclaration à l'administration chargée de la recherche internationale;

iv) le Bureau international n'a pas l'obligation de notifier au déposant la réception de l'exemplaire original.

b) Si l'office récepteur déclare, selon l'article 14.3)b) (défaut de paiement de la taxe de désignation prescrite par la règle 27.1.b)), que la désignation d'un Etat donné est considérée comme retirée, l'office récepteur le notifie à bref délai au déposant et au Bureau international. Ce dernier le notifie à son tour à l'office national intéressé.

29.2 *[Supprimé]*

29.3 *Indication de certains faits à l'office récepteur*

Lorsque le Bureau international ou l'administration chargée de la recherche internationale estime que l'office récepteur devrait faire une constatation au sens de l'article 14.4), il indique à ce dernier les faits pertinents.

29.4 *Notification de l'intention de faire une déclaration selon l'article 14.4)*

Avant de faire une déclaration selon l'article 14.4), l'office récepteur notifie au déposant son intention et ses motifs. Le déposant peut, s'il n'est pas d'accord avec la constatation provisoire de l'office récepteur, présenter ses observations dans un délai d'un mois à compter de la notification.

Règle 30

Délai selon l'article 14.4)

30.1 *Délai*

Le délai mentionné à l'article 14.4) est de quatre mois à compter de la date du dépôt international.

Règle 31

Copies visées à l'article 13

31.1 *Demande de copies*

a) Les demandes de copies selon l'article 13.1) peuvent viser toutes les demandes internationales, certains types de demandes internationales, ou des demandes internationales déterminées, qui désignent l'office national qui présente cette demande de copies. De telles demandes de copies doivent être renouvelées pour chaque année par notification adressée avant le 30 novembre de l'année précédente au Bureau international par ledit office.

b) Les demandes de remise de copies selon l'article 13.2)b) sont sujettes au paiement d'une taxe couvrant les frais de préparation et d'expédition des copies.

31.2 *Préparation de copies*

Le Bureau international est responsable de la préparation des copies visées à l'article 13.

Règle 32

Retrait de la demande internationale ou de désignations

32.1 *Retraits*

a) Le déposant peut retirer la demande internationale avant l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité, sauf pour tout Etat désigné où le traitement ou l'examen national a déjà commencé. Il peut retirer la désignation de tout Etat désigné avant la date à laquelle le traitement ou l'examen peut commencer dans cet Etat.

b) Le retrait de la désignation de tous les Etats désignés est traité comme un retrait de la demande internationale.

c) Le retrait est effectué au moyen d'une notice signée, déposée par le déposant auprès du Bureau international ou de l'office récepteur. Dans le cas de la règle 4.8.b), la notice de retrait doit être signée par tous les déposants.

d) *[Supprimé]*

e) Il n'est procédé à aucune publication internationale de la demande internationale ou de la désignation, selon le cas, si la notice de retrait parvient au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication.

Règle 32bis

Retrait de la revendication de priorité

32bis.1 *Retraits*

a) Le déposant peut retirer la revendication de priorité faite dans la demande internationale selon l'article 8.1) jusqu'à la publication internationale de la demande internationale.

b) Lorsque la demande internationale contient plus d'une revendication de priorité, le déposant peut exercer le droit prévu à l'alinéa a) à l'égard de l'une, de plusieurs ou de la totalité desdites revendications.

c) Lorsque le retrait de la revendication de priorité ou bien, s'il y a plus d'une revendication, le retrait de l'une d'entre elles entraîne une modification de la date de priorité de la demande internationale, tout délai calculé à partir de la date de priorité initiale qui n'a pas encore expiré est calculé à partir de la date de priorité résultant de la modification. Dans le cas du délai de dix-huit mois mentionné à l'article 21.2)a), le Bureau international peut néanmoins procéder à la publication internationale sur la base dudit délai calculé à partir de la date de priorité initiale si la notice de retrait parvient au Bureau international dans les 15 jours qui précèdent l'expiration de ce délai.

d) Pour tout retrait prévu à l'alinéa a), les dispositions de la règle 32.1.c) s'appliquent *mutatis mutandis*.

Règle 33

Etat de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale

33.1 *Etat de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale*

a) Aux fins de l'article 15.2), l'état de la technique pertinent comprend tout ce qui a été rendu accessible au public en tous lieux du monde par une divulgation écrite (y compris des dessins et autres illustrations) et qui est susceptible d'aider à déterminer si l'invention dont la protection est demandée est nouvelle ou non et si elle implique ou non une activité inventive (c'est-à-dire si elle est évidente ou non), à condition que la mise à la disposition du public ait eu lieu avant la date du dépôt international.

b) Lorsqu'une divulgation écrite se réfère à une divulgation orale, à un usage, à une exposition, ou à tous autres moyens par lesquels le contenu de la divulgation écrite a été rendu accessible au public, et lorsque cette mise à la disposition du public a eu lieu à une date antérieure à celle du dépôt international, le rapport de recherche internationale mentionne séparément ce fait et la date à laquelle il a eu lieu, si la mise à la disposition du public de la divulgation écrite a eu lieu à une date postérieure à celle du dépôt international.

c) Toute demande publiée ainsi que tout brevet dont la date de publication est postérieure, mais dont la date de dépôt – ou, le cas échéant, la date de la priorité revendiquée – est antérieure à la date du dépôt international de la demande internationale faisant l'objet de la recherche, et qui feraient partie de l'état de la technique pertinent aux fins de l'article 15.2) s'ils avaient été publiés avant la date du dépôt international, sont spécialement mentionnés dans le rapport de recherche internationale.

33.2 *Domaines que la recherche internationale doit couvrir*

a) La recherche internationale doit couvrir tous les domaines techniques qui peuvent contenir des éléments pertinents vis-à-vis de l'objet de l'invention et doit être effectuée dans toutes les classes de la documentation qui peuvent contenir de tels éléments.

b) Par conséquent, la recherche ne doit pas porter seulement sur le domaine de la technique dans lequel l'invention peut être classée mais également sur des domaines analogues, sans tenir compte de leur classement.

c) La détermination des domaines de la technique qui doivent, dans un cas donné, être considérés comme analogues, doit être étudiée à la lumière de ce qui semble constituer la fonction ou l'utilisation nécessaires essentielles de l'invention, et non pas en tenant seulement compte des fonctions spécifiques expressément indiquées dans la demande internationale.

d) La recherche internationale doit embrasser tous les éléments que l'on considère généralement comme équivalant aux éléments de l'invention dont la protection est demandée pour toutes ou certaines de ses caractéristiques, même si, dans ses détails, l'invention telle que décrite dans la dermande internationale est différente.

33.3 *Orientation de la recherche internationale*

a) La recherche internationale s'effectue sur la base des revendications, en tenant dûment compte de la description et des dessins (s'il y en a) et en insistant plus particulièrement sur le concept inventif qu'impliquent les revendications.

b) Dans toute la mesure où cela est possible et raisonnable, la recherche internationale doit couvrir la totalité des éléments qu'impliquent les revendications ou dont on peut raisonnablement s'attendre qu'ils y seront impliqués une fois lesdites revendications modifiées.

Règle 34

Documentation minimale

34.1 *Définition*

a) Les définitions figurant à l'article 2.i) et ii) ne s'appliquent pas aux fins de la présente règle.

b) La documentation mentionnée à l'article 15.4) («documentation minimale») consiste en:

i) les «documents nationaux de brevets» définis à l'alinéa c);

ii) les demandes internationales (PCT) publiées, les demandes régionales publiées de brevets et de certificats d'auteur d'invention ainsi que les brevets et certificats d'auteur d'invention régionaux publiés;

iii) tous autres éléments, constituant la littérature autre que celle des brevets, convenus entre les administrations chargées de la recherche internationale et dont la liste est publiée par le Bureau international après le premier accord à leur sujet et après chaque modification.

c) Sous réserve des alinéas d) et e), sont considérés comme «documents nationaux de brevets» :

i) les brevets délivrés à partir de 1920 par l'ancien *Reichspatentamt* allemand, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Japon, le Royaume-Uni, la Suisse (en langues allemande et française seulement) et l'Union soviétique;

ii) les brevets délivrés par la République fédérale d'Allemagne;

iii) les demandes de brevets, s'il y en a, publiées à partir de 1920 dans les pays mentionnés aux points i) et ii);

iv) les certificats d'auteur d'invention délivrés par l'Union soviétique;

v) les certificats d'utilité délivrés par la France ainsi que les demandes publiées de tels certificats;

vi)* les brevets délivrés après 1920 par tout autre pays, s'ils sont rédigés en allemand, en anglais, *en espagnol* ou en français et s'ils ne contiennent aucune revendication de priorité, ainsi que les demandes de tels brevets publiées après 1920, à condition que l'office national du pays en cause trie ces brevets et ces demandes et les mette à la disposition de chaque administration chargée de la recherche internationale.

d) Lorsqu'une demande est publiée à nouveau (par exemple, publication d'une *Offenlegungsschrift* en tant qu'*Auslegeschrift*) une ou plusieurs fois, aucune administration chargée de la recherche internationale n'a l'obligation d'en conserver toutes les versions dans sa documentation; par conséquent, chaque administration chargée de la recherche internationale est autorisée à n'en conserver qu'une version. Par ailleurs, lorsqu'une demande est acceptée et aboutit à la délivrance d'un brevet ou d'un certificat d'utilité (France), aucune administration chargée de la recherche internationale n'a l'obligation de conserver dans sa documentation à la fois la demande et le brevet ou le certificat d'utilité (France); par conséquent, chaque administration chargée de la recherche internationale est autorisée à garder dans ses dossiers soit la demande, soit le brevet ou le certificat d'utilité (France).

e)** Chaque administration chargée de la recherche internationale dont la langue officielle ou l'une des langues officielles n'est pas le japonais, le russe *ou l'espagnol* est autorisée à ne pas faire figurer dans sa documentation les éléments de la documentation de brevets du Japon et de l'Union soviétique *ainsi que les éléments de la documentation de brevets en espagnol,* respectivement, pour lesquels des abrégés anglais ne sont pas généralement disponibles. Si des abrégés anglais deviennent généralement disponibles après la date d'entrée en vigueur du présent règlement d'exécution, les éléments que ces abrégés concernent seront insérés dans la documentation dans les six mois suivant la date à laquelle ces abrégés deviennent généralement disponibles. En cas d'interruption de services d'abrégés anglais dans les domaines techniques où des abrégés anglais étaient généralement disponibles, l'Assemblée prend les mesures appropriées en vue de rétablir promptement de tels services dans ces domaines techniques.

f) Aux fins de la présente règle, les demandes qui ont seulement été mises à la disposition du public pour inspection ne sont pas considérées comme des demandes publiées.

Règle 35

Administration compétente chargée de la recherche internationale

35.1 *Lorsqu'une seule administration chargée de la recherche internationale est compétente*

Chaque office récepteur indique au Bureau international, conformément aux termes de l'accord applicable mentionné à l'article 16.3)b), quelle est l'administration chargée de la recherche internationale qui est compétente pour procéder à la recherche à l'égard des demandes internationales déposées auprès dudit office; le Bureau international publie cette information à bref délai.

35.2 *Lorsque plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont compétentes*

a) Tout office récepteur peut, conformément aux termes de l'accord applicable mentionné à l'article 16.3)b), désigner plusieurs administrations chargées de la recherche internationale:

i) en déclarant toutes ces administrations compétentes pour toute demande internationale déposée auprès de lui et en laissant le choix entre ces administrations au déposant, ou

ii) en déclarant une ou plusieurs de ces administrations compétentes pour certains types de demandes internationales déposées auprès de lui et en déclarant une ou plusieurs autres administrations compétentes pour d'autres types de demandes internationales déposées auprès de lui, étant entendu que, pour les types de demandes internationales pour lesquelles plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont déclarées compétentes, le choix appartiendra au déposant.

b) Tout office récepteur faisant usage de la faculté indiquée à l'alinéa a) en informe à bref délai le Bureau international et ce dernier publie cette information à bref délai.

Règle 36.

Exigences minimales pour les administrations chargées de la recherche internationale

36.1 *Définition des exigences minimales*

Les exigences minimales mentionnées à l'article 16.3)c) sont les suivantes:

i) l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux recherches;

ii) cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34 disposée d'une manière adéquate aux fins de la recherche;

---

* Les mots imprimés en italiques à l'alinéa c)vi) de la règle 34.1 deviendront applicables au moment où le PCT entrera en vigueur à l'égard du pays qui, parmi les pays hispanophones, sera le premier à ratifier le PCT ou à y adhérer.

** Les mots imprimés en italiques à l'alinéa e) de la règle 34.1 deviendront applicables au moment où le PCT entrera en vigueur à l'égard du pays qui, parmi les pays hispanophones, sera le premier à ratifier le PCT ou à y adhérer.

iii) cet office ou cette organisation doit disposer d'un personnel capable de procéder à la recherche dans les domaines techniques sur lesquels la recherche doit porter et possédant les connaissances linguistiques nécessaires à la compréhension au moins des langues dans lesquelles la documentation minimale de la règle 34 est rédigée ou traduite.

Règle 37

Titre manquant ou défectueux

37.1 *Titre manquant*

Lorsque la demande internationale ne contient pas de titre et que l'office récepteur a notifié à l'administration chargée de la recherche internationale que le déposant a été invité à réparer cette omission, cette administration procède à la recherche internationale, à moins qu'elle ne reçoive notification que ladite demande internationale doit être considérée comme retirée.

37.2 *Etablissement du titre*

Lorsque la demande internationale ne contient pas de titre et que l'administration chargée de la recherche internationale n'a pas reçu de l'office récepteur une notification l'avisant que le déposant a été invité à fournir un titre, ou si ladite administration constate que le titre n'est pas conforme aux dispositions de la règle 4.3, cette administration établit elle-même un titre.

Règle 38

Abrégé manquant ou défectueux

38.1 *Abrégé manquant*

Lorsque la demande internationale ne contient pas d'abrégé et que l'office récepteur a notifié à l'administration chargée de la recherche internationale qu'il a invité le déposant à réparer cette omission, cette administration procède à la recherche internationale, à moins qu'elle ne reçoive notification que la demande internationale doit être considérée comme retirée.

38.2 *Etablissement de l'abrégé*

a) Lorsque la demande internationale ne contient pas d'abrégé et que l'administration chargée de la recherche internationale n'a pas reçu de l'office récepteur une notification l'avisant que le déposant a été invité à fournir un abrégé, ou si ladite administration constate que l'abrégé n'est pas conforme aux dispositions de la règle 8, elle établit elle-même un abrégé (dans la langue de publication de la demande internationale). Dans ce dernier cas, elle invite le déposant à présenter ses commentaires au sujet de l'abrégé qu'elle a établi dans un délai d'un mois à compter de la date de cette invitation.

b) Le contenu définitif de l'abrégé est déterminé par l'administration chargée de la recherche internationale.

Règle 39

Objet selon l'article 17.2)a)i)

39.1 *Définition*

Aucune administration chargée de la recherche internationale n'a l'obligation de procéder à la recherche à l'égard d'une demande internationale dont l'objet, et dans la mesure où l'objet, est l'un des suivants:

i) théories scientifiques et mathématiques;

ii) variétés végétales, races animales, procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que procédés microbiologiques et produits obtenus par ces procédés;

iii) plans, principes ou méthodes en vue de faire des affaires, de réaliser des actions purement intellectuelles ou de jouer;

iv) méthodes de traitement du corps humain ou animal par la chirurgie ou la thérapie, ainsi que méthodes de diagnostic;

v) simples présentations d'informations;

vi) programmes d'ordinateurs dans la mesure où l'administration chargée de la recherche internationale n'est pas outillée pour procéder à la recherche de l'état de la technique au sujet de tels programmes.

Règle 40

Absence d'unité de l'invention (recherche internationale)

40.1 *Invitation à payer*

L'invitation à payer prévue à l'article 17.3)a) indique le montant des taxes additionnelles à payer et précise les raisons pour lesquelles il est considéré que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence applicable d'unité de l'invention.

40.2 *Taxes additionnelles*

a) Le montant des taxes additionnelles pour la recherche, prévues à l'article 17.3)a), est fixé par l'administration compétente chargée de la recherche internationale.

b) Les taxes additionnelles pour la recherche, prévues à l'article 17.3)a), doivent être payées directement à l'administration chargée de la recherche internationale.

c) Tout déposant peut payer les taxes additionnelles sous réserve, c'est-à-dire en y joignant une déclaration motivée tendant à démontrer que la demande internationale remplit la condition d'unité de l'invention ou que le montant des taxes additionnelles demandées est excessif. Un comité de trois membres – ou toute autre instance spéciale – de l'administration chargée de la recherche internationale, ou toute autorité supérieure compétente, examine la réserve et, dans la mesure où il estime que la réserve est justifiée, ordonne le remboursement, total ou partiel, des taxes additionnelles au déposant. Sur requête du déposant, le texte de sa réserve et celui de la décision sont notifiés aux offices désignés, avec le rapport de recherche internationale. Le déposant doit remettre la traduction de sa réserve avec celle de la demande internationale exigée à l'article 22.

d) Le comité de trois membres, l'instance spéciale ou l'autorité supérieure mentionné à l'alinéa c) ne doit pas comprendre le fonctionnaire qui a pris la décision qui fait l'objet de la réserve.

40.3 *Délai*

Le délai prévu à l'article 17.3)a) est fixé, dans chaque cas et compte tenu des circonstances du cas d'espèce, par l'administration chargée de la recherche internationale; il ne peut être inférieur à quinze ou trente jours, respectivement, selon que le déposant est domicilié ou non dans le pays de l'administration chargée de la recherche internationale, ni supérieur à quarante-cinq jours à compter de la date de l'invitation.

Règle 41

Recherche antérieure autre qu'une recherche internationale

41.1 *Obligation d'utiliser les résultats; remboursement de la taxe*

Si, dans la requête, il a été fait référence, dans la forme prévue à la règle 4.11, à une recherche de type international effectuée dans les conditions figurant à l'article 15.5) ou à une recherche qui ne soit pas internationale ni de type international, l'administration chargée de la recherche internationale utilise, dans la mesure du possible, les résultats de cette recherche pour l'établissement du rapport de recherche internationale relatif à la demande internationale. Cette administration rembourse la taxe de recherche, dans la mesure et aux conditions prévues soit dans l'accord visé à l'article 16.3)b) soit dans une communication adressée au Bureau international et publiée dans la gazette par ce dernier, si le rapport de recherche internationale peut se baser, en tout ou en partie, sur les résultats de ladite recherche.

Règle 42

Délai pour la recherche internationale

42.1 *Délai pour la recherche internationale*

Le délai pour l'établissement du rapport de recherche internationale ou de la déclaration mentionnée à l'article 17.2)a) est de trois mois à compter de la réception de la copie de recherche par l'administration chargée de la recherche internationale ou de neuf mois à compter de la date de priorité, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

Règle 43

Rapport de recherche internationale

43.1 *Identifications*

Le rapport de recherche internationale identifie d'une part l'administration chargée de la recherche internationale qui l'a établi en indiquant le nom de cette administration, et d'autre part la demande internationale par le numéro de cette demande, le nom du déposant, le nom de l'office récepteur et la date du dépôt international.

43.2 *Dates*

Le rapport de recherche internationale est daté et indique la date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée. Il doit également indiquer la date du dépôt de toute demande antérieure dont la priorité est revendiquée.

43.3 *Classification*

a) Le rapport de recherche internationale indique la classe dans laquelle entre l'invention, au minimum selon la Classification internationale des brevets.

b) Ce classement est effectué par l'administration chargée de la recherche internationale.

43.4 *Langue*

Tout rapport de recherche internationale et toute déclaration faite selon l'article 17.2)a) sont établis dans la langue de publication de la demande internationale à laquelle ils se rapportent.

43.5 *Citations*

a) Le rapport de recherche internationale cite les documents considérés comme pertinents.

b) La méthode d'identification de chaque document cité est fixée dans les instructions administratives.

c) Les citations particulièrement pertinentes sont indiquées spécialement.

d) Si des citations ne sont pas pertinentes à l'égard de toutes les revendications, elles sont indiquées en relation avec celle ou celles des revendications qu'elles concernent.

e) Si certains passages seulement du document cité sont pertinents ou particulièrement pertinents, ces passages sont identifiés – par exemple en indiquant la page, la colonne ou les lignes où figure le passage considéré.

43.6 *Domaines sur lesquels la recherche a porté*

a) Le rapport de recherche internationale contient l'identification par symboles de classification des domaines sur lesquels la recherche a porté. Si cette identification est effectuée sur la base d'une classification autre que la Classification internationale des brevets, l'administration chargée de la recherche internationale publie la classification utilisée.

b) Si la recherche internationale a porté sur des brevets, des certificats d'auteur d'invention, des certificats d'utilité, des modèles d'utilité, des brevets ou certificats d'addition, des certificats d'auteur d'invention additionnels, des certificats d'utilité additionnels ou des demandes publiées pour l'un des titres de protection qui précèdent, relatifs à des Etats, des époques ou des langues qui ne sont pas compris dans la documentation minimale telle que définie dans la règle 34, le rapport de recherche internationale identifie, lorsque cela est possible, les types de documents, les Etats, les époques et les langues sur lesquels elle a porté. Aux fins du présent alinéa, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

43.7 *Remarques concernant l'unité de l'invention*

Si le déposant a payé des taxes additionnelles pour la recherche internationale, le rapport de recherche internationale en fait mention. En outre, lorsque la recherche internationale a été faite sur l'invention principale seulement (article 17.3)a)), le rapport de recherche internationale précise les parties de la demande internationale sur lesquelles la recherche a porté.

43.8 *Signature*

Le rapport de recherche internationale est signé par un fonctionnaire autorisé de l'administration chargée de la recherche internationale.

43.9 *Limitation du contenu*

Le rapport de recherche internationale ne contient pas d'autres éléments que ceux qui sont énumérés aux règles 33.1.b) et c), 43.1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 et 44.2.a) et b), ou l'indication mentionnée à l'article 17.2)b). En particulier, il ne contient aucune manifestation d'opinion, ni raisonnement, argument, ou explication.

43.10 *Forme*

Les conditions matérielles de forme du rapport de recherche internationale sont fixées dans les instructions administratives.

Règle 44

Transmission du rapport de recherche internationale, etc.

44.1 *Copies du rapport ou de la déclaration*

L'administration chargée de la recherche internationale transmet, le même jour, au Bureau international et au déposant une copie du rapport de recherche internationale ou de la déclaration visée à l'article 17.2)a).

44.2 *Titre ou abrégé*

a) Sous réserve des alinéas b) et c), ou bien le rapport de recherche internationale indique que l'administration chargée de la recherche internationale approuve le titre et l'abrégé soumis par le déposant, ou bien il est accompagné du titre et de l'abrégé que cette dernière a établis selon les règles 37 et 38.

b) Si, lorsque la recherche internationale est achevée, le délai accordé au déposant pour commenter toute suggestion, relative à l'abrégé, de l'administration chargée de la recherche internationale n'est pas expiré, le rapport de recherche internationale indique qu'il est incomplet pour ce qui concerne l'abrégé.

c) Dès l'expiration du délai visé à l'alinéa b), l'administration chargée de la recherche internationale notifie au Bureau international et au déposant l'abrégé approuvé ou établi par elle.

44.3 *Copies de documents cités*

a) La requête visée à l'article 20.3) peut être formée en tout temps pendant sept années à compter de la date du dépôt international de la demande internationale à laquelle le rapport de recherche internationale a trait.

b) L'administration chargée de la recherche internationale peut exiger du déposant ou de l'office désigné qui lui a adressé la requête le paiement du coût de la préparation et de l'expédition des copies. Le montant de ce coût sera établi dans les accords visés à l'article 16.3)b), conclus entre les administrations chargées de la recherche internationale et le Bureau international.

c) Toute administration chargée de la recherche internationale qui ne désire pas adresser les copies directement à un office désigné envoie une copie au Bureau international, qui procédera conformément aux alinéas a) et b).

d) Toute administration chargée de la recherche internationale peut confier la tâche visée aux alinéas a) à c) à un autre organisme qui sera responsable devant elle.

Règle 45

Traduction du rapport de recherche internationale

45.1 *Langues*

Les rapports de recherche internationale et les déclarations visées à l'article 17.2)a) qui ne sont pas établis en anglais sont traduits en cette langue.

Règle 46

Modification des revendications auprès du Bureau international

46.1 *Délai*

Le délai mentionné à l'article 19 est de deux mois à compter de la date de transmission du rapport de recherche internationale au Bureau international et au déposant par l'administration chargée de la recherche internationale ou de 16 mois à compter de la date de priorité, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué; toutefois, toute modification effectuée en vertu de l'article 19 qui parvient au Bureau international après l'expiration du délai applicable est réputée avoir été reçue par le Bureau international le dernier jour de ce délai si elle lui parvient avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale.

46.2 *[Supprimé]*

46.3 *Langue des modifications*

Si la demande internationale a été déposée dans une langue autre que celle de sa publication, toute modification selon l'article 19 doit être effectuée dans la langue de publication.

46.4 *Déclaration*

a) La déclaration mentionnée à l'article 19.1) doit être établie dans la langue de publication de la demande internationale et ne doit pas excéder cinq cents mots si elle est établie ou traduite en anglais. Cette déclaration doit être identifiée comme telle par un titre, en utilisant de préférence les mots «Déclaration selon l'article 19.1)» ou leur équivalent dans la langue de la déclaration.

b) La déclaration ne doit contenir aucun commentaire dénigrant relatif au rapport de recherche internationale ou à la pertinence de citations que ce dernier contient. Elle ne peut se référer à des citations se rapportant à une revendication donnée et contenues dans le rapport de recherche internationale qu'en relation avec une modification de cette revendication.

46.5 *Forme des modifications*

a) Le déposant doit soumettre une feuille de remplacement pour chaque feuille de revendications qui, en raison de modifications effectuées conformément à l'article 19, diffère de la feuille primitivement déposée. La lettre d'accompagnement des feuilles de remplacement doit attirer l'attention sur les différences existant entre les feuilles remplacées et les feuilles de remplacement. Dans la mesure où une modification entraîne la suppression d'une feuille entière, la modification doit être communiquée par lettre.

b) et c) *[Supprimés]*

Règle 47

Communication aux offices désignés

47.1 *Procédure*

a) La communication prévue à l'article 20 est effectuée par le Bureau international.

b) Cette communication est effectuée à bref délai après la publication internationale de la demande internationale et, en tout cas, au plus tard à l'expiration du dix-neuvième mois à compter de la date de priorité. Le Bureau international communique à bref délai aux offices désignés toute modification qu'il a reçue dans le délai prescrit à la règle 46.1 et qui n'était pas comprise dans la communication, et notifie ce fait au déposant.

c) Le Bureau international adresse au déposant une notice indiquant les offices désignés auxquels la communication a été effectuée et la date de cette communication. Cette notice est envoyée le même jour que la communication. Chaque office désigné est informé, séparément de la communication, de l'envoi de la notice et de la date à laquelle elle a été envoyée. La notice est acceptée par tous les offices désignés comme preuve déterminante du fait que la communication a bien eu lieu à la date précisée dans la notice.

d) Chaque office désigné reçoit, sur sa demande, les rapports de recherche internationale et les déclarations visées à l'article 17.2)a) également dans leur traduction selon la règle 45.1.

e) Si un office désigné a renoncé à l'exigence de l'article 20, les copies de documents qui devraient normalement lui être adressées sont, sur requête dudit office ou du déposant, adressées à ce dernier en même temps que la notice visée à l'alinéa c).

47.2 *Copies*

a) Les copies requises pour les communications sont préparées par le Bureau international.

b) Ces copies sont de format A4.

c) Dans la mesure où l'office désigné ne notifie pas le contraire au Bureau international, des exemplaires de la brochure selon la règle 48 peuvent être utilisés aux fins de la communication de la demande internationale conformément à l'article 20.

47.3 *Langues*

La demande internationale communiquée selon l'article 20 doit l'être dans sa langue de publication; si cette langue n'est pas celle dans laquelle la demande a été déposée, cette dernière sera, sur requête de l'office désigné, communiquée dans l'une ou l'autre de ces langues, ou dans les deux.

Règle 48

Publication internationale

48.1 *Forme*

a) La demande internationale est publiée sous forme de brochure.

b) Les détails relatifs à la forme de la brochure et à son mode de reproduction sont fixés dans les instructions administratives.

48.2 *Contenu*

a) La brochure contient:

i) une page normalisée de couverture;

ii) la description;

iii) les revendications;

iv) les dessins, s'il y en a;

v) sous réserve de l'alinéa g), le rapport de recherche internationale ou la déclaration mentionnée à l'article 17.2)a); la publication du rapport de recherche internationale dans la brochure ne doit cependant pas obligatoirement comprendre

la partie du rapport de recherche internationale qui contient seulement les éléments visés à la règle 43 et figurant déjà sur la page de couverture de la brochure;

vi) toute déclaration déposée selon l'article 19.1), sauf si le Bureau international considère que la déclaration n'est pas conforme aux dispositions de la règle 46.4;

vii) toute requête en rectification visée à la troisième phrase de la règle 91.1.f).

b) Sous réserve de l'alinéa c), la page de couverture comprend:

i) des indications reprises de la requête et toutes autres indications déterminées par les instructions administratives;

ii) une ou plusieurs figures lorsque la demande internationale comporte des dessins, sauf en cas d'application de la règle 8.2.b);

iii) l'abrégé: si l'abrégé est établi en anglais et dans une autre langue, le texte anglais doit apparaître en premier.

c) Lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) a été faite, la page de couverture le spécifie et ne comporte ni dessin ni abrégé.

d) La ou les figures mentionnées à l'alinéa b)ii) sont choisies de la manière prévue à la règle 8.2. La reproduction de cette figure ou de ces figures sur la page de couverture peut être une reproduction en format réduit.

e) Si l'abrégé mentionné à l'alinéa b)iii) ne peut tenir sur la page de couverture, il doit être inséré au verso de cette page. Il en va de même pour la traduction de l'abrégé, lorsqu'il y a lieu d'en publier une conformément à la règle 48.3.c).

f) Si les revendications ont été modifiées conformément à l'article 19, la publication contient soit le texte intégral des revendications telles que déposées et telles que modifiées soit le texte intégral des revendications, telles que déposées, avec l'indication des modifications. Toute déclaration visée à l'article 19.1) est également incluse, à moins que le Bureau international n'estime que la déclaration n'est pas conforme aux dispositions de la règle 46.4. La date de réception par le Bureau international des revendications modifiées doit être indiquée.

g) Si, à la date d'achèvement de la préparation technique de la publication internationale, le rapport de recherche internationale n'est pas encore disponible (par exemple pour motif de publication sur demande du déposant selon les articles 21.2)b) et 64.3)c)i)), la brochure contient, à la place du rapport de recherche internationale, l'indication que ce rapport n'est pas encore disponible et que la brochure (comprenant alors le rapport de recherche internationale) sera publiée à nouveau ou que le rapport de recherche internationale (lorsqu'il sera disponible) sera publié séparément.

h) Si, à la date d'achèvement de la préparation technique de la publication internationale, le délai de modification des revendications prévu à l'article 19 n'est pas expiré, la brochure indique ce fait et précise que, si les revendications devaient être modifiées selon l'article 19, il y aurait, à bref délai après ces modifications, soit une nouvelle publication de la brochure (avec les revendications telles que modifiées), soit la publication d'une déclaration indiquant toutes les modifications. Dans ce dernier cas, il y aura une nouvelle publication d'au moins la page de couverture et des revendications et, en cas de dépôt d'une déclaration selon l'article 19.1), publication de cette déclaration, à moins que le Bureau international n'estime que la déclaration n'est pas conforme aux dispositions de la règle 46.4.

i) Les instructions administratives déterminent les cas où les diverses variantes mentionnées aux alinéas g) et h) seront appliquées. Cette détermination dépend du volume et de la complexité des modifications et du volume de la demande internationale ainsi que des frais y relatifs.

48.3 *Langues*

a)* Si la demande internationale est déposée en allemand, en anglais, *en espagnol,* en français, en japonais ou en russe, elle est publiée dans la langue dans laquelle elle a été déposée.

b)* Si la demande internationale est déposée dans une langue autre que l'allemand, l'anglais, *l'espagnol,* le français, le japonais ou le russe, elle est publiée en traduction anglaise. La traduction est préparée sous la responsabilité de l'administration chargée de la recherche internationale, qui doit la tenir prête suffisamment à temps pour que la publication internationale puisse être effectuée à la date prévue ou que, lorsque l'article 64.3)b) s'applique, la communication prévue à l'article 20 puisse être effectuée avant l'expiration du dix-neuvième mois à compter de la date de priorité. Nonobstant les dispositions de la règle 16.1.a), l'administration chargée de la recherche internationale peut percevoir une taxe du déposant pour la traduction. L'administration chargée de la recherche internationale doit donner au déposant la possibilité de commenter le projet de traduction. Cette administration doit fixer un délai, raisonnable en l'espèce, pour ce commentaire. Si le temps manque pour prendre en considération le commentaire avant la communication de la traduction ou si le déposant et ladite administration sont en désaccord au sujet de la traduction correcte, le déposant peut adresser une copie de son commentaire ou de ce qu'il en reste au Bureau international et à chacun des offices désignés auxquels la traduction a été adressée. Le Bureau international publie l'essentiel du commentaire avec la traduction de l'administration chargée de la recherche internationale ou après la publication de cette traduction.

c) Si la demande internationale est publiée dans une langue autre que l'anglais, le rapport de recherche internationale, dans la mesure où il est publié selon la règle 48.2.a)v), ou la déclaration visée à l'article 17.2)a), le titre de l'invention, l'abrégé et tout texte appartenant à la ou aux figures accompagnant l'abrégé sont publiés dans cette autre langue et en anglais. Les traductions sont préparées sous la responsabilité du Bureau international.

48.4 *Publication anticipée à la demande du déposant*

a) Lorsque le déposant demande la publication selon les articles 21.2)b) et 64.3)c)i) et lorsque le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2)a) n'est pas encore disponible pour la publication avec la demande internationale, le Bureau international perçoit une taxe spéciale de publication, dont le montant est fixé dans les instructions administratives.

b) La publication selon les articles 21.2)b) et 64.3)c)i) est effectuée par le Bureau international à bref délai après que le déposant a demandé cette publication et, lorsqu'une taxe spéciale est due selon l'alinéa a), après réception de cette taxe.

48.5 *Notification de la publication nationale*

Lorsque la publication de la demande internationale par le Bureau international est réglementée par l'article 64.3)c)ii), l'office national, à bref délai après avoir effectué la publication nationale mentionnée dans cette disposition, le notifie au Bureau international.

48.6 *Publication de certains faits*

a) Si une notification selon la règle 29.1.a)ii) parvient au Bureau international à une date où ce dernier ne peut plus suspendre la publication internationale de la demande internationale, le Bureau international publie à bref délai dans la gazette une notice reproduisant l'essentiel de la notification.

b) *[Supprimé]*

c) Si la demande internationale ou la désignation d'un Etat désigné est retirée selon la règle 32.1, ou si la revendication de priorité est retirée selon la règle 32^{bis}.1, après l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale, ce fait est publié dans la gazette.

Règle 49

Copie, traduction et taxe selon l'article 22

49.1 *Notification*

a) Tout Etat contractant exigeant la remise d'une traduction ou le paiement d'une taxe nationale, ou les deux, selon l'article 22, doit notifier au Bureau international:

i) les langues pour lesquelles il exige une traduction et la langue de cette dernière;

ii) le montant de la taxe nationale.

a^{bis}) Tout Etat contractant n'exigeant pas que le déposant remette, en vertu de l'article 22, une copie de la demande internationale (même si la communication par le Bureau international, en vertu de la règle 47, de la copie de la demande internationale n'a pas eu lieu à l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22) notifie ce fait au Bureau international.

a^{ter}) Tout Etat contractant qui, conformément à l'article 24.2), maintient, s'il est un Etat désigné, les effets prévus à l'article 11.3) même si le déposant ne remet pas une copie de la demande internationale à l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 notifie ce fait au Bureau international.

b) Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette toute notification qu'il a reçue en vertu des alinéas a), a^{bis}) ou a^{ter}).

c) Si les exigences visées à l'alinéa a) sont ultérieurement modifiées, ces modifications doivent être notifiées par l'Etat contractant au Bureau international, qui publie à bref délai la notification dans la gazette. Si cette modification a pour effet qu'une traduction est exigée dans une langue qui n'était pas prévue auparavant, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard des demandes internationales déposées plus de deux mois après la publication de la notification dans la gazette. Sinon, la date d'application de tout changement est déterminée par l'Etat contractant.

49.2 *Langues*

La langue dans laquelle une traduction peut être exigée doit être une langue officielle de l'office désigné. S'il y a plusieurs langues officielles, aucune traduction ne peut être exigée si la demande internationale est rédigée dans l'une de ces langues. S'il y a plusieurs langues officielles et si une traduction doit être fournie, le déposant peut choisir l'une quelconque de ces langues. Nonobstant les dispositions du présent alinéa qui précèdent, s'il y a plusieurs langues officielles mais si la législation nationale prescrit l'utilisation de l'une de ces langues par les étrangers, une traduction dans cette langue peut être exigée.

49.3 *Déclarations selon l'article 19; indications selon la règle 13^{bis}.4*

Aux fins de l'article 22 et de la présente règle, toute déclaration faite selon l'article 19.1) et toute indication donnée selon la règle 13^{bis}.4 sont, sous réserve des règles 49.5.c) et h), considérées comme faisant partie de la demande internationale.

49.4 *Utilisation d'un formulaire national*

Aucun déposant n'est tenu d'utiliser un formulaire national lorsqu'il accomplit les actes visés à l'article 22.

49.5 *Contenu et conditions matérielles de la traduction*

a) Aux fins de l'article 22, la traduction de la demande internationale porte sur la description, les revendications, le texte éventuel des dessins et l'abrégé. En outre, si l'office désigné l'exige, la traduction, sous réserve des alinéas b) et e),

i) porte sur la requête,

ii) porte, si les revendications ont été modifiées selon l'article 19, sur les revendications telles que déposées et sur les revendications telles que modifiées, et

iii) est accompagnée d'une copie des dessins.

b) Tout office désigné exigeant la remise d'une traduction de la requête délivre gratuitement aux déposants des exemplaires du formulaire de requête dans la langue de la traduction. La forme et le contenu du formulaire de requête dans la lan-

* Les mots imprimés en italiques deviendront applicables au moment où le PCT entrera en vigueur à l'égard du pays qui, parmi les pays hispanophones, sera le premier à ratifier le PCT ou à y adhérer.

gue de la traduction ne doivent pas être différents de ceux de la requête selon les règles 3 et 4; en particulier, le formulaire de requête dans la langue de la traduction ne doit pas demander des renseignements qui ne figurent pas dans la requête telle que déposée. L'utilisation du formulaire de requête dans la langue de la traduction est facultative.

c) Lorsque le déposant n'a pas remis de traduction d'une déclaration faite en vertu de l'article 19.1), l'office désigné peut ne pas tenir compte de cette déclaration.

d) Si un dessin contient un texte, la traduction de ce texte est remise soit sous la forme d'une copie de l'original du dessin avec la traduction collée sur le texte original, soit sous la forme d'un dessin exécuté de nouveau.

e) Tout office désigné exigeant en vertu de l'alinéa a) la remise d'une copie des dessins doit, lorsque le déposant n'a pas remis cette copie dans le délai applicable selon l'article 22,

i) inviter le déposant à remettre cette copie dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce et qui est fixé dans l'invitation, ou

ii) ne pas tenir compte de ce dessin si, le 3 février 1984, l'invitation n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par cet office et aussi longtemps que cette incompatibilité subsiste.

f) Le terme «Fig.» n'a pas à être traduit, en quelque langue que ce soit.

g) Lorsqu'une copie des dessins ou un dessin exécuté de nouveau qui ont été remis en vertu de l'alinéa d) ou e) ne remplissent pas les conditions matérielles visées à la règle 11, l'office désigné peut inviter le déposant à corriger l'irrégularité dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce et qui est fixé dans l'invitation.

h) Lorsque le déposant n'a pas remis de traduction d'une indication donnée selon la règle 13^bis.4, l'office désigné, s'il juge cette traduction nécessaire, invite le déposant à la remettre dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce et qui est fixé dans l'invitation.

i) Le Bureau international publie dans la gazette des renseignements sur les exigences et les pratiques qu'ont les offices désignés selon la deuxième phrase de l'alinéa a).

j) Aucun office désigné ne peut exiger que la traduction de la demande internationale remplisse des conditions matérielles autres que celles qui sont prescrites pour la demande internationale telle que déposée.

Règle 50

Faculté selon l'article 22.3)

50.1 *Exercice de la faculté*

a) Tout Etat contractant accordant des délais expirant après ceux qui sont prévus à l'article 22.1) ou 2) doit notifier au Bureau international les délais ainsi fixés.

b) Toute notification reçue par le Bureau international selon l'alinéa a) est publiée à bref délai dans la gazette.

c) Les notifications relatives à la réduction d'un délai précédemment fixé ont effet pour les demandes internationales qui sont déposées plus de trois mois après la date de publication de la notification.

d) Les notifications relatives à la prolongation d'un délai précédemment fixé ont effet dès leur publication dans la gazette pour les demandes internationales pendantes à la date de cette publication ou déposées après cette date ou, si l'Etat contractant procédant à la notification fixe une date ultérieure, à cette date ultérieure.

Règle 51

Revision par des offices désignés

51.1 *Délai pour présenter la requête d'envoi de copies*

Le délai visé à l'article 25.1)c) est de deux mois à compter de la date de la notification adressée au déposant conformément aux règles 20.7.i), 24.2.b), 29.1.a)ii) ou 29.1.b).

51.2 *Copie de la notification*

Lorsque le déposant, après réception d'une notification de constatation négative selon l'article 11.1), demande au Bureau international, conformément à l'article 25.1), d'adresser des copies du dossier de la prétendue demande internationale à un office indiqué par lui qui était désigné dans cette dernière, il doit joindre à cette demande copie de la notification visée à la règle 20.7.i).

51.3 *Délai pour payer la taxe nationale et pour remettre une traduction*

Le délai visé à l'article 25.2)a) expire en même temps que le délai fixé à la règle 51.1.

Règle 51^bis

Certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27.1), 2), 6) et 7)

51^bis.1 *Certaines exigences nationales admises*

a) Les documents visés à l'article 27.2)ii) ou les preuves visées à l'article 27.6) qui peuvent être exigés du déposant en vertu de la législation nationale applicable par l'office désigné comprennent, en particulier :

i) tout document relatif à l'identité de l'inventeur,

ii) tout document relatif à un transfert ou à une cession du droit à la demande,

iii) tout document contenant une attestation sous serment ou une déclaration de l'inventeur alléguant sa qualité d'inventeur,

iv) tout document contenant une déclaration du déposant désignant l'inventeur ou alléguant son droit à la demande,

v) tout document contenant une preuve du droit du déposant de revendiquer la priorité si ce n'est pas lui qui a déposé la demande antérieure dont la priorité est revendiquée,

vi) toute justification concernant des divulgations non opposables ou des exceptions au défaut de nouveauté, telles que des divulgations résultant d'abus, des divulgations lors de certaines expositions et des divulgations par le déposant qui sont intervenues au cours d'une certaine période.

b) La législation nationale applicable par l'office désigné peut, conformément à l'article 27.7), exiger que

i) le déposant soit représenté par un mandataire habilité auprès de cet office et/ou qu'il indique une adresse de service dans l'Etat désigné aux fins de la réception de notifications,

ii) le mandataire représentant le cas échéant le déposant soit dûment nommé par le déposant.

c) La législation nationale applicable par l'office désigné peut, conformément à l'article 27.1), exiger que la demande internationale, sa traduction ou tout document y relatif soit présenté en plusieurs exemplaires.

d) La législation nationale applicable par l'office désigné peut, conformément à l'article 27.2)ii), exiger que la traduction de la demande internationale remise par le déposant en vertu de l'article 22 soit vérifiée par le déposant ou par la personne qui a traduit la demande internationale dans une déclaration précisant qu'à sa connaissance la traduction est complète et fidèle.

51^bis.2 *Possibilité de satisfaire aux exigences nationales*

a) Si une exigence visée à la règle 51^bis.1 ou toute autre exigence de la législation nationale applicable par l'office désigné que ce dernier peut appliquer en vertu de l'article 27.1), 2), 6) ou 7) n'est pas déjà satisfaite dans le délai applicable à l'observation des exigences selon l'article 22, le déposant doit avoir une possibilité de s'y conformer après l'expiration de ce délai.

b) La législation nationale applicable par l'office désigné peut, conformément à l'article 27.2)ii), exiger que, sur invitation de l'office désigné, le déposant remette, dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce et qui est fixé dans l'invitation, une certification de la traduction de la demande internationale par une autorité publique ou un traducteur juré, si l'office désigné juge cette certification nécessaire en l'espèce.

c) Si, le 3 février 1984, l'alinéa a) n'est pas compatible, en ce qui concerne les exigences visées à la règle 51^bis.1.a)iii) et vi), b)i) et d), avec la législation nationale appliquée par l'office désigné et aussi longtemps que cette incompatibilité subsiste, le déposant n'a pas de possibilité de se conformer à ces exigences après l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22. Le Bureau international publie dans la gazette des renseignements sur de telles législations nationales.

Règle 52

Modification des revendications, de la description et des dessins auprès des offices désignés

52.1 *Délai*

a) Dans tout Etat désigné où le traitement ou l'examen de la demande internationale commence sans requête spéciale, le déposant doit, s'il désire exercer le droit accordé par l'article 28, le faire dans un délai d'un mois à compter de l'accomplissement des actes visés à l'article 22; toutefois, si la communication visée à la règle 47.1 n'a pas été effectuée a l'expiration du délai applicable selon l'article 22, il doit exercer ce droit au plus tard quatre mois après la date de cette expiration. Dans les deux cas, le déposant peut exercer ce droit à toute date ultérieure si la législation nationale de cet Etat le permet.

b) Dans tout Etat désigné dont la législation nationale prévoit que l'examen ne commence que sur requête spéciale, le délai pendant lequel ou le moment auquel le déposant peut exercer le droit accordé par l'article 28 est le même que celui qui est prévu par la législation nationale pour le dépôt de modifications en cas d'examen, sur requête spéciale, de demandes nationales, pour autant que ce délai n'expire pas avant l'expiration du délai applicable selon l'alinéa a) ou que ce moment n'arrive pas avant l'expiration du même délai.

PARTIE C

Règles relatives au chapitre II du traité

Règle 53

Demande d'examen préliminaire international

PARTIE D

Règles relatives au chapitre III du traité

Règle 79

Calendrier

79.1. *Expression des dates*

Les déposants, les offices nationaux, les offices récepteurs, les administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international et

le Bureau international doivent exprimer, aux fins du traité et du présent règlement d'exécution, toute date selon l'ère chrétienne et le calendrier grégorien; s'ils utilisent d'autres ères ou d'autres calendriers, ils expriment toute date également selon l'ère chrétienne et le calendrier grégorien.

Règle 80
Calcul des délais

80.1 *Délais exprimés en années*

Lorsqu'un délai est exprimé en une ou plusieurs années, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire, dans l'année ultérieure à prendre en considération, le mois portant le même nom et le jour ayant le même quantième que le mois et le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.

80.2 *Délais exprimés en mois*

Lorsqu'un délai est exprimé en un ou plusieurs mois, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire, dans le mois ultérieur à prendre en considération, le jour ayant le même quantième que le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.

80.3 *Délais exprimés en jours*

Lorsqu'un délai est exprimé en un certain nombre de jours, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire le jour où l'on atteint le dernier jour du compte.

80.4 *Dates locales*

a) La date à prendre en considération en tant que point de départ pour le calcul d'un délai est la date qui était utilisée dans la localité au moment où l'événement considéré a eu lieu.

b) La date d'expiration d'un délai est la date qui est utilisée dans la localité où le document exigé doit être déposé ou la taxe exigée doit être payée.

80.5 *Expiration un jour chômé*

Si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe doit parvenir à un office national ou à une organisation intergouvernementale expire un jour où cet office ou cette organisation n'est pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles, ou bien un jour où le courrier ordinaire n'est pas délivré dans la localité où cet office ou cette organisation est situé, le délai prend fin le premier jour suivant auquel aucune de ces deux circonstances n'existe plus.

80.6 *Date de documents*

a) Lorsqu'un délai court à compter de la date d'un document ou d'une lettre d'un office national ou d'une organisation intergouvernementale, toute partie intéressée peut prouver que ledit document ou ladite lettre a été posté postérieurement à cette date, auquel cas c'est la date à laquelle cette pièce a été effectivement postée qui est prise en considération aux fins du calcul du délai, en tant que date constituant le point de départ de ce délai. Quelle que soit la date à laquelle ce document ou cette lettre a été posté, si le déposant apporte à l'office national ou à l'organisation intergouvernementale la preuve que le document ou la lettre a été reçu plus de sept jours après la date qu'il porte, l'office national ou l'organisation intergouvernementale considère que le délai courant à compter de la date du document ou de la lettre est prorogé d'un nombre de jours égal au délai de réception de ce document ou de cette lettre au-delà de sept jours après la date qu'il porte.

b)* Tout office récepteur peut exclure l'application de la deuxième phrase de l'alinéa a) en présentant une notification écrite à cet effet au Bureau international jusqu'au 1er septembre 1980. Une telle notification peut être retirée à tout moment. Le Bureau international publiera toutes ces notifications et tous ces retraits dans la gazette.

80.7 *Fin d'un jour ouvrable*

a) Tout délai expirant un jour déterminé expire à l'heure où l'office national ou l'organisation intergouvernementale auprès de qui le document doit être déposé ou à qui la taxe doit être payée ferme ses guichets ce jour-là.

b) Tout office ou toute organisation peut déroger aux dispositions de l'alinéa a) en prolongeant le délai jusqu'à minuit le jour considéré.

c) Le Bureau international est ouvert au public jusqu'à 18 heures.

Règle 81
Modification des délais fixés par le traité

81.1 *Propositions*

a) Tout Etat contractant ou le Directeur général peuvent proposer des modifications des délais selon l'article 47.2).

b) Les propositions émanant d'un Etat contractant doivent être présentées au Directeur général.

81.2 *Décision par l'Assemblée*

a) Lorsque la proposition est présentée à l'Assemblée, son texte est adressé par le Directeur général à tous les Etats contractants deux mois au moins avant la session de l'Assemblée dont l'ordre du jour comprend cette proposition.

b) Lorsque la proposition est discutée dans l'Assemblée, elle peut être amendée ou des amendements qui en découlent peuvent être proposés.

c) La proposition est considérée comme adoptée si aucun des Etats contractants présents lors du vote ne vote contre elle.

81.3 *Vote par correspondance*

a) Lorsque la procédure du vote par correspondance est choisie, la proposition fait l'objet d'une communication écrite adressée par le Directeur général aux Etats contractants, invitant ces derniers à exprimer leur vote par écrit.

b) L'invitation fixe le délai dans lequel les réponses contenant les votes exprimés par écrit doivent parvenir au Bureau international. Ce délai est de trois mois au moins à compter de la date de l'invitation.

c) Les réponses doivent être affirmatives ou négatives. Les propositions de modification et les simples observations ne sont pas considérées comme des votes.

d) La proposition est considérée comme adoptée si aucun Etat contractant ne s'oppose à la modification et si la moitié au moins desdits Etats expriment soit leur approbation, soit leur indifférence, soit leur abstention.

Règle 82
Irrégularités dans le service postal

82.1 *Retards ou perte du courrier*

a) Toute partie intéressée peut faire la preuve qu'elle a posté le document ou la lettre cinq jours avant l'expiration du délai. Sauf lorsque le courrier par voie terrestre ou maritime arrive normalement à destination dans les deux jours suivant sa remise à la poste, ou lorsqu'il n'y a pas de courrier par voie aérienne, une telle preuve ne peut être faite que si l'expédition a été faite par voie aérienne. Dans tous les cas, on ne peut faire ladite preuve que si l'expédition a eu lieu sous pli recommandé.

b) Si la preuve est faite à la satisfaction de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale destinataire que l'expédition a eu lieu comme il est indiqué ci-dessus, le retard à l'arrivée est excusé ou, si le document ou la lettre a été perdu, son remplacement par un nouvel exemplaire est autorisé, à condition que la partie intéressée fasse la preuve, à la satisfaction dudit office ou de ladite organisation, que le document ou la lettre remis en remplacement est identique au document perdu ou à la lettre perdue.

c) Dans les cas visés à l'alinéa b), la preuve relative à l'expédition postale dans le délai prescrit et, en cas de perte du document ou de la lettre, le document ou la lettre de remplacement ainsi que la preuve de son identité avec le document perdu ou la lettre perdue, doivent être présentés dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la partie intéressée a constaté – ou aurait dû constater si elle avait été diligente – le retard ou la perte, et en aucun cas plus de six mois après l'expiration du délai applicable en l'espèce.

82.2 *Interruption du service postal*

a) Toute partie intéressée peut faire la preuve que, lors de l'un quelconque des dix jours qui ont précédé la date d'expiration du délai, le service postal a été interrompu en raison de guerre, de révolution, de désordre civil, de grève, de calamité naturelle ou d'autres raisons semblables, dans la localité où la partie intéressée a son domicile, son siège ou sa résidence.

b) Si la preuve est faite à la satisfaction de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale destinataire que de telles circonstances ont existé, le retard à l'arrivée est excusé, à condition que la partie intéressée prouve à la satisfaction dudit office ou de ladite organisation qu'elle a procédé à l'expédition postale dans les cinq jours suivant la reprise du service postal. Les dispositions de la règle 82.1.c) s'appliquent *mutatis mutandis*.

Règle 82bis
Excuse par l'Etat désigné ou élu des retards dans l'observation de certains délais

82bis.1 *Signification de «délai» dans l'article 48.2)*

La référence à «un délai» dans l'article 48.2) s'entend notamment d'une référence

i) à tout délai fixé dans le traité ou dans le présent règlement d'exécution;

ii) à tout délai fixé par l'office récepteur, par l'administration chargée de la recherche internationale, par l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou par le Bureau international ou à tout délai applicable par l'office récepteur en vertu de sa législation nationale;

iii) à tout délai fixé par l'office désigné ou élu ou dans la législation nationale applicable par cet office pour tout acte devant être accompli par le déposant auprès dudit office.

82bis.2 *Rétablissement des droits et autres dispositions auxquelles l'article 48.2) est applicable*

Les dispositions de la législation nationale visée à l'article 48.2) qui permettent à l'Etat désigné ou élu d'excuser les retards dans l'observation des délais sont les dispositions qui prévoient le rétablissement des droits, la restauration, la *restitutio in integrum* ou la poursuite de la procédure malgré l'inobservation d'un délai, ainsi que toute autre disposition prévoyant la prorogation des délais ou permettant d'excuser des retards dans l'observation des délais.

---

* L'alinéa b) de la règle 80.6 ne sera plus en vigueur dès le 1er janvier 1986.

Règle 82ter

Rectification d'erreurs commises par l'office récepteur ou par le Bureau international

82ter.1 *Erreurs concernant la date du dépôt international et la revendication de priorité*

Si le déposant prouve à la satisfaction de tout office désigné ou élu que la date du dépôt international est inexacte en raison d'une erreur commise par l'office récepteur ou que la déclaration présentée selon l'article 8.1) a par erreur été annulée ou corrigée par l'office récepteur ou par le Bureau international, et si l'erreur est une erreur telle que, au cas où elle aurait été commise par l'office désigné ou élu lui-même, cet office la rectifierait en vertu de la législation nationale ou de la pratique nationale, ledit office rectifie l'erreur et instruit la demande internationale comme si la date du dépôt international rectifiée lui avait été accordée ou comme si la déclaration prévue à l'article 8.1) n'avait pas été annulée ou corrigée, selon le cas.

Règle 83

Droit d'exercer auprès d'administrations internationales

83.1 *Preuve du droit*

Le Bureau international, l'administration compétente chargée de la recherche internationale et l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international peuvent exiger la preuve du droit d'exercer visé à l'article 49.

83.2 *Information*

a) L'office national ou l'organisation intergouvernementale auprès duquel ou de laquelle il est prétendu que la personne intéressée a le droit d'exercer doit, sur requête, faire savoir au Bureau international, à l'administration compétente chargée de la recherche internationale ou à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international, si cette personne a le droit d'exercer auprès d'elle.

b) Une telle information lie le Bureau international, l'administration chargée de la recherche internationale ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international, selon le cas.

PARTIE E

Règles relatives au chapitre V du traité

Règle 84

Dépenses des délégations

84.1 *Dépenses supportées par les gouvernements*

Les dépenses de chaque délégation participant à tout organe institué par le traité ou en vertu de celui-ci sont supportées par le gouvernement qui l'a désignée.

Règle 85

Quorum non atteint à l'Assemblée

85.1 *Vote par correspondance*

Dans le cas prévu à l'article 53.5)b), le Bureau international communique les décisions de l'Assemblée (autres que celles qui concernent la procédure de l'Assemblée) aux Etats contractants qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des Etats contractants ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention atteint le nombre d'Etats contractants qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

Règle 86

Gazette

86.1 *Contenu*

La gazette mentionnée à l'article 55.4) contient:

i) pour chaque demande internationale publiée, les indications fixées par les instructions administratives reprises de la page de couverture de la brochure publiée conformément à la règle 48, le dessin (s'il y en a) figurant sur ladite page de couverture et l'abrégé;

ii) le tableau des taxes payables aux offices récepteurs, au Bureau international, aux administrations chargées de la recherche internationale et aux administrations chargées de l'examen préliminaire international;

iii) les notifications dont la publication est exigée par le traité ou le présent règlement d'exécution;

iv) toutes informations fournies au Bureau international par les offices désignés ou élus, relatives à la question de savoir si les actes mentionnés aux articles 22 ou 39 ont été accomplis à l'égard des demandes internationales désignant ou élisant l'office intéressé;

v) toutes autres informations utiles prévues par les instructions administratives, pour autant que l'accès à de telles informations ne soit pas interdit selon le traité ou le présent règlement d'exécution.

86.2 *Langues*

a) La gazette est publiée en éditions française et anglaise. Des éditions en sont également publiées en toute autre langue, si le coût de la publication est assuré par les ventes ou des subventions.

b) L'Assemblée peut ordonner la publication de la gazette en des langues autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa a).

86.3 *Périodicité*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la gazette est publiée une fois par semaine.

b) Pendant une période transitoire consécutive à l'entrée en vigueur du traité et prenant fin à une date fixée par l'Assemblée, la gazette peut être publiée lorsque le Directeur général le juge opportun compte tenu du nombre des demandes internationales et de la quantité d'autres textes à publier.

86.4 *Vente*

a) Sous réserve de l'alinéa b), les prix de l'abonnement et des autres ventes de la gazette sont fixés dans les instructions administratives.

b) Pendant une période transitoire consécutive à l'entrée en vigueur du traité et prenant fin à une date fixée par l'Assemblée, la gazette peut être diffusée dans les conditions que le Directeur général juge opportunes compte tenu du nombre des demandes internationales et de la quantité d'autres textes qui y sont publiés.

86.5 *Titre*

Le titre de la gazette est «Gazette des demandes internationales de brevets» et «Gazette of International Patent Applications», respectivement.

86.6 *Autres détails*

D'autres détails relatifs à la gazette peuvent être spécifiés dans les instructions administratives.

Règle 87

Exemplaires de publications

87.1 *Administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international*

Toute administration chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international a le droit de recevoir gratuitement deux exemplaires de chaque demande internationale publiée, de la gazette et de toute autre publication d'intérêt général publiée par le Bureau international en relation avec le traité ou le présent règlement d'exécution.

87.2 *Offices nationaux*

a) Tout office national a le droit de recevoir gratuitement un exemplaire de chaque demande internationale publiée, de la gazette et de toute autre publication d'intérêt général publiée par le Bureau international en relation avec le traité ou le présent règlement d'exécution.

b) Les publications mentionnées à l'alinéa a) sont adressées sur requête spéciale présentée, pour chaque année, avant le 30 novembre de l'année précédente. Si une publication est disponible en plusieurs langues, ladite requête précise la langue dans laquelle la publication est demandée.

Règle 88

Modification du règlement d'exécution

88.1 *Exigence de l'unanimité*

La modification des dispositions ci-après du présent règlement d'exécution exige qu'aucun Etat ayant le droit de vote au sein de l'Assemblée ne vote contre la modification proposée:

i) règle 14.1 (taxe de transmission);

ii) règle 22.2 (transmission de l'exemplaire original; procédure alternative);

iii) règle 22.3 (délai prévu à l'article 12.3));

iv) règle 33 (état de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale);

v) règle 64 (état de la technique aux fins de l'examen préliminaire international);

vi) règle 81 (modification des délais fixés par le traité);

vii) le présent alinéa (règle 88.1).

88.2 *[Supprimé]*

88.3 *Exigence d'absence d'opposition de certains Etats*

La modification des dispositions suivantes du présent règlement d'exécution exige qu'aucun Etat visé à l'article 58.3)a)ii) et ayant le droit de vote au sein de l'Assemblée ne vote contre la modification proposée:

i) règle 34 (documentation minimum);

ii) règle 39 (objet selon l'article 17.2)a)i));

iii) règle 67 (objet selon l'article 34.4)a)i));

iv) le présent alinéa (règle 88.3).

88.4 *Procédure*

Toute proposition de modification d'une des dispositions mentionnées aux règles 88.1 ou 88.3 doit, s'il appartient à l'Assemblée de se prononcer à son sujet, être communiquée à tous les Etats contractants deux mois au moins avant l'ouverture de la session de l'Assemblée qui doit prendre une décision au sujet de ladite proposition.

Règle 89

Instructions administratives

89.1 *Objet*

a) Les instructions administratives contiennent des dispositions concernant:

i) les questions à l'égard desquelles le présent règlement d'exécution renvoie expressément auxdites instructions;

ii) tous détails relatifs à l'application du présent règlement d'exécution.

b) Les instructions administratives ne peuvent être en contradiction avec le traité, le présent règlement d'exécution ou tout accord conclu par le Bureau international avec une administration chargée de la recherche internationale ou une administration chargée de l'examen préliminaire international.

89.2 *Source*

a) Les instructions administratives sont rédigées et promulguées par le Directeur général, après consultation des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale et des administrations chargées de l'examen préliminaire international.

b) Elles peuvent être modifiées par le Directeur général après consultation des offices ou administrations directement intéressées.

c) L'Assemblée peut inviter le Directeur général à modifier les instructions administratives et le Directeur général agit en conséquence.

89.3 *Publication et entrée en vigueur*

a) Les instructions administratives et toute modification qui leur est apportée sont publiées dans la gazette.

b) Chaque publication précise la date à laquelle les dispositions publiées entrent en vigueur. Les dates peuvent être différentes pour des dispositions différentes, étant entendu qu'aucune disposition ne peut entrer en vigueur avant sa publication dans la gazette.

PARTIE F

Règles relatives à plusieurs chapitres du traité

Règle 90

Représentation

90.1 *Définitions*

Aux fins des règles 90.2 et 90.3:

i) on entend par «mandataire» l'une quelconque des personnes mentionnées à l'article 49;

ii) on entend par «représentant commun» le déposant visé à la règle 4.8.

90.2 *Effets*

a) Tout acte effectué par un mandataire ou à son intention a les effets d'un acte effectué par les déposants ayant nommé le mandataire ou à leur intention.

b) Tout acte effectué par un représentant commun ou son mandataire ou à leur intention a les effets d'un acte effectué par tous les déposants ou à leur intention.

c) Si plusieurs mandataires sont nommés par le même déposant ou par les mêmes déposants, tout acte effectué par l'un quelconque de ces divers mandataires ou à son intention a les effets d'un acte effectué par ledit ou lesdits déposants ou à leur intention.

d) Les alinéas a), b) et c) ont effet pour le traitement de la demande internationale par l'office récepteur, le Bureau international, l'administration chargée de la recherche internationale et l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

90.3 *Nomination*

a) La nomination d'un mandataire ou d'un représentant commun au sens de la règle 4.8.a) doit être effectuée par chaque déposant, à son choix, soit en signant la requête dans laquelle le mandataire ou le représentant commun est désigné, soit par un pouvoir distinct (c'est-à-dire un document désignant un mandataire ou un représentant commun).

b) Le pouvoir peut être déposé auprès de l'office récepteur ou du Bureau international. Celui des deux auprès duquel le pouvoir est déposé le notifie à bref délai à l'autre ainsi qu'à l'administration intéressée chargée de la recherche internationale et à l'administration intéressée chargée de l'examen préliminaire international.

c) Si le pouvoir distinct n'est pas signé, ou si le pouvoir distinct exigé manque, ou encore si l'indication du nom ou de l'adresse de la personne nommée n'est pas conforme à la règle 4.4, le pouvoir est considéré comme inexistant sauf si l'irrégularité est corrigée.

d) Un pouvoir général peut être déposé auprès de l'office récepteur en vue du traitement de la demande internationale, tel que défini à la règle 90.2.d). Il peut y être fait référence dans la requête pour autant qu'une copie de ce pouvoir soit jointe à la requête.

90.4 *Révocation*

a) Toute nomination peut être révoquée par les personnes qui ont procédé à la nomination ou par leurs ayants cause.

b) La règle 90.3 s'applique, *mutatis mutandis*, au document contenant la révocation.

Règle 91

Erreurs évidentes contenues dans des documents

91.1 *Rectification*

a) Sous réserve des alinéas b) à g^{quater}), les erreurs évidentes contenues dans la demande internationale ou dans d'autres documents présentés par le déposant peuvent être rectifiées.

b) Les erreurs qui sont dues au fait que, dans la demande internationale ou dans les autres documents, était écrit quelque chose d'autre que ce qui, de toute évidence, était voulu, sont considérées comme des erreurs évidentes. La rectification elle-même doit être évidente en ce sens que n'importe qui devrait constater immédiatement que rien d'autre que le texte proposé en tant que rectification n'aurait pu être voulu.

c) Des omissions d'éléments entiers ou de feuilles entières de la demande internationale, même si elles résultent clairement d'une inattention, au stade, par exemple, de la copie ou de l'assemblage des feuilles, ne sont pas rectifiables.

d) Des rectifications peuvent être faites sur requête du déposant. L'administration ayant découvert ce qui semble constituer une erreur évidente peut inviter le déposant à présenter une requête en rectification, dans les conditions prévues aux alinéas e) à g^{quater}). La règle 26.4.a) est applicable, *mutatis mutandis*, à la procédure à suivre pour demander des rectifications.

e) Toute rectification exige l'autorisation expresse:

i) de l'office récepteur si l'erreur se trouve dans la requête;

ii) de l'administration chargée de la recherche internationale si l'erreur figure dans une partie de la demande internationale autre que la requête ou dans un autre document soumis à cette administration;

iii) de l'administration chargée de l'examen préliminaire international si l'erreur figure dans une partie de la demande autre que la requête ou dans un autre document soumis à cette administration;

iv) du Bureau international si l'erreur figure dans un document quelconque, autre que la demande internationale ou des modifications ou corrections à cette demande, soumis au Bureau international.

f) Toute administration qui autorise ou refuse une rectification le notifie à bref délai au déposant, en motivant sa décision s'il s'agit d'un refus. L'administration qui autorise une rectification le notifie à bref délai au Bureau international. Lorsque l'autorisation de rectifier a été refusée, le Bureau international, si la requête en est faite par le déposant avant le moment pertinent selon l'alinéa g^{bis}), g^{ter}) ou g^{quater}) et sous réserve du paiement d'une taxe spéciale dont le montant est fixé dans les instructions administratives, publie la requête en rectification avec la demande internationale. Une copie de la requête en rectification est insérée dans la communication selon l'article 20 lorsqu'un exemplaire de la brochure n'est pas utilisé pour cette communication ou lorsque, en vertu de l'article 64.3), la demande internationale n'est pas publiée.

g) L'autorisation de rectifier prévue à l'alinéa e) produit effet, sous réserve des alinéas g^{bis}), g^{ter}) et g^{quater}),

i) lorsqu'elle est donnée par l'office récepteur ou par l'administration chargée de la recherche internationale : si la notification de l'autorisation qui est destinée au Bureau international parvient à celui-ci avant l'expiration de 17 mois à compter de la date de priorité;

ii) lorsqu'elle est donnée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international : si elle est donnée avant l'établissement du rapport d'examen préliminaire international;

iii) lorsqu'elle est donnée par le Bureau international : si elle est donnée avant l'expiration de 17 mois à compter de la date de priorité.

g^{bis}) Si la notification effectuée en vertu de l'alinéa g)i) parvient au Bureau international, ou si la rectification effectuée en vertu de l'alinéa g)iii) est autorisée par le Bureau international, après l'expiration de 17 mois à compter de la date de priorité mais avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale, l'autorisation produit effet et la rectification est incorporée dans ladite publication.

g^{ter}) Lorsque le déposant a demandé au Bureau international de publier sa demande internationale avant l'expiration de 18 mois à compter de la date de priorité, toute notification effectuée en vertu de l'alinéa g)i) doit parvenir au Bureau international, et toute rectification effectuée en vertu de l'alinéa g)iii) doit être autorisée par le Bureau international, pour que l'autorisation produise effet, au plus tard à la date d'achèvement de la préparation technique de la publication internationale.

g^{quater}) Lorsque, en vertu de l'article 64.3), la demande internationale n'est pas publiée, toute notification effectuée en vertu de l'alinéa g)i) doit parvenir au Bureau international, et toute rectification effectuée en vertu de l'alinéa g)iii) doit être autorisée par le Bureau international, pour que l'autorisation produise effet, au plus tard au moment de la communication de la demande internationale conformément à l'article 20.

Règle 92

Correspondance

92.1 *Lettre d'accompagnement et signature*

a) Tout document, autre que la demande internationale elle-même, soumis par le déposant au cours de la procédure internationale prévue dans le traité et le présent règlement d'exécution, doit – s'il ne constitue pas une lettre – être accompagné d'une lettre identifiant la demande internationale qu'il concerne. La lettre doit être signée du déposant.

b) Si les conditions prévues à l'alinéa a) ne sont pas remplies, le déposant en est avisé et invité à remédier à l'omission dans le délai fixé dans l'invitation. Le délai ainsi fixé doit être raisonnable en l'espèce; même si le délai ainsi fixé expire après le délai applicable à la remise du document (ou même si ce dernier délai est déjà expiré), il ne peut être inférieur à dix jours ni supérieur à un mois à compter de l'envoi de l'invitation; s'il est remédié à l'omission dans le délai fixé dans l'invitation, il n'est pas tenu compte de cette omission; sinon, le déposant est avisé que le document n'est pas pris en considération.

c) Si l'inobservation des conditions prévues à l'alinéa a) n'a pas été relevée, et si le document est pris en considération dans la procédure internationale, l'inobservation de ces conditions est sans effet pour la poursuite de cette procédure.

92.2 *Langues*

a) Sous réserve des règles 55.1 et 66.9 et de l'alinéa b) de la présente règle, toute lettre ou tout document soumis par le déposant à l'administration chargée de la recherche internationale ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international doit être rédigé dans la même langue que la demande internationale qu'il concerne.

b) Toute lettre du déposant à l'administration chargée de la recherche internationale ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international peut être rédigée dans une langue autre que celle de la demande internationale si ladite administration autorise l'usage de cette langue.

c) *[Supprimé]*

d) Toute lettre du déposant au Bureau international doit être rédigée en français ou en anglais.

e) Toute lettre ou notification du Bureau international au déposant ou à tout office national doit être rédigée en français ou en anglais.

92.3 *Expéditions postales effectuées par les offices nationaux et les organisations intergouvernementales*

Tout document ou lettre émanant d'un office national ou d'une organisation intergouvernementale ou transmis par eux et constituant un événement à partir duquel court un délai en vertu du traité ou du présent règlement d'exécution doit être expédié par courrier aérien recommandé; le courrier par voie terrestre ou maritime peut être utilisé à la place du courrier aérien, soit lorsque le premier arrive normalement à destination dans les deux jours suivant l'expédition, soit lorsqu'il n'y a pas de courrier aérien.

92.4 *Utilisation de télégraphes, téléimprimeurs, etc.*

a) Nonobstant les dispositions de la règle 11.14 et de la règle 92.1.a), mais sous réserve de ce qui est indiqué à l'alinéa b) ci-dessous, tout document (y compris tout dessin) postérieur à la demande internationale peut être adressé par télégraphe ou téléimprimeur ou par tout autre moyen de communication produisant un document imprimé ou écrit. Tout document ainsi envoyé sera considéré comme ayant été soumis sous une forme répondant aux conditions desdites dispositions le jour où il a été communiqué par les moyens indiqués ci-dessus, pourvu que, dans un délai de quatorze jours après avoir été ainsi communiqué, son contenu soit confirmé sous une telle forme; sinon, le message est considéré comme n'ayant pas été envoyé.

b) Tout office national ou toute organisation intergouvernementale doit notifier, à bref délai, au Bureau international, ceux des moyens visés à l'alinéa a) qui peuvent être utilisés pour lui adresser les documents visés dans cet alinéa. Le Bureau international publiera l'information ainsi reçue dans la gazette ainsi que toute information concernant les moyens de communication visés à l'alinéa a) dont le Bureau international dispose pour recevoir de tel document. L'alinéa a) ne s'appliquera à tout office national ou à toute organisation intergouvernementale que dans la mesure où ladite information a été publiée en ce qui les concerne. Le Bureau international publiera, périodiquement, dans la gazette, toutes les modifications de l'information publiée antérieurement.

Règle 92bis

Enregistrement de changements relatifs à certaines indications de la requête ou de la demande d'examen préliminaire international

92bis.1 *Enregistrement de changements par le Bureau international*

a) Sur requête du déposant ou de l'office récepteur, le Bureau international enregistre les changements relatifs aux indications suivantes figurant dans la requête ou dans la demande d'examen préliminaire international :

i) personne, nom, domicile, nationalité ou adresse du déposant,

ii) personne, nom ou adresse du mandataire, du représentant commun ou de l'inventeur.

b) Le Bureau international n'enregistre pas le changement requis si la requête en enregistrement lui est parvenue après l'expiration

i) du délai visé à l'article 22.1), lorsque l'article 39.1) n'est applicable à l'égard d'aucun Etat contractant;

ii) du délai visé à l'article 39.1)a), lorsque l'article 39.1) est applicable à l'égard d'un Etat contractant au moins.

Règle 93

Dossiers et registres

93.1 *Office récepteur*

Chaque office récepteur conserve les dossiers et registres relatifs à chaque demande internationale ou prétendue demande internationale, y compris la copie pour l'office récepteur, pendant dix années au moins à compter de la date du dépôt international ou, lorsqu'une date de dépôt international n'est pas accordée, à compter de la date de réception.

93.2 *Bureau international*

a) Le Bureau international conserve le dossier, comprenant l'exemplaire original, de toute demande internationale pendant trente années au moins à compter de la date de réception de l'exemplaire original.

b) Les dossiers et registres de base du Bureau international sont conservés indéfiniment.

93.3 *Administrations chargées de la recherche internationale et administrations chargées de l'examen préliminaire international*

Chaque administration chargée de la recherche internationale et chaque administration chargée de l'examen préliminaire international conserve le dossier de chaque demande internationale pendant dix années au moins à compter de la date du dépôt international.

93.4 *Reproductions*

Aux fins de la présente règle, les dossiers, copies et registres comprennent également les reproductions photographiques des dossiers, copies et registres, quelle que soit la forme de ces reproductions (microfilms ou autres).

Règle 94

Délivrance de copies par le Bureau international et par l'administration chargée de l'examen préliminaire international

94.1. *Obligation de délivrance*

A la requête du déposant ou de toute personne autorisée par le déposant, le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international délivrent, contre remboursement du coût du service, des copies de tout document contenu dans le dossier de la demande internationale ou de la prétendue demande internationale du déposant.

Règle 95

Obtention de copies de traductions

95.1 *Obtention de copies de traductions*

a) Sur requête du Bureau international, tout office désigné ou élu lui délivre une copie de la traduction de la demande internationale communiquée audit office par le déposant.

b) Le Bureau international peut, sur requête et contre remboursement du coût, délivrer à toute personne des copies des traductions reçues conformément à l'alinéa a).

Règle 96

Barème de taxes

96.1 *Barème de taxes reproduit en annexe au règlement d'exécution*

Le montant des taxes visées aux règles 15 et 57 est exprimé en monnaie suisse. Il est indiqué dans le barème de taxes annexé au présent règlement d'exécution et qui en fait partie intégrante.

Patent Cooperation Treaty (PCT)

Done at Washington on June 19, 1970,
amended on October 2, 1979,
and modified on February 3, 1984,

and

Regulations under the PCT

(as in force on January 1, 1986)



World Intellectual Property Organization
GENEVA 1989

The Contracting States,

Desiring to make a contribution to the progress of science and technology,

Desiring to perfect the legal protection of inventions,

Desiring to simplify and render more economical the obtaining of protection for inventions where protection is sought in several countries,

Desiring to facilitate and accelerate access by the public to the technical information contained in documents describing new inventions,

Desiring to foster and accelerate the economic development of developing countries through the adoption of measures designed to increase the efficiency of their legal systems, whether national or regional, instituted for the protection of inventions by providing easily accessible information on the availability of technological solutions applicable to their special needs and by facilitating access to the ever expanding volume of modern technology,

Convinced that cooperation among nations will greatly facilitate the attainment of these aims,

Have concluded the present Treaty.

Introductory Provisions

Article 1
Establishment of a Union

(1) The States party to this Treaty (hereinafter called "the Contracting States") constitute a Union for cooperation in the filing, searching, and examination, of applications for the protection of inventions, and for rendering special technical services. The Union shall be known as the International Patent Cooperation Union.

(2) No provision of this Treaty shall be interpreted as diminishing the rights under the Paris Convention for the Protection of Industrial Property of any national or resident of any country party to that Convention.

Article 2
Definitions

For the purposes of this Treaty and the Regulations and unless expressly stated otherwise:

(i) "application" means an application for the protection of an invention; references to an "application" shall be construed as references to applications for patents for inventions, inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, and utility certificates of addition;

(ii) references to a "patent" shall be construed as references to patents for inventions, inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, and utility certificates of addition;

(iii) "national patent" means a patent granted by a national authority;

(iv) "regional patent" means a patent granted by a national or an intergovernmental authority having the power to grant patents effective in more than one State;

(v) "regional application" means an application for a regional patent;

(vi) references to a "national application" shall be construed as references to applications for national patents and regional patents, other than applications filed under this Treaty;

(vii) "international application" means an application filed under this Treaty;

(viii) references to an "application" shall be construed as references to international applications and national applications;

(ix) references to a "patent" shall be construed as references to national patents and regional patents;

(x) references to "national law" shall be construed as references to the national law of a Contracting State or, where a regional application or a regional patent is involved, to the treaty providing for the filing of regional applications or the granting of regional patents;

(xi) "priority date," for the purposes of computing time limits, means:

(a) where the international application contains a priority claim under Article 8, the filing date of the application whose priority is so claimed;

(b) where the international application contains several priority claims under Article 8, the filing date of the earliest application whose priority is so claimed;

(c) where the international application does not contain any priority claim under Article 8, the international filing date of such application;

(xii) "national Office" means the government authority of a Contracting State entrusted with the granting of patents; references to a "national Office" shall be construed as referring also to any intergovernmental authority which several States have entrusted with the task of granting regional patents, provided that at least one of those States is a Contracting State, and provided that the said States have authorized that authority to assume the obligations and exercise the powers which this Treaty and the Regulations provide for in respect of national Offices;

(xiii) "designated Office" means the national Office of or acting for the State designated by the applicant under Chapter I of this Treaty;

(xiv) "elected Office" means the national Office of or acting for the State elected by the applicant under Chapter II of this Treaty;

(xv) "receiving Office" means the national Office or the intergovernmental organization with which the international application has been filed;

(xvi) "Union" means the International Patent Cooperation Union;

(xvii) "Assembly" means the Assembly of the Union;

(xviii) "Organization" means the World Intellectual Property Organization;

(xix) "International Bureau" means the International Bureau of

the Organization and, as long as it subsists, the United International Bureaux for the Protection of Intellectual Property (BIRPI);

(xx) "Director General" means the Director General of the Organization and, as long as BIRPI subsists, the Director of BIRPI.

CHAPTER I

International Application and International Search

Article 3

The International Application

(1) Applications for the protection of inventions in any of the Contracting States may be filed as international applications under this Treaty.

(2) An international application shall contain, as specified in this Treaty and the Regulations, a request, a description, one or more claims, one or more drawings (where required), and an abstract.

(3) The abstract merely serves the purpose of technical information and cannot be taken into account for any other purpose, particularly not for the purpose of interpreting the scope of the protection sought.

(4) The international application shall:

(i) be in a prescribed language;

(ii) comply with the prescribed physical requirements;

(iii) comply with the prescribed requirement of unity of invention;

(iv) be subject to the payment of the prescribed fees.

Article 4

The Request

(1) The request shall contain:

(i) a petition to the effect that the international application be processed according to this Treaty;

(ii) the designation of the Contracting State or States in which protection for the invention is desired on the basis of the international application ("designated States"); if for any designated State a regional patent is available and the applicant wishes to obtain a regional patent rather than a national patent, the request shall so indicate; if, under a treaty concerning a regional patent, the applicant cannot limit his application to certain of the States party to that treaty, designation of one of those States and the indication of the wish to obtain the regional patent shall be treated as designation of all the States party to that treaty; if, under the national law of the designated State, the designation of that State has the effect of an application for a regional patent, the designation of the said State shall be treated as an indication of the wish to obtain the regional patent;

(iii) the name of and other prescribed data concerning the applicant and the agent (if any);

(iv) the title of the invention;

(v) the name of and other prescribed data concerning the inventor where the national law of at least one of the designated States requires that these indications be furnished at the time of filing a national application. Otherwise, the said indications may be furnished either in the request or in separate notices addressed to each designated Office whose national law requires the furnishing of the said indications but allows that they be furnished at a time later than that of the filing of a national application.

(2) Every designation shall be subject to the payment of the prescribed fee within the prescribed time limit.

(3) Unless the applicant asks for any of the other kinds of protection referred to in Article 43, designation shall mean that the desired protection consists of the grant of a patent by or for the designated State. For the purposes of this paragraph, Article 2(ii) shall not apply.

(4) Failure to indicate in the request the name and other prescribed data concerning the inventor shall have no consequence in any designated State whose national law requires the furnishing of the said indications but allows that they be furnished at a time later than that of the filing of a national application. Failure to furnish the said indications in a separate notice shall have no consequence in any designated State whose national law does not require the furnishing of the said indications.

Article 5

The Description

The description shall disclose the invention in a manner sufficiently clear and complete for the invention to be carried out by a person skilled in the art.

Article 6

The Claims

The claim or claims shall define the matter for which protection is sought. Claims shall be clear and concise. They shall be fully supported by the description.

Article 7

The Drawings

(1) Subject to the provisions of paragraph (2)(ii), drawings shall be required when they are necessary for the understanding of the invention.

(2) Where, without being necessary for the understanding of the invention, the nature of the invention admits of illustration by drawings:

(i) the applicant may include such drawings in the international application when filed,

(ii) any designated Office may require that the applicant file such drawings with it within the prescribed time limit.

Article 8

Claiming Priority

(1) The international application may contain a declaration, as prescribed in the Regulations, claiming the priority of one or more earlier applications filed in or for any country party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

(2)(a) Subject to the provisions of subparagraph (b), the conditions for, and the effect of, any priority claim declared under paragraph (1) shall be as provided in Article 4 of the Stockholm Act of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

(b) The international application for which the priority of one or more earlier applications filed in or for a Contracting State is claimed may contain the designation of that State. Where, in the international application, the priority of one or more national applications filed in or for a designated State is claimed, or where the priority of an international application having designated only one State is claimed, the conditions for, and the effect of, the priority claim in that State shall be governed by the national law of that State.

Article 9

The Applicant

(1) Any resident or national of a Contracting State may file an international application.

(2) The Assembly may decide to allow the residents and the nationals of any country party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property which is not party to this Treaty to file international applications.

(3) The concepts of residence and nationality, and the application of those concepts in cases where there are several applicants or where the applicants are not the same for all the designated States, are defined in the Regulations.

Article 10

The Receiving Office

The international application shall be filed with the prescribed receiving Office, which will check and process it as provided in this Treaty and the Regulations.

Article 11

Filing Date and Effects of the International Application

(1) The receiving Office shall accord as the international filing

date the date of receipt of the international application, provided that that Office has found that, at the time of receipt:

(i) the applicant does not obviously lack, for reasons of residence or nationality, the right to file an international application with the receiving Office,

(ii) the international application is in the prescribed language,

(iii) the international application contains at least the following elements:

(a) an indication that it is intended as an international application,

(b) the designation of at least one Contracting State,

(c) the name of the applicant, as prescribed,

(d) a part which on the face of it appears to be a description,

(e) a part which on the face of it appears to be a claim or claims.

(2)(a) If the receiving Office finds that the international application did not, at the time of receipt, fulfill the requirements listed in paragraph (1), it shall, as provided in the Regulations, invite the applicant to file the required correction.

(b) If the applicant complies with the invitation, as provided in the Regulations, the receiving Office shall accord as the international filing date the date of receipt of the required correction.

(3) Subject to Article 64(4), any international application fulfilling the requirements listed in items (i) to (iii) of paragraph (1) and accorded an international filing date shall have the effect of a regular national application in each designated State as of the international filing date, which date shall be considered to be the actual filing date in each designated State.

(4) Any international application fulfilling the requirements listed in items (i) to (iii) of paragraph (1) shall be equivalent to a regular national filing within the meaning of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

Article 12

Transmittal of the International Application to the International Bureau and the International Searching Authority

(1) One copy of the international application shall be kept by the receiving Office ("home copy"), one copy ("record copy") shall be transmitted to the International Bureau, and another copy ("search copy") shall be transmitted to the competent International Searching Authority referred to in Article 16, as provided in the Regulations.

(2) The record copy shall be considered the true copy of the international application.

(3) The international application shall be considered withdrawn if the record copy has not been received by the International Bureau within the prescribed time limit.

Article 13

Availability of Copy of the International Application to Designated Offices

(1) Any designated Office may ask the International Bureau to transmit to it a copy of the international application prior to the communication provided for in Article 20, and the International Bureau shall transmit such copy to the designated Office as soon as possible after the expiration of one year from the priority date.

(2)(a) The applicant may, at any time, transmit a copy of his international application to any designated Office.

(b) The applicant may, at any time, ask the International Bureau to transmit a copy of his international application to any designated Office, and the International Bureau shall transmit such copy to the designated Office as soon as possible.

(c) Any national Office may notify the International Bureau that it does not wish to receive copies as provided for in subparagraph (b), in which case that subparagraph shall not be applicable in respect of that Office.

Article 14

Certain Defects in the International Application

(1)(a) The receiving Office shall check whether the international application contains any of the following defects, that is to say:

(i) it is not signed as provided in the Regulations;

(ii) it does not contain the prescribed indications concerning the applicant;

(iii) it does not contain a title;

(iv) it does not contain an abstract;

(v) it does not comply to the extent provided in the Regulations with the prescribed physical requirements.

(b) If the receiving Office finds any of the said defects, it shall invite the applicant to correct the international application within the prescribed time limit, failing which that application shall be considered withdrawn and the receiving Office shall so declare.

(2) If the international application refers to drawings which, in fact, are not included in that application, the receiving Office shall notify the applicant accordingly and he may furnish them within the prescribed time limit and, if he does, the international filing date shall be the date on which the drawings are received by the receiving Office. Otherwise, any reference to the said drawings shall be considered non-existent.

(3)(a) If the receiving Office finds that, within the prescribed time limits, the fees prescribed under Article 3(4)(iv) have not been paid, or no fee prescribed under Article 4(2) has been paid in respect of any of the designated States, the international application shall be considered withdrawn and the receiving Office shall so declare.

(b) If the receiving Office finds that the fee prescribed under Article 4(2) has been paid in respect of one or more (but less than all) designated States within the prescribed time limit, the designation of those States in respect of which it has not been paid within the prescribed time limit shall be considered withdrawn and the receiving Office shall so declare.

(4) If, after having accorded an international filing date to the international application, the receiving Office finds, within the prescribed time limit, that any of the requirements listed in items (i) to (iii) of Article 11(1) was not complied with at that date, the said application shall be considered withdrawn and the receiving Office shall so declare.

Article 15

The International Search

(1) Each international application shall be the subject of international search.

(2) The objective of the international search is to discover relevant prior art.

(3) International search shall be made on the basis of the claims, with due regard to the description and the drawings (if any).

(4) The International Searching Authority referred to in Article 16 shall endeavor to discover as much of the relevant prior art as its facilities permit, and shall, in any case, consult the documentation specified in the Regulations.

(5)(a) If the national law of the Contracting State so permits, the applicant who files a national application with the national Office of or acting for such State may, subject to the conditions provided for in such law, request that a search similar to an international search ("international-type search") be carried out on such application.

(b) If the national law of the Contracting State so permits, the national Office of or acting for such State may subject any national application filed with it to an international-type search.

(c) The international-type search shall be carried out by the International Searching Authority referred to in Article 16 which would be competent for an international search if the national application were an international application and were filed with the Office referred to in subparagraphs (a) and (b). If the national application is in a language which the International Searching Authority considers it is not equipped to handle, the international-type search shall be carried out on a translation prepared by the applicant in a language pre-

scribed for international applications and which the International Searching Authority has undertaken to accept for international applications. The national application and the translation, when required, shall be presented in the form prescribed for international applications.

Article 16
The International Searching Authority

(1) International search shall be carried out by an International Searching Authority, which may be either a national Office or an intergovernmental organization, such as the International Patent Institute, whose tasks include the establishing of documentary search reports on prior art with respect to inventions which are the subject of applications.

(2) If, pending the establishment of a single International Searching Authority, there are several International Searching Authorities, each receiving Office shall, in accordance with the provisions of the applicable agreement referred to in paragraph (3)(b), specify the International Searching Authority or Authorities competent for the searching of international applications filed with such Office.

(3)(a) International Searching Authorities shall be appointed by the Assembly. Any national Office and any intergovernmental organization satisfying the requirements referred to in subparagraph (c) may be appointed as International Searching Authority.

(b) Appointment shall be conditional on the consent of the national Office or intergovernmental organization to be appointed and the conclusion of an agreement, subject to approval by the Assembly, between such Office or organization and the International Bureau. The agreement shall specify the rights and obligations of the parties, in particular, the formal undertaking by the said Office or organization to apply and observe all the common rules of international search.

(c) The Regulations prescribe the minimum requirements, particularly as to manpower and documentation, which any Office or organization must satisfy before it can be appointed and must continue to satisfy while it remains appointed.

(d) Appointment shall be for a fixed period of time and may be extended for further periods.

(e) Before the Assembly makes a decision on the appointment of any national Office or intergovernmental organization, or on the extension of its appointment, or before it allows any such appointment to lapse, the Assembly shall hear the interested Office or organization and seek the advice of the Committee for Technical Cooperation referred to in Article 56 once that Committee has been established.

Article 17
Procedure before the International Searching Authority

(1) Procedure before the International Searching Authority shall be governed by the provisions of this Treaty, the Regulations, and the agreement which the International Bureau shall conclude, subject to this Treaty and the Regulations, with the said Authority.

(2)(a) If the International Searching Authority considers

(i) that the international application relates to a subject matter which the International Searching Authority is not required, under the Regulations, to search, and in the particular case decides not to search, or

(ii) that the description, the claims, or the drawings, fail to comply with the prescribed requirements to such an extent that a meaningful search could not be carried out,

the said Authority shall so declare and shall notify the applicant and the International Bureau that no international search report will be established.

(b) If any of the situations referred to in subparagraph (a) is found to exist in connection with certain claims only, the international search report shall so indicate in respect of such claims, whereas, for the other claims, the said report shall be established as provided in Article 18.

(3)(a) If the International Searching Authority considers that the international application does not comply with the requirement of unity of invention as set forth in the Regulations, it shall invite the applicant to pay additional fees. The International Searching Authority shall establish the international search report on those parts of the international application which relate to the invention first mentioned in the claims ("main invention") and, provided the required additional fees have been paid within the prescribed time limit, on those parts of the international application which relate to inventions in respect of which the said fees were paid.

(b) The national law of any designated State may provide that, where the national Office of that State finds the invitation, referred to in subparagraph (a), of the International Searching Authority justified and where the applicant has not paid all additional fees, those parts of the international application which consequently have not been searched shall, as far as effects in that State are concerned, be considered withdrawn unless a special fee is paid by the applicant to the national Office of that State.

Article 18
The International Search Report

(1) The international search report shall be established within the prescribed time limit and in the prescribed form.

(2) The international search report shall, as soon as it has been established, be transmitted by the International Searching Authority to the applicant and the International Bureau.

(3) The international search report or the declaration referred to in Article 17(2)(a) shall be translated as provided in the Regulations. The translations shall be prepared by or under the responsibility of the International Bureau.

Article 19
Amendment of the Claims before the International Bureau

(1) The applicant shall, after having received the international search report, be entitled to one opportunity to amend the claims of the international application by filing amendments with the International Bureau within the prescribed time limit. He may, at the same time, file a brief statement, as provided in the Regulations, explaining the amendments and indicating any impact that such amendments might have on the description and the drawings.

(2) The amendments shall not go beyond the disclosure in the international application as filed.

(3) If the national law of any designated State permits amendments to go beyond the said disclosure, failure to comply with paragraph (2) shall have no consequence in that State.

Article 20
Communication to Designated Offices

(1)(a) The international application, together with the international search report (including any indication referred to in Article 17(2)(b)) or the declaration referred to in Article 17(2)(a), shall be communicated to each designated Office, as provided in the Regulations, unless the designated Office waives such requirement in its entirety or in part.

(b) The communication shall include the translation (as prescribed) of the said report or declaration.

(2) If the claims have been amended by virtue of Article 19(1), the communication shall either contain the full text of the claims both as filed and as amended or shall contain the full text of the claims as filed and specify the amendments, and shall include the statement, if any, referred to in Article 19(1).

(3) At the request of the designated Office or the applicant, the International Searching Authority shall send to the said Office or the applicant, respectively, copies of the documents cited in the international search report, as provided in the Regulations.

Article 21
International Publication

(1) The International Bureau shall publish international applications.

(2)(a) Subject to the exceptions provided for in subparagraph (b) and in Article 64(3), the international publication of the international application shall be effected promptly after the expiration of 18 months from the priority date of that application.

(b) The applicant may ask the International Bureau to publish his international application any time before the expiration of the time limit referred to in subparagraph (a). The International Bureau shall proceed accordingly, as provided in the Regulations.

(3) The international search report or the declaration referred to in Article 17(2)(a) shall be published as prescribed in the Regulations.

(4) The language and form of the international publication and other details are governed by the Regulations.

(5) There shall be no international publication if the international application is withdrawn or is considered withdrawn before the technical preparations for publication have been completed.

(6) If the international application contains expressions or drawings which, in the opinion of the International Bureau, are contrary to morality or public order, or if, in its opinion, the international application contains disparaging statements as defined in the Regulations, it may omit such expressions, drawings, and statements, from its publications, indicating the place and number of words or drawings omitted, and furnishing, upon request, individual copies of the passages omitted.

Article 22

Copy, Translation, and Fee, to Designated Offices

(1) The applicant shall furnish a copy of the international application (unless the communication provided for in Article 20 has already taken place) and a translation thereof (as prescribed), and pay the national fee (if any), to each designated Office not later than at the expiration of 20 months from the priority date. Where the national law of the designated State requires the indication of the name of and other prescribed data concerning the inventor but allows that these indications be furnished at a time later than that of the filing of a national application, the applicant shall, unless they were contained in the request, furnish the said indications to the national Office of or acting for the State not later than at the expiration of 20 months from the priority date.

(2) Where the International Searching Authority makes a declaration, under Article 17(2)(a), that no international search report will be established, the time limit for performing the acts referred to in paragraph (1) of this Article shall be the same as that provided for in paragraph (1).

(3) Any national law may, for performing the acts referred to in paragraphs (1) or (2), fix time limits which expire later than the time limit provided for in those paragraphs.

Article 23

Delaying of National Procedure

(1) No designated Office shall process or examine the international application prior to the expiration of the applicable time limit under Article 22.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1), any designated Office may, on the express request of the applicant, process or examine the international application at any time.

Article 24

Possible Loss of Effect in Designated States

(1) Subject, in case (ii) below, to the provisions of Article 25, the effect of the international application provided for in Article 11(3) shall cease in any designated State with the same consequences as the withdrawal of any national application in that State:

(i) if the applicant withdraws his international application or the designation of that State;

(ii) if the international application is considered withdrawn by virtue of Articles 12(3), 14(1)(b), 14(3)(a), or 14(4), or if the designation of that State is considered withdrawn by virtue of Article 14(3)(b);

(iii) if the applicant fails to perform the acts referred to in Article 22 within the applicable time limit.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1), any designated Office may maintain the effect provided for in Article 11(3) even where such effect is not required to be maintained by virtue of Article 25(2).

Article 25

Review by Designated Offices

(1)(a) Where the receiving Office has refused to accord an international filing date or has declared that the international application is considered withdrawn, or where the International Bureau has made a finding under Article 12(3), the International Bureau shall promptly send, at the request of the applicant, copies of any document in the file to any of the designated Offices named by the applicant.

(b) Where the receiving Office has declared that the designation of any given State is considered withdrawn, the International Bureau shall promptly send, at the request of the applicant, copies of any document in the file to the national Office of such State.

(c) The request under subparagraphs (a) or (b) shall be presented within the prescribed time limit.

(2)(a) Subject to the provisions of subparagraph (b), each designated Office shall, provided that the national fee (if any) has been paid and the appropriate translation (as prescribed) has been furnished within the prescribed time limit, decide whether the refusal, declaration, or finding, referred to in paragraph (1) was justified under the provisions of this Treaty and the Regulations, and, if it finds that the refusal or declaration was the result of an error or omission on the part of the receiving Office or that the finding was the result of an error or omission on the part of the International Bureau, it shall, as far as effects in the State of the designated Office are concerned, treat the international application as if such error or omission had not occurred.

(b) Where the record copy has reached the International Bureau after the expiration of the time limit prescribed under Article 12(3) on account of any error or omission on the part of the applicant, the provisions of subparagraph (a) shall apply only under the circumstances referred to in Article 48(2).

Article 26

Opportunity to Correct before Designated Offices

No designated Office shall reject an international application on the grounds of non-compliance with the requirements of this Treaty and the Regulations without first giving the applicant the opportunity to correct the said application to the extent and according to the procedure provided by the national law for the same or comparable situations in respect of national applications.

Article 27

National Requirements

(1) No national law shall require compliance with requirements relating to the form or contents of the international application different from or additional to those which are provided for in this Treaty and the Regulations.

(2) The provisions of paragraph (1) neither affect the application of the provisions of Article 7(2) nor preclude any national law from requiring, once the processing of the international application has started in the designated Office, the furnishing:

(i) when the applicant is a legal entity, of the name of an officer entitled to represent such legal entity,

(ii) of documents not part of the international application but which constitute proof of allegations or statements made in that application, including the confirmation of the international application by the signature of the applicant when that application, as filed, was signed by his representative or agent.

(3) Where the applicant, for the purposes of any designated State, is not qualified according to the national law of that State to file a national application because he is not the inventor, the international application may be rejected by the designated Office.

(4) Where the national law provides, in respect of the form or contents of national applications, for requirements which, from the view-

point of applicants, are more favorable than the requirements provided for by this Treaty and the Regulations in respect of international applications, the national Office, the courts and any other competent organs of or acting for the designated State may apply the former requirements, instead of the latter requirements, to international applications, except where the applicant insists that the requirements provided for by this Treaty and the Regulations be applied to his international application.

(5) Nothing in this Treaty and the Regulations is intended to be construed as prescribing anything that would limit the freedom of each Contracting State to prescribe such substantive conditions of patentability as it desires. In particular, any provision in this Treaty and the Regulations concerning the definition of prior art is exclusively for the purposes of the international procedure and, consequently, any Contracting State is free to apply, when determining the patentability of an invention claimed in an international application, the criteria of its national law in respect of prior art and other conditions of patentability not constituting requirements as to the form and contents of applications.

(6) The national law may require that the applicant furnish evidence in respect of any substantive condition of patentability prescribed by such law.

(7) Any receiving Office or, once the processing of the international application has started in the designated Office, that Office may apply the national law as far as it relates to any requirement that the applicant be represented by an agent having the right to represent applicants before the said Office and/or that the applicant have an address in the designated State for the purpose of receiving notifications.

(8) Nothing in this Treaty and the Regulations is intended to be construed as limiting the freedom of any Contracting State to apply measures deemed necessary for the preservation of its national security or to limit, for the protection of the general economic interests of that State, the right of its own residents or nationals to file international applications.

Article 28

Amendment of the Claims, the Description, and the Drawings, before Designated Offices

(1) The applicant shall be given the opportunity to amend the claims, the description, and the drawings, before each designated Office within the prescribed time limit. No designated Office shall grant a patent, or refuse the grant of a patent, before such time limit has expired except with the express consent of the applicant.

(2) The amendments shall not go beyond the disclosure in the international application as filed unless the national law of the designated State permits them to go beyond the said disclosure.

(3) The amendments shall be in accordance with the national law of the designated State in all respects not provided for in this Treaty and the Regulations.

(4) Where the designated Office requires a translation of the international application, the amendments shall be in the language of the translation.

Article 29

Effects of the International Publication

(1) As far as the protection of any rights of the applicant in a designated State is concerned, the effects, in that State, of the international publication of an international application shall, subject to the provisions of paragraphs (2) to (4), be the same as those which the national law of the designated State provides for the compulsory national publication of unexamined national applications as such.

(2) If the language in which the international publication has been effected is different from the language in which publications under the national law are effected in the designated State, the said national law may provide that the effects provided for in paragraph (1) shall be applicable only from such time as:

(i) a translation into the latter language has been published as provided by the national law, or

(ii) a translation into the latter language has been made available to the public, by laying open for public inspection as provided by the national law, or

(iii) a translation into the latter language has been transmitted by the applicant to the actual or prospective unauthorized user of the invention claimed in the international application, or

(iv) both the acts described in (i) and (iii), or both the acts described in (ii) and (iii), have taken place.

(3) The national law of any designated State may provide that, where the international publication has been effected, on the request of the applicant, before the expiration of 18 months from the priority date, the effects provided for in paragraph (1) shall be applicable only from the expiration of 18 months from the priority date.

(4) The national law of any designated State may provide that the effects provided for in paragraph (1) shall be applicable only from the date on which a copy of the international application as published under Article 21 has been received in the national Office of or acting for such State. The said Office shall publish the date of receipt in its gazette as soon as possible.

Article 30

Confidential Nature of the International Application

(1)(a) Subject to the provisions of subparagraph (b), the International Bureau and the International Searching Authorities shall not allow access by any person or authority to the international application before the international publication of that application, unless requested or authorized by the applicant.

(b) The provisions of subparagraph (a) shall not apply to any transmittal to the competent International Searching Authority, to transmittals provided for under Article 13, and to communications provided for under Article 20.

(2)(a) No national Office shall allow access to the international application by third parties, unless requested or authorized by the applicant, before the earliest of the following dates:

(i) date of the international publication of the international application,

(ii) date of the receipt of the communication of the international application under Article 20,

(iii) date of the receipt of a copy of the international application under Article 22.

(b) The provisions of subparagraph (a) shall not prevent any national Office from informing third parties that it has been designated, or from publishing that fact. Such information or publication may, however, contain only the following data: identification of the receiving Office, name of the applicant, international filing date, international application number, and title of the invention.

(c) The provisions of subparagraph (a) shall not prevent any designated Office from allowing access to the international application for the purposes of the judicial authorities.

(3) The provisions of paragraph (2)(a) shall apply to any receiving Office except as far as transmittals provided for under Article 12(1) are concerned.

(4) For the purposes of this Article, the term "access" covers any means by which third parties may acquire cognizance, including individual communication and general publication, provided, however, that no national Office shall generally publish an international application or its translation before the international publication or, if international publication has not taken place by the expiration of 20 months from the priority date, before the expiration of 20 months from the said priority date.

CHAPTER II

International Preliminary Examination

Article 31

CHAPTER III

Common Provisions

Article 43

Seeking Certain Kinds of Protection

In respect of any designated or elected State whose law provides for the grant of inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, or utility certificates of addition, the applicant may indicate, as prescribed in the Regulations, that his international application is for the grant, as far as that State is concerned, of an inventor's certificate, a utility certificate, or a utility model, rather than a patent, or that it is for the grant of a patent or certificate of addition, an inventor's certificate of addition, or a utility certificate of addition, and the ensuing effect shall be governed by the applicant's choice. For the purposes of this Article and any Rule thereunder, Article 2(ii) shall not apply.

Article 44

Seeking Two Kinds of Protection

In respect of any designated or elected State whose law permits an application, while being for the grant of a patent or one of the other kinds of protection referred to in Article 43, to be also for the grant of another of the said kinds of protection, the applicant may indicate, as prescribed in the Regulations, the two kinds of protection he is seeking, and the ensuing effect shall be governed by the applicant's indications. For the purposes of this Article, Article 2(ii) shall not apply.

Article 45

Regional Patent Treaties

(1) Any treaty providing for the grant of regional patents ("regional patent treaty"), and giving to all persons who, according to Article 9, are entitled to file international applications the right to file applications for such patents, may provide that international applications designating or electing a State party to both the regional patent treaty and the present Treaty may be filed as applications for such patents.

(2) The national law of the said designated or elected State may provide that any designation or election of such State in the international application shall have the effect of an indication of the wish to obtain a regional patent under the regional patent treaty.

Article 46

Incorrect Translation of the International Application

If, because of an incorrect translation of the international application, the scope of any patent granted on that application exceeds the scope of the international application in its original language, the competent authorities of the Contracting State concerned may accordingly and retroactively limit the scope of the patent, and declare it null and void to the extent that its scope has exceeded the scope of the international application in its original language.

Article 47

Time Limits

(1) The details for computing time limits referred to in this Treaty are governed by the Regulations.

(2)(a) All time limits fixed in Chapters I and II of this Treaty may, outside any revision under Article 60, be modified by a decision of the Contracting States.

(b) Such decisions shall be made in the Assembly or through voting by correspondence and must be unanimous.

(c) The details of the procedure are governed by the Regulations.

Article 48

Delay in Meeting Certain Time Limits

(1) Where any time limit fixed in this Treaty or the Regulations is not met because of interruption in the mail service or unavoidable loss or delay in the mail, the time limit shall be deemed to be met in the cases and subject to the proof and other conditions prescribed in the Regulations.

(2)(a) Any Contracting State shall, as far as that State is concerned, excuse, for reasons admitted under its national law, any delay in meeting any time limit.

(b) Any Contracting State may, as far as that State is concerned, excuse, for reasons other than those referred to in subparagraph (a), any delay in meeting any time limit.

Article 49

Right to Practice before International Authorities

Any attorney, patent agent, or other person, having the right to practice before the national Office with which the international application was filed, shall be entitled to practice before the International Bureau and the competent International Searching Authority and competent International Preliminary Examining Authority in respect of that application.

CHAPTER IV

Technical Services

Article 50

Patent Information Services

(1) The International Bureau may furnish services by providing technical and any other pertinent information available to it on the basis of published documents, primarily patents and published applications (referred to in this Article as "the information services").

(2) The International Bureau may provide these information services either directly or through one or more International Searching Authorities or other national or international specialized institutions, with which the International Bureau may reach agreement.

(3) The information services shall be operated in a way particularly facilitating the acquisition by Contracting States which are developing countries of technical knowledge and technology, including available published know-how.

(4) The information services shall be available to Governments of Contracting States and their nationals and residents. The Assembly may decide to make these services available also to others.

(5)(a) Any service to Governments of Contracting States shall be furnished at cost, provided that, when the Government is that of a Contracting State which is a developing country, the service shall be furnished below cost if the difference can be covered from profit made on services furnished to others than Governments of Contracting States or from the sources referred to in Article 51(4).

(b) The cost referred to in subparagraph (a) is to be understood as cost over and above costs normally incident to the performance of the services of a national Office or the obligations of an International Searching Authority.

(6) The details concerning the implementation of the provisions of this Article shall be governed by decisions of the Assembly and, within the limits to be fixed by the Assembly, such working groups as the Assembly may set up for that purpose.

(7) The Assembly shall, when it considers it necessary, recommend methods of providing financing supplementary to those referred to in paragraph (5).

Article 51

Technical Assistance

(1) The Assembly shall establish a Committee for Technical Assistance (referred to in this Article as "the Committee").

(2)(a) The members of the Committee shall be elected among the Contracting States, with due regard to the representation of developing countries.

(b) The Director General shall, on his own initiative or at the request of the Committee, invite representatives of intergovernmental organizations concerned with technical assistance to developing countries to participate in the work of the Committee.

(3)(a) The task of the Committee shall be to organize and supervise technical assistance for Contracting States which are developing countries in developing their patent systems individually or on a regional basis.

(b) The technical assistance shall comprise, among other things, the training of specialists, the loaning of experts, and the supply of equipment both for demonstration and for operational purposes.

(4) The International Bureau shall seek to enter into agreements, on the one hand, with international financing organizations and intergovernmental organizations, particularly the United Nations, the agencies of the United Nations, and the Specialized Agencies connected with the United Nations concerned with technical assistance, and, on the other hand, with the Governments of the States receiving the technical assistance, for the financing of projects pursuant to this Article.

(5) The details concerning the implementation of the provisions of this Article shall be governed by decisions of the Assembly and, within the limits to be fixed by the Assembly, such working groups as the Assembly may set up for that purpose.

Article 52

Relations with Other Provisions of the Treaty

Nothing in this Chapter shall affect the financial provisions contained in any other Chapter of this Treaty. Such provisions are not applicable to the present Chapter or to its implementation.

CHAPTER V

Administrative Provisions

Article 53

Assembly

(1)(a) The Assembly shall, subject to Article 57(8), consist of the Contracting States.

(b) The Government of each Contracting State shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(2)(a) The Assembly shall:

(i) deal with all matters concerning the maintenance and development of the Union and the implementation of this Treaty;

(ii) perform such tasks as are specifically assigned to it under other provisions of this Treaty;

(iii) give directions to the International Bureau concerning the preparation for revision conferences;

(iv) review and approve the reports and activities of the Director General concerning the Union, and give him all necessary instructions concerning matters within the competence of the Union;

(v) review and approve the reports and activities of the Executive Committee established under paragraph (9), and give instructions to such Committee;

(vi) determine the program and adopt the triennial* budget of the Union, and approve its final accounts;

(vii) adopt the financial regulations of the Union;

(viii) establish such committees and working groups as it deems appropriate to achieve the objectives of the Union;

(ix) determine which States other than Contracting States and, subject to the provisions of paragraph (8), which intergovernmental and international non-governmental organizations shall be admitted to its meetings as observers;

* *Editor's Note:* Since 1980, the budget of the Union is biennial.

(x) take any other appropriate action designed to further the objectives of the Union and perform such other functions as are appropriate under this Treaty.

(b) With respect to matters which are of interest also to other Unions administered by the Organization, the Assembly shall make its decisions after having heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(3) A delegate may represent, and vote in the name of, one State only.

(4) Each Contracting State shall have one vote.

(5)(a) One-half of the Contracting States shall constitute a quorum.

(b) In the absence of the quorum, the Assembly may make decisions but, with the exception of decisions concerning its own procedure, all such decisions shall take effect only if the quorum and the required majority are attained through voting by correspondence as provided in the Regulations.

(6)(a) Subject to the provisions of Articles 47(2)(b), 58(2)(b), 58(3) and 61(2)(b), the decisions of the Assembly shall require two-thirds of the votes cast.

(b) Abstentions shall not be considered as votes.

(7) In connection with matters of exclusive interest to States bound by Chapter II, any reference to Contracting States in paragraphs (4), (5), and (6), shall be considered as applying only to States bound by Chapter II.

(8) Any intergovernmental organization appointed as International Searching or Preliminary Examining Authority shall be admitted as observer to the Assembly.

(9) When the number of Contracting States exceeds forty, the Assembly shall establish an Executive Committee. Any reference to the Executive Committee in this Treaty and the Regulations shall be construed as references to such Committee once it has been established.

(10) Until the Executive Committee has been established, the Assembly shall approve, within the limits of the program and triennial budget, the annual programs and budgets prepared by the Director General.*

(11)(a) The Assembly shall meet in every second calendar year in ordinary session upon convocation by the Director General and, in the absence of exceptional circumstances, during the same period and at the same place as the General Assembly of the Organization.

(b) The Assembly shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General, at the request of the Executive Committee, or at the request of one-fourth of the Contracting States.

(12) The Assembly shall adopt its own rules of procedure.

Article 54

Executive Committee

(1) When the Assembly has established an Executive Committee, that Committee shall be subject to the provisions set forth hereinafter.

(2)(a) The Executive Committee shall, subject to Article 57(8), consist of States elected by the Assembly from among States members of the Assembly.

(b) The Government of each State member of the Executive Committee shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(3) The number of States members of the Executive Committee shall correspond to one-fourth of the number of States members of the Assembly. In establishing the number of seats to be filled, remainders after division by four shall be disregarded.

(4) In electing the members of the Executive Committee, the Assembly shall have due regard to an equitable geographical distribution.

* *Editor's Note:* Since 1980, the program and budget of the Union are biennial.

(5)(a) Each member of the Executive Committee shall serve from the close of the session of the Assembly which elected it to the close of the next ordinary session of the Assembly.

(b) Members of the Executive Committee may be re-elected but only up to a maximum of two-thirds of such members.

(c) The Assembly shall establish the details of the rules governing the election and possible re-election of the members of the Executive Committee.

(6)(a) The Executive Committee shall:

(i) prepare the draft agenda of the Assembly;

(ii) submit proposals to the Assembly in respect of the draft program and biennial budget of the Union prepared by the Director General;

(iii) *[deleted]*

(iv) submit, with appropriate comments, to the Assembly the periodical reports of the Director General and the yearly audit reports on the accounts;

(v) take all necessary measures to ensure the execution of the program of the Union by the Director General, in accordance with the decisions of the Assembly and having regard to circumstances arising between two ordinary sessions of the Assembly;

(vi) perform such other functions as are allocated to it under this Treaty.

(b) With respect to matters which are of interest also to other Unions administered by the Organization, the Executive Committee shall make its decisions after having heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(7)(a) The Executive Committee shall meet once a year in ordinary session upon convocation by the Director General, preferably during the same period and at the same place as the Coordination Committee of the Organization.

(b) The Executive Committee shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General, either on his own initiative or at the request of its Chairman or one-fourth of its members.

(8)(a) Each State member of the Executive Committee shall have one vote.

(b) One-half of the members of the Executive Committee shall constitute a quorum.

(c) Decisions shall be made by a simple majority of the votes cast.

(d) Abstentions shall not be considered as votes.

(e) A delegate may represent, and vote in the name of, one State only.

(9) Contracting States not members of the Executive Committee shall be admitted to its meetings as observers, as well as any intergovernmental organization appointed as International Searching or Preliminary Examining Authority.

(10) The Executive Committee shall adopt its own rules of procedure.

Article 55
International Bureau

(1) Administrative tasks concerning the Union shall be performed by the International Bureau.

(2) The International Bureau shall provide the secretariat of the various organs of the Union.

(3) The Director General shall be the chief executive of the Union and shall represent the Union.

(4) The International Bureau shall publish a Gazette and other publications provided for by the Regulations or required by the Assembly.

(5) The Regulations shall specify the services that national Offices shall perform in order to assist the International Bureau and the International Searching and Preliminary Examining Authorities in carrying out their tasks under this Treaty.

(6) The Director General and any staff member designated by him shall participate, without the right to vote, in all meetings of the Assembly, the Executive Committee and any other committee or working group established under this Treaty or the Regulations. The Director General, or a staff member designated by him, shall be *ex officio* secretary of these bodies.

(7)(a) The International Bureau shall, in accordance with the directions of the Assembly and in cooperation with the Executive Committee, make the preparations for the revision conferences.

(b) The International Bureau may consult with intergovernmental and international non-governmental organizations concerning preparations for revision conferences.

(c) The Director General and persons designated by him shall take part, without the right to vote, in the discussions at revision conferences.

(8) The International Bureau shall carry out any other tasks assigned to it.

Article 56
Committee for Technical Cooperation

(1) The Assembly shall establish a Committee for Technical Cooperation (referred to in this Article as "the Committee").

(2)(a) The Assembly shall determine the composition of the Committee and appoint its members, with due regard to an equitable representation of developing countries.

(b) The International Searching and Preliminary Examining Authorities shall be *ex officio* members of the Committee. In the case where such an Authority is the national Office of a Contracting State, that State shall not be additionally represented on the Committee.

(c) If the number of Contracting States so allows, the total number of members of the Committee shall be more than double the number of *ex officio* members.

(d) The Director General shall, on his own initiative or at the request of the Committee, invite representatives of interested organizations to participate in discussions of interest to them.

(3) The aim of the Committee shall be to contribute, by advice and recommendations:

(i) to the constant improvement of the services provided for under this Treaty,

(ii) to the securing, so long as there are several International Searching Authorities and several International Preliminary Examining Authorities, of the maximum degree of uniformity in their documentation and working methods and the maximum degree of uniformly high quality in their reports, and

(iii) on the initiative of the Assembly or the Executive Committee, to the solution of the technical problems specifically involved in the establishment of a single International Searching Authority.

(4) Any Contracting State and any interested international organization may approach the Committee in writing on questions which fall within the competence of the Committee.

(5) The Committee may address its advice and recommendations to the Director General or, through him, to the Assembly, the Executive Committee, all or some of the International Searching and Preliminary Examining Authorities, and all or some of the receiving Offices.

(6)(a) In any case, the Director General shall transmit to the Executive Committee the texts of all the advice and recommendations of the Committee. He may comment on such texts.

(b) The Executive Committee may express its views on any advice, recommendation, or other activity of the Committee, and may invite the Committee to study and report on questions falling within its competence. The Executive Committee may submit to the Assembly, with appropriate comments, the advice, recommendations and report of the Committee.

(7) Until the Executive Committee has been established, references in paragraph (6) to the Executive Committee shall be construed as references to the Assembly.

(8) The details of the procedure of the Committee shall be governed by the decisions of the Assembly.

Article 57
Finances

(1)(a) The Union shall have a budget.

(b) The budget of the Union shall include the income and expenses proper to the Union and its contribution to the budget of expenses common to the Unions administered by the Organization.

(c) Expenses not attributable exclusively to the Union but also to one or more other Unions administered by the Organization shall be considered as expenses common to the Unions. The share of the Union in such common expenses shall be in proportion to the interest the Union has in them.

(2) The budget of the Union shall be established with due regard to the requirements of coordination with the budgets of the other Unions administered by the Organization.

(3) Subject to the provisions of paragraph (5), the budget of the Union shall be financed from the following sources:

(i) fees and charges due for services rendered by the International Bureau in relation to the Union;

(ii) sale of, or royalties on, the publications of the International Bureau concerning the Union;

(iii) gifts, bequests, and subventions;

(iv) rents, interests, and other miscellaneous income.

(4) The amounts of fees and charges due to the International Bureau and the prices of its publications shall be so fixed that they should, under normal circumstances, be sufficient to cover all the expenses of the International Bureau connected with the administration of this Treaty.

(5)(a) Should any financial year close with a deficit, the Contracting States shall, subject to the provisions of subparagraphs (b) and (c), pay contributions to cover such deficit.

(b) The amount of the contribution of each Contracting State shall be decided by the Assembly with due regard to the number of international applications which has emanated from each of them in the relevant year.

(c) If other means of provisionally covering any deficit or any part thereof are secured, the Assembly may decide that such deficit be carried forward and that the Contracting States should not be asked to pay contributions.

(d) If the financial situation of the Union so permits, the Assembly may decide that any contributions paid under subparagraph (a) be reimbursed to the Contracting States which have paid them.

(e) A Contracting State which has not paid, within two years of the due date as established by the Assembly, its contribution under subparagraph (b) may not exercise its right to vote in any of the organs of the Union. However, any organ of the Union may allow such a State to continue to exercise its right to vote in that organ so long as it is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

(6) If the budget is not adopted before the beginning of a new financial period, it shall be at the same level as the budget of the previous year, as provided in the financial regulations.

(7)(a) The Union shall have a working capital fund which shall be constituted by a single payment made by each Contracting State. If the fund becomes insufficient, the Assembly shall arrange to increase it. If part of the fund is no longer needed, it shall be reimbursed.

(b) The amount of the initial payment of each Contracting State to the said fund or of its participation in the increase thereof shall be decided by the Assembly on the basis of principles similar to those provided for under paragraph (5)(b).

(c) The terms of payment shall be fixed by the Assembly on the proposal of the Director General and after it has heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(d) Any reimbursement shall be proportionate to the amounts paid by each Contracting State, taking into account the dates at which they were paid.

(8)(a) In the headquarters agreement concluded with the State on the territory of which the Organization has its headquarters, it shall be provided that, whenever the working capital fund is insufficient, such State shall grant advances. The amount of these advances and the conditions on which they are granted shall be the subject of separate agreements, in each case, between such State and the Organization. As long as it remains under the obligation to grant advances, such State shall have an *ex officio* seat in the Assembly and on the Executive Committee.

(b) The State referred to in subparagraph (a) and the Organization shall each have the right to denounce the obligation to grant advances, by written notification. Denunciation shall take effect three years after the end of the year in which it has been notified.

(9) The auditing of the accounts shall be effected by one or more of the Contracting States or by external auditors, as provided in the financial regulations. They shall be designated, with their agreement, by the Assembly.

Article 58
Regulations

(1) The Regulations annexed to this Treaty provide Rules:

(i) concerning matters in respect of which this Treaty expressly refers to the Regulations or expressly provides that they are or shall be prescribed,

(ii) concerning any administrative requirements, matters, or procedures,

(iii) concerning any details useful in the implementation of the provisions of this Treaty.

(2)(a) The Assembly may amend the Regulations.

(b) Subject to the provisions of paragraph (3), amendments shall require three-fourths of the votes cast.

(3)(a) The Regulations specify the Rules which may be amended

(i) only by unanimous consent, or

(ii) only if none of the Contracting States whose national Office acts as an International Searching or Preliminary Examining Authority dissents, and, where such Authority is an intergovernmental organization, if the Contracting State member of that organization authorized for that purpose by the other member States within the competent body of such organization does not dissent.

(b) Exclusion, for the future, of any such Rules from the applicable requirement shall require the fulfillment of the conditions referred to in subparagraph (a)(i) or (a)(ii), respectively.

(c) Inclusion, for the future, of any Rule in one or the other of the requirements referred to in subparagraph (a) shall require unanimous consent.

(4) The Regulations provide for the establishment, under the control of the Assembly, of Administrative Instructions by the Director General.

(5) In the case of conflict between the provisions of the Treaty and those of the Regulations, the provisions of the Treaty shall prevail.

CHAPTER VI

Disputes

Article 59
Disputes

Subject to Article 64(5), any dispute between two or more Contracting States concerning the interpretation or application of this Treaty or the Regulations, not settled by negotiation, may, by any one of the States concerned, be brought before the International Court of Justice by application in conformity with the Statute of the Court, unless the States concerned agree on some other method of settlement. The Contracting State bringing the dispute before the Court shall inform the International Bureau; the International Bureau shall bring the matter to the attention of the other Contracting States.

CHAPTER VII

Revision and Amendment

Article 60

Revision of the Treaty

(1) This Treaty may be revised from time to time by a special conference of the Contracting States.

(2) The convocation of any revision conference shall be decided by the Assembly.

(3) Any intergovernmental organization appointed as International Searching or Preliminary Examining Authority shall be admitted as observer to any revision conference.

(4) Articles 53(5), (9) and (11), 54, 55(4) to (8), 56, and 57, may be amended either by a revision conference or according to the provisions of Article 61.

Article 61

Amendment of Certain Provisions of the Treaty

(1)(a) Proposals for the amendment of Articles 53(5), (9) and (11), 54, 55(4) to (8), 56, and 57, may be initiated by any State member of the Assembly, by the Executive Committee, or by the Director General.

(b) Such proposals shall be communicated by the Director General to the Contracting States at least six months in advance of their consideration by the Assembly.

(2)(a) Amendments to the Articles referred to in paragraph (1) shall be adopted by the Assembly.

(b) Adoption shall require three-fourths of the votes cast.

(3)(a) Any amendment to the Articles referred to in paragraph (1) shall enter into force one month after written notifications of acceptance, effected in accordance with their respective constitutional processes, have been received by the Director General from three-fourths of the States members of the Assembly at the time it adopted the amendment.

(b) Any amendment to the said Articles thus accepted shall bind all the States which are members of the Assembly at the time the amendment enters into force, provided that any amendment increasing the financial obligations of the Contracting States shall bind only those States which have notified their acceptance of such amendment.

(c) Any amendment accepted in accordance with the provisions of subparagraph (a) shall bind all States which become members of the Assembly after the date on which the amendment entered into force in accordance with the provisions of subparagraph (a).

CHAPTER VIII

Final Provisions

Article 62

Becoming Party to the Treaty

(1) Any State member of the International Union for the Protection of Industrial Property may become party to this Treaty by:

(i) signature followed by the deposit of an instrument of ratification, or

(ii) deposit of an instrument of accession.

(2) Instruments of ratification or accession shall be deposited with the Director General.

(3) The provisions of Article 24 of the Stockholm Act of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property shall apply to this Treaty.

(4) Paragraph (3) shall in no way be understood as implying the recognition or tacit acceptance by a Contracting State of the factual situation concerning a territory to which this Treaty is made applicable by another Contracting State by virtue of the said paragraph.

Article 63

Entry into Force of the Treaty

(1)(a) Subject to the provisions of paragraph (3), this Treaty shall enter into force three months after eight States have deposited their instruments of ratification or accession, provided that at least four of those States each fulfill any of the following conditions:

(i) the number of applications filed in the State has exceeded 40,000 according to the most recent annual statistics published by the International Bureau,

(ii) the nationals or residents of the State have filed at least 1,000 applications in one foreign country according to the most recent annual statistics published by the International Bureau,

(iii) the national Office of the State has received at least 10,000 applications from nationals or residents of foreign countries according to the most recent annual statistics published by the International Bureau.

(b) For the purposes of this paragraph, the term "applications" does not include applications for utility models.

(2) Subject to the provisions of paragraph (3), any State which does not become party to this Treaty upon entry into force under paragraph (1) shall become bound by this Treaty three months after the date on which such State has deposited its instrument of ratification or accession.

(3) The provisions of Chapter II and the corresponding provisions of the Regulations annexed to this Treaty shall become applicable, however, only on the date on which three States each of which fulfill at least one of the three requirements specified in paragraph (1) have become party to this Treaty without declaring, as provided in Article 64(1), that they do not intend to be bound by the provisions of Chapter II. That date shall not, however, be prior to that of the initial entry into force under paragraph (1).

Article 64

Reservations

(1)(a) Any State may declare that it shall not be bound by the provisions of Chapter II.

(b) States making a declaration under subparagraph (a) shall not be bound by the provisions of Chapter II and the corresponding provisions of the Regulations.

(2)(a) Any State not having made a declaration under paragraph (1)(a) may declare that:

(i) it shall not be bound by the provisions of Article 39(1) with respect to the furnishing of a copy of the international application and a translation thereof (as prescribed),

(ii) the obligation to delay national processing, as provided for under Article 40, shall not prevent publication, by or through its national Office, of the international application or a translation thereof, it being understood, however, that it is not exempted from the limitations provided for in Articles 30 and 38.

(b) States making such a declaration shall be bound accordingly.

(3)(a) Any State may declare that, as far as it is concerned, international publication of international applications is not required.

(b) Where, at the expiration of 18 months from the priority date, the international application contains the designation only of such States as have made declarations under subparagraph (a), the international application shall not be published by virtue of Article 21(2).

(c) Where the provisions of subparagraph (b) apply, the international application shall nevertheless be published by the International Bureau:

(i) at the request of the applicant, as provided in the Regulations,

(ii) when a national application or a patent based on the international application is published by or on behalf of the national Office of any designated State having made a declaration under subparagraph (a), promptly after such publication but not before the expiration of 18 months from the priority date.

(4)(a) Any State whose national law provides for prior art effect of its patents as from a date before publication, but does not equate for prior art purposes the priority date claimed under the Paris Convention for the Protection of Industrial Property to the actual filing date in that State, may declare that the filing outside that State of an inter-

national application designating that State is not equated to an actual filing in that State for prior art purposes.

(b) Any State making a declaration under subparagraph (a) shall to that extent not be bound by the provisions of Article 11(3).

(c) Any State making a declaration under subparagraph (a) shall, at the same time, state in writing the date from which, and the conditions under which, the prior art effect of any international application designating that State becomes effective in that State. This statement may be modified at any time by notification addressed to the Director General.

(5) Each State may declare that it does not consider itself bound by Article 59. With regard to any dispute between any Contracting State having made such a declaration and any other Contracting State, the provisions of Article 59 shall not apply.

(6)(a) Any declaration made under this Article shall be made in writing. It may be made at the time of signing this Treaty, at the time of depositing the instrument of ratification or accession, or, except in the case referred to in paragraph (5), at any later time by notification addressed to the Director General. In the case of the said notification. the declaration shall take effect six months after the day on which the Director General has received the notification, and shall not affect international applications filed prior to the expiration of the said six-month period.

(b) Any declaration made under this Article may be withdrawn at any time by notification addressed to the Director General. Such withdrawal shall take effect three months after the day on which the Director General has received the notification and, in the case of the withdrawal of a declaration made under paragraph (3), shall not affect international applications filed prior to the expiration of the said three-month period.

(7) No reservations to this Treaty other than the reservations under paragraphs (1) to (5) are permitted.

Article 65
Gradual Application

(1) If the agreement with any International Searching or Preliminary Examining Authority provides, transitionally, for limits on the number or kind of international applications that such Authority undertakes to process, the Assembly shall adopt the measures necessary for the gradual application of this Treaty and the Regulations in respect of given categories of international applications. This provision shall also apply to requests for an international-type search under Article 15(5).

(2) The Assembly shall fix the dates from which, subject to the provision of paragraph (1), international applications may be filed and demands for international preliminary examination may be submitted. Such dates shall not be later than six months after this Treaty has entered into force according to the provisions of Article 63(1), or after Chapter II has become applicable under Article 63(3), respectively.

Article 66
Denunciation

(1) Any Contracting State may denounce this Treaty by notification addressed to the Director General.

(2) Denunciation shall take effect six months after receipt of the said notification by the Director General. It shall not affect the effects of the international application in the denouncing State if the international application was filed, and, where the denouncing State has been elected, the election was made, prior to the expiration of the said six-month period.

Article 67
Signature and Languages

(1)(a) This Treaty shall be signed in a single original in the English and French languages, both texts being equally authentic.

(b) Official texts shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments, in the German, Japanese, Portuguese, Russian and Spanish languages, and such other languages as the Assembly may designate.

(2) This Treaty shall remain open for signature at Washington until December 31, 1970.

Article 68
Depositary Functions

(1) The original of this Treaty, when no longer open for signature, shall be deposited with the Director General.

(2) The Director General shall transmit two copies, certified by him, of this Treaty and the Regulations annexed hereto to the Governments of all States party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property and, on request, to the Government of any other State.

(3) The Director General shall register this Treaty with the Secretariat of the United Nations.

(4) The Director General shall transmit two copies, certified by him, of any amendment to this Treaty and the Regulations to the Governments of all Contracting States and, on request, to the Government of any other State.

Article 69
Notifications

The Director General shall notify the Governments of all States party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property of:

(i) signatures under Article 62,

(ii) deposits of instruments of ratification or accession under Article 62,

(iii) the date of entry into force of this Treaty and the date from which Chapter II is applicable in accordance with Article 63(3),

(iv) any declarations made under Article 64(1) to (5),

(v) withdrawals of any declarations made under Article 64(6)(b),

(vi) denunciations received under Article 66, and

(vii) any declarations made under Article 31(4).

Regulations under the Patent Cooperation Treaty

(as in force on January 1, 1986)

PART A
Introductory Rules

Rule 1
Abbreviated Expressions

1.1 *Meaning of Abbreviated Expressions*

(a) In these Regulations, the word "Treaty" means the Patent Cooperation Treaty.

(b) In these Regulations, the words "Chapter" and "Article" refer to the specified Chapter or Article of the Treaty.

Rule 2
Interpretation of Certain Words

2.1 *"Applicant"*

Whenever the word "applicant" is used, it shall be construed as meaning also the agent or other representative of the applicant, except where the contrary clearly follows from the wording or the nature of the provision, or the context in which the word is used, such as, in particular, where the provision refers to the residence or nationality of the applicant.

2.2 *"Agent"*

Whenever the word "agent" is used, it shall be construed as meaning any person who has the right to practice before international authorities as defined in Article 49 and, unless the contrary clearly follows from the wording or the nature of the provision, or the context in which the word is used, also the common representative referred to in Rule 4.8.

2.3 *"Signature"*

Whenever the word "signature" is used, it shall be understood that, if the national law applied by the receiving Office or the competent International Searching or Preliminary Examining Authority requires the use of a seal instead of a signature, the word, for the purposes of that Office or Authority, shall mean seal.

PART B

Rules Concerning Chapter I of the Treaty

Rule 3

The Request (Form)

3.1 *Printed Form*

The request shall be made on a printed form.

3.2 *Availability of Forms*

Copies of the printed form shall be furnished free of charge to the applicants by the receiving Office, or, if the receiving Office so desires, by the International Bureau.

3.3 *Check List*

(a) The printed form shall contain a list which, when filled in, will show:

(i) the total number of sheets constituting the international application and the number of the sheets of each element of the international application (request, description, claims, drawings, abstract);

(ii) whether or not the international application as filed is accompanied by a power of attorney (i.e., a document appointing an agent or a common representative), a copy of a general power of attorney, a priority document, a document relating to the payment of fees, and any other document (to be specified in the check list);

(iii) the number of that figure of the drawings which the applicant suggests should accompany the abstract when the abstract is published on the front page of the pamphlet and in the Gazette; in exceptional cases, the applicant may suggest more than one figure.

(b) The list shall be filled in by the applicant, failing which the receiving Office shall fill it in and make the necessary annotations, except that the number referred to in paragraph (a)(iii) shall not be filled in by the receiving Office.

3.4 *Particulars*

Subject to Rule 3.3, particulars of the printed form shall be prescribed by the Administrative Instructions.

Rule 4

The Request (Contents)

4.1 *Mandatory and Optional Contents; Signature*

(a) The request shall contain:

(i) a petition,

(ii) the title of the invention,

(iii) indications concerning the applicant and the agent, if there is an agent,

(iv) the designation of States,

(v) indications concerning the inventor where the national law of at least one of the designated States requires that the name of the inventor be furnished at the time of filing a national application.

(b) The request shall, where applicable, contain:

(i) a priority claim,

(ii) a reference to any earlier international, international-type or other search,

(iii) choices of certain kinds of protection,

(iv) an indication that the applicant wishes to obtain a regional patent and the names of the designated States for which he wishes to obtain such a patent,

(v) a reference to a parent application or parent patent.

(c) The request may contain:

(i) indications concerning the inventor where the national law of none of the designated States requires that the name of the inventor be furnished at the time of filing a national application,

(ii) a request to the receiving Office to transmit the priority document to the International Bureau where the application whose priority is claimed was filed with the national Office or intergovernmental authority which is the receiving Office.

(d) The request shall be signed.

4.2 *The Petition*

The petition shall be to the following effect and shall preferably be worded as follows: "The undersigned requests that the present international application be processed according to the Patent Cooperation Treaty."

4.3 *Title of the Invention*

The title of the invention shall be short (preferably from two to seven words when in English or translated into English) and precise.

4.4 *Names and Addresses*

(a) Names of natural persons shall be indicated by the person's family name and given name(s), the family name being indicated before the given name(s).

(b) Names of legal entities shall be indicated by their full, official designations.

(c) Addresses shall be indicated in such a way as to satisfy the customary requirements for prompt postal delivery at the indicated address and, in any case, shall consist of all the relevant administrative units up to, and including, the house number, if any. Where the national law of the designated State does not require the indication of the house number, failure to indicate such number shall have no effect in that State. It is recommended to indicate any telegraphic and teleprinter address and telephone number of the agent or common representative or, in the absence of the designation of an agent or common representative in the request, of the applicant first named in the request.

(d) For each applicant, inventor, or agent, only one address may be indicated, except that, if no agent has been appointed to represent the applicant, or all of them if more than one, the applicant or, if there is more than one applicant, the common representative, may indicate, in addition to any other address given in the request, an address to which notifications shall be sent.

4.5 *The Applicant*

(a) The request shall indicate the name, address, nationality and residence of the applicant or, if there are several applicants, of each of them.

(b) The applicant's nationality shall be indicated by the name of the State of which he is a national.

(c) The applicant's residence shall be indicated by the name of the State of which he is a resident.

4.6 *The Inventor*

(a) Where Rule 4.1(a)(v) applies, the request shall indicate the name and address of the inventor or, if there are several inventors, of each of them.

(b) If the applicant is the inventor, the request, in lieu of the indication under paragraph (a), shall contain a statement to that effect.

(c) The request may, for different designated States, indicate different persons as inventors where, in this respect, the requirements of the national laws of the designated States are not the same. In such a case, the request shall contain a separate statement for each designated State or group of States in which a particular person, or the same person, is to be considered the inventor, or in which particular persons, or the same persons, are to be considered the inventors.

4.7 *The Agent*

If agents are designated, the request shall so indicate, and shall state their names and addresses.

4.8 *Representation of Several Applicants Not Having a Common Agent*

(a) If there is more than one applicant and the request does not refer to an agent representing all the applicants ("a common agent"), the request shall designate one of the applicants who is entitled to file an international application according to Article 9 as their common representative.

(b) If there is more than one applicant and the request does not refer to an agent representing all the applicants and it does not comply with the requirement of designating one of the applicants as provided in paragraph (a), the common representative shall be the applicant first named in the request who is entitled to file an international application with the receiving Office with which the international application was filed (Rule 19.1(a)).

4.9 *Designation of States*

Contracting States shall be designated in the request by their names.

4.10 *Priority Claim*

(a) The declaration referred to in Article 8(1) shall be made in the request; it shall consist of a statement to the effect that the priority of an earlier application is claimed and shall indicate:

(i) when the earlier application is not a regional or an international application, the country in which it was filed; when the earlier application is a regional or an international application, the country or countries for which it was filed,

(ii) the date on which it was filed,

(iii) the number under which it was filed, and

(iv) when the earlier application is a regional or an international application, the national Office or intergovernmental organization with which it was filed.

(b) If the request does not indicate both

(i) when the earlier application is not a regional or an international application, the country in which it was filed; when the earlier application is a regional or an international application, at least one country for which it was filed, and

(ii) the date on which it was filed,

the priority claim shall, for the purposes of the procedure under the Treaty, be considered not to have been made except where, resulting from an obvious error, the indication of the said country or the said date is missing or is erroneous; whenever the identity or correct identity of the said country, or the said date or the correct date, may be established on the basis of the copy of the earlier application which reaches the receiving Office before it transmits the record copy to the International Bureau, the error shall be considered as an obvious error.

(c) If the application number of the earlier application is not indicated in the request but is furnished by the applicant to the International Bureau or to the receiving Office prior to the expiration of the 16th month from the priority date, it shall be considered by all designated States to have been furnished in time.

(d) If the filing date of the earlier application as indicated in the request does not fall within the period of one year preceding the international filing date, the receiving Office, or, if the receiving Office has failed to do so, the International Bureau, shall invite the applicant to ask either for the cancellation of the declaration made under Article 8(1) or, if the date of the earlier application was indicated erroneously, for the correction of the date so indicated. If the applicant fails to act accordingly within one month from the date of the invitation, the declaration made under Article 8(1) shall be cancelled *ex officio*.

(e) Where the priorities of several earlier applications are claimed, the provisions of paragraphs (a) to (d) shall apply to each of them.

4.11 *Reference to Earlier Search*

If an international or international-type search has been requested on an application under Article 15(5) or if the applicant wishes the International Searching Authority to base the international search report wholly or in part on the results of a search, other than an international or international-type search, made by the national Office or intergovernmental organization which is the International Searching Authority competent for the international application, the request shall contain a reference to that fact. Such reference shall either identify the application (or its translation, as the case may be) in respect of which the earlier search was made by indicating country, date and number, or the said search by indicating, where applicable, date and number of the request for such search.

4.12 *Choice of Certain Kinds of Protection*

(a) If the applicant wishes his international application to be treated, in any designated State, as an application not for a patent but for the grant of any of the other kinds of protection specified in Article 43, he shall so indicate in the request. For the purposes of this paragraph, Article 2(ii) shall not apply.

(b) In the case provided for in Article 44, the applicant shall indicate the two kinds of protection sought, or, if one of two kinds of protection is primarily sought, he shall indicate which kind is sought primarily and which kind is sought subsidiarily.

4.13 *Identification of Parent Application or Parent Grant*

If the applicant wishes his international application to be treated, in any designated State, as an application for a patent or certificate of addition, inventor's certificate of addition, or utility certificate of addition, he shall identify the parent application or the parent patent, parent inventor's certificate, or parent utility certificate to which the patent or certificate of addition, inventor's certificate of addition, or utility certificate of addition, if granted, relates. For the purposes of this paragraph Article 2(ii) shall not apply.

4.14 *Continuation or Continuation-in-Part*

If the applicant wishes his international application to be treated, in any designated State, as an application for a continuation or a continuation-in-part of an earlier application, he shall so indicate in the request and shall identify the parent application involved.

4.15 *Signature*

The request shall be signed by the applicant.

4.16 *Transliteration or Translation of Certain Words*

(a) Where any name or address is written in characters other than those of the Latin alphabet, the same shall also be indicated in characters of the Latin alphabet either as a mere transliteration or through translation into English. The applicant shall decide which words will be merely transliterated and which words will be so translated.

(b) The name of any country written in characters other than those of the Latin alphabet shall also be indicated in English.

4.17 *Additional Matter*

(a) The request shall contain no matter other than that specified in Rules 4.1 to 4.16, provided that the Administrative Instructions may permit, but cannot make mandatory, the inclusion in the request of any additional matter specified in the Administrative Instructions.

(b) If the request contains matter other than that specified in Rules 4.1 to 4.16 or permitted under paragraph (a) by the Administrative Instructions, the receiving Office shall *ex officio* delete the additional matter.

Rule 5

The Description

5.1 *Manner of the Description*

(a) The description shall first state the title of the invention as appearing in the request and shall:

(i) specify the technical field to which the invention relates;

(ii) indicate the background art which, as far as known to the applicant, can be regarded as useful for the understanding, searching and examination of the invention, and, preferably, cite the documents reflecting such art;

(iii) disclose the invention, as claimed, in such terms that the technical problem (even if not expressly stated as such) and its solution can be understood, and state the advantageous effects, if any, of the invention with reference to the background art;

(iv) briefly describe the figures in the drawings, if any;

(v) set forth at least the best mode contemplated by the applicant for carrying out the invention claimed; this shall be done in terms of examples, where appropriate, and with reference to the drawings, if any; where the national law of the designated State does not require the description of the best mode but is satisfied with the description of any mode (whether it is the best contemplated or not), failure to describe the best mode contemplated shall have no effect in that State;

(vi) indicate explicitly, when it is not obvious from the description or nature of the invention, the way in which the invention is capable of exploitation in industry and the way in which it can be made and used, or, if it can only be used, the way in which it can be used; the term "industry" is to be understood in its broadest sense as in the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

(b) The manner and order specified in paragraph (a) shall be followed except when, because of the nature of the invention, a different manner or a different order would result in a better understanding and a more economic presentation.

(c) Subject to the provisions of paragraph (b), each of the parts referred to in paragraph (a) shall preferably be preceded by an appropriate heading as suggested in the Administrative Instructions.

Rule 6

The Claims

6.1 *Number and Numbering of Claims*

(a) The number of the claims shall be reasonable in consideration of the nature of the invention claimed.

(b) If there are several claims, they shall be numbered consecutively in Arabic numerals.

(c) The method of numbering in the case of the amendment of claims shall be governed by the Administrative Instructions.

6.2 *References to Other Parts of the International Application*

(a) Claims shall not, except where absolutely necessary, rely, in respect of the technical features of the invention, on references to the description or drawings. In particular, they shall not rely on such references as: "as described in part ... of the description," or "as illustrated in figure ... of the drawings."

(b) Where the international application contains drawings, the technical features mentioned in the claims shall preferably be followed by the reference signs relating to such features. When used, the reference signs shall preferably be placed between parentheses. If inclusion of reference signs does not particularly facilitate quicker understanding of a claim, it should not be made. Reference signs may be removed by a designated Office for the purposes of publication by such Office.

6.3 *Manner of Claiming*

(a) The definition of the matter for which protection is sought shall be in terms of the technical features of the invention.

(b) Whenever appropriate, claims shall contain:

(i) a statement indicating those technical features of the invention which are necessary for the definition of the claimed subject matter but which, in combination, are part of the prior art,

(ii) a characterizing portion – preceded by the words "characterized in that," "characterized by," "wherein the improvement comprises," or any other words to the same effect – stating concisely the technical features which, in combination with the features stated under (i), it is desired to protect.

(c) Where the national law of the designated State does not require the manner of claiming provided for in paragraph (b), failure to use that manner of claiming shall have no effect in that State provided the manner of claiming actually used satisfies the national law of that State.

6.4 *Dependent Claims*

(a) Any claim which includes all the features of one or more other claims (claim in dependent form, hereinafter referred to as "dependent claim") shall do so by a reference, if possible at the beginning, to the other claim or claims and shall then state the additional features claimed. Any dependent claim which refers to more than one other claim ("multiple dependent claim") shall refer to such claims in the alternative only. Multiple dependent claims shall not serve as a basis for any other multiple dependent claim. Where the national law of the national Office acting as International Searching Authority does not allow multiple dependent claims to be drafted in a manner different from that provided for in the preceding two sentences, failure to use that manner of claiming may result in an indication under Article 17(2)(b) in the international search report. Failure to use the said manner of claiming shall have no effect in a designated State if the manner of claiming actually used satisfies the national law of that State.

(b) Any dependent claim shall be construed as including all the limitations contained in the claim to which it refers or, if the dependent claim is a multiple dependent claim, all the limitations contained in the particular claim in relation to which it is considered.

(c) All dependent claims referring back to a single previous claim, and all dependent claims referring back to several previous claims, shall be grouped together to the extent and in the most practical way possible.

6.5 *Utility Models*

Any designated State in which the grant of a utility model is sought on the basis of an international application may, instead of Rules 6.1 to 6.4, apply in respect of the matters regulated in those Rules the provisions of its national law concerning utility models once the processing of the international application has started in

that State, provided that the applicant shall be allowed at least two months from the expiration of the time limit applicable under Article 22 to adapt his application to the requirements of the said provisions of the national law.

Rule 7

The Drawings

7.1 *Flow Sheets and Diagrams*

Flow sheets and diagrams are considered drawings.

7.2 *Time Limit*

The time limit referred to in Article 7(2)(ii) shall be reasonable under the circumstances of the case and shall, in no case, be shorter than two months from the date of the written invitation requiring the filing of drawings or additional drawings under the said provision.

Rule 8

The Abstract

8.1 *Contents and Form of the Abstract*

(a) The abstract shall consist of the following:

(i) a summary of the disclosure as contained in the description, the claims, and any drawings; the summary shall indicate the technical field to which the invention pertains and shall be drafted in a way which allows the clear understanding of the technical problem, the gist of the solution of that problem through the invention, and the principal use or uses of the invention;

(ii) where applicable, the chemical formula which, among all the formulae contained in the international application, best characterizes the invention.

(b) The abstract shall be as concise as the disclosure permits (preferably 50 to 150 words if it is in English or when translated into English).

(c) The abstract shall not contain statements on the alleged merits or value of the claimed invention or on its speculative application.

(d) Each main technical feature mentioned in the abstract and illustrated by a drawing in the international application shall be followed by a reference sign, placed between parentheses.

8.2 *Figure*

(a) If the applicant fails to make the indication referred to in Rule 3.3(a)(iii), or if the International Searching Authority finds that a figure or figures other than that figure or those figures suggested by the applicant would, among all the figures of all the drawings, better characterize the invention, it shall, subject to paragraph (b), indicate the figure or figures which should accompany the abstract when the latter is published by the International Bureau. In such case, the abstract shall be accompanied by the figure or figures so indicated by the International Searching Authority. Otherwise, the abstract shall, subject to paragraph (b), be accompanied by the figure or figures suggested by the applicant.

(b) If the International Searching Authority finds that none of the figures of the drawings is useful for the understanding of the abstract, it shall notify the International Bureau accordingly. In such case, the abstract, when published by the International Bureau, shall not be accompanied by any figure of the drawings even where the applicant has made a suggestion under Rule 3.3(a)(iii).

8.3 *Guiding Principles in Drafting*

The abstract shall be so drafted that it can efficiently serve as a scanning tool for purposes of searching in the particular art, especially by assisting the scientist, engineer or researcher in formulating an opinion on whether there is a need for consulting the international application itself.

Rule 9

Expressions, Etc., Not to Be Used

9.1 *Definition*

The international application shall not contain:

(i) expressions or drawings contrary to morality;

(ii) expressions or drawings contrary to public order;

(iii) statements disparaging the products or processes of any particular person other than the applicant, or the merits or validity of applications or patents of any such person (mere comparisons with the prior art shall not be considered disparaging *per se*);

(iv) any statement or other matter obviously irrelevant or unnecessary under the circumstances.

9.2 *Noting of Lack of Compliance*

The receiving Office and the International Searching Authority may note lack of compliance with the prescriptions of Rule 9.1 and may suggest to the applicant that he voluntarily correct his international application accordingly. If the lack of compliance was noted by the receiving Office, that Office shall inform the competent International Searching Authority and the International Bureau; if the lack of compliance was noted by the International Searching Authority, that Authority shall inform the receiving Office and the International Bureau.

9.3 *Reference to Article 21(6)*

"Disparaging statements," referred to in Article 21(6), shall have the meaning as defined in Rule 9.1(iii).

Rule 10

Terminology and Signs

10.1 *Terminology and Signs*

(a) Units of weights and measures shall be expressed in terms of the metric system, or also expressed in such terms if first expressed in terms of a different system.

(b) Temperatures shall be expressed in degrees Celsius, or also expressed in degrees Celsius, if first expressed in a different manner.

(c) *[Deleted]*

(d) For indications of heat, energy, light, sound, and magnetism, as well as for mathematical formulae and electrical units, the rules of international practice shall be observed; for chemical formulae, the symbols, atomic weights, and molecular formulae, in general use, shall be employed.

(e) In general, only such technical terms, signs and symbols should be used as are generally accepted in the art.

(f) When the international application or its translation is in English or Japanese, the beginning of any decimal fraction shall be marked by a period, whereas, when the international application or its translation is in a language other than English or Japanese, it shall be marked by a comma.

10.2 *Consistency*

The terminology and the signs shall be consistent throughout the international application.

Rule 11

Physical Requirements of the International Application

11.1 *Number of Copies*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the international application and each of the documents referred to in the check list (Rule 3.3(a)(ii)) shall be filed in one copy.

(b) Any receiving Office may require that the international application and any of the documents referred to in the check list (Rule 3.3(a)(ii)), except the receipt for the fees paid or the check for the payment of the fees, be filed in two or three copies. In that case, the receiving Office shall be responsible for verifying the identity of the second and the third copies with the record copy.

11.2 *Fitness for Reproduction*

(a) All elements of the international application (i.e., the request, the description, the claims, the drawings, and the abstract) shall be so presented as to admit of direct reproduction by photography, electrostatic processes, photo offset, and microfilming, in any number of copies.

(b) All sheets shall be free from creases and cracks; they shall not be folded.

(c) Only one side of each sheet shall be used.

(d) Subject to Rule 11.10(d) and Rule 11.13(j), each sheet shall be used in an upright position (i.e., the short sides at the top and bottom).

11.3 *Material to Be Used*

All elements of the international application shall be on paper which shall be flexible, strong, white, smooth, non-shiny, and durable.

11.4 *Separate Sheets, Etc.*

(a) Each element (request, description, claims, drawings, abstract) of the international application shall commence on a new sheet.

(b) All sheets of the international application shall be so connected that they can be easily turned when consulted, and easily separated and joined again if they have been separated for reproduction purposes.

11.5 *Size of Sheets*

The size of the sheets shall be A4 (29.7 cm × 21 cm). However, any receiving Office may accept international applications on sheets of other sizes provided that the record copy, as transmitted to the International Bureau, and, if the competent International Searching Authority so desires, the search copy, shall be of A4 size.

11.6 *Margins*

(a) The minimum margins of the sheets containing the request, the description, the claims, and the abstract, shall be as follows:

- top: 2cm
- left side: 2.5 cm
- right side: 2 cm
- bottom: 2 cm

(b) The recommended maximum, for the margins provided for in paragraph (a), is as follows:

- top: 4cm
- left side: 4 cm
- right side: 3 cm
- bottom: 3 cm

(c) On sheets containing drawings, the surface usable shall not exceed 26.2 cm × 17.0 cm. The sheets shall not contain frames around the usable or used surface. The minimum margins shall be as follows:

- top: 2.5 cm
- left side: 2.5 cm
- right side: 1.5 cm
- bottom: 1.0 cm

(d) The margins referred to in paragraphs (a) to (c) apply to A4-size sheets, so that, even if the receiving Office accepts other sizes, the A4-size record copy and, when so required, the A4-size search copy shall leave the aforesaid margins.

(e) The margins of the international application, when submitted, must be completely blank.

11.7 *Numbering of Sheets*

(a) All the sheets contained in the international application shall be numbered in consecutive Arabic numerals.

(b) The numbers shall be placed at the top of the sheet, in the middle, but not in the margin.

11.8 *Numbering of Lines*

(a) It is strongly recommended to number every fifth line of each sheet of the description, and of each sheet of claims.

(b) The numbers should appear on the left side, to the right of the margin.

11.9 *Writing of Text Matter*

(a) The request, the description, the claims and the abstract shall be typed or printed.

(b) Only graphic symbols and characters, chemical or mathematical formulae, and certain characters in the Japanese language may, when necessary, be written by hand or drawn.

(c) The typing shall be 1 ½-spaced.

(d) All text matter shall be in characters the capital letters of which are not less than 0.21 cm high, and shall be in a dark, indelible color, satisfying the requirements specified in Rule 11.2.

(e) As far as the spacing of the typing and the size of the characters are concerned, paragraphs (c) and (d) shall not apply to texts in the Japanese language.

11.10 *Drawings, Formulae, and Tables, in Text Matter*

(a) The request, the description, the claims and the abstract shall not contain drawings.

(b) The description, the claims and the abstract may contain chemical or mathematical formulae.

(c) The description and the abstract may contain tables; any claim may contain tables only if the subject matter of the claim makes the use of tables desirable.

(d) Tables and chemical or mathematical formulae may be placed sideways on the sheet if they cannot be presented satisfactorily in an upright position thereon; sheets on which tables or chemical or mathematical formulae are presented sideways shall be so presented that the tops of the tables or formulae are at the left side of the sheet.

11.11 *Words in Drawings*

(a) The drawings shall not contain text matter, except a single word or words, when absolutely indispensable, such as "water," "steam," "open," "closed," "section on AB," and, in the case of electric circuits and block schematic or flow sheet diagrams, a few short catchwords indispensable for understanding.

(b) Any words used shall be so placed that, if translated, they may be pasted over without interfering with any lines of the drawings.

11.12 *Alterations, Etc.*

Each sheet shall be reasonably free from erasures and shall be free from alterations, overwritings, and interlineations. Non-compliance with this Rule may be authorized if the authenticity of the content is not in question and the requirements for good reproduction are not in jeopardy.

11.13 *Special Requirements for Drawings*

(a) Drawings shall be executed in durable, black, sufficiently dense and dark, uniformly thick and well-defined, lines and strokes without colorings.

(b) Cross-sections shall be indicated by oblique hatching which should not impede the clear reading of the reference signs and leading lines.

(c) The scale of the drawings and the distinctness of their graphical execution shall be such that a photographic reproduction with a linear reduction in size to two-thirds would enable all details to be distinguished without difficulty.

(d) When, in exceptional cases, the scale is given on a drawing, it shall be represented graphically.

(e) All numbers, letters and reference lines, appearing on the drawings, shall be simple and clear. Brackets, circles or inverted commas shall not be used in association with numbers and letters.

(f) All lines in the drawings shall, ordinarily, be drawn with the aid of drafting instruments.

(g) Each element of each figure shall be in proper proportion to each of the other elements in the figure, except where the use of a different proportion is indispensable for the clarity of the figure.

(h) The height of the numbers and letters shall not be less than 0.32 cm. For the lettering of drawings, the Latin and, where customary, the Greek alphabets shall be used.

(i) The same sheet of drawings may contain several figures. Where figures on two or more sheets form in effect a single complete figure, the figures on the several sheets shall be so arranged that the complete figure can be assembled without concealing any part of any of the figures appearing on the various sheets.

(j) The different figures shall be arranged on a sheet or sheets without wasting space, preferably in an upright position, clearly separated from one another. Where the figures are not arranged in an upright position, they shall be presented sideways with the top of the figures at the left side of the sheet.

(k) The different figures shall be numbered in arabic numerals consecutively and independently of the numbering of the sheets.

(l) Reference signs not mentioned in the description shall not appear in the drawings, and vice versa.

(m) The same features, when denoted by reference signs, shall, throughout the international application, be denoted by the same signs.

(n) If the drawings contain a large number of reference signs, it is strongly recommended to attach a separate sheet listing all reference signs and the features denoted by them.

11.14 *Later Documents*

Rules 10, and 11.1 to 11.13, also apply to any document – for example, corrected pages, amended claims – submitted after the filing of the international application.

Rule 12

Language of the International Application

12.1 *Admitted Languages*

(a) Any international application shall be filed in the language, or one of the languages, specified in the agreement concluded between the International Bureau and the International Searching Authority competent for the international searching of that application, provided that, if the agreement specifies several languages, the receiving Office may prescribe among the specified languages that language in which or those languages in one of which the international application must be filed.

(b) If the international application is filed in a language other than the language in which it is to be published, the request may, notwithstanding paragraph (a), be filed in the language of publication.

(c)* Subject to paragraph (d), where the official language of the receiving Office is one of the languages referred to in Rule 48.3(a) but is a language not specified in the agreement referred to in paragraph (a), the international application may be filed in the said official language. If the international application is filed in the said official language, the search copy transmitted to the International Searching Authority under Rule 23.1 shall be accompanied by a translation into the language, or one of the languages, specified in the agreement referred to in paragraph (a); such translation shall be prepared under the responsibility of the receiving Office.

(d)* Paragraph (c) shall apply only where the International Searching Authority has declared, in a notification addressed to the International Bureau, that it accepts to search international applications on the basis of the translation referred to in paragraph (c).

12.2 *Language of Changes in the International Application*

Any changes in the international application, such as amendments and corrections, shall, subject to Rules 46.3 and 66.9, be in the same language as the said application.

Rule 13

Unity of Invention

13.1 *Requirement*

The international application shall relate to one invention only or to a group of inventions so linked as to form a single general inventive concept ("requirement of unity of invention").

13.2 *Claims of Different Categories*

Rule 13.1 shall be construed as permitting, in particular, one of the following three possibilities:

(i) in addition to an independent claim for a given product, the inclusion in the same international application of an independent claim for a process specially adapted for the manufacture of the said product, and the inclusion in the same international application of an independent claim for a use of the said product, or

(ii) in addition to an independent claim for a given process, the inclusion in the same international application of an independent claim for an apparatus or means specifically designed for carrying out the said process, or

(iii) in addition to an independent claim for a given product, the inclusion in the same international application of an independent claim for a process specially adapted for the manufacture of the product, and the inclusion in the same international application of an independent claim for an apparatus or means specifically designed for carrying out the process.

13.3 *Claims of One and the Same Category*

Subject to Rule 13.1, it shall be permitted to include in the same international application two or more independent claims of the same category (i.e., product, process, apparatus, or use) which cannot readily be covered by a single generic claim.

---

* Paragraphs (c) and (d) of Rule 12.1 will become applicable at the same time that the PCT will enter into force in respect of the country which, among the Spanish-speaking countries, is the first to ratify or accede to the PCT.

13.4 *Dependent Claims*

Subject to Rule 13.1, it shall be permitted to include in the same international application a reasonable number of dependent claims, claiming specific forms of the invention claimed in an independent claim, even where the features of any dependent claim could be considered as constituting in themselves an invention.

13.5 *Utility Models*

Any designated State in which the grant of a utility model is sought on the basis of an international application may, instead of Rules 13.1 to 13.4, apply in respect of the matters regulated in those Rules the provisions of its national law concerning utility models once the processing of the international application has started in that State, provided that the applicant shall be allowed at least two months from the expiration of the time limit applicable under Article 22 to adapt his application to the requirements of the said provisions of the national law.

Rule 13^bis

Microbiological Inventions

13^bis.1 *Definition*

For the purposes of this Rule, "reference to a deposited microorganism" means particulars given in an international application with respect to the deposit of a microorganism with a depositary institution or to the microorganism so deposited.

13^bis.2 *References (General)*

Any reference to a deposited microorganism shall be made in accordance with this Rule and, if so made, shall be considered as satisfying the requirements of the national law of each designated State.

13^bis.3 *References: Contents; Failure to Include Reference or Indication*

(a) A reference to a deposited microorganism shall indicate,

(i) the name and address of the depositary institution with which the deposit was made;

(ii) the date of deposit of the microorganism with that institution;

(iii) the accession number given to the deposit by that institution; and

(iv) any additional matter of which the International Bureau has been notified pursuant to Rule 13^bis.7(a)(i), provided that the requirement to indicate that matter was published in the Gazette in accordance with Rule 13^bis.7(c) at least two months before the filing of the international application.

(b) Failure to include a reference to a deposited microorganism or failure to include, in a reference to a deposited microorganism, an indication in accordance with paragraph (a), shall have no consequence in any designated State whose national law does not require such reference or such indication in a national application.

13^bis.4 *References: Time of Furnishing Indications*

If any of the indications referred to in Rule 13^bis.3(a) is not included in a reference to a deposited microorganism in the international application as filed but is furnished by the applicant to the International Bureau within 16 months after the priority date, the indication shall be considered by any designated Office to have been furnished in time unless its national law requires the indication to be furnished at an earlier time in the case of a national application and the International Bureau has been notified of such requirement pursuant to Rule 13^bis.7(a)(ii), provided that the International Bureau has published such requirement in the Gazette in accordance with Rule 13^bis.7(c) at least two months before the filing of the international application. In the event that the applicant makes a request for early publication under Article 21(2)(b), however, any designated Office may consider any indication not furnished by the time such request is made as not having been furnished in time. Irrespective of whether the applicable time limit under the preceding sentences has been observed, the International Bureau shall notify the applicant and the designated Offices of the date on which it has received any indication not included in the international application as filed. The International Bureau shall indicate that date in the international publication of the international application if the indication has been furnished to it before the completion of technical preparations for international publication.

13^bis.5 *References and Indications for the Purposes of One or More Designated States; Different Deposits for Different Designated States; Deposits with Depositary Institutions Other Than Those Notified*

(a) A reference to a deposited microorganism shall be considered to be made for the purposes of all designated States, unless it is expressly made for the purposes of certain of the designated States only; the same applies to the indications included in the reference.

(b) References to different deposits of the microorganism may be made for different designated States.

(c) Any designated Office shall be entitled to disregard a deposit made with a depositary institution other than one notified by it under Rule 13^bis.7(b).

13^bis.6 *Furnishing of Samples*

(a) Where the international application contains a reference to a deposited microorganism, the applicant shall, upon the request of the International Searching Authority or the International Preliminary Examining Authority, authorize and assure the furnishing of a sample of that microorganism by the depositary institution to the said Authority, provided that the said Authority has notified the International Bureau that it may require the furnishing of samples and that such samples will be used solely for the purposes of international search or international preliminary examination, as the case may be, and such notification has been published in the Gazette.

(b) Pursuant to Articles 23 and 40, no furnishing of samples of the deposited microorganism to which a reference is made in an international application shall, except with the authorization of the applicant, take place before the expiration of the applicable time limits after which national processing may start under the said Articles. However, where the applicant performs the acts referred to in Articles 22 or 39 after international publication but before the expiration of the said time limits, the furnishing of samples of the deposited microorganism may take place, once the said acts have been performed. Notwithstanding the previous provision, the furnishing of samples of the deposited microorganism may take place under the national law applicable for any designated Office as soon as, under that law, the international publication has the effects of the compulsory national publication of an unexamined national application.

13^bis.7 *National Requirements: Notification and Publication*

(a) Any national Office may notify the International Bureau of any requirement of the national law,

(i) that any matter specified in the notification, in addition to those referred to in Rule 13^bis.3(a)(i), (ii) and (iii), is required to be included in a reference to a deposited microorganism in a national application;

(ii) that one or more of the indications referred to in Rule 13^bis.3(a) are required to be included in a national application as filed or are required to be furnished at a time specified in the notification which is earlier than 16 months after the priority date.

(b) Each national Office shall notify the International Bureau of the depositary institutions with which the national law permits deposits of microorganisms to be made for the purposes of patent procedure before that Office or, if the national law does not provide for or permit such deposits, of that fact.

(c) The International Bureau shall promptly publish in the Gazette requirements notified to it under paragraph (a) and information notified to it under paragraph (b).

Rule 14

The Transmittal Fee

14.1 *The Transmittal Fee*

(a) Any receiving Office may require that the applicant pay a fee to it, for its own benefit, for receiving the international application, transmitting copies to the International Bureau and the competent International Searching Authority, and performing all the other tasks which it must perform in connection with the international application in its capacity of receiving Office ("transmittal fee").

(b) The amount and the due date of the transmittal fee, if any, shall be fixed by the receiving Office.

Rule 15

The International Fee

15.1 *Basic Fee and Designation Fee*

Each international application shall be subject to the payment of a fee for the benefit of the International Bureau ("international fee") to be collected by the receiving Office and consisting of,

(i) a "basic fee," and

(ii) as many "designation fees" as there are national patents and regional patents sought by the applicant in the international application, except that, where Article 44 applies in respect of a designation, only one designation fee shall be due.

15.2 *Amounts*

(a) The amounts of the basic fee and of the designation fee are as set out in the Schedule of Fees.

(b) The amounts of the basic fee and of the designation fee shall be established, for each receiving Office which, under Rule 15.3, prescribes the payment of those fees in a currency or currencies other than Swiss currency, by the Director General after consultation with that Office and in the currency or currencies prescribed by that Office ("prescribed currency"). The amounts in each prescribed currency shall be the equivalent, in round figures, of the amounts in Swiss currency set out in the Schedule of Fees. They shall be published in the Gazette.

(c) Where the amounts of the fees set out in the Schedule of Fees are changed, the corresponding amounts in the prescribed currencies shall be applied from the same date as the amounts set out in the amended Schedule of Fees.

(d) Where the exchange rate between Swiss currency and any prescribed currency becomes different from the exchange rate last applied, the Director General shall establish new amounts in the prescribed currency according to directives given by the Assembly. The newly established amounts shall become applicable two months after the date of their publication in the Gazette, provided that the interested Office and the Director General may agree on a date falling during the said two-month period in which case the said amounts shall become applicable for that Office from that date.

15.3 *Mode of Payment*

The international fee shall be payable in the currency or currencies prescribed by the receiving Office, it being understood that, when transferred by the receiving Office to the International Bureau, the amount transferred shall be freely convertible into Swiss currency.

15.4 *Time of Payment*

(a) The basic fee shall be paid within one month from the date of receipt of the international application.

(b) The designation fee shall be paid:

(i) where the international application does not contain a priority claim under Article 8, within one year from the date of receipt of the international application,

(ii) where the international application contains a priority claim under Article 8, within one year from the priority date or within one month from the date of receipt of the international application if that month expires after the expiration of one year from the priority date.

(c) Where the basic fee or the designation fee is paid later than the date on which the international application was received and where the amount of that fee is, in the currency in which it is payable, higher on the date of payment ("the higher amount") than it was on the date on which the international application was received ("the lower amount"),

(i) the lower amount shall be due if the fee is paid within one month from the date of receipt of the international application,

(ii) the higher amount shall be due if the fee is paid later than one month from the date of receipt of the international application.

(d) If, on February 3, 1984, paragraphs (a) and (b) are not compatible with the national law applied by the receiving Office and as long as they continue to be not compatible with that law, the basic fee shall be paid on the date of receipt of the international application and the designation fee shall be paid within one year from the priority date.

15.5 *[Deleted]*

15.6 *Refund*

(a) The international fee shall be refunded to the applicant if the determination under Article 11(1) is negative.

(b) In no other case shall the international fee be refunded.

Rule 16

The Search Fee

16.1 *Right to Ask for a Fee*

(a) Each International Searching Authority may require that the applicant pay a fee ("search fee") for its own benefit for carrying out the international search and for performing all other tasks entrusted to International Searching Authorities by the Treaty and these Regulations.

(b) The search fee shall be collected by the receiving Office. The said fee shall be payable in the currency or currencies prescribed by that Office ("the receiving Office currency"), it being understood that, if any receiving Office currency is not that, or one of those, in which the International Searching Authority has fixed the said fee ("the fixed currency or currencies"), it shall, when transferred by the receiving Office to the International Searching Authority, be freely convertible into the currency of the State in which the International Searching Authority has its headquarters ("the headquarters currency"). The amount of the search fee in any receiving Office currency, other than the fixed currency or currencies, shall be established by the Director General after consultation with that Office. The amounts so established shall be the equivalents, in round figures, of the amount established by the International Searching Authority in the headquarters currency. They shall be published in the Gazette.

(c) Where the amount of the search fee in the headquarters currency is changed, the corresponding amounts in the receiving Office currencies, other than the fixed currency or currencies, shall be applied from the same date as the changed amount in the headquarters currency.

(d) Where the exchange rate between the headquarters currency and any receiving Office currency, other than the fixed currency or currencies, becomes different from the exchange rate last applied, the Director General shall establish the new amount in the said receiving Office currency according to directives given by the Assembly. The newly established amount shall become applicable two months after its publication in the Gazette, provided that any interested receiving Office and the Director General may agree on a date falling during the said two-month period in which case the said amount shall become applicable for that Office from that date.

(e) Where, in respect of the payment of the search fee in a receiving Office currency, other than the fixed currency or currencies, the amount actually received by the International Searching Authority in the headquarters currency is less than that fixed by it, the difference will be paid to the International Searching Authority by the International Bureau, whereas, if the amount actually received is more, the difference will belong to the International Bureau.

(f) As to the time of payment of the search fee, the provisions of Rule 15.4 relating to the basic fee shall apply.

16.2 *Refund*

The search fee shall be refunded to the applicant if the determination under Article 11(1) is negative.

16.3 *Partial Refund*

Where the international application claims the priority of an earlier international application which has been the subject of an international search by the same International Searching Authority, that Authority shall refund the search fee paid in connection with the later international application to the extent and under the conditions provided for in the agreement under Article 16(3)(b), if the international search report on the later international application could wholly or partly be based on the results of the international search effected on the earlier international application.

Rule 16^bis

Advancing Fees by the International Bureau

16^bis.1 *Guarantee by the International Bureau*

(a) Where, by the time they are due under Rule 14.1(b), Rule 15.4(a) and Rule 16.1(f), the receiving Office finds that in respect of an international application no fees were paid to it by the applicant, or that the amount paid to it by the applicant is less than what is necessary to cover the transmittal fee, the basic fee and the search fee, the receiving Office shall charge the amount required to cover those fees, or the missing part thereof, to the International Bureau and shall consider the said amount as if it had been paid by the applicant at the due time.

(b) Where, by the time they are due under Rule 15.4(b), the receiving Office finds that in respect of an international application the payment made by the applicant is insufficient to cover the designation fees necessary to cover all the designations, the receiving Office shall charge the amount required to cover those fees to the International Bureau and shall consider that amount as if it had been paid by the applicant at the due time.

(c) The International Bureau shall transfer from time to time to each receiving Office an amount which is expected to be necessary for covering any charges that the receiving Office has to make under paragraphs (a) and (b). The amount and the time of such transfers shall be determined by each receiving Office according to its own wish. The charging of any amount under paragraphs (a) and (b) shall not require any advance notice to, or any agreement by, the International Bureau.

16^bis.2 *Obligations of the Applicant, Etc.*

(a) The International Bureau shall promptly notify the applicant of any amount by which it was charged under Rule 16^bis.1(a) and (b) and shall invite him to pay to it, within one month from the date of the notification, the said amount augmented by a surcharge of 50%, provided that the surcharge will not be less, and will not be more, than the amounts indicated in the Schedule of Fees. The notification may refer to the charges made both under Rule 16^bis.1(a) and (b) or, at the discretion of the International Bureau, there may be two separate notifications, one referring to charges made under Rule 16^bis.1(a), the other referring to charges made under Rule 16^bis.1(b).

(b) If the applicant fails to pay, within the said time limit, to the International Bureau the amount claimed, or pays less than what is needed to cover the transmittal fee, the basic fee, the search fee, one designation fee and the surcharge, the International Bureau shall notify the receiving Office accordingly and the receiving Office shall declare the international application withdrawn under Article 14(3)(a) and the receiving Office and the International Bureau shall proceed as provided in Rule 29.

(c) If the applicant pays, within the said time limit, to the International Bureau an amount which is more than what is needed to cover the fees and surcharge referred to in paragraph (b) but less than what is needed to cover all the designations maintained, the International Bureau shall notify the receiving Office accordingly and the receiving Office shall apply the amount paid in excess of what is needed to cover the fees and surcharge referred to in paragraph (b) in an order which shall be established as follows:

(i) where the applicant indicates to which designation or designations the amount is to be applied, it shall be applied accordingly but, if the amount received is insufficient to cover the designations indicated, it shall be applied to as many designations as are covered by it in the order chosen by the applicant in indicating the designations;

(ii) to the extent that the applicant has not given the indications under item (i), the amount or the balance thereof shall be applied to the designations in the order in which they appear in the international application;

(iii) where the designation of a State is for the purposes of a regional patent and provided that the required designation fee is, under the preceding provisions, available for that designation, the designation of any further States for which the same regional patent is sought shall be considered as covered by that fee.

The receiving Office shall declare any designation not covered by the amount paid withdrawn under Article 14(3)(b) and the receiving Office and the International Bureau shall proceed as provided in Rule 29.

Rule 17

The Priority Document

17.1 *Obligation to Submit Copy of Earlier National Application*

(a) Where the priority of an earlier national application is claimed under Article 8 in the international application, a copy of the said national application, certified by the authority with which it was filed ("the priority document"), shall, unless already filed with the receiving Office together with the international application, be submitted by the applicant to the International Bureau or to the receiving Office not later than 16 months after the priority date or, in the case referred to in Article 23(2), not later than at the time the processing or examination is requested.

(b) Where the priority document is issued by the receiving Office, the applicant may, instead of submitting the priority document, request the receiving Office to transmit the priority document to the International Bureau. Such request shall be

made not later than the expiration of the applicable time limit referred to under paragraph (a) and may be subjected by the receiving Office to the payment of a fee.

(c) If the requirements of neither of the two preceding paragraphs are complied with, any designated State may disregard the priority claim.

17.2 *Availability of Copies*

(a) The International Bureau shall, at the specific request of the designated Office, promptly but not before the expiration of the time limit fixed in Rule 17.1(a), furnish a copy of the priority document to that Office. No such Office shall ask the applicant himself to furnish it with a copy, except where it requires the furnishing of a copy of the priority document together with a certified translation thereof. The applicant shall not be required to furnish a certified translation to the designated Office before the expiration of the applicable time limit under Article 22.

(b) The International Bureau shall not make copies of the priority document available to the public prior to the international publication of the international application.

(c) Paragraphs (a) and (b) shall apply also to any earlier international application whose priority is claimed in the subsequent international application.

Rule 18

The Applicant

18.1 *Residence*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the question whether an applicant is a resident of the Contracting State of which he claims to be a resident shall depend on the national law of that State and shall be decided by the receiving Office.

(b) In any case, possession of a real and effective industrial or commercial establishment in a Contracting State shall be considered residence in that State.

18.2 *Nationality*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the question whether an applicant is a national of the Contracting State of which he claims to be a national shall depend on the national law of that State and shall be decided by the receiving Office.

(b) In any case, a legal entity constituted according to the national law of a Contracting State shall be considered a national of that State.

18.3 *Several Applicants: Same for All Designated States*

If all the applicants are applicants for the purposes of all designated States, the right to file an international application shall exist if at least one of them is entitled to file an international application according to Article 9.

18.4 *Several Applicants: Different for Different Designated States*

(a) The international application may indicate different applicants for the purposes of different designated States, provided that, in respect of each designated State, at least one of the applicants indicated for the purposes of that State is entitled to file an international application according to Article 9.

(b) If the condition referred to in paragraph (a) is not fulfilled in respect of any designated State, the designation of that State shall be considered not to have been made.

(c) The International Bureau shall, from time to time, publish information on the various national laws in respect of the question who is qualified (inventor, successor in title of the inventor, owner of the invention, or other) to file a national application and shall accompany such information by a warning that the effect of the international application in any designated State may depend on whether the person designated in the international application as applicant for the purposes of that State is a person who, under the national law of that State, is qualified to file a national application.

Rule 19

The Competent Receiving Office

19.1 *Where to File*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the international application shall be filed, at the option of the applicant, with the national Office of or acting for the Contracting State of which the applicant is a resident or with the national Office of or acting for the Contracting State of which the applicant is a national.

(b) Any Contracting State may agree with another Contracting State or any intergovernmental organization that the national Office of the latter State or the intergovernmental organization shall, for all or some purposes, act instead of the national Office of the former State as receiving Office for applicants who are residents or nationals of that former State. Notwithstanding such agreement, the national Office of the former State shall be considered the competent receiving Office for the purposes of Article 15(5).

(c) In connection with any decision made under Article 9(2), the Assembly shall appoint the national Office or the intergovernmental organization which will act as receiving Office for applications of residents or nationals of States specified by the Assembly. Such appointment shall require the previous consent of the said national Office or intergovernmental organization.

19.2 *Several Applicants*

If there are several applicants, the requirements of Rule 19.1 shall be considered to be met if the national Office with which the international application is filed is the national Office of or acting for a Contracting State of which at least one of the applicants is a resident or national.

19.3 *Publication of Fact of Delegation of Duties of Receiving Office*

(a) Any agreement referred to in Rule 19.1(b) shall be promptly notified to the International Bureau by the Contracting State which delegates the duties of the receiving Office to the national Office of or acting for another Contracting State or an intergovernmental organization.

(b) The International Bureau shall, promptly upon receipt, publish the notification in the Gazette.

Rule 20

Receipt of the International Application

20.1 *Date and Number*

(a) Upon receipt of papers purporting to be an international application, the receiving Office shall indelibly mark the date of actual receipt in the space provided for that purpose in the request form of each copy received and one of the numbers assigned by the International Bureau to that Office on each sheet of each copy received.

(b) The place on each sheet where the date or number shall be marked, and other details, shall be specified in the Administrative Instructions.

20.2 *Receipt on Different Days*

(a) In cases where all the sheets pertaining to the same purported international application are not received on the same day by the receiving Office, that Office shall correct the date marked on the request (still leaving legible, however, the earlier date or dates already marked) so that it indicates the day on which the papers completing the international application were received, provided that

(i) where no invitation under Article 11(2)(a) to correct was sent to the applicant, the said papers are received within 30 days from the date on which sheets were first received;

(ii) where an invitation under Article 11(2)(a) to correct was sent to the applicant, the said papers are received within the applicable time limit under Rule 20.6;

(iii) in the case of Article 14(2), the missing drawings are received within 30 days from the date on which the incomplete papers were filed;

(iv) the absence or later receipt of any sheet containing the abstract or part thereof shall not, in itself, require any correction of the date marked on the request.

(b) Any sheet received on a date later than the date on which sheets were first received shall be marked by the receiving Office with the date on which it was received.

20.3 *Corrected International Application*

In the case referred to in Article 11(2)(b), the receiving Office shall correct the date marked on the request (still leaving legible, however, the earlier date or dates already marked) so that it indicates the day on which the last required correction was received.

20.3[bis] *Manner of Carrying Out Corrections*

The Administrative Instructions prescribe the manner in which corrections required under Article 11(2)(a) shall be presented by the applicant and the manner in which they shall be entered in the file of the international application.

20.4 *Determination under Article 11(1)*

(a) Promptly after receipt of the papers purporting to be an international application, the receiving Office shall determine whether the papers comply with the requirements of Article 11(1).

(b) For the purposes of Article 11(1) (iii)(c), it shall be sufficient to indicate the name of the applicant in a way which allows his identity to be established even if the name is misspelled, the given names are not fully indicated, or, in the case of legal entities, the indication of the name is abbreviated or incomplete.

20.5 *Positive Determination*

(a) If the determination under Article 11(1) is positive, the receiving Office shall stamp in the space provided for that purpose in the request form the name of the receiving Office and the words "PCT International Application," or "Demande internationale PCT." If the official language of the receiving Office is neither English nor French, the words "International Application" or "Demande internationale" may be accompanied by a translation of these words in the official language of the receiving Office.

(b) The copy whose request sheet has been so stamped shall be the record copy of the international application.

(c) The receiving Office shall promptly notify the applicant of the international application number and the international filing date. At the same time, it shall send to the International Bureau a copy of the notification sent to the applicant, except where it has already sent, or is sending at the same time, the record copy to the International Bureau under Rule 22.1(a).

20.6 *Invitation to Correct*

(a) The invitation to correct under Article 11(2) shall specify the requirement provided for under Article 11(1) which, in the opinion of the receiving Office, has not been fulfilled.

(b) The receiving Office shall promptly mail the invitation to the applicant and shall fix a time limit, reasonable under the circumstances of the case, for filing the correction. The time limit shall not be less than 10 days, and shall not exceed one month, from the date of the invitation. If such time limit expires after the expiration of one year from the filing date of any application whose priority is claimed, the receiving Office may call this circumstance to the attention of the applicant.

20.7 *Negative Determination*

If the receiving Office does not, within the prescribed time limit, receive a reply to its invitation to correct, or if the correction offered by the applicant still does not fulfill the requirements provided for under Article 11(1), it shall:

(i) promptly notify the applicant that his application is not and will not be treated as an international application and shall indicate the reasons therefor,

(ii) notify the International Bureau that the number it has marked on the papers will not be used as an international application number,

(iii) keep the papers constituting the purported international application and any correspondence relating thereto as provided in Rule 93.1, and

(iv) send a copy of the said papers to the International Bureau where, pursuant to a request by the applicant under Article 25(1), the International Bureau needs such a copy and specially asks for it.

20.8 *Error by the Receiving Office*

If the receiving Office later discovers, or on the basis of the applicant's reply realizes, that it has erred in issuing an invitation to correct since the requirements provided for under Article 11(1) were fulfilled when the papers were received, it shall proceed as provided in Rule 20.5.

20.9 *Certified Copy for the Applicant*

Against payment of a fee, the receiving Office shall furnish to the applicant, on request, certified copies of the international application as filed and of any corrections thereto.

Rule 21

Preparation of Copies

21.1 *Responsibility of the Receiving Office*

(a) Where the international application is required to be filed in one copy, the receiving Office shall be responsible for preparing the home copy and the search copy required under Article 12(1).

(b) Where the international application is required to be filed in two copies, the receiving Office shall be responsible for preparing the home copy.

(c) If the international application is filed in less than the number of copies required under Rule 11.1(b), the receiving Office shall be responsible for the prompt preparation of the number of copies required, and shall have the right to fix a fee for performing that task and to collect such fee from the applicant.

Rule 22

Transmittal of the Record Copy

22.1 *Procedure*

(a) If the determination under Article 11(1) is positive, and unless prescriptions concerning national security prevent the international application from being treated as such, the receiving Office shall transmit the record copy to the International Bureau. Such transmittal shall be effected promptly after receipt of the international application or, if a check to preserve national security must be performed, as soon as the necessary clearance has been obtained. In any case, the receiving Office shall transmit the record copy in time for it to reach the International Bureau by the expiration of the 13th month from the priority date. If the transmittal is effected by mail, the receiving Office shall mail the record copy not later than five days prior to the expiration of the 13th month from the priority date.

(b) If the International Bureau has received a copy of the notification under Rule 20.5(c) but is not, by the expiration of 13 months from the priority date, in possession of the record copy, it shall remind the receiving Office that it should transmit the record copy to the International Bureau promptly.

(c) If the International Bureau has received a copy of the notification under Rule 20.5(c) but is not, by the expiration of 14 months from the priority date, in possession of the record copy, it shall notify the applicant and the receiving Office accordingly.

(d) After the expiration of 14 months from the priority date, the applicant may request the receiving Office to certify a copy of his international application as being identical with the international application as filed and may transmit such certified copy to the International Bureau.

(e) Any certification under paragraph (d) shall be free of charge and may be refused only on any of the following grounds:

(i) the copy which the receiving Office has been requested to certify is not identical with the international application as filed;

(ii) prescriptions concerning national security prevent the international application from being treated as such;

(iii) the receiving Office has already transmitted the record copy to the International Bureau and that Bureau has informed the receiving Office that it has received the record copy.

(f) Unless the International Bureau has received the record copy, or until it receives the record copy, the copy certified under paragraph (e) and received by the International Bureau shall be considered to be the record copy.

(g) If, by the expiration of the time limit applicable under Article 22, the applicant has performed the acts referred to in that Article but the designated Office has not been informed by the International Bureau of the receipt of the record copy, the designated Office shall inform the International Bureau. If the International Bureau is not in possession of the record copy, it shall promptly notify the applicant and the receiving Office unless it has already notified them under paragraph (c).

22.2 *[Deleted]*

22.3 *Time Limit under Article 12(3)*

The time limit referred to in Article 12(3) shall be three months from the date of the notification sent by the International Bureau to the applicant under Rule 22.1(c) or (g).

Rule 23

Transmittal of the Search Copy

23.1 *Procedure*

(a) The search copy shall be transmitted by the receiving Office to the International Searching Authority at the latest on the same day as the record copy is transmitted to the International Bureau.

(b) If the International Bureau has not received, within 10 days from the receipt of the record copy, information from the International Searching Authority that that Authority is in possession of the search copy, the International Bureau shall promptly transmit a copy of the international application to the International Searching Authority.

Rule 24

Receipt of the Record Copy by the International Bureau

24.1 *[Deleted]*

24.2 *Notification of Receipt of the Record Copy*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the International Bureau shall promptly notify the applicant, the receiving Office, the International Searching Authority, and all designated Offices, of the fact and the date of receipt of the record copy. The notification shall identify the international application by its number, the international filing date, the name of the applicant, and the name of the receiving Office, and shall indicate the filing date of any earlier application whose priority is claimed. The notification sent to the applicant shall also contain the list of the designated Offices which have been notified under this paragraph, and shall, in respect of each designated Office, indicate any applicable time limit under Article 22(3).

(b) If the record copy is received after the expiration of the time limit fixed in Rule 22.3, the International Bureau shall promptly notify the applicant, the receiving Office, and the International Searching Authority, accordingly.

Rule 25

Receipt of the Search Copy by the International Searching Authority

25.1 *Notification of Receipt of the Search Copy*

The International Searching Authority shall promptly notify the International Bureau, the applicant, and – unless the International Searching Authority is the same as the receiving Office – the receiving Office, of the fact and the date of receipt of the search copy.

Rule 26

Checking by, and Correcting before, the Receiving Office of Certain Elements of the International Application

26.1 *Time Limit for Check*

(a) The receiving Office shall issue the invitation to correct provided for in Article 14(1)(b) as soon as possible, preferably within one month from the receipt of the international application.

(b) If the receiving Office issues an invitation to correct the defect referred to in Article 14(1)(a)(iii) or (iv) (missing title or missing abstract), it shall notify the International Searching Authority accordingly.

26.2 *Time Limit for Correction*

The time limit referred to in Article14(1)(b) shall be reasonable under the circumstances and shall be fixed in each case by the receiving Office. It shall not be less than one month from the date of the invitation to correct. It may be extended by the receiving Office at any time before a decision is taken.

26.3 *Checking of Physical Requirements under Article 14(1)(a)(v)*

The physical requirements referred to in Rule 11 shall be checked only to the extent that compliance therewith is necessary for the purpose of reasonably uniform international publication.

26.3^{bis} *Invitation to Correct Defects under Article 14(1)(b)*

The receiving Office shall not be required to issue the invitation to correct a defect under Article 14(1)(a)(v) where the physical requirements referred to in Rule 11 are complied with to the extent necessary for the purpose of reasonably uniform international publication.

26.4 *Procedure*

(a) Any correction offered to the receiving Office may be stated in a letter addressed to that Office if the correction is of such a nature that it can be transferred from the letter to the record copy without adversely affecting the clarity and the direct reproducibility of the sheet on to which the correction is to be transferred; otherwise, the applicant shall be required to submit a replacement sheet embodying the correction and the letter accompanying the replacement sheet shall draw attention to the differences between the replaced sheet and the replacement sheet.

(b) to (d) *[Deleted]*

26.5 *Decision of the Receiving Office*

(a) The receiving Office shall decide whether the applicant has submitted the correction within the time limit under Rule 26.2 and, if the correction has been submitted within that time limit, whether the international application so corrected is or is not to be considered withdrawn, provided that no international application shall be considered withdrawn for lack of compliance with the physical requirements referred to in Rule 11 if it complies with those requirements to the extent necessary for the purpose of reasonably uniform international publication.

(b) *[Deleted]*

26.6 *Missing Drawings*

(a) If, as provided in Article 14(2), the international application refers to drawings which in fact are not included in that application, the receiving Office shall so indicate in the said application.

(b) The date on which the applicant receives the notification provided for in Article 14(2) shall have no effect on the time limit fixed under Rule 20.2(a)(iii).

Rule 27

Lack of Payment of Fees

27.1 *Fees*

(a) For the purposes of Article 14(3)(a), "fees prescribed under Article 3(4)(iv)" means: the transmittal fee (Rule 14), the basic fee part of the international fee (Rule 15.1(i)), and the search fee (Rule 16).

(b) For the purposes of Article 14(3)(a) and (b), "the fee prescribed under Article 4(2)" means the designation fee part of the international fee (Rule 15.1(ii)).

Rule 28

Defects Noted by the International Bureau

28.1 *Note on Certain Defects*

(a) If, in the opinion of the International Bureau, the international application contains any of the defects referred to in Article 14(1)(a)(i), (ii) or (v), the International Bureau shall bring such defects to the attention of the receiving Office.

(b) The receiving Office shall, unless it disagrees with the said opinion, proceed as provided in Article 14(1)(b) and Rule 26.

Rule 29

International Applications or Designations Considered Withdrawn under Article 14(1), (3) or (4)

29.1 *Finding by Receiving Office*

(a) If the receiving Office declares, under Article 14(1)(b) and Rule 26.5 (failure to correct certain defects), or under Article 14(3)(a) (failure to pay the prescribed fees under Rule 27.1(a)), or under Article 14(4) (later finding of non-compliance with the requirements listed in items (i) to (iii) of Article 11(1)), that the international application is considered withdrawn:

(i) the receiving Office shall transmit the record copy (unless already transmitted), and any correction offered by the applicant, to the International Bureau;

(ii) the receiving Office shall promptly notify both the applicant and the International Bureau of the said declaration, and the International Bureau shall in turn notify the interested designated Offices;

(iii) the receiving Office shall not transmit the search copy as provided in Rule 23, or, if such copy has already been transmitted, it shall notify the International Searching Authority of the said declaration;

(iv) the International Bureau shall not be required to notify the applicant of the receipt of the record copy.

(b) If the receiving Office declares under Article 14(3)(b) (failure to pay the prescribed designation fee under Rule 27.1(b)) that the designation of any given State is considered withdrawn, the receiving Office shall promptly notify both the applicant and the International Bureau of the said declaration. The International Bureau shall in turn notify the interested national Office.

29.2 *[Deleted]*

29.3 *Calling Certain Facts to the Attention of the Receiving Office*

If the International Bureau or the International Searching Authority considers that the receiving Office should make a finding under Article 14(4), it shall call the relevant facts to the attention of the receiving Office.

29.4 *Notification of Intent to Make Declaration under Article 14 (4)*

Before the receiving Office issues any declaration under Article 14(4), it shall notify the applicant of its intent to issue such declaration and the reasons therefor. The applicant may, if he disagrees with the tentative finding of the receiving Office, submit arguments to that effect within one month from the notification.

Rule 30

Time Limit under Article 14(4)

30.1 *Time Limit*

The time limit referred to in Article 14(4) shall be four months from the international filing date.

Rule 31

Copies Required under Article 13

31.1 *Request for Copies*

(a) Requests under Article 13(1) may relate to all, some kinds of, or individual international applications in which the national Office making the request is designated. Requests for all or some kinds of such international applications must be renewed for each year by means of a notification addressed by that Office before November 30 of the preceding year to the International Bureau.

(b) Requests under Article 13(2)(b) shall be subject to the payment of a fee covering the cost of preparing and mailing the copy.

31.2 *Preparation of Copies*

The preparation of copies required under Article 13 shall be the responsibility of the International Bureau.

Rule 32

Withdrawal of the International Application or of Designations

32.1 *Withdrawals*

(a) The applicant may withdraw the international application prior to the expiration of 20 months from the priority date except as to any designated State in which national processing or examination has already started. He may withdraw the designation of any designated State prior to the date on which processing or examination may start in that State.

(b) Withdrawal of the designation of all designated States shall be treated as withdrawal of the international application.

(c) Withdrawal shall be effected by a signed notice from the applicant to the International Bureau or to the receiving Office. In the case of Rule 4.8(b), the notice shall require the signature of all the applicants.

(d) *[Deleted]*

(e) There shall be no international publication of the international application or of the designation, as the case may be, if the notice effecting withdrawal reaches the International Bureau before the technical preparations for publication have been completed.

Rule 32bis

Withdrawal of the Priority Claim

32bis.1 *Withdrawals*

(a) The applicant may withdraw the priority claim made in the international application under Article 8(1) at any time before the international publication of the international application.

(b) Where the international application contains more than one priority claim, the applicant may exercise the right provided for in paragraph (a) in respect of one or more or all of them.

(c) Where the withdrawal of the priority claim, or, in the case of more than one such claim, the withdrawal of any of them, causes a change in the priority date of the international application, any time limit which is computed from the original priority date and which has not already expired shall be computed from the priority date resulting from that change. In the case of the time limit of 18 months referred to in Article 21(2)(a), the International Bureau may nevertheless proceed with the international publication on the basis of the said time limit as computed from the original priority date if the notice effecting withdrawal reaches the International Bureau during the period of 15 days preceding the expiration of that time limit.

(d) For any withdrawal under paragraph (a), the provisions of Rule 32.1(c) shall apply *mutatis mutandis.*

Rule 33

Relevant Prior Art for the International Search

33.1 *Relevant Prior Art for the International Search*

(a) For the purposes of Article 15(2), relevant prior art shall consist of everything which has been made available to the public anywhere in the world by means of written disclosure (including drawings and other illustrations) and which is capable of being of assistance in determining that the claimed invention is or is not new and that it does or does not involve an inventive step (i.e., that it is or is not obvious), provided that the making available to the public occurred prior to the international filing date.

(b) When any written disclosure refers to an oral disclosure, use, exhibition, or other means whereby the contents of the written disclosure were made available to the public, and such making available to the public occurred on a date prior to the international filing date, the international search report shall separately mention that fact and the date on which it occurred if the making available to the public of the written disclosure occurred on a date posterior to the international filing date.

(c) Any published application or any patent whose publication date is later but whose filing date, or, where applicable, claimed priority date, is earlier than the international filing date of the international application searched, and which would constitute relevant prior art for the purposes of Article 15(2) had it been published prior to the international filing date, shall be specially mentioned in the international search report.

33.2 *Fields to Be Covered by the International Search*

(a) The international search shall cover all those technical fields, and shall be carried out on the basis of all those search files, which may contain material pertinent to the invention.

(b) Consequently, not only shall the art in which the invention is classifiable be searched but also analogous arts regardless of where classified.

(c) The question what arts are, in any given case, to be regarded as analogous shall be considered in the light of what appears to be the necessary essential function or use of the invention and not only the specific functions expressly indicated in the international application.

(d) The international search shall embrace all subject matter that is generally recognized as equivalent to the subject matter of the claimed invention for all or certain of its features, even though, in its specifics, the invention as described in the international application is different.

33.3 *Orientation of the International Search*

(a) International search shall be made on the basis of the claims, with due regard to the description and the drawings (if any) and with particular emphasis on the inventive concept towards which the claims are directed.

(b) In so far as possible and reasonable, the international search shall cover the entire subject matter to which the claims are directed or to which they might reasonably be expected to be directed after they have been amended.

Rule 34

Minimum Documentation

34.1 *Definition*

(a) The definitions contained in Article 2(i) and (ii) shall not apply for the purposes of this Rule.

(b) The documentation referred to in Article 15(4) ("minimum documentation") shall consist of:

(i) the "national patent documents" as specified in paragraph (c),

(ii) the published international (PCT) applications, the published regional applications for patents and inventors' certificates, and the published regional patents and inventors' certificates,

(iii) such other published items of non-patent literature as the International Searching Authorities shall agree upon and which shall be published in a list by the International Bureau when agreed upon for the first time and whenever changed.

(c) Subject to paragraphs (d) and (e), the "national patent documents" shall be the following:

(i) the patents issued in and after 1920 by France, the former *Reichspatentamt* of Germany, Japan, the Soviet Union, Switzerland (in French and German languages only), the United Kingdom, and the United States of America,

(ii) the patents issued by the Federal Republic of Germany,

(iii) the patent applications, if any, published in and after 1920 in the countries referred to in items (i) and (ii),

(iv) the inventors' certificates issued by the Soviet Union,

(v) the utility certificates issued by, and the published applications for utility certificates of, France,

(vi) * such patents issued by, and such patent applications published in, any other country after 1920 as are in the English, French, German *or Spanish* language and in which no priority is claimed, provided that the national Office of the interested country sorts out these documents and places them at the disposal of each International Searching Authority.

(d) Where an application is republished once (for example, an *Offenlegungsschrift* as an *Auslegeschrift*) or more than once, no International Searching Authority shall be obliged to keep all versions in its documentation; consequently, each such Authority shall be entitled not to keep more than one version. Furthermore, where an application is granted and is issued in the form of a patent or a utility certificate (France), no International Searching Authority shall be obliged to keep both the application and the patent or utility certificate (France) in its documentation; consequently, each such Authority shall be entitled to keep either the application only or the patent or utility certificate (France) only.

(e)* Any International Searching Authority whose official language, or one of whose official languages, is not Japanese, Russian *or Spanish* is entitled not to include in its documentation those patent documents of Japan and the Soviet Union *as well as those patent documents in the Spanish language*, respectively, for which no abstracts in the English language are generally available. English abstracts becoming generally available after the date of entry into force of these Regulations shall require the inclusion of the patent documents to which the abstracts refer no later than six months after such abstracts become generally available. In case of the interruption of abstracting services in English in technical fields in which English abstracts were formerly generally available, the Assembly shall take appropriate measures to provide for the prompt restoration of such services in the said fields.

(f) For the purposes of this Rule, applications which have only been laid open for public inspection are not considered published applications.

---

* The words printed in italics in paragraphs (c)(vi) and (e) of Rule 34.1 will become applicable at the same time that the PCT will enter into force in respect of the country which, among the Spanish-speaking countries, is the first to ratify or accede to the PCT.

Rule 35

The Competent International Searching Authority

35.1 *When Only One International Searching Authority Is Competent*

Each receiving Office shall, in accordance with the terms of the applicable agreement referred to in Article 16(3)(b), inform the International Bureau which International Searching Authority is competent for the searching of the international applications filed with it, and the International Bureau shall promptly publish such information.

35.2 *When Several International Searching Authorities Are Competent*

(a) Any receiving Office may, in accordance with the terms of the applicable agreement referred to in Article 16(3)(b), specify several International Searching Authorities:

(i) by declaring all of them competent for any international application filed with it, and leaving the choice to the applicant, or

(ii) by declaring one or more competent for certain kinds of international applications filed with it, and declaring one or more others competent for other kinds of international applications filed with it, provided that, for those kinds of international applications for which several International Searching Authorities are declared to be competent, the choice shall be left to the applicant.

(b) Any receiving Office availing itself of the faculty provided in paragraph (a) shall promptly inform the International Bureau, and the International Bureau shall promptly publish such information.

Rule 36

Minimum Requirements for International Searching Authorities

36.1 *Definition of Minimum Requirements*

The minimum requirements referred to in Article 16(3)(c) shall be the following:

(i) the national Office or intergovernmental organization must have at least 100 full-time employees with sufficient technical qualifications to carry out searches;

(ii) that Office or organization must have in its possession at least the minimum documentation referred to in Rule 34, properly arranged for search purposes;

(iii) that Office or organization must have a staff which is capable of searching the required technical fields and which has the language facilities to understand at least those languages in which the minimum documentation referred to in Rule 34 is written or is translated.

Rule 37

Missing or Defective Title

37.1 *Lack of Title*

If the international application does not contain a title and the receiving Office has notified the International Searching Authority that it has invited the applicant to correct such defect, the International Searching Authority shall proceed with the international search unless and until it receives notification that the said application is considered withdrawn.

37.2 *Establishment of Title*

If the international application does not contain a title and the International Searching Authority has not received a notification from the receiving Office to the effect that the applicant has been invited to furnish a title, or if the said Authority finds that the title does not comply with Rule 4.3, it shall itself establish a title.

Rule 38

Missing Abstract

38.1 *Lack of Abstract*

If the international application does not contain an abstract and the receiving Office has notified the International Searching Authority that it has invited the applicant to correct such defect, the International Searching Authority shall proceed with the international search unless and until it receives notification that the said application is considered withdrawn.

38.2 *Establishment of Abstract*

(a) If the international application does not contain an abstract and the International Searching Authority has not received a notification from the receiving Office to the effect that the applicant has been invited to furnish an abstract, or if the said Authority finds that the abstract does not comply with Rule 8, it shall itself establish an abstract (in the language in which the international application is published). In the latter case, it shall invite the applicant to comment on the abstract established by it within one month from the date of the invitation.

(b) The definitive contents of the abstract shall be determined by the International Searching Authority.

Rule 39

Subject Matter under Article 17(2)(a)(i)

39.1 *Definition*

No International Searching Authority shall be required to search an international application if, and to the extent to which, its subject matter is any of the following:

(i) scientific and mathematical theories,

(ii) plant or animal varieties or essentially biological processes for the production of plants and animals, other than microbiological processes and the products of such processes,

(iii) schemes, rules or methods of doing business, performing purely mental acts or playing games,

(iv) methods for treatment of the human or animal body by surgery or therapy, as well as diagnostic methods,

(v) mere presentations of information,

(vi) computer programs to the extent that the International Searching Authority is not equipped to search prior art concerning such programs.

Rule 40

Lack of Unity of Invention (International Search)

40.1 *Invitation to Pay*

The invitation to pay additional fees provided for in Article 17(3)(a) shall specify the reasons for which the international application is not considered as complying with the requirement of unity of invention and shall indicate the amount to be paid.

40.2 *Additional Fees*

(a) The amount of the additional fee due for searching under Article 17(3)(a) shall be determined by the competent International Searching Authority.

(b) The additional fee due for searching under Article 17(3)(a) shall be payable direct to the International Searching Authority.

(c) Any applicant may pay the additional fee under protest, that is, accompanied by a reasoned statement to the effect that the international application complies with the requirement of unity of invention or that the amount of the required additional fee is excessive. Such protest shall be examined by a three-member board or other special instance of the International Searching Authority or any competent higher authority, which, to the extent that it finds the protest justified, shall order the total or partial reimbursement to the applicant of the additional fee. On the request of the applicant, the text of both the protest and the decision thereon shall be notified to the designated Offices together with the international search report. The applicant shall submit any translation thereof with the furnishing of the translation of the international application required under Article 22.

(d) The three-member board, special instance or competent higher authority, referred to in paragraph (c), shall not comprise any person who made the decision which is the subject of the protest.

40.3 *Time Limit*

The time limit provided for in Article 17(3)(a) shall be fixed, in each case, according to the circumstances of the case, by the International Searching Authority; it shall not be shorter than 15 or 30 days, respectively, depending on whether the applicant's address is in the same country as or in a different country from that in which the International Searching Authority is located, and it shall not be longer than 45 days, from the date of the invitation.

Rule 41

Earlier Search Other Than International Search

41.1 *Obligation to Use Results; Refund of Fee*

If reference has been made in the request, in the form provided for in Rule 4.11, to an international-type search carried out under the conditions set out in Article 15(5) or to a search other than an international or international-type search, the International Searching Authority shall, to the extent possible, use the results of the said search in establishing the international search report on the international application. The International Searching Authority shall refund the search fee, to the extent and under the conditions provided for in the agreement under Article 16(3)(b) or in a communication addressed to and published in the Gazette by the International Bureau, if the international search report could wholly or partly be based on the results of the said search.

Rule 42

Time Limit for International Search

42.1 *Time Limit for International Search*

The time limit for establishing the international search report or the declaration referred to in Article 17(2)(a) shall be three months from the receipt of the search copy by the International Searching Authority, or nine months from the priority date, whichever time limit expires later.

Rule 43

The International Search Report

43.1 *Identifications*

The international search report shall identify the International Searching Authority which established it by indicating the name of such Authority, and the international application by indicating the international application number, the name of the applicant, the name of the receiving Office, and the international filing date.

43.2 *Dates*

The international search report shall be dated and shall indicate the date on which the international search was actually completed. It shall also indicate the filing date of any earlier application whose priority is claimed.

43.3 *Classification*

(a) The international search report shall contain the classification of the subject matter at least according to the International Patent Classification.

(b) Such classification shall be effected by the International Searching Authority.

43.4 *Language*

Every international search report and any declaration made under Article 17(2)(a) shall be in the language in which the international application to which it relates is published.

43.5 *Citations*

(a) The international search report shall contain the citations of the documents considered to be relevant.

(b) The method of identifying any cited document shall be regulated by the Administrative Instructions.

(c) Citations of particular relevance shall be specially indicated.

(d) Citations which are not relevant to all the claims shall be cited in relation to the claim or claims to which they are relevant.

(e) If only certain passages of the cited document are relevant or particularly relevant, they shall be identified, for example, by indicating the page, the column, or the lines, where the passage appears.

43.6 *Fields Searched*

(a) The international search report shall list the classification identification of the fields searched. If that identification is effected on the basis of a classification other than the International Patent Classification, the International Searching Authority shall publish the classification used.

(b) If the international search extended to patents, inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, utility certificates of addition, or published applications for any of those kinds of protection, of States, periods, or languages, not included in the minimum documentation as defined in Rule 34, the international search report shall, when practicable, identify the kinds of documents, the States, the periods, and the languages to which it extended. For the purposes of this paragraph, Article 2(ii) shall not apply.

43.7 *Remarks Concerning Unity of Invention*

If the applicant paid additional fees for the international search, the international search report shall so indicate. Furthermore, where the international search was made on the main invention only (Article 17(3)(a)), the international search report shall indicate what parts of the international application were and what parts were not searched.

43.8 *Signature*

The international search report shall be signed by an authorized officer of the International Searching Authority.

43.9 *No Other Matter*

The international search report shall contain no matter other than that enumerated in Rules 33.1(b) and (c), 43.1, 2, 3, 5, 6, 7 and 8, and 44.2(a) and (b), and the indication referred to in Article 17(2)(b). In particular, it shall contain no expressions of opinion, reasoning, arguments, or explanations.

43.10 *Form*

The physical requirements as to the form of the international search report shall be prescribed by the Administrative Instructions.

Rule 44

Transmittal of the International Search Report, Etc.

44.1 *Copies of Report or Declaration*

The International Searching Authority shall, on the same day, transmit one copy of the international search report or the declaration referred to in Article 17(2)(a) to the International Bureau and one copy to the applicant.

44.2 *Title or Abstract*

(a) Subject to paragraphs (b) and (c), the international search report shall either state that the International Searching Authority approves the title and the abstract as submitted by the applicant or be accompanied by the text of the title and/or abstract as established by the International Searching Authority under Rules 37 and 38.

(b) If, at the time the international search is completed, the time limit allowed for the applicant to comment on any suggestion of the International Searching Authority in respect of the abstract has not expired, the international search report shall indicate that it is incomplete as far as the abstract is concerned.

(c) As soon as the time limit referred to in paragraph (b) has expired, the International Searching Authority shall notify the abstract approved or established by it to the International Bureau and to the applicant.

44.3 *Copies of Cited Documents*

(a) The request referred to in Article 20(3) may be presented any time during

seven years from the international filing date of the international application to which the international search report relates.

(b) The International Searching Authority may require that the party (applicant or designated Office) presenting the request pay to it the cost of preparing and mailing the copies. The level of the cost of preparing copies shall be provided for in the agreements referred to in Article 16(3)(b) between the International Searching Authorities and the International Bureau.

(c) Any International Searching Authority not wishing to send copies direct to any designated Office shall send a copy to the International Bureau and the International Bureau shall then proceed as provided in paragraphs (a) and (b).

(d) Any International Searching Authority may perform the obligations referred to in (a) to (c) through another agency responsible to it.

Rule 45
Translation of the International Search Report

45.1 *Languages*

International search reports and declarations referred to in Article 17(2)(a) shall, when not in English, be translated into English.

Rule 46
Amendment of Claims before the International Bureau

46.1 *Time Limit*

The time limit referred to in Article 19 shall be two months from the date of transmittal of the international search report to the International Bureau and to the applicant by the International Searching Authority or 16 months from the priority date, whichever time limit expires later, provided that any amendment made under Article 19 which is received by the International Bureau after the expiration of the applicable time limit shall be considered to have been received by that Bureau on the last day of that time limit if it reaches it before the technical preparations for international publication have been completed.

46.2 *[Deleted]*

46.3 *Language of Amendments*

If the international application has been filed in a language other than the language in which it is published, any amendment made under Article 19 shall be in the language of publication.

46.4 *Statement*

(a) The statement referred to in Article 19(1) shall be in the language in which the international application is published and shall not exceed 500 words if in the English language or if translated into that language. The statement shall be identified as such by a heading, preferably by using the words "Statement under Article 19(1)" or their equivalent in the language of the statement.

(b) The statement shall contain no disparaging comments on the international search report or the relevance of citations contained in that report. Reference to citations, relevant to a given claim, contained in the international search report may be made only in connection with an amendment of that claim.

46.5 *Form of Amendments*

(a) The applicant shall be required to submit a replacement sheet for every sheet of the claims which, on account of an amendment or amendments under Article 19, differs from the sheet originally filed. The letter accompanying the replacement sheets shall draw attention to the differences between the replaced sheets and the replacement sheets. To the extent that any amendment results in the cancellation of an entire sheet, that amendment shall be communicated in a letter.

(b) and (c) *[Deleted]*

Rule 47
Communication to Designated Offices

47.1 *Procedure*

(a) The communication provided for in Article 20 shall be effected by the International Bureau.

(b) Such communication shall be effected promptly after the international publication of the international application and, in any event, by the end of the 19th month after the priority date. Any amendment received by the International Bureau within the time limit under Rule 46.1 which was not included in the communication shall be communicated promptly to the designated Offices by the International Bureau, and the latter shall notify the applicant accordingly.

(c) The International Bureau shall send a notice to the applicant indicating the designated Offices to which the communication has been effected and the date of such communication. Such notice shall be sent on the same day as the communication. Each designated Office shall be informed, separately from the communication, about the sending and the date of mailing of the notice. The notice shall be accepted by all designated Offices as conclusive evidence that the communication has duly taken place on the date specified in the notice.

(d) Each designated Office shall, when it so requires, receive the international search reports and the declarations referred to in Article 17(2)(a) also in the translation referred to in Rule 45.1.

(e) Where any designated Office has waived the requirement provided under Article 20, the copies of the documents which otherwise would have been sent to that Office shall, at the request of that Office or the applicant, be sent to the applicant at the time of the notice referred to in paragraph (c).

47.2 *Copies*

(a) The copies required for communication shall be prepared by the International Bureau.

(b) They shall be on sheets of A4 size.

(c) Except to the extent that any designated Office notifies the International Bureau otherwise, copies of the pamphlet under Rule 48 may be used for the purposes of the communication of the international application under Article 20.

47.3 *Languages*

The international application communicated under Article 20 shall be in the language in which it is published provided that if that language is different from the language in which it was filed it shall, on the request of the designated Office, be communicated in either or both of these languages.

Rule 48
International Publication

48.1 *Form*

(a) The international application shall be published in the form of a pamphlet.

(b) The particulars regarding the form of the pamphlet and the method of reproduction shall be governed by the Administrative Instructions.

48.2 *Contents*

(a) The pamphlet shall contain:

(i) a standardized front page,

(ii) the description,

(iii) the claims,

(iv) the drawings, if any,

(v) subject to paragraph (g), the international search report or the declaration under Article 17(2)(a); the publication of the international search report in the pamphlet shall, however, not be required to include the part of the international search report which contains only matter referred to in Rule 43 already appearing on the front page of the pamphlet,

(vi) any statement filed under Article 19(1), unless the International Bureau finds that the statement does not comply with the provisions of Rule 46.4,

(vii) any request for rectification referred to in the third sentence of Rule 91.1(f).

(b) Subject to paragraph (c), the front page shall include:

(i) data taken from the request sheet and such other data as are prescribed by the Administrative Instructions,

(ii) a figure or figures where the international application contains drawings, unless Rule 8.2(b) applies,

(iii) the abstract; if the abstract is both in English and in another language, the English text shall appear first.

(c) Where a declaration under Article 17(2)(a) has issued, the front page shall conspicuously refer to that fact and need include neither a drawing nor an abstract.

(d) The figure or figures referred to in paragraph (b)(ii) shall be selected as provided in Rule 8.2. Reproduction of such figure or figures on the front page may be in a reduced form.

(e) If there is not enough room on the front page for the totality of the abstract referred to in paragraph (b)(iii), the said abstract shall appear on the back of the front page. The same shall apply to the translation of the abstract when such translation is required to be published under Rule 48.3(c).

(f) If the claims have been amended under Article 19, the publication shall contain either the full text of the claims both as filed and as amended or the full text of the claims as filed and specify the amendments. Any statement referred to in Article 19(1) shall be included as well, unless the International Bureau finds that the statement does not comply with the provisions of Rule 46.4. The date of receipt of the amended claims by the International Bureau shall be indicated.

(g) If, at the time of the completion of the technical preparations for international publication, the international search report is not yet available (for example, because of publication on the request of the applicant as provided in Articles 21(2)(b) and 64(3)(c)(i)), the pamphlet shall contain, in place of the international search report, an indication to the effect that that report was not available and that either the pamphlet (then also including the international search report) will be republished or the international search report (when it becomes available) will be separately published.

(h) If, at the time of the completion of the technical preparations for international publication, the time limit for amending the claims under Article 19 has not expired, the pamphlet shall refer to that fact and indicate that, should the claims be amended under Article 19, then, promptly after such amendments, either the pamphlet (containing the claims as amended) will be republished or a statement reflecting all the amendments will be published. In the latter case, at least the front page and the claims shall be republished and, if a statement under Article 19(1) has been filed, that statement shall be published as well, unless the International Bureau finds that the statement does not comply with the provisions of Rule 46.4.

(i) The Administrative Instructions shall determine the cases in which the various alternatives referred to in paragraphs (g) and (h) shall apply. Such determination shall depend on the volume and complexity of the amendments and/or the volume of the international application and the cost factors.

48.3 *Languages*

(a)* If the international application is filed in English, French, German, Japanese, Russian *or Spanish*, that application shall be published in the language in which it was filed.

(b)* If the international application is filed in a language other than English, French, German, Japanese, Russian *or Spanish*, that application shall be published in English translation. The translation shall be prepared under the responsibility of the International Searching Authority, which shall be obliged to have it ready in time to permit international publication by the prescribed date, or, where Article 64(3)(b) applies, to permit the communication under Article 20 by the end of the 19th month after the priority date. Notwithstanding Rule 16.1(a), the International Searching Authority may charge a fee for the translation to the applicant. The International Searching Authority shall give the applicant an opportunity to comment on the draft translation. The International Searching Authority shall fix a time limit reasonable under the circumstances of the case for such comments. If there is no time to take the comments of the applicant into account before the translation is communicated or if there is a difference of opinion between the applicant and the said Authority as to the correct translation, the applicant may send a copy of his comments, or what remains of them, to the International Bureau and each designated Office to which the translation was communicated. The International Bureau shall publish the essence of the comments together with the translation of the International Searching Authority or subsequently to the publication of such translation.

(c) If the international application is published in a language other than English, the international search report to the extent that it is published under Rule 48.2(a)(v), or the declaration referred to in Article 17(2)(a), the title of the invention, the abstract and any text matter pertaining to the figure or figures accompanying the abstract shall be published both in that language and in English. The translations shall be prepared under the responsibility of the International Bureau.

48.4 *Earlier Publication on the Applicant's Request*

(a) Where the applicant asks for publication under Articles 21(2)(b) and 64(3)(c)(i) and the international search report, or the declaration referred to in Article 17(2)(a), is not yet available for publication together with the international application, the International Bureau shall collect a special publication fee whose amount shall be fixed in the Administrative Instructions.

(b) Publication under Articles 21(2)(b) and 64(3)(c)(i) shall be effected by the International Bureau promptly after the applicant has asked for it and, where a special fee is due under paragraph (a), after receipt of such fee.

48.5 *Notification of National Publication*

Where the publication of the international application by the International Bureau is governed by Article 64(3)(c)(ii), the national Office concerned shall, promptly after effecting the national publication referred to in the said provision, notify the International Bureau of the fact of such national publication.

48.6 *Announcing of Certain Facts*

(a) If any notification under Rule 29.1(a)(ii) reaches the International Bureau at a time later than that at which it was able to prevent the international publication of the international application, the International Bureau shall promptly publish a notice in the Gazette reproducing the essence of such notification.

(b) *[Deleted]*

(c) If the international application or the designation of any designated State is withdrawn under Rule 32.1, or if the priority claim is withdrawn under Rule 32bis.1, after the technical preparations for international publication have been completed, this fact shall be published in the Gazette.

Rule 49

Copy, Translation and Fee under Article 22

49.1 *Notification*

(a) Any Contracting State requiring the furnishing of a translation or the payment of a national fee, or both, under Article 22, shall notify the International Bureau of:

(i) the languages from which and the language into which it requires translation,

(ii) the amount of the national fee.

(abis) Any Contracting State not requiring the furnishing, under Article 22, by the applicant of a copy of the international application (even though the communication of the copy of the international application by the International Bureau under Rule 47 has not taken place by the expiration of the time limit applicable under Article 22) shall notify the International Bureau accordingly.

(ater) Any Contracting State which, pursuant to Article 24(2), maintains, if it is a designated State, the effect provided for in Article 11(3) even though a copy of the international application is not furnished by the applicant by the expiration of the time limit applicable under Article 22 shall notify the International Bureau accordingly.

(b) Any notification received by the International Bureau under paragraphs (a), (abis) or (ater) shall be promptly published by the International Bureau in the Gazette.

(c) If the requirements under paragraph (a) change later, such changes shall be notified by the Contracting State to the International Bureau and that Bureau shall promptly publish the notification in the Gazette. If the change means that translation is required into a language which, before the change, was not required, such change shall be effective only with respect to international applications filed later than two months after the publication of the notification in the Gazette. Otherwise, the effective date of any change shall be determined by the Contracting State.

49.2 *Languages*

The language into which translation may be required must be an official language of the designated Office. If there are several of such languages, no translation may be required if the international application is in one of them. If there are several official languages and a translation must be furnished, the applicant may choose any of those languages. Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, if there are several official languages but the national law prescribes the use of one such language for foreigners, a translation into that language may be required.

49.3 *Statements under Article 19; Indications under Rule 13bis.4*

For the purposes of Article 22 and the present Rule, any statement made under Article 19(1) and any indication furnished under Rule 13bis.4 shall, subject to Rule 49.5(c) and (h), be considered part of the international application.

49.4 *Use of National Form*

No applicant shall be required to use a national form when performing the acts referred to in Article 22.

49.5 *Contents of and Physical Requirements for the Translation*

(a) For the purposes of Article 22, the translation of the international application shall contain the description, the claims, any text matter of the drawings and the abstract. If required by the designated Office, the translation shall also, subject to paragraphs (b) and (e),

(i) contain the request,

(ii) if the claims have been amended under Article 19, contain both the claims as filed and the claims as amended, and

(iii) be accompanied by a copy of the drawings.

(b) Any designated Office requiring the furnishing of a translation of the request shall furnish copies of the request form in the language of the translation free of charge to the applicants. The form and contents of the request form in the language of the translation shall not be different from those of the request under Rules 3 and 4; in particular, the request form in the language of the translation shall not ask for any information that is not in the request as filed. The use of the request form in the language of the translation shall be optional.

(c) Where the applicant did not furnish a translation of any statement made under Article 19(1), the designated Office may disregard such statement.

(d) If any drawing contains text matter, the translation of that text matter shall be furnished either in the form of a copy of the original drawing with the translation pasted on the original text matter or in the form of a drawing executed anew.

(e) Any designated Office requiring under paragraph (a) the furnishing of a copy of the drawings shall, where the applicant failed to furnish such copy within the time limit applicable under Article 22,

(i) invite the applicant to furnish such copy within a time limit which shall be reasonable under the circumstances and shall be fixed in the invitation, or

(ii) disregard the said drawing if such invitation, on February 3, 1984, is not compatible with the national law applied by that Office and as long as it continues to be not compatible with that law.

(f) The expression "Fig." does not require translation into any language.

(g) Where any copy of the drawings or any drawing executed anew which has been furnished under paragraph (d) or (e) does not comply with the physical requirements referred to in Rule 11, the designated Office may invite the applicant to correct the defect within a time limit which shall be reasonable under the circumstances and shall be fixed in the invitation.

(h) Where the applicant did not furnish a translation of any indication furnished under Rule 13bis.4, the designated Office shall invite the applicant to furnish such translation, if it deems it to be necessary, within a time limit which shall be reasonable under the circumstances and shall be fixed in the invitation.

(i) Information on any requirement and practice of designated Offices under the second sentence of paragraph (a) shall be published by the International Bureau in the Gazette.

(j) No designated Office shall require that the translation of the international application comply with physical requirements other than those prescribed for the international application as filed.

Rule 50

Faculty under Article 22(3)

50.1 *Exercise of Faculty*

(a) Any Contracting State allowing a time limit expiring later than the time limits provided for in Article 22(1) or (2) shall notify the International Bureau of the time limits so fixed.

---

* The words printed in italics will become applicable at the same time that the PCT will enter into force in respect of the country which, among the Spanish-speaking countries is the first to ratify or accede to the PCT.

(b) Any notification received by the International Bureau under paragraph (a) shall be promptly published by the International Bureau in the Gazette.

(c) Notifications concerning the shortening of the previously fixed time limit shall be effective in relation to international applications filed after the expiration of three months computed from the date on which the notification was published by the International Bureau.

(d) Notifications concerning the lengthening of the previously fixed time limit shall become effective upon publication by the International Bureau in the Gazette in respect of international applications pending at the time or filed after the date of such publication, or, if the Contracting State effecting the notification fixes some later date, as from the latter date.

Rule 51

Review by Designated Offices

51.1 *Time Limit for Presenting the Request to Send Copies*

The time limit referred to in Article 25(1)(c) shall be two months computed from the date of the notification sent to the applicant under Rules 20.7(i), 24.2(b), 29.1(a)(ii), or 29.1(b).

51.2 *Copy of the Notice*

Where the applicant, after having received a negative determination under Article 11(1), requests the International Bureau, under Article 25(1), to send copies of the file of the purported international application to any of the named Offices he has attempted to designate, he shall attach to his request a copy of the notice referred to in Rule 20.7(i).

51.3 *Time Limit for Paying National Fee and Furnishing Translation*

The time limit referred to in Article 25(2)(a) shall expire at the same time as the time limit prescribed in Rule 51.1.

Rule 51^{bis}

Certain National Requirements Allowed under Article 27(1), (2), (6) and (7)

51bis.1 *Certain National Requirements Allowed*

(a) The documents referred to in Article 27(2)(ii), or the evidence referred to in Article 27(6), which the applicant may be required to furnish under the national law applicable by the designated Office include, in particular:

(i) any document relating to the identity of the inventor,

(ii) any document relating to any transfer or assignment of the right to the application,

(iii) any document containing an oath or declaration by the inventor alleging his inventorship,

(iv) any document containing a declaration by the applicant designating the inventor or alleging the right to the application,

(v) any document containing any proof of the right of the applicant to claim priority where he is different from the applicant having filed the earlier application the priority of which is claimed,

(vi) any evidence concerning non-prejudicial disclosures or exceptions to lack of novelty, such as disclosures resulting from abuse, disclosures at certain exhibitions and disclosures by the applicant during a certain period of time.

(b) The national law applicable by the designated Office may, in accordance with Article 27(7), require that

(i) the applicant be represented by an agent having the right to represent applicants before that Office and/or have an address in the designated State for the purpose of receiving notifications,

(ii) the agent, if any, representing the applicant be duly appointed by the applicant.

(c) The national law applicable by the designated Office may, in accordance with Article 27(1), require that the international application, the translation thereof or any document relating thereto be furnished in more than one copy.

(d) The national law applicable by the designated Office may, in accordance with Article 27(2)(ii), require that the translation of the international application furnished by the applicant under Article 22 be verified by the applicant or the person having translated the international application in a statement to the effect that, to the best of his knowledge, the translation is complete and faithful.

51bis.2 *Opportunity to Comply with National Requirements*

(a) Where any of the requirements referred to in Rule 51bis.1, or any other requirement of the national law applicable by the designated Office which that Office may apply under Article 27(1), (2), (6) or (7), is not already fulfilled during the same period within which the requirements under Article 22 must be complied with, the applicant shall have an opportunity to comply with the requirement after the expiration of that period.

(b) The national law applicable by the designated Office may, in accordance with Article 27(2)(ii), require that the applicant, upon invitation by the designated Office, furnish a certification of the translation of the international application by a public authority or a sworn translator, if the designated Office deems such certification to be necessary under the circumstances, within a time limit which shall be reasonable under the circumstances and shall be fixed in the invitation.

(c) If, on February 3, 1984, paragraph (a) is, with respect to the requirements referred to in Rule 51bis.1(a)(iii) and (vi), (b)(i) and (d), not compatible with the national law applied by the designated Office and as long as it continues to be not compatible with that law, the applicant shall have no opportunity to comply with any of the requirements after the expiration of the time limit applicable under Article 22. Information on such national laws shall be published by the International Bureau in the Gazette.

Rule 52

Amendment of the Claims, the Description, and the Drawings, before Designated Offices

52.1 *Time Limit*

(a) In any designated State in which processing or examination starts without special request, the applicant shall, if he so wishes, exercise the right under Article 28 within one month from the fulfillment of the requirements under Article 22, provided that, if the communication under Rule 47.1 has not been effected by the expiration of the time limit applicable under Article 22, he shall exercise the said right not later than four months after such expiration date. In either case, the applicant may exercise the said right at any other time if so permitted by the national law of the said State.

(b) In any designated State in which the national law provides that examination starts only on special request, the time limit within or the time at which the applicant may exercise the right under Article 28 shall be the same as that provided by the national law for the filing of amendments in the case of the examination, on special request, of national applications, provided that such time limit shall not expire prior to, or such time shall not come before, the expiration of the time limit applicable under paragraph (a).

PART D

Rules Concerning Chapter III of the Treaty

Rule 79

Calendar

79.1 *Expressing Dates*

Applicants, national Offices, receiving Offices, International Searching and Preliminary Examining Authorities, and the International Bureau, shall, for the purposes of the Treaty and the Regulations, express any date in terms of the Christian era and the Gregorian calendar, or, if they use other eras and calendars, they shall also express any date in terms of the Christian era and the Gregorian calendar.

Rule 80

Computation of Time Limits

80.1 *Periods Expressed in Years*

When a period is expressed as one year or a certain number of years, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire in the relevant subsequent year in the month having the same name and on the day having the same number as the month and the day on which the said event occurred, provided that if the relevant subsequent month has no day with the same number the period shall expire on the last day of that month.

80.2 *Periods Expressed in Months*

When a period is expressed as one month or a certain number of months, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire in the relevant subsequent month on the day which has the same number as the day on which the said event occurred, provided that if the relevant subsequent month has no day with the same number the period shall expire on the last day of that month.

80.3 *Periods Expressed in Days*

When a period is expressed as a certain number of days, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire on the day on which the last day of the count has been reached.

80.4 *Local Dates*

(a) The date which is taken into consideration as the starting date of the computation of any period shall be the date which prevails in the locality at the time when the relevant event occurred.

(b) The date on which any period expires shall be the date which prevails in the locality in which the required document must be filed or the required fee must be paid.

80.5 *Expiration on a Non-Working Day*

If the expiration of any period during which any document or fee must reach a national Office or intergovernmental organization falls on a day on which such Office or organization is not open to the public for the purposes of the transaction of official business, or on which ordinary mail is not delivered in the locality in which such Office or organization is situated, the period shall expire on the next subsequent day on which neither of the said two circumstances exists.

80.6 *Date of Documents*

(a) Where a period starts on the day of the date of a document or letter emanating from a national Office or intergovernmental organization, any interested party may prove that the said document or letter was mailed on a day later than the date it bears, in which case the date of actual mailing shall, for the purposes of computing the period, be considered to be the date on which the period starts. Irrespective of the date on which such a document or letter was mailed, if the applicant offers to the national Office or intergovernmental organization evidence which satisfies the national Office or intergovernmental organization that the document or letter was received more than seven days after the date it bears, the national Office or intergovernmental organization shall treat the period starting from the date of the document or letter as expiring later by an additional number of days which is equal to the number of days which the document or letter was received later than seven days after the date it bears.

(b) *[Deleted]*

80.7 *End of Working Day*

(a) A period expiring on a given day shall expire at the moment the national Office or intergovernmental organization with which the document must be filed or to which the fee must be paid closes for business on that day.

(b) Any Office or organization may depart from the provisions of paragraph (a) up to midnight on the relevant day.

(c) The International Bureau shall be open for business until 6 p.m.

Rule 81

Modification of Time Limits Fixed in the Treaty

81.1 *Proposal*

(a) Any Contracting State or the Director General may propose a modification under Article 47(2).

(b) Proposals made by a Contracting State shall be presented to the Director General.

81.2 *Decision by the Assembly*

(a) When the proposal is made to the Assembly, its text shall be sent by the Director General to all Contracting States at least two months in advance of that session of the Assembly whose agenda includes the proposal.

(b) During the discussion of the proposal in the Assembly, the proposal may be amended or consequential amendments proposed.

(c) The proposal shall be considered adopted if none of the Contracting States present at the time of voting votes against the proposal.

81.3 *Voting by Correspondence*

(a) When voting by correspondence is chosen, the proposal shall be included in a written communication from the Director General to the Contracting States, inviting them to express their vote in writing.

(b) The invitation shall fix the time limit within which the reply containing the vote expressed in writing must reach the International Bureau. That time limit shall not be less than three months from the date of the invitation.

(c) Replies must be either positive or negative. Proposals for amendments or mere observations shall not be regarded as votes.

(d) The proposal shall be considered adopted if none of the Contracting States opposes the amendment and if at least one-half of the Contracting States express either approval or indifference or abstention.

Rule 82

Irregularities in the Mail Service

82.1 *Delay or Loss in Mail*

(a) Any interested party may offer evidence that he has mailed the document or letter five days prior to the expiration of the time limit. Except in cases where surface mail normally arrives at its destination within two days of mailing, or where no airmail service is available, such evidence may be offered only if the mailing was by airmail. In any case, evidence may be offered only if the mailing was by mail registered by the postal authorities.

(b) If such mailing is proven to the satisfaction of the national Office or intergovernmental organization which is the addressee, delay in arrival shall be excused, or, if the document or letter is lost in the mail, substitution for it of a new copy shall be permitted, provided that the interested party proves to the satisfaction of the said Office or organization that the document or letter offered in substitution is identical with the document or letter lost.

(c) In the cases provided for in paragraph (b), evidence of mailing within the prescribed time limit, and, where the document or letter was lost, the substitute document or letter as well as the evidence concerning its identity with the document or letter lost shall be submitted within one month after the date on which the interested party noticed – or with due diligence should have noticed – the delay or the loss, and in no case later than six months after the expiration of the time limit applicable in the given case.

82.2 *Interruption in the Mail Service*

(a) Any interested party may offer evidence that on any of the 10 days preceding the day of expiration of the time limit the postal service was interrupted on account of war, revolution, civil disorder, strike, natural calamity, or other like reason, in the locality where the interested party resides or has his place of business or is staying.

(b) If such circumstances are proven to the satisfaction of the national Office or intergovernmental organization which is the addressee, delay in arrival shall be excused, provided that the interested party proves to the satisfaction of the said Office or organization that he effected the mailing within five days after the mail service was resumed. The provisions of Rule 82.1(c) shall apply *mutatis mutandis.*

Rule 82^bis

Excuse by the Designated or Elected State of Delays in Meeting Certain Time Limits

82^bis.1 *Meaning of "Time Limit" in Article 48(2)*

The reference to "any time limit" in Article 48(2) shall be construed as comprising a reference:

(i) to any time limit fixed in the Treaty or these Regulations;

(ii) to any time limit fixed by the receiving Office, the International Searching Authority, the International Preliminary Examining Authority or the International Bureau or applicable by the receiving Office under its national law;

(iii) to any time limit fixed by, or in the national law applicable by, the designated or elected Office, for the performance of any act by the applicant before that Office.

82^bis.2 *Reinstatement of Rights and Other Provisions to Which Article 48(2) Applies*

The provisions of the national law which is referred to in Article 48(2) concerning the excusing, by the designated or elected State, of any delay in meeting any time limit are those provisions which provide for reinstatement of rights, restoration, *restitutio in integrum* or further processing in spite of non-compliance with a time limit, and any other provision providing for the extension of time limits or for excusing delays in meeting time limits.

Rule 82^ter

Rectification of Errors Made by the Receiving Office or by the International Bureau

82^ter.1 *Errors Concerning the International Filing Date and the Priority Claim*

If the applicant proves to the satisfaction of any designated or elected Office that the international filing date is incorrect due to an error made by the receiving Office or that the declaration made under Article 8(1) has been erroneously cancelled or corrected by the receiving Office or the International Bureau, and if the error is an error such that, had it been made by the designated or elected Office itself, that Office would rectify it under the national law or national practice, the said Office shall rectify the error and shall treat the international application as if it had been accorded the rectified international filing date or as if the declaration under Article 8(1) had not been cancelled or corrected, as the case may be.

Rule 83

Right to Practice before International Authorities

83.1 *Proof of Right*

The International Bureau, the competent International Searching Authority, and the competent International Preliminary Examining Authority, may require the production of proof of the right to practice referred to in Article 49.

83.2 *Information*

(a) The national Office or the intergovernmental organization which the interested person is alleged to have a right to practice before shall, upon request, inform the International Bureau, the competent International Searching Authority, or the competent International Preliminary Examining Authority, whether such person has the right to practice before it.

(b) Such information shall be binding upon the International Bureau, the International Searching Authority, or the International Preliminary Examining Authority, as the case may be.

PART E

Rules Concerning Chapter V of the Treaty

Rule 84

Expenses of Delegations

84.1 *Expenses Borne by Governments*

The expenses of each Delegation participating in any organ established by or under the Treaty shall be borne by the Government which has appointed it.

Rule 85

Absence of Quorum in the Assembly

85.1 *Voting by Correspondence*

In the case provided for in Article 53(5)(b), the International Bureau shall communicate the decisions of the Assembly (other than those concerning the Assembly's own procedure) to the Contracting States which were not represented and

shall invite them to express in writing their vote or abstention within a period of three months from the date of the communication. If, at the expiration of that period, the number of Contracting States having thus expressed their vote or abstention attains the number of Contracting States which was lacking for attaining the quorum in the session itself, such decisions shall take effect provided that at the same time the required majority still obtains.

Rule 86
The Gazette

86.1 *Contents*

The Gazette referred to in Article 55(4) shall contain:

(i) for each published international application, data specified by the Administrative Instructions taken from the front page of the pamphlet published under Rule 48, the drawing (if any) appearing on the said front page, and the abstract,

(ii) the schedule of all fees payable to the receiving Offices, the International Bureau, and the International Searching and Preliminary Examining Authorities,

(iii) notices the publication of which is required under the Treaty or these Regulations,

(iv) information, if and to the extent furnished to the International Bureau by the designated or elected Offices, on the question whether the requirements provided for in Articles 22 or 39 have been complied with in respect of the international applications designating or electing the Office concerned,

(v) any other useful information prescribed by the Administrative Instructions, provided access to such information is not prohibited under the Treaty or these Regulations.

86.2 *Languages*

(a) The Gazette shall be published in an English-language edition and a French-language edition. It shall also be published in editions in any other language, provided the cost of publication is assured through sales or subventions.

(b) The Assembly may order the publication of the Gazette in languages other than those referred to in paragraph (a).

86.3 *Frequency*

(a) Subject to paragraph (b), the Gazette shall be published once a week.

(b) For a transitional period after the entry into force of the Treaty terminating upon a date fixed by the Assembly, the Gazette may be published at such times as the Director General considers appropriate having regard to the number of international applications and the amount of other material required to be published.

86.4 *Sale*

(a) Subject to paragraph (b), the subscription and other sale prices of the Gazette shall be fixed in the Administrative Instructions.

(b) For a transitional period after the entry into force of the Treaty terminating upon a date fixed by the Assembly, the Gazette may be distributed on such terms as the Director General considers appropriate having regard to the number of international applications and the amount of other material published therein.

86.5 *Title*

The title of the Gazette shall be "Gazette of International Patent Applications," and "Gazette des demandes internationales de brevets," respectively.

86.6 *Further Details*

Further details concerning the Gazette may be provided for in the Administrative Instructions.

Rule 87
Copies of Publications

87.1 *International Searching and Preliminary Examining Authorities*

Any International Searching or Preliminary Examining Authority shall have the right to receive, free of charge, two copies of every published international application, of the Gazette, and of any other publication of general interest published by the International Bureau in connection with the Treaty or these Regulations.

87.2 *National Offices*

(a) Any national Office shall have the right to receive, free of charge, one copy of every published international application, of the Gazette, and of any other publication of general interest published by the International Bureau in connection with the Treaty or these Regulations.

(b) The publications referred to in paragraph (a) shall be sent on special request, which shall be made, in respect of each year, by November 30 of the preceding year. If any publication is available in more than one language, the request shall specify the language in which it is desired.

Rule 88
Amendment of the Regulations

88.1 *Requirement of Unanimity*

Amendment of the following provisions of these Regulations shall require that no State having the right to vote in the Assembly vote against the proposed amendment:

(i) Rule 14.1 (Transmittal Fee),

(ii) Rule 22.2 (Transmittal of the Record Copy; Alternative Procedure),

(iii) Rule 22.3 (Time Limit under Article 12(3)),

(iv) Rule 33 (Relevant Prior Art for International Search),

(v) Rule 64 (Prior Art for International Preliminary Examination),

(vi) Rule 81 (Modification of Time Limits Fixed in the Treaty),

(vii) the present paragraph (i.e., Rule 88.1).

88.2 *[Deleted]*

88.3 *Requirement of Absence of Opposition by Certain States*

Amendment of the following provisions of these Regulations shall require that no State referred to in Article 58(3)(a)(ii) and having the right to vote in the Assembly vote against the proposed amendment:

(i) Rule 34 (Minimum Documentation),

(ii) Rule 39 (Subject Matter under Article 17(2)(a)(i)),

(iii) Rule 67 (Subject Matter under Article 34(4)(a)(i)),

(iv) the present paragraph (i.e., Rule 88.3).

88.4 *Procedure*

Any proposal for amending a provision referred to in Rules 88.1 or 88.3 shall, if the proposal is to be decided upon in the Assembly, be communicated to all Contracting States at least two months prior to the opening of that session of the Assembly which is called upon to make a decision on the proposal.

Rule 89
Administrative Instructions

89.1 *Scope*

(a) The Administrative Instructions shall contain provisions:

(i) concerning matters in respect of which these Regulations expressly refer to such Instructions,

(ii) concerning any details in respect of the application of these Regulations.

(b) The Administrative Instructions shall not be in conflict with the provisions of the Treaty, these Regulations, or any agreement concluded by the International Bureau with an International Searching Authority, or an International Preliminary Examining Authority.

89.2 *Source*

(a) The Administrative Instructions shall be drawn up and promulgated by the Director General after consultation with the receiving Offices and the International Searching and Preliminary Examining Authorities.

(b) They may be modified by the Director General after consultation with the Offices or Authorities which have a direct interest in the proposed modification.

(c) The Assembly may invite the Director General to modify the Administrative Instructions, and the Director General shall proceed accordingly.

89.3 *Publication and Entry into Force*

(a) The Administrative Instructions and any modification thereof shall be published in the Gazette.

(b) Each publication shall specify the date on which the published provisions come into effect. The dates may be different for different provisions, provided that no provision may be declared effective prior to its publication in the Gazette.

PART F
Rules Concerning Several Chapters of the Treaty

Rule 90
Representation

90.1 *Definitions*

For the purposes of Rule 90.2 and Rule 90.3:

(i) "agent" means any of the persons referred to in Article 49;

(ii) "common representative" means the applicant referred to in Rule 4.8.

90.2 *Effects*

(a) Any act by or in relation to an agent shall have the effect of an act by or in relation to the applicant or applicants having appointed the agent.

(b) Any act by or in relation to a common representative or his agent shall have the effect of an act by or in relation to all the applicants.

(c) If there are several agents appointed by the same applicant or applicants, any act by or in relation to any of the several agents shall have the effect of an act by or in relation to the said applicant or applicants.

(d) The effects described in paragraphs (a), (b), and (c), shall apply to the processing of the international application before the receiving Office, the International Bureau, the International Searching Authority, and the International Preliminary Examining Authority.

90.3 *Appointment*

(a) Appointment of any agent, or of any common representative within the

meaning of Rule 4.8(a), shall be effected by each applicant, at his choice, either by signing the request in which the agent or common representative is designated or by a separate power of attorney (i.e., a document appointing an agent or common representative).

(b) The power of attorney may be submitted to the receiving Office or the International Bureau. Whichever of the two is the recipient of the power of attorney submitted shall immediately notify the other and the interested International Searching Authority and the interested International Preliminary Examining Authority.

(c) If the separate power of attorney is not signed, or if the required separate power of attorney is missing, or if the indication of the name or address of the appointed person does not comply with Rule 4.4, the power of attorney shall be considered non-existent unless the defect is corrected.

(d) A general power of attorney may be deposited with the receiving Office for purposes of the processing of the international application as defined in Rule 90.2(d). Reference may be made in the request to such general power of attorney, provided that a copy thereof is attached to the request by the applicant.

90.4 *Revocation*

(a) Any appointment may be revoked by the persons who have made the appointment or their successors in title.

(b) Rule 90.3 shall apply, *mutatis mutandis*, to the document containing the revocation.

Rule 91

Obvious Errors in Documents

91.1 *Rectification*

(a) Subject to paragraphs (b) to (g^{quater}), obvious errors in the international application or other papers submitted by the applicant may be rectified.

(b) Errors which are due to the fact that something other than what was obviously intended was written in the international application or other paper shall be regarded as obvious errors. The rectification itself shall be obvious in the sense that anyone would immediately realize that nothing else could have been intended than what is offered as rectification.

(c) Omissions of entire elements or sheets of the international application, even if clearly resulting from inattention, at the stage, for example, of copying or assembling sheets, shall not be rectifiable.

(d) Rectification may be made on the request of the applicant. The authority having discovered what appears to be an obvious error may invite the applicant to present a request for rectification as provided in paragraphs (e) to (g^{quater}). Rule 26.4(a) shall apply *mutatis mutandis* to the manner in which rectifications shall be requested.

(e) No rectification shall be made except with the express authorization:

(i) of the receiving Office if the error is in the request,

(ii) of the International Searching Authority if the error is in any part of the international application other than the request or in any paper submitted to that Authority,

(iii) of the International Preliminary Examining Authority if the error is in any part of the international application other than the request or in any paper submitted to that Authority, and

(iv) of the International Bureau if the error is in any paper, other than the international application or amendments or corrections to that application, submitted to the International Bureau.

(f) Any authority which authorizes or refuses any rectification shall promptly notify the applicant of the authorization or refusal and, in the case of refusal, of the reasons therefor. The authority which authorizes a rectification shall promptly notify the International Bureau accordingly. Where the authorization of the rectification was refused, the International Bureau shall, upon request made by the applicant prior to the time relevant under paragraph (g^{bis}), (g^{ter}) or (g^{quater}) and subject to the payment of a special fee whose amount shall be fixed in the Administrative Instructions, publish the request for rectification together with the international application. A copy of the request for rectification shall be included in the communication under Article 20 where a copy of the pamphlet is not used for that communication or where the international application is not published by virtue of Article 64(3).

(g) The authorization for rectification referred to in paragraph (e) shall, subject to paragraphs (g^{bis}), (g^{ter}) and (g^{quater}), be effective:

(i) where it is given by the receiving Office or by the International Searching Authority, if its notification to the International Bureau reaches that Bureau before the expiration of 17 months from the priority date;

(ii) where it is given by the International Preliminary Examining Authority, if it is given before the establishment of the international preliminary examination report;

(iii) where it is given by the International Bureau, if it is given before the expiration of 17 months from the priority date.

(g^{bis}) If the notification made under paragraph (g)(i) reaches the International Bureau, or if the rectification made under paragraph (g)(iii) is authorized by the International Bureau, after the expiration of 17 months from the priority date but before the technical preparations for international publication have been completed, the authorization shall be effective and the rectification shall be incorporated in the said publication.

(g^{ter}) Where the applicant has asked the International Bureau to publish his international application before the expiration of 18 months from the priority date, any notification made under paragraph (g)(i) must reach, and any rectification made under paragraph (g)(iii) must be authorized by, the International Bureau, in order for the authorization to be effective, not later than at the time of the completion of the technical preparations for international publication.

(g^{quater}) Where the international application is not published by virtue of Article 64(3), any notification made under paragraph (g)(i) must reach, and any rectification made under paragraph (g)(iii) must be authorized by, the International Bureau, in order for the authorization to be effective, not later than at the time of the communication of the international application under Article 20.

Rule 92

Correspondence

92.1 *Need for Letter and for Signature*

(a) Any paper submitted by the applicant in the course of the international procedure provided for in the Treaty and these Regulations, other than the international application itself, shall, if not itself in the form of a letter, be accompanied by a letter identifying the international application to which it relates. The letter shall be signed by the applicant.

(b) If the requirements provided for in paragraph (a) are not complied with, the applicant shall be informed as to the non-compliance and invited to remedy the omission within a time limit fixed in the invitation. The time limit so fixed shall be reasonable in the circumstances; even where the time limit so fixed expires later than the time limit applying to the furnishing of the paper (or even if the latter time limit has already expired), it shall not be less than 10 days and not more than one month from the mailing of the invitation. If the omission is remedied within the time limit fixed in the invitation, the omission shall be disregarded; otherwise, the applicant shall be informed that the paper has been disregarded.

(c) Where non-compliance with the requirements provided for in paragraph (a) has been overlooked and the paper taken into account in the international procedure, the non-compliance shall be disregarded.

92.2 *Languages*

(a) Subject to Rules 55.1 and 66.9 and to paragraph (b) of this Rule, any letter or document submitted by the applicant to the International Searching Authority or the International Preliminary Examining Authority shall be in the same language as the international application to which it relates.

(b) Any letter from the applicant to the International Searching Authority or the International Preliminary Examining Authority may be in a language other than that of the international application, provided the said Authority authorizes the use of such language.

(c) *[Deleted]*

(d) Any letter from the applicant to the International Bureau shall be in English or French.

(e) Any letter or notification from the International Bureau to the applicant or to any national Office shall be in English or French.

92.3 *Mailings by National Offices and Intergovernmental Organizations*

Any document or letter emanating from or transmitted by a national Office or an intergovernmental organization and constituting an event from the date of which any time limit under the Treaty or these Regulations commences to run shall be sent by registered air mail, provided that surface mail may be used instead of air mail in cases where surface mail normally arrives at its destination within two days from mailing or where air mail service is not available.

92.4 *Use of Telegraph, Teleprinter, Etc.*

(a) Notwithstanding the provisions of Rules 11.14 and 92.1(a), but subject to paragraph (b), below, any document (including any drawing) subsequent to the international application may be sent by telegraph or teleprinter or other like means of communication producing a printed or written document. Any such document so sent shall be considered to have been submitted in a form complying with the requirements of the said Rules on the day on which it was communicated by the means mentioned above, provided that, within 14 days after being so communicated, its contents are furnished in that form, otherwise, the telegraphic, teleprinter or other communication shall be considered not to have been made.

(b) Each national Office or intergovernmental organization shall promptly notify the International Bureau of any means referred to in paragraph (a) by which it is prepared to receive documents referred to in that paragraph. The International Bureau shall publish the information so received in the Gazette as well as information concerning the means referred to in paragraph (a) by which the International Bureau is prepared to receive any such document. Paragraph (a) shall apply with respect to any national Office or intergovernmental organization only to the extent the said information has been so published with respect to it. The International Bureau shall publish, from time to time, in the Gazette, changes in the information previously published.

Rule 92^{bis}

Recording of Changes in Certain Indications in the Request or the Demand

92^{bis}.1 *Recording of Changes by the International Bureau*

(a) The International Bureau shall, on the request of the applicant or the receiv-

ing Office, record changes in the following indications appearing in the request or demand:

(i) person, name, residence, nationality or address of the applicant,

(ii) person, name or address of the agent, the common representative or the inventor.

(b) The International Bureau shall not record the requested change if the request for recording is received by it after the expiration:

(i) of the time limit referred to in Article 22(1), where Article 39(1) is not applicable with respect to any Contracting State;

(ii) of the time limit referred to in Article 39(1)(a), where Article 39(1) is applicable with respect to at least one Contracting State.

Rule 93

Keeping of Records and Files

93.1 *The Receiving Office*

Each receiving Office shall keep the records relating to each international application or purported international application, including the home copy, for at least 10 years from the international filing date or, where no international filing date is accorded, from the date of receipt.

93.2 *The International Bureau*

(a) The International Bureau shall keep the file, including the record copy, of any international application for at least 30 years from the date of receipt of the record copy.

(b) The basic records of the International Bureau shall be kept indefinitely.

93.3 *The International Searching and Preliminary Examining Authorities*

Each International Searching Authority and each International Preliminary Examining Authority shall keep the file of each international application it receives for at least 10 years from the international filing date.

93.4 *Reproductions*

For the purposes of this Rule, records, copies and files shall also mean photographic reproductions of records, copies, and files, whatever may be the form of such reproductions (microfilms or other).

Rule 94

Furnishing of Copies by the International Bureau and the International Preliminary Examining Authority

94.1 *Obligation To Furnish*

At the request of the applicant or any person authorized by the applicant, the International Bureau and the International Preliminary Examining Authority shall furnish, subject to reimbursement of the cost of the service, copies of any document contained in the file of the applicant's international application or purported international application.

Rule 95

Availability of Translations

95.1 *Furnishing of Copies of Translations*

(a) At the request of the International Bureau, any designated or elected Office shall provide it with a copy of the translation of the international application furnished by the applicant to that Office.

(b) The International Bureau may, upon request and subject to reimbursement of the cost, furnish to any person copies of the translations received under paragraph (a).

Rule 96

The Schedule of Fees

96.1 *Schedule of Fees Annexed to Regulations*

The amounts of the fees referred to in Rules 15 and 57 shall be expressed in Swiss currency. They shall be specified in the Schedule of Fees which is annexed to these Regulations and forms an integral part thereof.

ΣΥΝΘΗΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ ΓΙΑ ΤΑ ΔΙΠΛΩΜΑΤΑ ΕΥΡΕΣΙΤΕΧΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟΣ ΤΗΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα συμβαλλόμενα Κράτη,

Επειδή επιθυμούν να συνεισφέρουν στην ανάπτυξη των επιστημών και της τεχνολογίας. Επειδή επιθυμούν να τελειοποιήσουν την νομική προστασία των εφευρέσεων. Επειδή επιθυμούν να απλοποιήσουν και να κάνουν πιο οικονομική την διαδικασία παροχής προστασίας στις εφευρέσεις, όταν η προστασία αυτή είναι επιθυμητή για περισσότερες χώρες. Επειδή επιθυμούν να απλοποιήσουν και να διευκολύνουν την πρόσβαση όλων στις τεχνικές πληροφορίες που περιέχονται στα έγγραφα που περιγράφουν τις νέες εφευρέσεις. Επειδή επιθυμούν την προώθηση και ενεργοποίηση της οικονομικής προόδου των υπο ανάπτυξη χωρών, υιοθετώντας μέτρα ικανά για να αυξήσουν την αποτελεσματικότητα των νομικών συστημάτων προστασίας των εφευρέσεων, είτε αυτά είναι εθνικά συστήματα, είτε είναι περιφερειακά, επιτρέποντάς τους ταυτόχρονα να έχουν εύκολη πρόσβαση στις πληροφορίες που αναφέρονται σε λύσεις τεχνικών προβλημάτων κατάλληλες για τις ειδικές τους ανάγκες και διευκολύνοντάς τους την πρόσβαση στην συνεχώς αυξανόμενη σε όγκο σύγχρονη τεχνολογία. Έχοντας πεισθεί ότι η διεθνής συνεργασία θα διευκολύνει σημαντικά την πραγματοποίηση αυτών των σκοπών, συμφώνησαν την παρούσα συνθήκη.

ΠΡΟΚΑΤΑΡΚΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1

Ίδρυση ένωσης

1. Τα συμβαλλόμενα Κράτη – μέρη στην παρούσα Συνθήκη (που θα ονομάζονται στο εξής «Συμβαλλόμενα Κράτη») δημιουργούν ένωση για συνεργασία στον τομέα της κατάθεσης, της έρευνας και της εξέτασης των αιτήσεων προστασίας των εφευρέσεων, καθώς και για παροχή ειδικών τεχνικών υπηρεσιών. Η ένωση αυτή ονομάζεται Διεθνής ένωση συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας.

2. Καμμία διάταξη της παρούσας Συνθήκης δεν μπορεί να ερμηνευθεί περιοριστικά ως αναφορά τα δικαιώματα που προβλέπονται απο την Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας υπέρ των υπηκόων των Κρατών – μελών στην Σύμβαση αυτή ή των προσώπων που διαμένουν σ'αυτές τις χώρες.

Άρθρο 2

Ορισμοί

Κατά την έννοια της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού, και εκτός εάν ειδικά γίνεται μνεία αντίθετης έννοιας:

i. εννοείται με την «αίτηση», κάθε αίτηση προστασίας εφεύρεσης. Κάθε αναφορά σε «αίτηση» υπονοεί αναφορά σε αιτήσεις για δίπλωμα ευρεσιτεχνίας, για πιστοποιητικά πατρότητας ευρεσιτεχνίας, για πιστοποιητικά χρησιμότητας, για υποδείγματα χρησιμότητας, για πρόσθετα διπλώματα ή πιστοποιητικά ή για πρόσθετα πιστοποιητικά πατρότητας εφεύρεσης ή για πρόσθετα πιστοποιητικά χρησιμότητας·

ii. κάθε αναφορά σε «δίπλωμα» εννοείται ως αναφορά στα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, στα πιστοποιητικά πατρότητας εφεύρεσης, στα πιστοποιητικά χρησιμότητας, στα υποδείγματα χρησιμότητας, στα πρόσθετα διπλώματα ευρεσιτεχνίας ή πιστοποιητικά, στα πρόσθετα πιστοποιητικά πατρότητας ευρεσιτεχνίας και στα πρόσθετα πιστοποιητικά χρησιμότητας·

iii. εννοείται με το «εθνικό δίπλωμα ευρεσιτεχνίας», δίπλωμα ευρεσιτεχνίας που χορηγήθηκε από εθνική διοικητική αρχή·

iv. εννοείται με το «περιφερειακό δίπλωμα ευρεσιτεχνίας», δίπλωμα ευρεσιτεχνίας που χορηγήθηκε από εθνική ή διεθνική διοίκηση, ικανή να χορηγεί διπλώματα ευρεσιτεχνίας με ισχύ σε περισσότερα από ένα Κράτη·

v. εννοείται με την «περιφερειακή αίτηση», αίτηση για περιφερειακό δίπλωμα ευρεσιτεχνίας·

vi. κάθε αναφορά σε μια «εθνική αίτηση» εννοείται ως αναφορά σε αιτήσεις για εθνικά διπλώματα ευρεσιτεχνίας και περιφερειακά διπλώματα ευρεσιτεχνίας, εκτός από τις αιτήσεις που κατατίθενται σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη·

vii. εννοείται με την «διεθνή αίτηση», αίτηση που κατατέθηκε σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη·

viii. κάθε αναφορά σε μία «αίτηση» εννοείται ως αναφορά σε αιτήσεις διεθνείς ή εθνικές·

ix. κάθε αναφορά σε ένα «δίπλωμα ευρεσιτεχνίας» εννοείται ως αναφορά σε εθνικά διπλώματα ευρεσιτεχνίας και σε περιφερειακά·

x. κάθε αναφορά στην «εθνική νομοθεσία» εννοείται ως αναφορά στην εθνική νομοθεσία ενός συμβαλλόμενου Κράτους ή, εάν πρόκειται για μια περιφερειακή αίτηση ή για ένα περιφερειακό δίπλωμα ευρεσιτεχνίας, στην Συνθήκη που προβλέπει την κατάθεση των περιφερειακών αιτήσεων ή την χορήγηση των περιφερειακών διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας·

xi. εννοείται ως «ημερομηνία προτεραιότητας» για τον σκοπό υπολογισμού των προθεσμιών:

α. όταν η διεθνής αίτηση περιέχει αίτημα προτεραιότητας σύμφωνα με το άρθρο 8, η ημερομηνία κατάθεσης της αίτησης για την οποία ζητείται προτεραιότητα·

β. όταν η διεθνής αίτηση περιέχει αίτημα για περισσότερες προτεραιότητες σύμφωνα με το άρθρο 8, η ημερομηνία κατάθεσης της χρονικά προηγούμενης αίτησης για την οποία ζητείται προτεραιότητα·

γ. όταν η διεθνής αίτηση δεν περιέχει κανένα αίτημα προτεραιότητας σύμφωνα με το άρθρο 8, η ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης της αίτησης·

xii. εννοείται με «εθνικό γραφείο» η κυβερνητική διοίκηση ενός συμβαλλόμενου Κράτους που είναι επιφορτισμένη με την χορήγηση διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας. Κάθε αναφορά σ'ένα «εθνικό γραφείο» εννοείται ως αναφορά σε διακρατική διοίκηση που είναι επιφορτισμένη από περισσότερα Κράτη για την χορήγηση περιφερειακών διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, με την προϋπόθεση όμως ότι ένα τουλάχιστον από τα Κράτη αυτά θα είναι μέλος της Συνθήκης και ότι τα Κράτη αυτά εξουσιοδότησαν την εν λόγω διοίκηση να έχει τις αρμοδιότητες και να ασκεί την εξουσία που η παρούσα Σύνθηκη και ο Εκτελεστικός Κανονισμός δίνουν στα εθνικά γραφεία·

xiii. εννοείται με «οριζόμενο γραφείο» το εθνικό γραφείο του Κράτους που ορίζεται από τον καταθέτη σύμφωνα με το Κεφάλαιο I της παρούσας Συνθήκης, καθώς και κάθε γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού·

xiv. εννοείται με «επιλεγμένο γραφείο» το εθνικό γραφείο του Κράτους που επιλέχθηκε από τον καταθέτη σύμφωνα με το Κεφάλαιο II της παρούσας Συνθήκης, καθώς και κάθε γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού·

xv. εννοείται με «γραφείο παραλαβής» το εθνικό γραφείο ή ο διακρατικός οργανισμός όπου κατατέθηκε η διεθνής αίτηση·

xvi. εννοείται με «Ένωση» η Διεθνής Ένωση συνεργασίας σε θέματα διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας·

xvii. εννοείται με «Συνέλευση» η Συνέλευση της Ενώσεως·

xviii. εννοείται με «Οργανισμό» ο Παγκόσμιος Οργανισμός Διανοητικής Ιδιοκτησίας·

xix. εννοείται με «Διεθνές Γραφείο» το διεθνές γραφείο του Οργανισμού και, εφόσον υπάρχουν, τα διεθνή γραφεία που έχουν δημιουργηθεί για την προστασία της διανοητικής ιδιοκτησίας (ΔΓΠΔΙ)·

xx. εννοείται με «Γενικός Διευθυντής» ο Γενικός Διευθυντής του Οργανισμού και, εφόσον υπάρχουν τα ΔΓΠΔΙ, ο διευθυντής των ΔΓΠΔΙ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ I

Διεθνής αίτηση και διεθνής έρευνα

Άρθρο 3

Διεθνής αίτηση

1. Οι αιτήσεις προστασίας των εφευρέσεων για όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη μπορούν να κατατίθενται ως διεθνείς αιτήσεις σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη.

2. Η διεθνής αίτηση πρέπει να περιέχει, σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό, έγγραφο αίτημα, περιγραφή, μία ή περισσότερες αξιώσεις, ένα ή περισσότερα σχέδια (εφόσον είναι απαραίτητα) και περίληψη.

3. Η περίληψη χρησιμεύει αποκλειστικά για λόγους τεχνικής πληροφόρησης. Δεν μπορεί να λαμβάνεται υπόψη για κανέναν άλλο σκοπό και κυρίως για την εκτίμηση της έκτασης της αιτούμενης προστασίας.

4. Η διεθνής αίτηση:

i. πρέπει να είναι συνταγμένη σε μία από τις καθοριζόμενες γλώσσες·

ii. πρέπει να πληροί τις καθορισμένες τυπικές προϋποθέσεις·

iii. πρέπει να ανταποκρίνεται στην απαίτηση για ενότητα της εφεύρεσης·

iv. υπόκειται σε καταβολή καθορισμένων τελών.

Άρθρο 4

Αίτηση

1. Η αίτηση πρέπει να περιέχει:

i. αίτημα, με το οποίο η διεθνής αίτηση θα εξετασθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Συνθήκης·

ii. ορισμό του ή των συμβαλλόμενων Κρατών για τα οποία ζητείται προτεραιότητα με βάση τη διεθνή αίτηση («οριζόμενα Κράτη»). Εάν ο καταθέτης μπορεί και επιθυμεί για κάθε οριζόμενο Κράτος να αποκτήσει περιφερειακό δίπλωμα ευρεσιτεχνίας στη θέση του εθνικού διπλώματος ευρεσιτεχνίας, αυτό πρέπει να καθορισθεί στην αίτηση του. Εάν ο καταθέτης δεν μπορεί, σύμφωνα με συνθήκη που αφορά το περιφερειακό δίπλωμα, να περιορίσει την αίτησή του σε ορισμένα Κράτη – μέλη αυτής, ο ορισμός ενός και μόνον από τα Κράτη αυτά και ο καθορισμός της επιθυμίας για απόκτηση περιφερειακού διπλώματος ευρεσιτεχνίας ισοδυναμούν με ορισμό όλων αυτών των Κρατών. Εάν, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία του οριζόμενου Κράτους, ο ορισμός του Κράτους αυτού έχει τα αποτελέσματα περιφερειακής αίτησης, ο ορισμός αυτός ισοδυναμεί με δηλωμένη προτίμηση για απόκτηση περιφερειακού διπλώματος ευρεσιτεχνίας·

iii. όνομα και τις άλλες καθορισμένες πληροφορίες σχετικά με τον καταθέτη και τον πληρεξούσιό του (εφόσον υπάρχει)·

iv. τίτλο της εφεύρεσης·

v. όνομα του εφευρέτη και τις άλλες καθορισμένες πληροφορίες που τον αφορούν, εφόσον η νομοθεσία τουλάχιστον ενός απο τα οριζόμενα Κράτη απαιτεί οι πληροφορίες αυτές να δοθούν κατά την κατάθεση της εθνικής αίτησης. Άλλως, οι πληροφορίες αυτές μπορούν να περιλαμβάνονται, είτε στην αίτηση, είτε σε ξεχωριστές κοινοποιήσεις που απευθύνονται σε κάθε οριζόμενο γραφείο του οποίου η εθνική νομοθεσία απαιτεί μεν τις πληροφορίες αυτές, αλλά επιτρέπει να κοινοποιηθούν μετά την ημερομηνία κατάθεσης της εθνικής αίτησης.

2. Κάθε ορισμός υπόκειται σε πληρωμή καθορισμένων τελών μέσα σε ορισμένη προθεσμία.

3. Εάν ο καταθέτης δεν ζητεί άλλους τίτλους προστασίας που προβλέπονται από το άρθρο 43, με τον ορισμό εννοείται ότι η αιτούμενη προστασία αποβλέπει σε χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας από ή για το οριζόμενο Κράτος. Για τον σκοπό εφαρμογής παραγράφου αυτής το άρθρο 2, ii) δεν εφαρμόζεται.

4. Εάν δεν ορίζεται στην αίτηση το όνομα του εφευρέτη και οι άλλες πληροφορίες που αφορούν τον εφευρέτη, δεν υπάρχει ουδεμία συνέπεια για εκείνα τα οριζόμενα Κράτη για τα οποία η εθνική νομοθεσία απαιτεί μεν αυτές τις πληροφορίες αλλά επιτρέπει να γνωστοποιούνται μετά την κατάθεση της εθνικής αίτησης. Η έλλειψη των πληροφοριών αυτών με ξεχωριστή κοινοποίηση δεν έχει ουδεμία συνέπεια για εκείνα τα ορισμένα Κράτη για τα οποία οι πληροφορίες αυτές δεν απαιτούνται από την εθνική νομοθεσία.

Άρθρο 5

Περιγραφή

Η περιγραφή πρέπει να παρουσιάζει την εφεύρεση με τρόπο ικανοποιητικά σαφή και πλήρη ώστε να μπορεί να πραγματοποιηθεί απο τον ειδικό.

Άρθρο 6

Αξιώσεις

Η ή οι αξιώσεις πρέπει να καθορίζουν το αντικείμενο της αιτούμενης προστασίας. Οι αξιώσεις πρέπει να είναι σαφείς και ακριβείς. Οι αξιώσεις πρέπει να βασίζονται αποκλειστικά στην περιγραφή.

Άρθρο 7

Σχέδια

Με την επιφύλαξη της παραγράφου 2,ii), σχέδια πρέπει να κατατίθενται όταν είναι απαραίτητα για την κατανόηση της εφεύρεσης.

2. Εάν το αντικείμενο της εφεύρεσης μπορεί να προσδιορίζεται από τα σχέδια ακόμα και αν αυτά δεν είναι απαραίτητα για την κατανόησή της:

i. ο καταθέτης μπορεί να συμπεριλάβει τα σχέδια αυτά στην διεθνή αίτηση κατά την ημερομηνία κατάθεσης·

ii. κάθε οριζόμενο γραφείο μπορεί να απαιτήσει από τον καταθέτη να κατατεθούν τα σχέδια αυτά μέσα σε καθορισμένη προθεσμία.

Άρθρο 8

Αίτημα προτεραιότητας

1. Η διεθνής αίτηση μπορεί να περιέχει δήλωση, σύμφωνα με τις προδιαγραφές του Εκτελεστικού Κανονισμού, με την οποία ζητείται προτεραιότητα μίας ή περισσοτέρων προηγουμένων αιτήσεων που έχουν κατατεθεί σε χώρα ή για χώρα μέλος της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

2. α. Με την επιφύλαξη του εδαφίου β, οι προϋποθέσεις και τα αποτελέσματα κάθε αίτησης για προτεραιότητα που κατατίθεται σύμφωνα με το άρθρο 1 είναι ίδια με εκείνα που προβλέπει το άρθρο 4 της Πράξης της Στοκχόλμης, της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

β. Η διεθνής αίτηση με την οποία ζητείται η προτεραιότητα μίας ή περισσοτέρων προηγουμένων αιτήσεων που κατατέθηκαν σε ένα Κράτος ή για ένα Κράτος μέλος μπορεί να ορίζει το Κράτος αυτό. Εάν με την διεθνή αίτηση ζητείται η προτεραιότητα μίας ή περισσοτέρων εθνικών αιτήσεων που κατατέθηκαν σε ένα ή για ένα οριζόμενο Κράτος ή η προτεραιότητα μίας διεθνούς αίτησης με την οποία ορίστηκε ένα μόνον Κράτος, οι προϋποθέσεις και τα αποτελέσματα που παράγονται από την αίτηση της προτεραιότητας γι'αυτό το Κράτος είναι εκείνα που προβλέπει η εθνική νομοθεσία του Κράτους αυτού.

Άρθρο 9

Καταθέτης

Κάθε πρόσωπο που κατοικεί σ' ένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και κάθε υπήκοος ενός συμβαλλόμενου Κράτους μπορεί να καταθέσει διεθνή αίτηση.

2. Η Συνέλευση μπορεί να επιτρέψει σε πρόσωπα που κατοικούν σε χώρα μέλος της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας η οποία όμως δεν είναι μέλος της παρούσας Συνθήκης καθώς και στους υπηκόους της χώρας αυτής να καταθέτουν διεθνείς αιτήσεις.

3. Οι έννοιες της κατοικίας, της εθνικότητας, καθώς επίσης και η εφαρμογή των εννοιών αυτών, όταν υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες ή όταν οι καταθέτες δεν είναι οι ίδιοι για όλα τα οριζόμενα Κράτη, καθορίζονται στον Εκτελεστικό Κανονισμό.

Άρθρο 10

Γραφείο παραλαβής

Η διεθνής αίτηση πρέπει να κατατίθεται στο καθορισμένο Γραφείο παραλαβής το οποίο την ελέγχει και την εξετάζει σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

Άρθρο 11

Ημερομηνία κατάθεσης
και αποτελέσματα της διεθνούς αίτησης

1. Το Γραφείο παραλαβής χορηγεί ως ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης την ημερομηνία παραλαβής της διεθνούς αίτησης εφόσον διαπιστώσει ότι κατά την παραλαβή συντρέχουν οι εξής προϋποθέσεις:

i. ο καταθέτης δεν στερείται προφανώς για λόγους κατοικίας ή υπηκοότητας, του δικαιώματος κατάθεσης διεθνούς αίτησης ενώπιον του Γραφείου παραλαβής·

ii. η διεθνής αίτηση είναι συνταγμένη στην προκαθορισμένη γλώσσα·

iii. η διεθνής έκθεση περιέχει τουλάχιστον τα ακόλουθα στοιχεία:

α. Μνεία σύμφωνα με την οποία κατατίθεται η αίτηση ως διεθνής·

β. Ορισμό ενός τουλάχιστον συμβαλλόμενου Κράτους·

γ. Το όνομα του καταθέτη, που σημειώνεται σύμφωνα με τον προκαθορισμένο τρόπο·

δ. Ένα μέρος το οποίο, κατά πρώτη εκτίμηση, μπορεί να αποτελέσει την περιγραφή της εφεύρεσης·

ε. Ένα μέρος το οποίο, κατά πρώτη εκτίμηση, μπορεί να αποτελέσει μία ή περισσότερες αξιώσεις.

2. Λα. Εάν το Γραφείο παραλαβής διαπιστώσει ότι η διεθνής αίτηση δεν πληροί κατά την παραλαβή της τις προϋποθέσεις που απαριθμούνται στην παράγραφο 1, καλεί τον καταθέτη, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, να επιφέρει τις αναγκαίες διορθώσεις.

β. Εάν ο καταθέτης απαντήσει σ' αυτήν την πρόσκληση, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, το Γραφείο παραλαβής χορηγεί ως ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης την ημερομηνία παραλαβής των απαιτούμενων διορθώσεων.

3. Με την επιφύλαξη του άρθρου 64 παρ.4, κάθε διεθνής αίτηση που πληροί τις προϋποθέσεις που αναφέρονται στα σημεία i μέχρι iii της παραγράφου 1 και στην οποία χορηγήθηκε ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης, έχει από την ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης τα αποτελέσματα κανονικής εθνικής κατάθεσης για κάθε ένα από τα οριζόμενα Κράτη. Αυτή η ημερομηνία θεωρείται ως ημερομηνία πραγματικής κατάθεσης για κάθε ένα οριζόμενο Κράτος.

4. Κάθε διεθνής αίτηση που πληροί τις προϋποθέσεις που αριθμούνται στα σημεία ι μέχρι ιιι της παραγράφου 1 θεωρείται ότι έχει την ισχύ κανονικής εθνικής κατάθεσης σύμφωνα με την Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

Άρθρο 12

Διαβίβαση της διεθνούς αίτησης στο διεθνές Γραφείο και στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα

1. Αντίγραφο της διεθνούς αίτησης διατηρείται από το Γραφείο παραλαβής («αντίγραφο για το Γραφείο παραλαβής»), αντίγραφο («πρωτότυπο αντίγραφο») διαβιβάζεται στο διεθνές Γραφείο και ένα άλλο αντίγραφο («φωτοαντίγραφο για την έρευνα») διαβιβάζεται στην αρμόδια διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα σύμφωνα με το άρθρο 16 κατά τις διατάξεις του Εκτελεστικού Κανονισμού.

2. Το πρωτότυπο αντίγραφο θεωρείται ότι είναι το αυθεντικό αντίγραφο της διεθνούς αίτησης.

3. Η διεθνής αίτηση θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί εάν το Διεθνές Γραφείο δεν παραλάβει το πρωτότυπο αντίγραφο μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία.

Άρθρο 13

Δυνατότητα για τα οριζόμενα Γραφεία να παραλάβουν αντίγραφο της διεθνούς αίτησης

1. Κάθε οριζόμενο Γραφείο μπορεί να ζητήσει από το Διεθνές Γραφείο αντίγραφο της διεθνούς αίτησης πριν από την κοινοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 20. Το Διεθνές Γραφείο του το διαβιβάζει, μόλις είναι δυνατόν, άμεσως μετά τη λήξη προθεσμίας ενός έτους από την ημερομηνία προτεραιότητας.

2. α. Ο καταθέτης μπορεί οποτεδήποτε να διαβιβάσει σε κάθε οριζόμενο Γραφείο αντίγραφο της διεθνούς αίτησης.

β. Ο καταθέτης μπορεί οποτεδήποτε να ζητήσει από το Διεθνές Γραφείο να διαβιβαστεί σε κάθε οριζόμενο Γραφείο αντίγραφο από την διεθνή αίτηση. Το Διεθνές Γραφείο διαβιβάζει, μόλις είναι δυνατόν, το εν λόγω αντίγραφο στο παραπάνω Γραφείο.

γ. Κάθε εθνικό Γραφείο μπορεί να γνωστοποιήσει στο Διεθνές Γραφείο ότι δεν επιθυμεί να παραλαμβάνει τα αντίγραφα που αναφέρονται στο εδάφιο β. Σ' αυτήν την περίπτωση, το εν λόγω εδάφιο δεν εφαρμόζεται για το συγκεκριμένο Γραφείο.

Άρθρο 14

Παρατυπίες στην διεθνή αίτηση

α. Το Γραφείο παραλαβής ελέγχει εάν η διεθνής αίτηση:

i. είναι υπογεγραμμένη σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό·

ii. περιέχει τις προκαθορισμένες ενδείξεις αναφορικά με τον καταθέτη·

iii. περιέχει τίτλο·

iv. περιέχει περίληψη·

v. πληροί, στο μέτρο που αυτό προβλέπεται από τον Εκτελεστικό Κανονισμό, τις προκαθορισμένες τυπικές προϋποθέσεις.

β. Εάν το Γραφείο παραλαβής διαπιστώσει ότι μία από αυτές τις προδιαγραφές δεν τηρήθηκε, προσκαλεί τον καταθέτη να διορθώσει την διεθνή αίτηση μέσα σε καθορισμένη προθεσμία. Στην αντίθετη περίπτωση, η αίτηση αυτή θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί και το Γραφείο παραλαβής προβαίνει σε σχετική ανακοίνωση.

2. Εάν η διεθνής αίτηση αναφέρεται σε σχέδια τα οποία δεν περιλαμβάνονται στην αίτηση, το Γραφείο παραλαβής γνωστοποιεί προς τον καταθέτη ότι μπορεί να τα καταθέσει μέσα σε καθορισμένη προθεσμία. Στην περίπτωση αυτή, ως ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης θεωρείται η ημερομηνία παραλαβής των σχεδίων αυτών από το Γραφείο παραλαβής. Στην αντίθετη περίπτωση, κάθε αναφορά σε σχέδια θεωρείται ως αναχριβής.

3.α. Εάν το Γραφείο παραλαβής διαπιστώσει ότι τα καθορισμένα από το άρθρο 3 παρ. 4, iv, τέλη δεν πληρώθηκαν μέσα στην καθορισμένη προθεσμία, ή ότι το τέλος του άρθρου 4 παρ. 2 δεν πληρώθηκε για κανένα από τα οριζόμενα Κράτη, η διεθνής αίτηση θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί και το Γραφείο παραλαβής προβαίνει σε σχετική ανακοίνωση.

β. Εάν το Γραφείο παραλαβής διαπιστώσει ότι το τέλος του άρθρο 4 παρ. 2 πληρώθηκε μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία για ένα ή περισσότερα οριζόμενα Κράτη (αλλά όχι για όλα τα Κράτη) ο ορισμός των Κρατών για τα οποία δεν πληρώθηκε το τέλος μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί και το Γραφείο παραλαβής προβαίνει σε σχετική ανακοίνωση.

4. Εάν μετά την χορήγηση στην διεθνή αίτηση ημερομηνίας διεθνούς κατάθεσης, το Γραφείο παραλαβής διαπιστώσει ότι, μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία, καμμία από τις προϋποθέσεις που αριθμούνται στα σημεία i μέχρι iii του άρθρου 11 παρ. 1 δεν έχει τηρηθεί μέχρι αυτήν την ημερομηνία, η αίτηση θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί και το Γραφείο παραλαβής το ανακοινώνει.

Άρθρο 15

Διεθνής έρευνα

1. Κάθε διεθνής αίτηση υπόκειται σε διεθνή έρευνα.

2. Η διεθνής έρευνα έχει ως αντικείμενο την αποκάλυψη της αρμόζουσας στάθμης της τεχνικής.

3. Η διεθνής έρευνα πραγματοποιείται με βάση τις αξιώσεις και λαμβάνοντας υπόψη την περιγραφή και τα σχέδια (εφόσον υπάρχουν).

4. Η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα σύμφωνα με το άρθρο 16, προσπαθεί να αποκαλύψει την αρμόζουσα στάθμη τεχνικής, εφόσον τα μέσα που διαθέτει της το επιτρέπουν, και οφείλει, σε κάθε περίπτωση, να συμβουλευθεί το υλικό τεκμηρίωσης που ειδικά αναφέρεται στον Εκτελεστικό Κανονισμό.

5α. Ο δικαιούχος εθνικής αίτησης που κατατέθηκε ενώπιον εθνικού γραφείου Κράτους–μέλους ή γραφείου που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού μπορεί, εάν η εθνική νομοθεσία του Κράτους αυτού το επιτρέπει, και σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που προβλέπει η νομοθεσία αυτή, να ζητήσει την πραγματοποίηση έρευνας παρόμοιας με την διεθνή («έρευνα διεθνούς τύπου») για την αίτησή του.

β. Το εθνικό γραφείο ενός συμβαλλόμενου Κράτους ή το γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού μπορεί, εάν η εθνική νομοθεσία του Κράτους αυτού το επιτρέπει, να υποβάλλει σε έρευνα διεθνούς τύπου κάθε εθνική αίτηση που κατατίθεται ενώπιον του.

γ. Η έρευνα «διεθνούς τύπου» πραγματοποιείται από τη διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή έρευνα σύμφωνα με το άρθρο 16, και η οποία θα ήταν αρμόδια για την σύνταξη της διεθνούς έρευνας εάν η εθνική αίτηση αποτελούσε διεθνή αίτηση που κατατέθηκε ενώπιον του γραφείου αυτού σύμφωνα με τα εδάφια α και β. Εάν η εθνική αίτηση είναι συνταγμένη σε γλώσσα στην οποία η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα κρίνει ότι δεν είναι σε θέση να εξετάσει την αίτηση, η έρευνα «διεθνούς τύπου» πραγματοποιείται με βάση μετάφραση προετοιμασμένη από τον καταθέτη σε μία από τις γλώσσες που καθορίζονται για τις διεθνείς αιτήσεις έτσι όπως η διοίκηση αυτή έχει δεσμευθεί να τις δέχεται. Η εθνική αίτηση και η μετάφραση, εφόσον απαιτείται, πρέπει να κατατίθενται στη μορφή που απαιτείται για τις διεθνείς αιτήσεις.

Άρθρο 16

Διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα

1. Η διεθνής έρευνα πραγματοποιείται από τη διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή έρευνα. Η διοίκηση αυτή μπορεί να είναι είτε ένα εθνικό γραφείο, είτε ένας διακρατικός οργανισμός, όπως π.χ. το Διεθνές Ινστιτούτο Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας, στις αρμοδιότητες του οποίου περιλαμβάνεται η σύνταξη έκθεσης έρευνας με βάση το υλικό τεκμηρίωσης για τη στάθμη της τεχνικής που αφορά τις εφευρέσεις και οι οποίες αποτελούν αντικείμενο αιτήσεων διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας.

2. Εάν στα πλαίσια του θεσμού μιάς διοίκησης επιφορτισμένης με τη διεθνή έρευνα, υπάρχουν περισσότερες διοικήσεις επιφορτισμένες με τη διεθνή έρευνα, κάθε γραφείο παραλαβής καθορίζει, σύμφωνα με τις διατάξεις της εφαρμοζόμενης συμφωνίας που αναφέρεται στην παράγραφο 3β, αυτήν ή αυτές τις διοικήσεις που είναι αρμόδιες να προβούν σε έρευνα για τις διεθνείς αιτήσεις που κατατίθενται ενώπιον του εν λόγω γραφείου.

3α. Οι διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα επιλέγονται από την Συνέλευση. Κάθε εθνικό γραφείο και κάθε διακρατικός οργανισμός που ανταποκρίνονται στις προϋποθέσεις του εδαφίου γ μπορούν να επιλεγούν ως διοικήσεις επιφορτισμένες για την διεθνή έρευνα.

β. Η επιλογή εξαρτάται από τη συναίνεση του εθνικού γραφείου ή του εν λόγω διακυβερνητικού οργανισμού και από την σύναψη συμφωνίας ανάμεσα στο γραφείο αυτό ή τον οργανισμό και το διεθνές γραφείο. Η συμφωνία αυτή πρέπει να γίνει αποδεκτή και από τη Συνέλευση. Με την συμφωνία καθορίζονται, με κάθε λεπτομέρεια, τα δικαιώματα και οι υποχρέωσεις των μερών. Η συμφωνία περιέχει, ιδίως, τις τυπικές δεσμεύσεις του γραφείου αυτού ή του συγκεκριμένου οργανισμού για την εφαρμογή και την τήρηση όλων των κοινών κανόνων που αφορούν την έκθεση έρευνα.

γ. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός καθορίζει τις ελάχιστες απαιτήσεις, ιδίως σε ότι αφορά το προσωπικό και το υλικό τεκμηρίωσης, τις οποίες κάθε γραφείο ή οργανισμός πρέπει να ικανοποιεί για να είναι δυνατή η επιλογή του. Τις ίδιες αυτές απαιτήσεις θα πρέπει συνέχεια να ικανοποιεί εφόσον θέλει να παραμείνει επιλεγμένο γραφείο ή οργανισμός.

δ. Η επιλογή γίνεται για μια καθορισμένη χρονική διάρκεια που είναι δυνατόν να παραταθεί.

ε. Πριν από την τελική απόφαση για την επιλογή ενός εθνικού γραφείου ή ενός διακρατικού οργανισμού ή σχετικά με την παράταση της επιλογής αυτής καθώς και πριν περατωθεί μία τέτοια επιλογή, η Συνέλευση ακούει τις απόψεις του γραφείου ή του εν λόγω οργανισμού και λαμβάνει την γνώμη της Επιτροπής Τεχνικής Συνεργασίας που αναφέρεται στο άρθρο 56 (εφόσον η Επιτροπή αυτή έχει συσταθεί).

Άρθρο 17

Διαδικασία στα πλαίσια της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα

1. Η διαδικασία στα πλαίσια της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα καθορίζεται από την παρούσα Συνθήκη, τον Εκτελεστικό Κανονισμό και την συμφωνία που το Διεθνές Γραφείο συνάπτει, σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό, με την διοίκηση αυτή.

2α. Εάν η επιφορτισμένη διοίκηση με την διεθνή έρευνα κρίνει ότι:

i. η διεθνής αίτηση αφορά αντικείμενο για το οποίο δεν είναι υποχρεωμένη σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό να προβεί σε έρευνα και αποφασίζει στην συγκεκριμένη περίπτωση να μη προβεί σε έρευνα, ή,

ii. η περιγραφή, οι αξιώσεις ή τα σχέδια δεν πληρούν τις προκαθορισμένες προϋποθέσεις έτσι ώστε να μπορεί να πραγματοποιηθεί αρμόζουσα έρευνα, ανακοινώνει και κοινοποιεί στον καταθέτη καθώς και στο Διεθνές Γραφείο ότι η έκθεση διεθνούς έρευνας δεν μπορεί να συνταχθεί.

β. Εάν, μία από τις περιπτώσεις που αναφέρονται στο εδάφιο α, υφίσταται μόνο όσον αφορά ορισμένες αξιώσεις, η έκθεση διεθνούς έρευνας αναφέρει την συγκεκριμένη περίπτωση για αυτές τις αξιώσεις και συντάσσεται για τις άλλες μόνον αξιώσεις, σύμφωνα με το άρθρο 18.

3α. Εάν η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα κρίνει ότι η διεθνής αίτηση δεν ικανοποιεί την απαίτηση για ενότητα της εφεύρεσης, έτσι όπως αυτή καθορίζεται στον Εκτελεστικό Κανονισμό, προσκαλεί τον καταθέτη για να πληρώσει συμπληρωματικά τέλη. Η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα συντάσσει έκθεση διεθνούς έρευνας για τα μέρη εκείνα της διεθνούς αίτησης που έχουν σχέση με την εφεύρεση η οποία αναφέρεται εν πρώτοις στις αξιώσεις («κύρια εφεύρεση») και, εάν τα απαιτούμενα συμπληρωματικά τέλη πληρώθηκαν μέσα στην καθορισμένη προθεσμία, έκθεση διεθνούς έρευνας και για τα μέρη της διεθνούς αίτησης τα οποία σχετίζονται με τις εφευρέσεις για τις οποίες τα τέλη έχουν πληρωθεί.

β. Η εθνική νομοθεσία κάθε οριζόμενου Κράτους μπορεί να προβλέψει ότι, σε περίπτωση που το εθνικό γραφείο του Κράτους αυτού κρίνει δικαιολογημένη την πρόσκληση που αναφέρεται στο εδάφιο α από την επιφορτισμένη διοίκηση με την διεθνή έρευνα, και εφόσον ο καταθέτης δεν έχει πληρώσει όλα τα συμπληρωματικά τέλη, τα μέρη της διεθνούς αίτησης που δεν αποτέλεσαν αντικείμενο έρευνας θεωρούνται ότι έχουν αποσυρθεί σε ότι αφορά τα αποτελέσματά τους για το Κράτος αυτό, με την προϋπόθεση όμως ότι δεν έχει πληρωθεί ειδικό τέλος από τον καταθέτη στο εθνικό γραφείο του εν λόγω Κράτους.

Άρθρο 18

Έκθεση Έρευνας

1. Η έκθεση διεθνούς έρευνας συντάσσεται μέσα σε καθορισμένη προθεσμία και με καθορισμένη μορφή.

2. Η έκθεση διεθνούς έρευνας διαβιβάζεται, αμέσως μετά την σύνταξη της, από την επιφορτισμένη διοίκηση με την διεθνή έρευνα στον καταθέτη και στο διεθνές γραφείο.

3. Η έκθεση διεθνούς έρευνας ή η δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 17 παρ. 2,α) μεταφράζεται σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό. Οι μεταφράσεις προετοιμάζονται από το ίδιο το διεθνές γραφείο ή υπ'ευθύνη του.

Άρθρο 19

Τροποποίηση των αξιώσεων ενώπιον του διεθνούς γραφείου

1. Ο καταθέτης μετά την παραλαβή της έκθεσης διεθνούς έρευνας έχει το δικαίωμα, για μία μόνον φορά, να τροποποιήσει τις αξιώσεις της διεθνούς αίτησης καταθέτοντας τις τροποποιήσεις μέσα σε καθορισμένη προθεσμία ενώπιον του διεθνούς γραφείου. Μπορεί επίσης να επισυνάψει μία σύντομη δήλωση, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, με την οποία να εξηγεί τις τροποποιήσεις και να ορίζει το αποτέλεσμα που μπορούν να έχουν οι τροποποιήσεις αυτές στην περιγραφή και στα σχέδια.

2. Οι τροποποιήσεις δεν μπορούν να υπερβαίνουν τα όρια του αντικειμένου της εφεύρεσης έτσι όπως αναφέρεται στην διεθνή αίτηση και έχει ήδη κατατεθεί.

3. Η μη τήρηση των διατάξεων της παρ. 2 δεν έχει συνέπειες για τα οριζόμενα Κράτη για τα οποία η εθνική νομοθεσία επιτρέπει οι τροποποιήσεις αυτές να υπερβαίνουν τα όρια του αντικειμένου της εφεύρεσης.

Άρθρο 20

Κοινοποίηση στα οριζόμενα γραφεία

1α. Η διεθνής αίτηση μαζί με την διεθνή έκθεση έρευνας (συμπεριλαμβανόμενης κάθε ένδειξης που αναφέρεται στο άρθρο 17 παρ. 2β) ή δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 17, παρ. 2α κοινοποιείται, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, σε κάθε οριζόμενο γραφείο το οποίο δεν έχει αρνηθεί, καθ' ολοκληρία ή μερικά, την κοινοποίηση αυτή.

β. Η κοινοποίηση αυτή περιλαμβάνει την μετάφραση (όπως αυτή ορίζεται) της παραπάνω έκθεσης ή της παραπάνω δήλωσης.

2. Εάν οι αξιώσεις τροποποιήθηκαν σύμφωνα με το άρθρο 19 παρ. 2 η γνωστοποίηση πρέπει, είτε να περιέχει το σύνολο του κειμένου των αξιώσεων έτσι όπως κατατέθηκαν και έτσι όπως τροποποιήθηκαν, είτε να περιέχει το σύνολο του κειμένου των αξιώσεων έτσι όπως κατατέθηκε και διευκρινίστηκε με τις τροποποιήσεις που έχουν επέλθει. Εξάλλου, η γνωστοποίηση πρέπει, εφόσον υπάρχει, να περιέχει την δήλωση του άρθρου 19, παρ. 1.

3. Ύστερα από αίτηση του οριζόμενου γραφείου ή του καταθέτη η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα τους απευθύνει, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, αντίγραφο των εγγράφων που αναφέρονται στην έκθεση της διεθνούς έρευνας.

Άρθρο 21

Διεθνής δημοσίευση

1. Το διεθνές γραφείο προβαίνει στην δημοσίευση των διεθνών αιτήσεων.

2α. Με την επιφύλαξη των εξαιρέσεων που προβλέπονται στο εδάφιο β και στο άρθρο 64, παρ. 3, η διεθνής δημοσίευση της διεθνούς αίτησης λαμβάνει χώρα σε σύντομο χρονικό διάστημα αμέσως μετά την λήξη προθεσμίας 18 μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας της αίτησης.

β. Ο καταθέτης μπορεί να ζητήσει από το διεθνές γραφείο την δημοσίευση της διεθνούς αίτησης σε οποιοδήποτε χρονικό σημείο πριν την λήξη της προθεσμίας που αναφέρεται στο εδάφιο α.

Σ'αυτή την περίπτωση το διεθνές γραφείο προβαίνει σε δημοσίευση σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

3. Η έκθεση της διεθνούς έρευνας ή η δήλωση που αναφέρεται στο

άρθρο 17, παρ. 2α, δημοσιεύεται σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

4. Η γλώσσα και η μορφή της διεθνούς δήλωσης καθώς και κάθε άλλη λεπτομέρεια καθορίζονται από τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

5. Εάν η διεθνής αίτηση έχει αποσυρθεί ή θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί πριν τελειώσει τεχνικά η προετοιμασία της δημοσίευσης το διεθνές γραφείο δεν προβαίνει στην διεθνή δημοσίευση.

6. Εάν το διεθνές γραφείο κρίνει ότι η διεθνής αίτηση περιέχει εκφράσεις, ή σχέδια αντίθετα προς τα χρηστά ήθη ή την δημόσια τάξη, ή δηλώσεις αντίθετες με την έννοια του Εκτελεστικού Κανονισμού, μπορεί να παραλείψει να τις δημοσιεύσεις σημειώνοντας την θέση και τον αριθμό των λέξεων ή των σχεδίων που παραλείπονται. Μετά από έγγραφο αίτημα, το διεθνές γραφείο χορηγεί ειδικά φωτοαντίγραφα για τα μέρη εκείνα της αίτησης τα οποία έχει παραλείψει.

Άρθρο 22

Αντίγραφα, μεταφράσεις και τέλη για τα οριζόμενα γραφεία

1. Ο καταθέτης δίδει σε κάθε οριζόμενο γραφείο ένα αντίγραφο της διεθνούς αίτησης (εκτός εάν η κοινοποίηση του άρθρου 20, έλαβε ήδη χώρα) και την μετάφραση (έτσι όπως καθορίζεται) της και πληρώνει (εφόσον απαιτείται) το εθνικό τέλος το αργότερο κατά την ημερομηνία λήξης προθεσμίας 20 μηνών που υπολογίζεται από την ημερομηνία προτεραιότητας. Σε περίπτωση που το όνομα του εφευρέτη και οι άλλες πληροφορίες οι σχετικές με τον εφευρέτη που καθορίζει η εθνική νομοθεσία του οριζόμενου Κράτους δεν απαιτούνται αμέσως μετά την κατάθεση της εθνικής αίτησης ο καταθέτης οφείλει, εφόσον οι πληροφορίες αυτές δεν αναφέρονται ήδη στην αίτηση, να τις κοινοποιήσει στο εθνικό γραφείο του Κράτους ή στο γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού το αργότερο μέχρι την ημερομηνία λήξης προθεσμίας 20 μηνών που υπολογίζεται από την ημερομηνία προτεραιότητας.

2. Οταν η επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα διοίκηση αναχοινώνει ότι σύμφωνα με το άρθρο 17 παρ. 2α, η έκθεση διεθνούς έρευνας δεν θα συνταχθεί, η προθεσμία για την συμπλήρωση των ενεργειών που αναφέρονται στην παρ. 1 του παρόντος άρθρου είναι η ίδια με την προθεσμία που προβλέπει η παρ. 1.

3. Η νομοθεσία κάθε συμβαλλόμενου Κράτους μπορεί για την συμπλήρωση των ενεργειών που προβλέπονται στις παραγράφους 1 και 2 να καθορίσει προθεσμίες που εκπνέουν μετά από τις προθεσμίες που αναφέρονται στις παραγράφους αυτές.

Άρθρο 23

Διακοπή της εθνικής διαδικασίας

1. Το οριζόμενο γραφείο δεν εξετάζει την διεθνή αίτηση πριν την λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22.

2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρ. 1, κάθε οριζόμενο γραφείο μπορεί, ύστερα από ρητό αίτημα του καταθέτη, να εξετάσει σε οποιαδήποτε χρονική στιγμή την διεθνή έκθεση.

Άρθρο 24

Πιθανή απώλεια των αποτελεσμάτων στα οριζόμενα Κράτη

1. Με την επιφύλαξη του άρθρου 25 για την περίπτωση του παρακάτω σημείου ii), τα αποτελέσματα της διεθνούς αίτησης που προβλέπονται στο άρθρο 11 παρ. 3 παύουν να ισχύουν για κάθε οριζόμενο Κράτος και η παύση αυτή έχει τις ίδιες συνέπειες με την απόσυρση της εθνικής αίτησης γι'αυτό το Κράτος:

i. Εάν ο καταθέτης αποσύρει την διεθνή αίτηση ή τον ορισμό του εν λόγω Κράτους.

ii. Εάν η διεθνής αίτηση θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί επειδή συντρέχουν οι λόγοι των άρθρων 12, παρ. 3, 14 παρ. 1β, 14 παρ. 3α ή 14 παρ. 4, ή εάν ο ορισμός του εν λόγω Κράτους θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί σύμφωνα με το άρθρο 14 παρ. 3β.

iii. Εάν ο καταθέτης δεν έχει συμπληρώσει, μέσα στην οριζόμενη προθεσμία, τις ενέργειες που αναφέρονται στο άρθρο 22.

2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρ. 1, κάθε οριζόμενο γραφείο μπορεί να διατηρήσει τα αποτελέσματα που προβλέπονται από το άρθρο 11 παρ. 3 ακόμα και εάν δεν απαιτείται τα αποτελέσματα αυτά να διατηρηθούν κατά το άρθρο 25. παρ. 2.

Άρθρο 25

Αναθεώρηση από τα οριζόμενα γραφεία

1α. Οταν το γραφείο παραλαβής αρνείται να χορηγήσει ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης ή ανακοινώνει ότι η διεθνής αίτηση θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί ή όταν το διεθνές γραφείο προβαίνει σε διαπίστωση σύμφωνα με το άρθρο 12 παρ. 3, το Γραφείο αυτό, απευθύνει σε σύντομο χρονικό διάστημα, μετά από αίτημα από τον καταθέτη, σε κάθε οριζόμενο γραφείο που αναφέρεται απ'αυτόν αντίγραφο των εγγράφων που περιέχονται στο φάκελλο.

β. Οταν το γραφείο παραλαβής ανακοινώσει ότι ο ορισμός ενός Κράτους έχει θεωρηθεί ότι αποσύρθηκε, το διεθνές γραφείο, μετά από αίτημα του καταθέτη, απευθύνει σε σύντομο χρονικό διάστημα στο εθνικό γραφείο του Κράτους αντίγραφο των εγγράφων που περιέχονται στο φάκελλο.

γ. Οι αιτήσεις που βασίζονται στις διατάξεις των εδαφίων α και β πρέπει να κατατίθενται μέσα στην προκαθορισμένη ημερομηνία.

2α. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του εδαφίου β, κάθε οριζόμενο γραφείο, εφόσον το εθνικό τέλος (εάν υπάρχει) έχει πληρωθεί και η κατάλληλη μετάφραση (εάν αυτή απαιτείται) έχει κατατεθεί στην προκαθορισμένη ημερομηνία, αποφασίζει εάν η άρνηση, ή δήλωση, ή η διαπίστωση που αναφέρονται στην παράγραφο 1 ήταν δικαιολογημένες, σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό. Εάν διαπιστώσει ότι η άρνηση αυτή, ή η δήλωση ήταν αποτέλεσμα λάθους, ή παράλειψης από το γραφείο παραλαβής, ή ότι η διαπίστωση ήταν αποτέλεσμα λάθους ή παράλειψης από το διεθνές γραφείο προβαίνει στην εξέταση της διεθνούς αίτησης για το Κράτος του οριζόμενου γραφείου ως εάν το εν λόγω λάθος ή παράλειψη να μην έλαβαν χώρα.

β. Οταν το αυθεντικό αντίγραφο φτάσει στο διεθνές γραφείο μετά την λήξη της προθεσμίας που ορίζεται στο άρθρο 12 παρ. 3 για λόγους λάθους ή παράλειψης που οφείλονται στον καταθέτη, το εδάφιο α δεν εφαρμόζεται παρά μόνον μέσα στα πλαίσια των προϋποθέσεων που αναφέρονται στο άρθρο 48 παρ. 2.

Άρθρο 26

Δυνατότητα διόρθωσης ενώπιον των οριζόμενων γραφείων

Το οριζόμενο γραφείο δεν μπορεί να απορρίψει διεθνή αίτηση με την αιτιολογία ότι η αίτηση αυτή δεν πληροί τις προϋποθέσεις της παρούσας Συνθήκης ή του Εκτελεστικού Κανονισμού χωρίς να παρέχει προηγουμένως στον καταθέτη την δυνατότητα να διορθώσει την εν λόγω αίτηση μέσα στα πλαίσια και την διαδικασία που προβλέπονται από την εθνική νομοθεσία για παρόμοιες ή συγκρίσιμες περιπτώσεις για τις εθνικές αιτήσεις.

Άρθρο 27

Εθνικές απαιτήσεις

1. Η εθνική νομοθεσία δεν μπορεί να απαιτήσει όπως η διεθνής αίτηση ανταποκρίνεται ως αναφορά την μορφή ή το περιεχόμενό της σε απαιτήσεις διαφορετικές από εκείνες οι οποίες προβλέπονται στην παρούσα Συνθήκη και στον Εκτελεστικό Κανονισμό ή σε συμπληρωματικές απαιτήσεις.

2. Οι διατάξεις της παρ. 1 δεν επηρεάζουν την εφαρμογή του άρθ. 7 παρ. 2, ούτε εμποδίζουν τις εθνικές νομοθεσίες να απαιτούν, εφόσον η εξέταση της διεθνούς αίτησης έχει αρχίσει από το ίδιο το οριζόμενο γραφείο:

i. Οταν ο καταθέτης είναι νομικό πρόσωπο, την ένδειξη του ονόματος ενός εκ των διευθυντών του νομικού προσώπου με την κατάλληλη εξουσιοδότηση για την εκπροσώπησή του.

ii. Την κατάθεση των εγγράφων που δεν ανήκουν μεν στην διεθνή αίτηση, αποτελούν όμως απόδειξη ισχυρισμών ή δηλώσεων που περιέχονται στην αίτηση, συμπεριλαμβανόμενης της διαβεβαίωσης της διεθνούς αίτησης με υπογραφή από τον ίδιο τον καταθέτη όταν η αίτηση αυτή έτσι όπως κατατέθηκε, υπογράφηκε από τον αντιπρόσωπο ή τον πληρεξούσιό του.

3. Οταν ο καταθέτης, για κάθε οριζόμενο Κράτος, δεν έχει την αρμοδιότητα κατά την εθνική νομοθεσία του Κράτους αυτού να προβεί σε κατάθεση εθνικής αίτησης επειδή δεν είναι ο εφευρέτης, η διεθνής αίτηση

μπορεί να απορριφθεί από το οριζόμενο γραφείο.

4. Όταν η εθνική νομοθεσία προβλέπει όσον αφορά τη μορφή ή το περιεχόμενο των εθνικών αιτήσεων απαιτήσεις οι οποίες για τους καταθέτες είναι περισσότερο ευνοϊκές από αυτές που προβλέπει η Συνθήκη και ο Εκτελεστικός Κανονισμός για τις διεθνείς αιτήσεις, το εθνικό γραφείο, τα δικαστήρια και κάθε άλλο αρμόδιο όργανο του οριζόμενου Κράτους ή του γραφείου που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού, μπορούν να εφαρμόσουν τις πρώτες απαιτήσεις στη θέση των δεύτερων για τις διεθνείς αιτήσεις, εκτός εάν ο καταθέτης ζητήσει να εφαρμοσθούν στην διεθνή αίτηση οι απαιτήσεις που προβλέπονται από την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

5. Ουδεμία διάταξη της παρούσης Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού δεν μπορεί να ερμηνευθεί ως περιοριστική της ελευθερίας κάθε Κράτους – μέλους να καθορίσει τις ουσιώδεις προϋποθέσεις για την χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας, έτσι όπως επιθυμεί. Ιδίως, κάθε διάταξη της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού που αφορά τον ορισμό της στάθμης της τεχνικής πρέπει να ερμηνεύεται αποκλειστικά για τους σκοπούς της διεθνούς διαδικασίας. Κατά συνέπεια, κάθε συμβαλλόμενο Κράτος είναι ελεύθερο να εφαρμόσει, όταν καθορίζει την δυνατότητα χορήγησης διπλώματος ευρεσιτεχνίας για μία εφεύρεση που αποτελεί αντικείμενο διεθνούς αίτησης, τα κριτήρια της εθνικής νομοθεσίας του Κράτους σχετικά με την στάθμη της τεχνικής και τις άλλες συνθήκες για χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας που δεν αποτελούν απαιτήσεις σχετικά με την μορφή και το περιεχόμενο των αιτήσεων.

6. Η εθνική νομοθεσία μπορεί να απαιτεί από τον καταθέτη την προσκόμιση αποδείξεων σχετικά με την συμπλήρωση των προϋποθέσεων που αναφέρονται στο δικαίωμα χορήγησης διπλώματος ευρεσιτεχνίας, έτσι όπως τις καθορίζει η εθνική νομοθεσία.

7. Το γραφείο παραλαβής όπως και το οριζόμενο γραφείο που έχει αρχίσει την εξέταση της διεθνούς αίτησης, μπορεί να εφαρμόσει διατάξεις της εθνικής νομοθεσίας που αναφέρονται στην υποχρεωτική εκπροσώπηση του καταθέτη από πληρεξούσιο, επιτετραμμένο ενώπιον του γραφείου, και την υποχρεωτική ένδειξη διεύθυνσης υπηρεσίας για την αλληλογραφία μέσα στο έδαφος του οριζόμενου Κράτους για την παραλαβή των κοινοποιήσεων.

8. Ουδεμία διάταξη της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού μπορεί να ερμηνευθεί ότι περιορίζει την ελευθερία συμβαλλόμενου Κράτους για να εφαρμόσει τα μέτρα που θεωρεί απαραίτητα σε θέματα εθνικής ασφάλειας ή να περιορίσει, με σκοπό την προστασία των οικονομικών του συμφερόντων, το δικαίωμα των υπηκόων του ή των προσώπων που κατοικούν στο εδαφός του για να καταθέτουν διεθνείς αιτήσεις.

Άρθρο 28

Τροποποίηση των αξιώσεων της περιγραφής και των σχεδίων ενώπιον των οριζόμενων γραφείων

1. Ο καταθέτης πρέπει να έχει την ευκαιρία να τροποποιήσει τις αξιώσεις, την περιγραφή και τα σχέδια μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία ενώπιον κάθε οριζόμενου γραφείου. Το οριζόμενο γραφείο δεν μπορεί να χορηγήσει δίπλωμα ή να αρνηθεί την χορήγηση διπλώματος πρίν από την λήξη της προθεσμίας αυτής χωρίς ρητή προηγούμενη συμφωνία από τον ίδιο τον καταθέτη.

2. Οι τροποποιήσεις δεν μπορούν να ξεπερνούν τα όρια του αντικειμένου της εφεύρεσης έτσι όπως παρουσιάζεται στην διεθνή αίτηση και έχει κατατεθεί, εκτός εάν η εθνική νομοθεσία του οριζόμενου Κράτους ρητά το επιτρέπει.

3. Οι τροποποιήσεις πρέπει να είναι σύμφωνες με την εθνική νομοθεσία του οριζόμενου Κράτους για κάθε θέμα για το οποίο δεν υπάρχει ρύθμιση από την παρούσα Συνθήκη ή τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

4. Όταν το οριζόμενο γραφείο ζητεί μετάφραση της διεθνούς αίτησης οι τροποποιήσεις πρέπει να συντάσσονται στην γλώσσα της μετάφρασης.

Άρθρο 29

Αποτελέσματα της διεθνούς δημοσίευσης

1. Όσον αφορά την προστασία των δικαιωμάτων του καταθέτη στο οριζόμενο Κράτος, η διεθνής δημοσίευση της διεθνούς αίτησης έχει για το Κράτος αυτό, με την επιφύλαξη των διατάξεων των παρ. 2 μέχρι 4, τα ίδια αποτελέσματα που ισχύουν σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία του Κράτους για την υποχρεωτική εθνική δημοσίευση των εθνικών αιτήσεων.

2. Εάν η γλώσσα της διεθνούς δημοσίευσης διαφέρει από εκείνη των δημοσιεύσεων που απαιτούνται από την εθνική νομοθεσία του οριζόμενου Κράτους, η εν λόγω εθνική νομοθεσία μπορεί να προβλέψει ότι τα αποτελέσματα που ορίζονται στην παρ. 1 ισχύουν μόνον από την ημερομηνία κατά την οποία:

i. Η μετάφραση στην γλώσσα του οριζόμενου Κράτους δημοσιεύθηκε σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία, ή ii. Η μετάφραση σε αυτήν την γλώσσα τέθηκε στην διάθεση του κοινού για ανάγνωση, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία, ή iii. Η μετάφραση σε αυτήν την τελευταία γλώσσα μεταβιβάστηκε από τον καταθέτη στον πραγματικό ή πιθανό, χωρίς άδεια, χρήστη της εφεύρεσης που αποτελεί το αντικείμενο της διεθνούς αίτησης, ή iv. Οι δύο πράξεις των σημείων i. και iii. ή οι δύο πράξεις των σημείων των παραπάνω σημείων ii. και iii. έλαβαν χώρα.

3. Η εθνική νομοθεσία κάθε οριζόμενου Κράτους μπορεί να προβλέψει ότι όταν έγινε η διεθνής δημοσίευση μετά από αίτηση του καταθέτη και πριν την λήξη της προθεσμίας των 18 μηνών που υπολογίζονται από την ημερομηνία προτεραιότητας, τα αποτελέσματα που προβλέπονται στην παρ. 1 δεν λαμβάνουν χώρα παρά μόνον μετά από την λήξη προθεσμίας 18 μηνών που υπολογίζονται από την ημερομηνία προτεραιότητας.

4. Η εθνική νομοθεσία κάθε οριζόμενου Κράτους μπορεί να προβλέψει ότι τα αποτελέσματα που αναφέρονται στην παρ. 1 δεν λαμβάνουν χώρα παρά μόνον μετά από την ημερομηνία παραλαβής από το εθνικό γραφείο ή το γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού, αντιγράφου της δημοσίευσης της διεθνούς αίτησης, δημοσίευση που έγινε σύμφωνα με το άρθρο 21. Το γραφείο δημοσιεύει το συντομότερο δυνατόν την ημερομηνία παραλαβής στην εφημερίδα του.

Άρθρο 30

Εμπιστευτικός χαρακτήρας της διεθνούς αίτησης

1α. Με την επιφύλαξη του εδαφίου β, το διεθνές γραφείο και οι διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα δεν μπορούν να επιτρέψουν σε κάποιο πρόσωπο ή διοίκηση να έχουν πρόσβαση στην διεθνή αίτηση πριν από την ημερομηνία δημοσιεύσης, εκτός εάν αυτό το ζητήσει ή το επιτρέψει ο καταθέτης.

β. Το εδάφιο α δεν εφαρμόζεται στις διαβιβάσεις προς την αρμόδια διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, ούτε στις διαβιβάσεις που προβλέπονται στο άρθρο 13, ούτε στις γνωστοποιήσεις που προβλέπονται στο άρθρο 20.

2α. Κανένα εθνικό γραφείο δεν μπορεί να επιτρέψει σε τρίτους να έχουν πρόσβαση στην διεθνή αίτηση εκτός εάν το ζητήσει ή το επιτρέψει ο καταθέτης πριν από μία από τις ημερομηνίες που παραθέτονται παρακάτω, (οποιαδήποτε ανάμεσά τους συμπληρώθηκε πρώτη):

i. Την ημερομηνία διεθνούς δημοσίευσης της διεθνούς αίτησης.

ii. Την ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης της διεθνούς αίτησης, σύμφωνα με το άρθρο 20.

iii. Την ημερομηνία παραλαβής του αντιγράφου της διεθνούς αίτησης, σύμφωνα με το άρθρο 22.

β. Το εδάφιο α δεν μπορεί να εμποδίσει το εθνικό γραφείο να πληροφορήσει τυχόν τρίτους για το γεγονός ότι είναι το οριζόμενο γραφείο ή να δημοσιεύσει το γεγονός αυτό. Μια παρόμοια πληροφορία ή δημοσίευση δεν μπορεί να περιέχει παρά μόνο τις ακόλουθες ενδείξεις: στοιχεία της ταυτότητας του γραφείου παραλαβής, όνομα του καταθέτη, ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης, αριθμό διεθνούς αίτησης και τίτλο της εφεύρεσης.

γ. Το εδάφιο α δεν μπορεί να εμποδίσει το οριζόμενο γραφείο να επιτρέψει στις δικαστικές αρχές να έχουν πρόσβαση στην διεθνή αίτηση.

3. Η παρ. 2α εφαρμόζεται για κάθε γραφείο παραλαβής εκτός από τις διαβιβάσεις που προβλέπονται στο αρθρο 12 παρ. 1.

4. Σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη, η έκφραση «έχω πρόσβαση» θεωρείται ότι αφορά κάθε μέσο με το οποίο οι τρίτοι μπορούν να λάβουν γνώση και περιλαμβάνει την ατομική γνωστοποίηση ή την γενική δημοσίευση. Παρόλα αυτά, το εθνικό γραφείο δεν μπορεί να δημοσιεύσει διεθνή αίτηση ή την μετάφρασή της πρίν από την διεθνή δημοσίευση ή πρίν από την λήξη προθεσμίας 20 μηνών που υπολογίζεται από την ημερο-

μηνία προτεραιότητας, εάν η διεθνής δημοσίευση δεν έλαβε χώρα κατά την λήξη της προθεσμίας αυτής.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II

ΠΡΟΚΑΤΑΡΚΤΙΚΗ ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΞΕΤΑΣΗ
Άρθρο 31 έως και 42 της Συνθήκης
(Παραλείπονται γιατί δεν επικυρούνται)

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III

ΚΟΙΝΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 43

Αναζήτηση ορισμένων τίτλων προστασίας

Ο καταθέτης μπορεί να δηλώσει, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, ότι η διεθνής αίτηση σκοπό έχει τη χορήγηση πιστοποιητικού πατρότητας εφεύρεσης, πιστοποιητικού χρησιμότητας, υποδείγματος χρησιμότητας και όχι στη χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας ή στη χορήγηση πρόσθετου πιστοποιητικού ή πρόσθετου πιστοποιητικού πατρότητας της εφεύρεσης ή πρόσθετου πιστοποιητικού χρησιμότητας για κάθε ένα από τα οριζόμενα ή επιλεγμένα Κράτη για τα οποία η νομοθεσία προβλέπει χορήγηση πιστοποιητικών πατρότητας εφεύρεσης, πιστοποιητικών χρησιμότητας, υποδειγμάτων χρησιμότητας, διπλωμάτων εφεύρεσης ή πρόσθετων πιστοποιητικών πατρότητας εφεύρεσης ή πρόσθετων πιστοποιητικών χρησιμότητας. Τα αποτελέσματα που απορρέουν από αυτήν την δήλωση καθορίζονται με την επιλογή που έγινε από τον ίδιο τον καταθέτη. Για τους σκοπούς του παρόντος άρθρου και για κάθε σχετικό κανόνα το άρθρο 2 εδάφιο ii δεν εφαρμόζεται.

Άρθρο 44

Αναζήτηση δύο τίτλων προστασίας

Για κάθε οριζόμενο Κράτος ή για κάθε επιλεγμένο Κράτος για τα οποία η εθνική νομοθεσία προβλέπει ότι μια αίτηση για την οποία ζητείται χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας ή χορήγηση κάποιου άλλου τίτλου προστασίας από αυτούς που αναφέρονται στο άρθρο 43 μπορεί επίσης να θεωρηθεί ως αίτηση για έναν άλλο από τους παραπάνω τίτλους προστασίας, ο καταθέτης μπορεί να δηλώσει, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, τους δύο τίτλους προστασίας για τους οποίους αιτείται την χορήγηση. Τα αποτελέσματα που απορρέουν καθορίζονται από τη δήλωση αυτή του καταθέτη. Για τους σκοπούς του παρόντος άρθρου το άρθρο 2 ii δεν εφαρμόζεται.

Άρθρο 45

Συνθήκη περιφερειακού διπλώματος

1. Κάθε Συνθήκη που προβλέπει τη χορήγηση ενός περιφερειακού διπλώματος («Συνθήκη περιφερειακού διπλώματος»), με την οποία δίδεται σε κάθε πρόσωπο που εξουσιοδοτείται σύμφωνα με το άρθρο 9 για κατάθεση διεθνούς αίτησης το δικαίωμα να καταθέτει αιτήσεις για χορήγηση διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, μπορεί να ορίσει ότι οι διεθνείς αιτήσεις που περιέχουν ορισμό ή επιλογή ενός Κράτους που είναι μέλος συγχρόνως στη Συνθήκη περιφερειακού διπλώματος και στην παρούσα Συνθήκη μπορούν να κατατεθούν για χορήγηση περιφερειακών διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας.

2. Η εθνική νομοθεσία ενός από τα παραπάνω Κράτη που είναι οριζόμενο ή επιλεγμένο μπορεί να προβλέφει ότι κάθε ορισμός ή επιλογή του Κράτους αυτού στη διεθνή αίτηση θεωρείται ως δήλωση σύμφωνα με την οποία ο καταθέτης επιθυμεί να αποκτήσει περιφερειακό δίπλωμα κατά τις διατάξεις της Συνθήκης περιφερειακού διπλώματος.

Άρθρο 46

Ανακριβής μετάφραση της διεθνούς αίτησης

Εάν, λόγω ανακριβούς μετάφρασης της διεθνούς αίτησης, η έκταση προστασίας του χορηγηθέντος διπλώματος ευρεσιτεχνίας με βάση την αίτηση χορήγησης ξεπερνάει την έκταση προστασίας που ζητείται με την διεθνή αίτηση στην γλώσσα του πρωτοτύπου, οι αρμόδιες αρχές του ενδιαφερόμενου συμβαλλόμενου Κράτους μπορούν να περιορίσουν αναλόγως και με αναδρομικά αποτελέσματα την έκταση προστασίας του διπλώματος και να δηλώσουν ότι θεωρείται άκυρο και μη υπάρχον στο μέτρο που το περιεχόμενο προστασίας ξεπερνάει την αιτούμενη προστασία κατά τη διεθνή αίτηση στην γλώσσα του πρωτοτύπου.

Άρθρο 47

Προθεσμίες

1. Ο υπολογισμός των προθεσμιών που προβλέπονται στην παρούσα Συνθήκη καθορίζεται από τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

2α. Όλες οι προθεσμίες που καθορίζονται στα κεφάλαια I και II της παρούσας Συνθήκης μπορούν, εκτός από την περίπτωση της αναθεώρησης σύμφωνα με το άρθρο 60, να τροποποιηθούν με απόφαση των συμβαλλόμενων Κρατών.

β. Η απόφαση λαμβάνεται από τη Συνέλευση ή με ψηφοφορία δια αλληλογραφίας και πρέπει να είναι ομόφωνη.

γ. Οι λεπτομέρειες της διαδιακασίας καθορίζονται στον Εκτελεστικό Κανονισμό.

Άρθρο 48

Καθυστέρηση στην τήρηση ορισμένων προθεσμιών

1. Όταν μια προθεσμία που καθορίζεται από την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό δεν έχει τηρηθεί για λόγους διακοπής στις υπηρεσίες των ταχυδρομείων, για λόγους απώλειας ή αναπόφευκτης καθυστέρησης του ταχυδρομείου, η προθεσμία αυτή θεωρείται ότι έχει τηρηθεί στις συγκεκριμένες περιπτώσεις που ορίζει ο Εκτελεστικός Κανονισμός και με την επιφύλαξη ότι θα πληρωθούν οι προϋποθέσεις απόδειξης και οι άλλες προϋποθέσεις που καθορίζονται στον Εκτελεστικό Κανονισμό.

2α. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος οφείλει, σε ότι το αφορά, να αναγνωρίζει τους λόγους που δέχεται η εθνική νομοθεσία για τυχόν καθυστέρηση στην τήρηση προθεσμιών.

β. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί, σε ότι το αφορά, να αναγνωρίζει άλλους λόγους από αυτούς οι οποίοι αναφέρονται στο εδάφιο α για καθυστέρηση στην τήρηση μιάς προθεσμίας.

Άρθρο 49

Δικαίωμα παραστάσεως ενώπιον των διεθνών διοικήσεων

Οι δικηγόροι, οι επιτετραμένοι για διπλώματα ευρεσιτεχνίας, ή κάθε άλλο πρόσωπο που έχει το δικαίωμα να παρίσταται ενώπιον του εθνικού γραφείου, ενώπιον του οποίου έχει κατατεθεί η διεθνής αίτηση, έχει το δικαίωμα να παρίσταται για την αίτηση αυτή και ενώπιον του διεθνούς γραφείου, της αρμόδιας διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή έρευνα και της αρμόδιας διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

ΤΕΧΝΙΚΕΣ ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ

Άρθρο 50

Υπηρεσίες πληροφόρησης για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας

1. Το Διεθνές Γραφείο μπορεί να παρέχει υπηρεσίες (που ονομάζονται στο παρόν άρθρο «υπηρεσίες πληροφόρησης»), δίνοντας τεχνικές πληροφορίες καθώς και κάθε άλλη ενδιαφέρουσα πληροφορία την οποία διαθέτει με βάση τα δημοσιευμένα έγγραφα και κυρίως τα έγγραφα των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας και των αιτήσεων που έχουν δημοσιευθεί.

2. Το Διεθνές Γραφείο μπορεί να παρέχει τις υπηρεσίες πληροφόρησης, είτε απευθείας, είτε δια μέσου ενός ή περισσοτέρων διοικήσεων επιφορτισμένων με την διεθνή έρευνα, ή άλλων ειδικευμένων οργανισμών εθνικών ή διεθνών, με τους οποίους μπορεί να συνάψει συμφωνίες.

3. Οι υπηρεσίες πληροφόρησης λειτουργούν με τέτοιο τρόπο ώστε να διευκολύνουν την πρόσβαση στα συμβαλλόμενα Κράτη που είναι αναπτυσσόμενες χώρες στις τεχνικές πληροφορίες και στην τεχνολογία συμπεριλαμβανομένης της διαθέσιμης δημοσιευμένης τεχνογνωσίας.

4. Οι υπηρεσίες πληροφόρησης μπορούν να παρέχονται από τις κυβερνήσεις των Κρατών μελών, από τους υπηκόους και από τα πρόσωπα που κατοικούν στο εδαφός τους. Η Συνέλευση μπορεί να αποφασίσει την επέκταση των υπηρεσιών αυτών και σε άλλους ενδιαφερομένους.

5α. Κάθε υπηρεσία που παρέχεται στις Κυβερνήσεις των Κρατών μελών πρέπει να δίδεται στη τιμή κόστους. Παρόλα αυτά, για τις Κυβερνήσεις των συμβαλλόμενων Κρατών που είναι αναπτυσσόμενες χώρες η

υπηρεσία παρέχεται σε κατώτερη τιμή εάν η διαφορά μπορεί να καλυφθεί από τα οφέλη που θα πραγματοποιηθούν με την παροχή των υπηρεσιών σε αποδέκτες εκτός των Κυβερνήσεων των Κρατών μελών, ή με μέσα που μνημονεύονται στο άρθρο 51 παρ.4.

β. Η τιμή κόστους που αναφέρεται στο εδάφιο α θα πρέπει να θεωρηθεί ότι περιλαμβάνεται στα έξοδα που προστίθενται για τις απαραίτητες ενέργειες τις οποίες το εθνικό γραφείο ή η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή έρευνα θα πρέπει να προβούν για να εκπληρώσουν τα καθήκοντα τους.

6. Οι λεπτομέρειες που αφορούν την εφαρμογή του παρόντος άρθρου καθορίζονται με αποφάσεις της Συνέλευσεως και μέσα στα όρια που θέτει η Συνέλευση, από ομάδες εργασίας που μπορεί να εγκαταστήσει γι'αυτό το σκοπό.

7. Η Συνέλευση, εάν θεωρήσει απαραίτητο, συνιστά άλλους τρόπους χρηματοδότησης για να συμπληρώσει όσους προβλέπονται στην παράγραφο 5.

Άρθρο 51

Τεχνική βοήθεια

1. Η Συνέλευση συγκροτεί Επιτροπή τεχνικής βοήθειας (που ονομάζεται στο παρόν άρθρο «Επιτροπή»).

2α. τα μέλη της Επιτροπής εκλέγονται μεταξύ των Κρατών – μελών με, τέτοιο τρόπο ώστε να επιτρέπεται η κατάλληλη εκπροσώπηση των αναπτυσσόμενων χωρών.

β. Ο Γενικός Διευθυντής προσκαλεί με δική του πρωτοβουλία ή μετά από αίτημα της Επιτροπής, τους αντιπροσώπους των διακυβερνητικών οργανισμών που ασχολούνται με την τεχνική βοήθεια στις αναπτυσσόμενες χώρες για να λάβουν μέρος στις εργασίες της Επιτροπής.

3α. Η Επιτροπή έχει ως καθήκον την οργάνωση και την εποπτεία της τεχνικής βοήθειας που παρέχεται στα συμβαλλόμενα Κράτη που είναι υπο ανάπτυξη χώρες με σκοπό να αναπτυχθούν τα συστήματα διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, είτε σε εθνικό επίπεδο, είτε σε περιφερειακό επίπεδο.

β. Η τεχνική βοήθεια περιλαμβάνει κυρίως εκπαίδευση ειδικών, αποστολή εμπειρογνωμόνων και χορήγηση εξοπλισμού για λόγους επίδειξης και λειτουργίας.

4. Για τη χρηματοδότηση των σχεδίων που περιλαμβάνονται στα πλαίσια του παρόντος άρθρου, το Διεθνές Γραφείο προσπαθεί να συνάψει συμφωνίες, αφενός με διεθνείς οργανισμούς χρηματοδότησης και με διακυβερνητικούς οργανισμούς και κυρίως με τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών, τα παραρτήματα των Ηνωμένων Εθνών καθώς και με ειδικευμένους οργανισμούς των Ηνωμένων Εθνών που έχουν αρμοδιότητα σε θέματα τεχνικής βοήθειας, και αφετέρου με τις κυβερνήσεις των Κρατών που θα ωφεληθούν από την τεχνική βοήθεια.

5. Οι λεπτομέρειες σχετικά με την εφαρμογή του παρόντος άρθρου καθορίζονται με αποφάσεις της Συνέλευσης και μέσα στα όρια που ορίζονται από τη Συνέλευση, από τις ομάδες εργασίας που μπορεί να συστήσει η Συνέλευση για αυτό το σκοπό.

Άρθρο 52

Σχέσεις με τις άλλες διατάξεις της Συνθήκης

Καμμία διάταξη του παρόντος κεφαλαίου δεν επηρεάζει τις οικονομικές διατάξεις που προβλέπονται στα άλλα κεφάλαια της παρούσας Συνθήκης. Οι διατάξεις αυτές δεν εφαρμόζονται, ούτε στο παρόν κεφάλαιο, ούτε κατά την εφαρμογή του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 53

Συνέλευση

1α. Η Συνέλευση αποτελείται από τα συμβαλλόμενα Κράτη, με την επιφύλαξη του άρθρου 57 παρ. 8.

β. Η Κυβέρνηση κάθε συμβαλλόμενου Κράτους εκπροσωπείται από έναν αντιπρόσωπο ο οποίος μπορεί να επικουρείται από αναπληρωματικούς, συμβούλους και εμπειρογνώμονες.

2α. Η Συνέλευση :

i. Εξετάζει όλα τα θέματα που αφορούν την διατήρηση και την ανάπτυξη της Ένωσης και την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης.

ii. Αναλαμβάνει τα καθήκοντα που της ανατίθενται ρητά από τις άλλες διατάξεις της παρούσας Συνθήκης.

iii. Δίνει στο Διεθνές Γραφείο τις οδηγίες που αφορούν την προετοιμασία των διασκέψεων αναθεώρησης της Σύμβασης.

iv. Εξετάζει και αποδέχεται τις εκθέσεις και τις δραστηριότητες του Γενικού Διευθυντή που αφορούν την Ένωση και του δίνει όλες τις χρήσιμες οδηγίες που αφορούν θέματα που εμπίπτουν στην αρμοδιότητα της Ένωσης.

v. Εξετάζει και αποδέχεται τις εκθέσεις και τις δραστηριότητες της Εκτελεστικής Επιτροπής που συστήνεται σύμφωνα με το άρθρο 9 και της δίνει κατευθυντήριες οδηγίες.

vi. Αποφασίζει το πρόγραμμα, υιοθετεί τον προϋπολογισμό διετίας της Ενώσεως και εγκρίνει τους Ισολογισμούς λήξης κάθε έτους.

vii. Αποδέχεται τον Οικονομικό Κανονισμό της Ένωσης.

viii. Συστήνει επιτροπές και ομάδες εργασίας εφόσον τις κρίνει απαραίτητες για την πραγματοποίηση των σκοπών της Ενώσεως.

ix. Αποφασίζει ποιά από τα μη συμβαλλόμενα Κράτη και, με την επιφύλαξη της παραγράφου 8, ποιοί από τους διακυβερνητικούς και διεθνείς οργανισμούς μη κυβερνητικούς μπορούν να γίνουν αποδεκτοί στις Συνελεύσεις της με την ιδιότητα του παρατηρητή.

x. Αναλαμβάνει κάθε άλλη κατάλληλη ενέργεια για να προωθήσει τους σκοπούς της Ένωσης και εξασκεί όλες τις άλλες απαραίτητες ενέργειες στα πλαίσια της παρούσας Συνθήκης.

β. Για τα θέματα που ενδιαφέρουν εξίσου άλλες ενώσεις που διοικούνται από τον Οργανισμό, η Συνέλευση αποφασίζει αφού λάβει γνώση της γνώμης της Συντονιστικής Επιτροπής του Οργανισμού.

3. Κάθε εκπρόσωπος μπορεί να αντιπροσωπεύσει ένα μόνον Κράτος και να ψηφίσει στο όνομα ενός μόνον Κράτους.

4. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος έχει μία ψήφο.

5α. Το ήμισυ των συμβαλλόμενων Κρατών αποτελεί τον απαραίτητο αριθμό απαρτίας.

β. Εάν δεν επιτευχθεί ο παραπάνω απαραίτητος αριθμός απαρτίας, η Συνέλευση μπορεί να λάβει τις σχετικές αποφάσεις. Εν τούτοις, οι αποφάσεις αυτές, εκτός από εκείνες που αφορούν την διαδικασία, καθίστανται εκτελεστές μόνον εάν ο αριθμός απαρτίας και η απαιτούμενη πλειοψηφία επετεύχθησαν με την διαδικασία ψηφοφορίας δι'αλληλογραφίας, έτσι όπως προβλέπεται από τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

6α. Με την επιφύλαξη των άρθρων 47 παρ. 2, β, 58 παρ. 2, β, 58 παρ. 3 και 61 παρ. 2,β, οι αποφάσεις της Συνέλευσης λαμβάνονται με πλειοψηφία 2/3 των ψηφισάντων.

β. Η αποχή δεν θεωρείται ως ψήφος.

7. Εάν πρόκειται για θέματα που ενδιαφέρουν αποκλειστικά τα Κράτη εκείνα που δεσμεύονται από το Κεφάλαιο ΙΙ κάθε αναφορά στα συμβαλλόμενα Κράτη που υπάρχει στις παραγράφους 4, 5 και 6 θεωρείται ότι αφορά μόνον τα Κράτη–μέλη που δεσμεύονται με το Κεφάλαιο ΙΙ.

8. Κάθε διακυβερνητικός Οργανισμός ο οποίος έχει επιλεγεί ως διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή ως διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση γίνεται δεκτός με την ιδιότητα του παρατηρητή στις συγκεντρώσεις της Συνέλευσης.

9. Όταν ο αριθμός των συμβαλλόμενων Κρατών ξεπεράσει τον αριθμό των 40, η Συνέλευση θα δημιουργήσει Εκτελεστική Επιτροπή. Κάθε αναφορά για την Εκτελεστική Επιτροπή που γίνεται στην παρούσα Συνθήκη και στον Εκτελεστικό Κανονισμό αφορά την χρονική στιγμή κατά την οποία η Επιτροπή θα συσταθεί.

10. Μέχρι την σύσταση της Εκτελεστικής Επιτροπής η Συνέλευση αποφασίζει, μέσα στα όρια του προγράμματος και του διετούς προγραμματισμού, για τα προγράμματα και τους ετήσιους προϋπολογισμούς που προετοιμάζονται από τον Γενικό Διευθυντή.

11α. Η Συνέλευση συνεδριάζει μία φορά κάθε δύο χρόνια σε τακτική σύσκεψη μετά από πρόσκληση του Γενικού Διευθυντού, εκτός απο εξαιρετικές περιπτώσεις, κατά την ίδια χρονική περίοδο και στον ίδιο τόπο που συνεδριάζει η Γενική Συνέλευση του Οργανισμού.

β. Η Συνέλευση συνέρχεται σε εξαιρετική σύσκεψη μετά από πρόσκληση του Γενικού Διευθυντού, ύστερα από αίτημα της Εκτελεστικής Επιτροπής ή ύστερα από αίτημα του 1/4 των συμβαλλόμενων Κρατών.

12. Η Συνέλευση υιοθετεί τον εσωτερικό της κανονισμό.

Άρθρο 54

Εκτελεστική Επιτροπή

1. Όταν η Συνέλευση συστήσει την Εκτελεστική Επιτροπή εφαρμόζονται οι ακόλουθες διατάξεις.

2α. Με την επιφύλαξη του άρθρου 57 παρ. 8, η Εκτελεστική Επιτροπή αποτελείται από τα εκλεγμένα Κράτη από την Συνέλευση μεταξύ των Κρατών μελών της.

β. Η Κυβέρνηση κάθε Κράτους – μέλους της Εκτελεστικής Επιτροπής εκπροσωπείται από έναν αντιπρόσωπο ο οποίος μπορεί να επικουρείται από αναπληρωματικούς, συμβούλους και εμπειρογνώμονες.

3. Ο αριθμός των Κρατών μελών της Συμβουλευτικής Επιτροπής αντιστοιχεί στο 1/4 του αριθμού των Κρατών μελών της Συνέλευσης. Κατά τον υπολογισμό των προς πρόταση εδρών, το υπόλοιπο που παραμένει μετά από την διαίρεση ανά τέταρτα δεν λαμβάνεται υπόψη.

4. Κατά την εκλογή των μελών της Εκτελεστικής Επιτροπής η Συνέλευση λαμβάνει υπόψη την ισόνομη γεωγραφική κατανομή.

5α. Τα μέλη της Εκτελεστικής Επιτροπής παραμένουν στα καθήκοντά τους μέχρι την λήξη της Συνόδου της Συνέλευσης κατά την διάρκεια της οποίας έχουν εκλεγεί μέχρι το τέλος της τακτικής Συνόδου της επόμενης Συνέλευσης.

β. Τα μέλη της Εκτελεστικής Επιτροπής μπορούν να επανεκλεγούν μέσα στο ανώτατο όριο των 2/3 ανάμεσά τους.

γ. Η Συνέλευση κανονίζει τον τρόπο εκλογής και πιθανής επανεκλογής των μελών της Εκτελεστικής Επιτροπής.

6α. Η Εκτελεστική Επιτροπή:

i. Προετοιμάζει το σχέδιο ημερήσιας διάταξης της Συνέλευσης.

ii. Υποβάλλει στη Συνέλευση προτάσεις σχετικά με τα σχέδια προγράμματος και του διετούς προϋπολογισμού της Ένωσης που προετοιμάστηκαν από τον Γενικό Διευθυντή.

iii. (Καταργήθηκε).

iv. Υποβάλλει στην Συνέλευση, μαζί με τα κατάλληλα σχόλια, τις περιοδικές εκθέσεις του Γενικού Διευθυντή και τις ετήσιες εκθέσεις ελέγχου των λογαριασμών.

v. Λαμβάνει όλα τα απαραίτητα μέτρα για την εκτέλεση του προγράμματος της Ένωσης από τον Γενικό Διευθυντή, σύμφωνα με τις αποφάσεις της Συνέλευσης και λαμβάνοντας υπόψη τις ισχύοντες περιστάσεις ανάμεσα στις δύο τακτικές συνόδους της εν λόγω Συνέλευσης.

vi. Αναλαμβάνει κάθε άλλο καθήκον που της ανατίθεται στα πλαίσια της παρούσας Συνθήκης.

β. Για τα θέματα που αφορούν εξίσου τις άλλες ενώσεις που διοικούνται από τον Οργανισμό η Εκτελεστική Επιτροπή αποφασίζει αφού λάβει υπόψη της την γνώμη της Συντονιστικής Επιτροπής του Οργανισμού.

7α. Η Εκτελεστική Επιτροπή συνέρχεται μία φορά το χρόνο σε έκτακτη σύνοδο έπειτα από πρόσκληση του Γενικού Διευθυντού και, εφόσον είναι δυνατόν, κατά την ίδια χρονική στιγμή και στον ίδιο τόπο με την Συντονιστική Επιτροπή του Οργανισμού.

β. Η Εκτελεστική Επιτροπή συνέρχεται σε εξαιρετική σύνοδο μετά από πρόσκληση του Γενικού Διευθυντού, είτε μετά απο πρωτοβουλία του ιδίου, είτε μετά από αίτηση του Προέδρου της, ή του 1/4 των μελών της.

8α. Κάθε Κράτος – μέλος της Εκτελεστικής Επιτροπής έχει μία ψήφο.

β. Το ήμισυ των Κρατών – μελών της Εκτελεστικής Επιτροπής αποτελεί τον απαραίτητο αριθμό απαρτίας.

γ. Οι αποφάσεις λαμβάνονται με απλή πλειοψηφία των ψηφισάντων.

δ. Η αποχή δεν θεωρείται ως ψήφος.

ε. Κάθε εκπρόσωπος μπορεί να αντιπροσωπεύει μόνον ένα Κράτος και διαθέτει ψήφο μόνον για το Κράτος αυτό.

9. Τα συμβαλλόμενα Κράτη τα οποία δεν είναι μέλη της Εκλεστικής Επιτροπής γίνονται δεκτά στις συσκέψεις με την ιδιότητα των παρατηρητών. Με την ίδια ιδιότητα γίνεται δεκτός και κάθε διακυβερνητικός οργανισμός που έχει επιλεγεί ως διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, ή ως διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

10. Η Εκτελεστική Επιτροπή υιοθετεί τον εσωτερικό κανονισμό της.

Άρθρο 55

Διεθνές Γραφείο

1. Τα διοικητικά καθήκοντα που ανήκουν στην Ένωση εκτελούνται από το Διεθνές Γραφείο.

2. Το Διεθνές Γραφείο αναλαμβάνει την γραμματειακή υποστήριξη των διαφόρων οργάνων της Ένωσης.

3. Ο Γενικός Διευθυντής είναι το ανώτατο στέλεχος της Ένωσης και την εκπροσωπεί.

4. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει μία εφημερίδα και τις άλλες δημοσιεύσεις που ορίζονται από τον Εκτελεστικό Κανονισμό ή την Συνέλευση.

5. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός καθορίζει τις υπηρεσίες που πρέπει να παρέχουν τα εθνικά γραφεία προς υποβοήθηση του έργου του Διεθνούς Γραφείου, οι διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και οι διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση για να επιτελεστεί το έργο που προβλέπεται από την παρούσα Συνθήκη.

6. Ο Γενικός Διευθυντής και κάθε μέλος του προσωπικού που ορίζεται από αυτόν λαμβάνει μέρος, χωρίς δικαίωμα ψήφου, σε όλες τις συσκέψεις της Συνέλευσης, της Εκτελεστικής Επιτροπής και κάθε επιτροπής ή ομάδας εργασίας που συστήνεται κατ'εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης ή του Εκτελεστικού Κανονισμού. Ο Γενικός Διευθυντής ή το μέλος του προσωπικού που ορίζεται απ'αυτόν είναι αυτεπάγγελτα και γραμματέας των οργάνων αυτών.

7α. Το Διεθνές Γραφείο προετοιμάζει τις διασκέψεις αναθεώρησης σύμφωνα με τις κατευθυντήριες γραμμές της Συνέλευσης και σε συνεργασία με την Εκτελεστική Επιτροπή.

β. Το Διεθνές Γραφείο μπορεί να συμβουλεύεται διακυβερνητικούς οργανισμούς ή διεθνείς οργανισμούς μη κυβερνητικούς για την προετοιμασία των διασκέψεων αναθεώρησης.

γ. Ο Γενικός Διευθυντής και τα πρόσωπα που ορίζονται απ' αυτόν λαμβάνουν μέρος, χωρίς δικαίωμα ψήφου στις εργασίες των διασκέψεων αναθεώρησης.

8. Το Διεθνές Γραφείο εκτελεί κάθε άλλο έργο που του έχει ανατεθεί.

Άρθρο 56

Επιτροπή τεχνικής συνεργασίας

1. Η Συνέλευση συνιστά Επιτροπή τεχνικής συνεργασίας (που ονομάζεται στο παρόν άρθρο «η Επιτροπή»).

2α. Η Συνέλευση καθορίζει την σύνθεση της Επιτροπής σε αριθμό μελών λαμβάνοντας υπόψη την δίκαιη εκπροσώπηση των αναπτυσσόμενων χωρών.

β. Οι Διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα ή την διεθνή προκαταρκτική εξέταση είναι αυτεπάγγελτα μέλη της Επιτροπής. Όταν μία τέτοια διοίκηση είναι εθνικό Γραφείο Κράτους – μέλους τότε το Κράτος αυτό δεν μπορεί να έχει και άλλη εκπροσώπηση στην Επιτροπή.

γ. Εάν ο αριθμός των Κρατών μελών το επιτρέπει ο συνολικός αριθμός των μελών της Επιτροπής είναι ανώτερος του διπλασίου αριθμού των αυτεπάγγελτα μελών.

δ. Ο Γενικός Διευθυντής μετά από δική του πρωτοβουλία ή μετά από αίτηση της Επιτροπής προσκαλεί τους εκπροσώπους των Οργανισμών που ενδιαφέρονται να λάβουν μέρος στις συζητήσεις που τους αφορούν.

3. Η Επιτροπή σκοπό έχει να συμβάλλει με γνωμοδοτήσεις και συστάσεις:

i. Στην συνεχή καλυτέρευση των υπηρεσιών που προβλέπονται από την παρούσα Συνθήκη.

ii. Στην προσπάθεια ενοποίησης του υλικού τεκμηρίωσης και των μεθόδων εργασίας τους, μέσα στα μέτρα του δυνατού, και στην ενοποίηση των εκθέσεων τους στα πλαίσια της υψηλότερης δυνατής ποιότητας εφόσον υπάρχουν περισσότερες διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και περισσότερες διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή προκαταρχτική εξέταση.

iii. Μετά από πρόσκληση της Συνέλευσης ή της Εκτελεστικής Επιτροπής, στην επίλυση των ειδικών τεχνικών προβλημάτων που τίθενται από την δημιουργία διοίκησης επιφορτισμένης με την διεθνή έρευνα.

4. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος και κάθε ενδιαφερόμενος διεθνής οργανισμός μπορούν να απευθύνουν στην Επιτροπή γραπτές ερωτήσεις

στα πλαίσια των αρμοδιοτήτων της.

5. Η Επιτροπή μπορεί να απευθύνει τις γνωμοδοτήσεις της και τις συστάσεις της στο Γενικό Διευθυντή, ή διαμέσου του Γενικού Διευθυντή, στη Συνέλευση, στην Εκτελεστική Επιτροπή, και σε κάθε διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή την διεθνή προκαταρκτική εξέταση ή σε μερικές από αυτές καθώς και σε κάθε Γραφείο παραλαβής, ή σε ορισμένα μόνον από αυτά.

6α. Ο Γενικός Διευθυντής για όλες τις παραπάνω περιπτώσεις απευθύνει στην Εκτελεστική Επιτροπή το κείμενο των γνωμοδοτήσεων και των συστάσεων της Επιτροπής. Ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να συμπληρώσει το παραπάνω κείμενο με σχόλια του.

β. Η Εκτελεστική Επιτροπή μπορεί να εκφράσει την γνώμη της για κάθε γνωμοδότηση, ή σύσταση, ή για κάθε άλλη δραστηριότητα της Επιτροπής και μπορεί να καλέσει την Επιτροπή να μελετήσει θέματα που άπτονται των αρμοδιοτήτων της και να καταθέσει έκθεση για τα εν λόγω θέματα. Η Εκτελεστική Επιτροπή μπορεί να υποβάλλει στην Συνέλευση, μαζί με τα κατάλληλα σχόλια, τις γνωμοδοτήσεις, συστάσεις και εκθέσεις της Επιτροπής.

7. Μέχρι την σύσταση της Εκτελεστικής Επιτροπής οι αναφορές σ'αυτήν που μνημονεύονται στην παράγραφο 6 θεωρούνται ως αναφορές στη Συνέλευση.

8. Η Συνέλευση αποφασίζει για τις λεπτομέρειες σχετικά με την διαδικασία της Επιτροπής.

Άρθρο 57

Οικονομικά

1α. Η Ένωση έχει προϋπολογισμό.

β. Ο προϋπολογισμός της Ένωσης περιλαμβάνει τα έσοδα και τα έξοδα που αφορούν την Ένωση καθώς και τη συνεισφορά της Ένωσης στον προϋπολογισμό των κοινών εξόδων στις ενώσεις που διοικούνται απο τον Οργανισμό.

γ. Θεωρούνται ως κοινά έξοδα στις ενώσεις τα έξοδα που δεν καλύπτονται αποκλειστικά από την Ένωση αλλά εξίσου από μία ή περισσότερες ενώσεις που διοικούνται από τον Οργανισμό. Το μερίδιο της Ένωσης στα κοινά αυτά έξοδα είναι ανάλογο με το ενδιαφέρον που τα έξοδα αυτά παρουσιάζουν για την Ένωση.

2. Ο προϋπολογισμός της Ένωσης αποφασίζεται λαμβανομένων υπόψη των απαιτήσεων του συντονισμού με τους προϋπολογισμούς των άλλων ενώσεων που διοικούνται από τον Οργανισμό.

3. Με την επιφύλαξη της παραγράφου 5, ο προϋπολογισμός της Ένωσης χρηματοδοτείται από τα ακόλουθα έσοδα:

i. Τέλη και ποσά που οφείλονται για τις υπηρεσίες που χορηγούνται από το Διεθνές Γραφείο στα πλαίσια της Ένωσης.

ii. Τα έσοδα από τις πωλήσεις των δημοσιεύσεων του διεθνούς Γραφείου που αφορούν την Ένωση και τα δικαιώματα που σχετίζονται με τις δημοσιεύσεις αυτές.

iii. Κληροδοτήματα, δωρεές και επιχορηγήσεις.

iv. Μισθώματα, τόκοι και άλλα διάφορα έσοδα.

4. Το ύψος των τελών και των ποσών που οφείλονται στο Διεθνές Γραφείο καθώς και η τιμή πώλησης των δημοσιεύσεων καθορίζονται έτσι ώστε να καλύπτουν όλα τα έξοδα που δημιουργούνται στο Διεθνές Γραφείο από την διοίκηση της παρούσας Συνθήκης.

5α. Εάν η ετήσια χρήση κλείνει με έλλειμα τα Κράτη μέλη, με την επιφύλαξη των εδαφίων β και γ, καταβάλλουν συνεισφορές για να καλυφθεί το έλλειμα αυτό.

β. Η Συνέλευση αποφασίζει για την συνεισφορά του κάθε συμβαλλόμενου Κράτους λαμβάνοντας υπόψη το αριθμό των διεθνών αιτήσεων που αποστάλθηκαν από κάθε ένα από τα Κράτη κατά την διάρκεια του συγκεκριμένου χρονικού διαστήματος.

γ. Εάν το έλλειμα μπορεί να καλυφθεί προσωρινά, καθ'ολοκληρία, ή σε μέρος του μόνον από άλλα μέσα η Συνέλευση μπορεί για την περίπτωση αυτή να αποφασίσει να το μεταφέρει και να μην ζητήσει συνεισφορές από τα συμβαλλόμενα Κράτη.

δ. Εάν το επιτρέπει η οικονομική κατάσταση της Ένωσης, η Συνέλευση μπορεί να αποφασίσει ότι όλες οι συνεισφορές που καταβάλλονται σύμφωνα με το παραπάνω εδάφιο α θα επιστρέφονται στα συμβαλλόμενα Κράτη που τις κατέβαλαν.

ε. Εάν ένα συμβαλλόμενο Κράτος δεν κατέβαλε τη συνεισφορά του σύμφωνα με το παραπάνω εδάφιο β μέσα σε προθεσμία δύο ετών από την ημερομηνία που ήταν απαιτητή, σύμφωνα με την απόφαση της Συνέλευσης, το Κράτος αυτό δεν μπορεί να ασκήσει το δικαίωμα ψηφοφορίας σε κανένα από τα όργανα της Ένωσης. Παρόλα αυτά, κάθε όργανο της Ένωσης μπορεί να επιτρέψει σε παρόμοια περίπτωση στο Κράτος να διατηρήσει το δικαίωμα ψηφοφορίας στα πλαίσια του εν λόγω οργάνου για όσο χρονικό διάστημα το όργανο αυτό πιστεύει ότι η καθυστέρηση οφείλεται σε αναπόφευκτες και εξαιρετικές περιστάσεις.

6. Στην περίπτωση που ο προϋπολογισμός δεν υιοθετείται πριν από την έναρξη μίας νέας χρήσης θεωρείται ότι ισχύει ο προϋπολογισμός του προηγουμένου έτους σύμφωνα με τις διαδικασίες του Οικονομικού Κανονισμού.

7α. Η Ένωση διατηρεί ένα κεφάλαιο κίνησης που αποτελείται απο εφάπαξ καταβολές που καταβάλλονται από τα συμβαλλόμενα Κράτη. Εάν το κεφάλαιο κίνησης είναι ανεπαρκές η Συνέλευση παίρνει όλα τα απαραίτητα μέτρα για την αύξησή του. Εάν μέρος του κεφαλαίου αυτού δεν είναι πλέον απαραίτητο, επιστρέφεται στα συμβαλλόμενα Κράτη.

β. Το πόσο της αρχικής καταβολής κάθε Κράτους – μέλους στο παραπάνω κεφάλαιο ή της συμμετοχής του Κράτους στην αύξηση του κεφαλαίου καθορίζεται από την Συνέλευση με βάση παρόμοιες αρχές με εκείνες που προβλέπονται στην παράγραφο 5 εδάφιο β.

γ. Οι διαδικασίες καταβολής καθορίζονται από την Συνέλευση μετά από πρόταση του Γενικού Διευθυντή και γνωμοδότηση της Συντονιστικής Επιτροπής του Οργανισμού.

δ. Η επιστροφή είναι ανάλογη με τα ποσά που κατεβλήθηκαν από κάθε συμβαλλόμενο Κράτος λαμβανομένων υπόψη των ημερομηνιών της καταβολής.

8α. Η συμφωνία έδρας που έχει συναφθεί με το Κράτος στο έδαφος του οποίου ο Οργανισμός έχει την έδρα του προβλέπει ότι εαν το κεφάλαιο κίνησης είναι αναπαρκές τότε το Κράτος αυτό χορηγεί προκαταβολές. Το ποσό των προκαταβολών αυτών και οι προϋποθέσεις μέσα στις οποίες χορηγούνται, αποτελούν αντικείμενο, ανάλογα με την περίπτωση, ξεχωριστών συμφωνιών μεταξύ του εν λόγω Κράτους και του Οργανισμού. Για όσο χρονικό διάστημα ισχύει η καταβολή των προκαταβολών το εν λόγω Κράτος έχει αυτεπάγγελτα μία έδρα στην Συνέλευση και στην Εκτελεστική Επιτροπή.

β. Το Κράτος που αναφέρεται στο παραπάνω εδάφιο α και ο Οργανισμός έχουν κάθε ένα ξεχωριστά το δικαίωμα να καταγγείλλουν την δέσμευση για καταβολή προκαταταβολών με γραπτή κοινοποίηση. Η καταγγελία παράγει αποτελέσματα τρία χρόνια μετά το τέλος του χρόνου κατά την διάρκεια του οποίου κοινοποιήθηκε.

9. Ο έλεγχος των λογαριασμών πραγματοποιείται σύμφωνα με τις διαδικασίες που προβλέπει ο Οικονομικός Κανονισμός από ένα ή περισσότερα Κράτη ή από εξωτερικούς ελεγκτές. Οι ελεγκτές ορίζονται από την Συνέλευση, εφόσον συμφωνούν με τον διορισμό.

Άρθρο 58

Εκτελεστικός Κανονισμός

1. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός που προσαρτάται στην παρούσα Συνθήκη περιέχει κανόνες σχετικούς με :

i. Θέματα για τα οποία η παρούσα Συνθήκη ρητά παραπέμπει στον Εκτελεστικό Κανονισμό, ή ρητά προβλέπει ότι είναι, ή θα είναι το αντικείμενο οδηγιών.

ii. Προϋποθέσεις, θέματα ή διαδικασίες διοικητικής φύσης.

iii. Χρήσιμες λεπτομέρειες για την εκτέλεση των διατάξεων της παρούσας Συνθήκης.

2α. Η Συνέλευση μπορεί να τροποποιήσει τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

β. Με την επιφύλαξη της παραγράφου 3, οι τροποποιήσεις απαιτούν την πλειοψηφία των 3/4 των ψηφισάντων.

3α. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός καθορίζει τους κανόνες που μπορούν να τροποποιηθούν μόνο:

i. Με ομόφωνη απόφαση ή

ii. Με την προϋπόθεση ότι διαφωνία δεν έχει ήδη εκδηλωθεί, ούτε από ένα Κράτος συμβαλλόμενο του οποίου το εθνικό γραφείο λειτουργεί ως διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, ή με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση, ούτε, όταν μία τέτοια διοίκηση είναι διακυβερνητικός οργανισμός, από ένα Κράτος – μέλος του οργανισμού αυτού που εντέλλεται για το σκοπό αυτό από τα άλλα Κράτη – μέλη τα οποία συνεδριάζουν στα πλαίσια του αρμόδιου οργάνου του εν λόγω οργανισμού.

β. Για να είναι δυνατή στο μέλλον η υποβολή των κανόνων αυτών στις οριζόμενες απαιτήσεις πρέπει να πληρωθούν οι προϋποθέσεις που μνημονεύονται στο εδάφιο α i ή α ii, ανάλογα με την περίπτωση.

γ. Για να είναι δυνατόν στο μέλλον ένας κανόνας να συμπεριληφθεί στη μία ή στην άλλη από τις κατηγορίες που αναφέρονται στο εδάφιο α είναι απαραίτητη η ομοφωνία.

4. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός προβλέπει ότι ο Γενικός Διευθυντής καταρτίζει τις διοικητικές οδηγίες με τον έλεγχο της Συνέλευσης.

5. Σε περίπτωση διαφωνίας μεταξύ του κειμένου της Συνθήκης και του κειμένου του Εκτελεστικού Κανονισμού υπερισχύει το κείμενο της Συνθήκης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI

ΔΙΑΦΟΡΕΣ

Άρθρο 59

Διαφορές

Με την επιφύλαξη του άρθρου 64 παρ. 5, κάθε διαφορά ανάμεσα σε δύο ή περισσότερα συμβαλλόμενα Κράτη σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού η οποία δεν μπορεί να ρυθμιστεί με διαπραγματεύσεις μπορεί να παραπεμφθεί από οποιοδήποτε από τα συμβαλλόμενα Κράτη ενώπιον του διεθνούς δικαστηρίου με προσφυγή σύμφωνα με το Καταστατικό του Δικαστηρίου, εκτός εάν τα εν λόγω κράτη συμφωνήσουν κάποιον άλλο τρόπο διακανονισμού. Το διεθνές γραφείο πληροφορείται από το συμβαλλόμενο προσφεύγον Κράτος για την διαφορά που υποβάλλεται στο δικαστήριο και την γνωστοποιεί στα άλλα συμβαλλόμενα Κράτη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VII

ΑΝΑΘΕΩΡΗΣΗ ΚΑΙ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

Άρθρο 60

Αναθεώρηση της Συνθήκης

1. Η παρούσα Συνθήκη μπορεί να υποβληθεί σε περιοδικές αναθεωρήσεις με ειδικές διασκέψεις των Κρατών – μελών.

2. Η σύγκληση διάσκεψης αναθεώρησης αποφασίζεται από την Συνέλευση.

3. Κάθε διακυβερνητικός Οργανισμός που έχει ορισθεί ως διοίκηση επιφορτισμένη με διεθνή έρευνα, ή ως διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση γίνεται δεκτός σε κάθε διάσκεψη αναθεώρησης με την ιδιότητα του παρατηρητή.

4. Τα άρθρα 53 παρ. 5,9 και 11, 54, 55 παρ. 4 έως 8, 56 και 57 μπορούν να τροποποιηθούν, είτε με διάσκεψη αναθεώρησης, είτε σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 61.

Άρθρο 61

Τροποποιήσεις ορισμένων διατάξεων της Συνθήκης

1α. Προτάσεις τροποποίησης των άρθρων 53 παρ. 5,9 και 11, 54, 55 παρ. 4 έως 8, 56 και 57 μπορούν να παρουσιασθούν από κάθε Κράτος μέλος της Συνέλευσης, από την Εκτελεστική Επιτροπή ή από τον Γενικό Διευθυντή.

β. Οι προτάσεις αυτές κοινοποιούνται από τον Γενικό Διευθυντή στα συμβαλλόμενα Κράτη έξη μήνες τουλάχιστον πριν την υποβολή τους για εξέταση στην Συνέλευση.

2α. Κάθε τροποποίηση των άρθρων που αναφέρονται στην παρ. 1 υιοθετείται από την Συνέλευση.

β. Για την υιοθέτηση απαιτείται πλειοψηφία 3/4 των ψηφισάντων.

3α. Κάθε τροποποίηση των άρθρων που αναφέρονται στην παρ. 1 τίθεται σε ισχύ ένα μήνα μετά από την παραλαβή από τον Γενικό Διευθυντή των γραπτών κοινοποιήσεων αποδοχής οι οποίες πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με τους αντίστοιχους συνταγματικούς κανόνες εκ μέρους των 3/4 των Κρατών που ήταν μέλη της Συνέλευσης κατά την χρονική στιγμή υιοθέτησης της τροποποίησης.

β. Κάθε τροποποίηση των άρθρων αυτών που γίνεται μ'αυτόν τον τρόπο δεσμεύει όλα τα Κράτη που είναι μέλη της Συνέλευσης κατά την χρονική στιγμή που η τροποποίηση τίθεται σε ισχύ, δοθέντος ότι κάθε τροποποίηση που αυξάνει τις οικονομικές υποχρεώσεις των συμβαλλόμενων Κρατών δεσμεύει μόνον εκείνα τα Κράτη τα οποία κοινοποίησαν την αποδοχή της εν λόγω τροποποίησης.

γ. Κάθε τροποποίηση που γίνεται δεκτή σύμφωνα με το εδάφιο α, δεσμεύει όλα τα Κράτη που γίνονται μέλη της Συνέλευσης μετά την ημερομηνία κατά την οποία η τροποποίηση τέθηκε σε ισχύ σύμφωνα με το εδάφιο α.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VII

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 62

Διατυπώσεις σύμφωνα με τις οποίες τα Κράτη μπορούν να γίνουν μέλη της Συνθήκης

Κάθε Κράτος – μέλος της Διεθνούς Ένωσης για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας μπορεί να γίνει μέλος της παρούσας Συνθήκης:

i. Με υπογραφή, η οποία συνοδεύεται από την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης της σύμβασης ή την κατάθεση του εγγράφου ένταξης στην Συνθήκη.

ii. Με την κατάθεση του εγγράφου ένταξης στην Συνθήκη.

2. Τα έγγραφα επικύρωσης ή ένταξης κατατίθενται στον Γενικό Διευθυντή.

3. Οι διατάξεις του άρθρου 24 της Πράξης της Στοκχόλμης της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας εφαρμόζονται στην παρούσα Συνθήκη.

4. Η παράγραφος δεν μπορεί να ερμηνευθεί ότι περιέχει αναγνώριση, ή σιωπηρή αποδοχή από οποιοδήποτε από τα συμβαλλόμενα Κράτη της πραγματικής κατάστασης κάθε εδάφους στο οποίο η παρούσα Συνθήκη εφαρμόζεται από ένα άλλο συμβαλλόμενο Κράτος σύμφωνα με την εν λόγω παράγραφο.

Άρθρο 63

1α. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρ. 3, η παρούσα Συνθήκη τίθεται σε ισχύ 3 μήνες μετά την κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης ή προσχώρησης από 8 Κράτη, με την προϋπόθεση ότι τουλάχιστον 4 από τα Κράτη αυτά πληρούν μία από τις ακόλουθες προϋποθέσεις:

i. Ο αριθμός των αιτήσεων που κατατίθενται στο εν λόγω Κράτος είναι ανώτερος από 40.000, σύμφωνα με τις πλέον πρόσφατες ετήσιες στατιστικές που δημοσίευσε το Διεθνές Γραφείο.

ii. Οι υπήκοοι του εν λόγω Κράτους ή τα πρόσωπα που διαμένουν στο Κράτος αυτό έχουν, σύμφωνα με τις πλέον πρόσφατες ετήσιες στατιστικές που δημοσίευσε το Διεθνές Γραφείο, καταθέσει σε ξένη χώρα τουλάχιστον 1.000 αιτήσεις.

iii. Το Εθνικό Γραφείο του εν λόγω Κράτους δέχτηκε από υπηκόους ξένων χωρών ή προσώπων που κατοικούν στις χώρες αυτές, σύμφωνα με τις πλέον πρόσφατες ετήσιες στατιστικές που δημοσίευσε το Διεθνές Γραφείο, τουλάχιστον 1.000 αιτήσεις.

β. Για τον σκοπό εφαρμογής της παρούσης παραγράφου ο όρος «αιτήσεις» δεν περιλαμβάνει τις αιτήσεις για υποδείγματα χρησιμότητας.

2. Με την επιφύλαξη της παρ. 3, κάθε Κράτος που δεν γίνεται μέλος της παρούσας Συνθήκης κατά την χρονική στιγμή θέσης της Συνθήκης σε ισχύ σύμφωνα με την παρ. 1 δεσμεύεται από την παρούσα Συνθήκη 3 μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία κατέθεσε το έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης του.

3. Οι διατάξεις του Κεφ. II και οι κανόνες που αντιστοιχούν στον Εκτελεστικό Κανονισμό που προσαρτάται στην παρούσα Συνθήκη μπορούν να εφαρμοσθούν μόνον από την ημερομηνία κατά την οποία 3 Κράτη που πληρούν μία τουλάχιστον από τις προϋποθέσεις που αριθμούνται στην παραπάνω παρ. 1 έγιναν μέλη στην παρούσα Συνθήκη χωρίς να δηλώσουν σύμφωνα με το αρθρ. 64 παρ. 1, ότι δεν δεσμεύονται από τις διατάξεις του Κεφ. II. Η ημερομηνία αυτή δεν μπορεί παρ' όλα αυτά να είναι προηγούμενη της πρώτης θέσης σε ισχύ σύμφωνα με την παρ. 1.

Άρθρο 64

Επιφυλάξεις

1α. Κάθε Κράτος μπορεί να δηλώσει ότι δεν δεσμεύεται από τις διατάξεις του Κεφ. II.

β. Τα κράτη που προβαίνουν σε παρόμοια δήλωση σύμφωνα με το

εδάφιο α δεν δεσμεύονται από τις διατάξεις του Κεφ. II και από τις αντίστοιχες διατάξεις του Εκτελεστικού Κανονισμού.

2α. Κάθε Κράτος που δεν προέβει σε δήλωση σύμφωνα με την παρ. 1α. μπορεί να δηλώσει ότι:

i. Δεν δεσμεύεται από τις διατάξεις του αρθρ. 31 παρ. 1 που αφορούν την χορήγηση αντιγράφου της διεθνούς αίτησης ή και μετάφρασής της (έτσι όπως απαιτείται).

ii. Η δέσμευση για την αναστολή της εθνικής μεταχείρισης που αναφέρεται στο άρθρ. 40, δεν εμποδίζει την δημοσίευση από το εθνικό γραφείο ή διαμέσου του εθνικού γραφείου της διεθνούς αίτησης ή της μετάφρασής της, δοθέντος όμως ότι το Κράτος αυτό συνεχίζει να δεσμεύεται από τις διατάξεις των αρθρ. 30 και 38.

β. Τα Κράτη που προβαίνουν σε μια τέτοια δήλωση δεσμεύονται αντίστοιχα.

3α. Κάθε Κράτος μπορεί να δηλώσει ότι σε ότι το αφορά, δεν απαιτεί διεθνή δημοσίευση των διεθνών αιτήσεων.

β. Όταν μετά την παρέλευση προθεσμίας 18 μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας η διεθνής αίτηση περιλαμβάνει μόνον τον ορισμό Κρατών που έχουν προβεί σε δηλώσεις σύμφωνα με το εδάφιο α διεθνής αίτηση δεν δημοσιεύεται κατ'εφαρμογή του άρθρου 21 παρ. 2.

γ. Σε περίπτωση εφαρμογής των διατάξεων του εδαφίου β, η διεθνής αίτηση δημοσιεύεται από το Διεθνές γραφείο:

i. Μετά από αίτηση του καταθέτη σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

ii. Όταν η εθνική αίτηση, ή το δίπλωμα ευρεσιτεχνίας που βασίζονται στην διεθνή αίτηση έχουν δημοσιευθεί από εθνικό γραφείο οριζόμενου Κράτους που προέβει ήδη σε δήλωση σύμφωνα με το εδάφιο α ή για λογαριασμό του γραφείου αυτού: αμέσως μετά από την τελευταία δημοσίευση αλλά όχι πρίν τους 18 μήνες μετά την ημερομηνία προτεραιότητας.

4α. Κάθε Κράτος που αναγνωρίζει σύμφωνα με την εθνική του νομοθεσία για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, επιρροή στην στάθμη της τεχνικής από ημερομηνία προηγούμενη της ημερομηνίας δημοσίευσης, αλλά όμως δεν εξωμοιώνει για την έρευνα της στάθμης της τεχνικής την ημερομηνία της αιτούμενης προτεραιότητας, σύμφωνα με την σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας, με την ημερομηνία της πραγματικής κατάθεσης στο Κράτος αυτό, μπορεί να δηλώσει ότι η κατάθεση εκτός του εδάφους του διεθνούς αίτησης που το προσδιορίζει δεν εξωμοιούται με πραγματική κατάθεση στο εδάφός του για τον σκοπό έρευνας της στάθμης της τεχνικής.

β. Κάθε Κράτος που προβαίνει στην δήλωση που αναφέρεται στο εδάφιο α δεν δεσμεύεται, αντίστοιχα, από το άρθρο 11 παρ. 3.

γ. Κάθε Κράτος που προβαίνει σε δήλωση που αναφέρεται στο εδάφιο α οφείλει συγχρόνως να δηλώσει γραπτά την ημερομηνία και τις προϋποθέσεις σύμφωνα με τις οποίες η συνέπεια για την στάθμη της τεχνικής σε κάθε διεθνή αίτηση που το προσδιορίζει έχει αποτελέσματα για το έδαφός του. Η δήλωση αυτή μπορεί να τροποποιηθεί οποτεδήποτε με κοινοποίηση προς το Γενικό Διευθυντή.

5. Κάθε Κράτος μπορεί να δηλώσει ότι δεν δεσμεύεται από το άρθρ. 59. Όσον αφορά τυχόν διαφορά ανάμεσα σε Κράτος που έκανε παρόμοια δήλωση και κάθε άλλο Κράτος οι διατάξεις του άρθρ. 59 δεν εφαρμόζονται.

6. Κάθε δήλωση που γίνεται σύμφωνα με το παρόν άρθρο πρέπει να γίνεται γραπτά. Η δήλωση αυτή μπορεί να γίνει κατά την υπογραφή της Συνθήκης, κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, ή εκτός από τις περιπτώσεις που αναφέρονται στην παρ. 5, οποτεδήποτε αργότερα με κοινοποίηση προς τον Γενικό Διευθυντή. Σε περίπτωση παρόμοιας κοινοποίησης η δήλωση έχει αποτελέσματα έξη μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της από τον Γενικό Διευθυντή και δεν επηρεάζει τις διεθνείς αιτήσεις που κατατέθηκαν πριν από την λήξη της εξάμηνης περιόδου.

β. Κάθε δήλωση που γίνεται σύμφωνα με το παρόν άρθρο μπορεί να ανακληθεί οποτεδήποτε με κοινοποίηση προς τον Γενικό Διευθυντή.

Μιά τέτοια ανάκληση έχει αποτελέσματα τρείς μήνες μετά από την παραλαβή της κοινοποίησης από τον Γενικό Διευθυντή. Όταν πρόκειται για ανάκληση δήλωσης σύμφωνα με την παρ. 3 δεν επηρεάζονται οι διεθνείς αιτήσεις που κατατέθηκαν πριν από την λήξη της 3μηνης περιόδου.

7. Καμμία άλλη επιφύλαξη εκτός από εκείνες που ρητά αναφέρονται στις παρ. 1 μέχρι 5 δεν γίνεται δεκτή από την παρούσα Συνθήκη.

Άρθρο 65

Σταδιακή εφαρμογή

1. Εάν η συμφωνία που συνάπτεται μεταξύ της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση προβλέπει, μεταβατικά, περιορισμό του αριθμού, ή του τύπου των διεθνών αιτήσεων που η διοίκηση αυτή δεσμεύεται να εξετάσει, η Συνέλευση λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα για την σταδιακή εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού στις προκαθοριζόμενες κατηγορίες των διεθνών αιτήσεων. Η διάταξη αυτή εφαρμόζεται επίσης στις αιτήσεις για έρευνα διεθνούς τύπου σύμφωνα με το αρθρ. 15 παρ. 5.

2. Με την επιφύλαξη της παρ. 1 η Συνέλευση καθορίζει τις ημερομηνίες από την έναρξη των οποίων, οι διεθνείς αιτήσεις μπορούν να κατατίθενται και οι αιτήσεις για διεθνή προκαταρκτική εξέταση μπορούν να παρουσιάζονται. Οι ημερομηνίες αυτές δεν μπορεί να είναι μεταγενέστερες από τον έκτο μήνα που ακολουθεί ανάλογα με την περίπτωση, την έναρξη ισχύος της παρούσας Συνθήκης κατά τις διατάξεις του άρθρου 63 παρ. 1, ή την εφαρμογή του Κεφ. II σύφωνα με το άρθρο 63 παρ. 3.

Άρθρο 66

Καταγγελία

1. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να καταγγείλλει την παρούσα Συνθήκη με κοινοποίηση προς τον Γενικό Διευθυντή.

2. Η καταγγελία παράγει αποτελέσματα 6 μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της κοινοποίησης από τον Γενικό Διευθυντή. Η καταγγελία δεν αναστέλλει τα αποτελέσματα της διεθνούς αίτησης για το Κράτος που προβαίνει στην καταγγελία, εάν η αίτηση κατατέθηκε πριν από την λήξη της εξάμηνης περιόδου ή στην περίπτωση που το Κράτος αυτό ανήκει στα επιλεγμένα, εάν η επιλογή έχει ήδη γίνει.

Άρθρο 67

Υπογραφή και γλώσσες

1α. Η παρούσα Συνθήκη υπογράφεται σε ένα μόνον πρωτότυπο αντίγραφο στα γαλλικά και αγγλικά και τα δύο κείμενα θεωρούνται εξίσου αυθεντικά.

β. Τα επίσημα κείμενα συντάσσονται από τον Γενικό Διευθυντή, μετά από διαβούλευση με τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις, στα γερμανικά, ισπανικά, ιαπωνικά, πορτογαλικά και ρώσικα, και στις άλλες γλώσσες που η Συνέλευση μπορεί να ορίσει.

2. Η Συνθήκη αυτή παραμένει ανοικτή για υπογραφή στην Ουάσιγκτον μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1970.

Άρθρο 68

Καθήκοντα του Θεματοφύλακα

1. Το πρωτότυπο αντίγραφο της παρούσας Συνθήκης, όταν αυτή δεν είναι πλέον ανοικτή για υπογραφή, κατατίθεται στον Γενικό Διευθυντή.

2. Ο Γενικός Διευθυντής επικυρώνει και αποστέλλει δύο αντίγραφα της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού που προσαρτάται σ'αυτήν στις κυβερνήσεις όλων των Κρατών – μελών στην Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας και, μετά από αίτηση, σε κυβέρνηση κάθε άλλου Κράτους.

3. Ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να καταχωρήσει την Συνθήκη αυτή στην Γραμματεία των Ηνωμένων Εθνών.

4. Ο Γενικός Διευθυντής επικυρώνει και διαβιβάζει το επίσημο αντίγραφο κάθε τροποποίησης της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού στις κυβερνήσεις όλων των συμβαλλόμενων Κρατών και, μετά από αίτηση, στην κυβέρνηση κάθε άλλου Κράτους.

Άρθρο 69

Κοινοποιήσεις

Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί στις κυβερνήσεις όλων των Κρατών μελών στην Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας:

i. Τις υπογραφές που κατατέθηκαν σύμφωνα με το άρθρ. 62.

ii. Την κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης ή προσχώρησης σύμφωνα με το άρθρο 62.

iii. Την ημερομηνία θέσης σε ισχύ της παρούσας Συνθήκης και την ημερομηνία με την οποία το Κεφ. II εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 63 παρ. 3.

iv. Τις δηλώσεις που έγιναν σύμφωνα με το άρθρο 64 παρ. 1 μέχρι 5.

v. Τις αποσύρσεις κάθε δήλωσης σύμφωνα με το άρθρ. 64 παρ. 6β.

vi. Τις καταγγελίες που έγιναν δεκτές σύμφωνα με το άρθρ. 66.

vii. Τις δηλώσεις που έγιναν σύμφωνα με το αρθρ. 31 παρ. 4.

ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ ΓΙΑ ΤΑ ΔΙΠΛΩΜΑΤΑ ΕΥΡΕΣΙΤΕΧΝΙΑΣ

(Κείμενο που τέθηκε σε ισχύ την 1η Ιανουαρίου 1985)

ΜΕΡΟΣ Α'

ΕΙΣΑΓΩΓΙΚΟΙ ΚΑΝΟΝΕΣ

Κανόνας 1

Συντμήσεις

1.1 Εννοια για τις συντμήσεις.

α. Κατά την έννοια του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού εννοείται με «Συνθήκη» η Συνθήκη συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας.

β. Κατά την έννοια του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού οι λέξεις «Κεφάλαιο» και «Άρθρο» αναφέρονται στο κεφάλαιο ή στο αντίστοιχο άρθρο της Συνθήκης.

Κανόνας 2

Ερμηνεία ορισμένων λέξεων

2.1. «Καταθέτης».

Ο όρος «καταθέτης» πρέπει να εννοείται ότι σημαίνει εξίσου τον πληρεξούσιο ή οποιονδήποτε άλλο εκπρόσωπο του καταθέτη, εκτός εάν αντίθετη ρύθμιση συνάγεται σαφώς από το κείμενο, ή την φύση της διάταξης, ή το συνολικό κείμενο στο οποίο η λέξη χρησιμοποιείται όπως π.χ. συμβαίνει όταν η διάταξη αναφέρεται στην κατοικία ή την εθνικότητα του καταθέτη.

2.2. «Πληρεξούσιος».

Η έννοια του «πληρεξουσίου» πρέπει να εννοείται ότι σημαίνει κάθε άτομο που έχει την εξουσία να παρίσταται ενώπιον των διεθνών διοικήσεων έτσι όπως ορίζεται στο άρθρο 49, εκτός εάν το αντίθετο συνάγεται σαφώς από το κείμενο, ή την φύση της διάταξης, ή το συνολικό περιεχόμενο του κειμένου στο οποίο χρησιμοποιείται η λέξη όπως π.χ. πρέπει να εννοηθεί εξίσου ο κοινός εκπρόσωπος που αναφέρεται στον κανόνα 4.8

2.3. «Υπογραφή».

Εάν η εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται από το γραφείο παραλαβής, ή την αρμόδια διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, ή την προκαταρκτική διεθνή εξέταση απαιτεί την χρήση σφραγίδας στην θέση υπογραφής, ο όρος «υπογραφή» σημαίνει «σφραγίδα» γι' αυτό το γραφείο, ή γι' αυτή τη διοίκηση.

ΜΕΡΟΣ Β'

ΚΑΝΟΝΕΣ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ I ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ

Κανόνας 3

Αίτηση (μορφή)

3.1. Τυπωμένο έντυπο.

Η αίτηση πρέπει να συμπληρώνεται σε τυπωμένο έντυπο.

3.2. Δυνατότητα απόκτησης εντύπων.

Τυπωμένα έντυπα χορηγούνται δωρεάν στους καταθέτες από το γραφείο παραλαβής, ή, εάν το γραφείο αυτό το επιθυμεί, από το Διεθνές Γραφείο.

3.3. Πίνακας

α. Το τυπωμένο έντυπο περιέχει πίνακα ο οποίος, εφόσον συμπληρωθεί, θα πρέπει να έχει τις εξής ενδείξεις:

i. Τον συνολικό αριθμό των φύλλων της διεθνούς αίτησης και τον αριθμό των φύλλων κάθε ξεχωριστού στοιχείου της αίτησης αυτής (αίτημα, αξιώσεις, περιγραφή, σχέδια, περίληψη).

ii. Εάν στην διεθνή αίτηση έτσι όπως κατατέθηκε περιέχονται ή όχι επισυναπτόμενη εξουσιοδότηση (δηλ. έγγραφο το οποίο υποδεικνύει πληρεξούσιο ή κοινό εκπρόσωπο), ενα αντίγραφο γενικού πληρεξουσίου, έγγραφο προτεραιότητας, έγγραφο σχετικό με την πληρωμή των τελών καθώς και κάθε άλλο έγγραφο (όπως ορίζεται στον πίνακα).

iii. Τον αριθμό της εικόνας των σχεδίων που ο καταθέτης προτείνει να δημοσιεύσει μαζί με την περίληψη κατά την δημοσίευση της στην πρώτη σελίδα του εντύπου και στην εφημερίδα. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις ο καταθέτης μπορεί να προτείνει περισσότερες από μία εικόνες.

β. Ο πίνακας πρέπει να συμπληρωθεί από τον καταθέτη και, εφόσον αυτό δεν πραγματοποιηθεί, το γραφείο παραλαβής τον συμπληρώνει το ίδιο και προσθέτει τις απαραίτητες ενδείξεις. Στην περίπτωση όμως αυτή το γραφείο παραλαβής δεν συμπληρώνει τον αριθμό για τον οποίο γίνεται μνεία στο εδάφιο α, iii.

3.4. Λεπτομέρειες.

Με την επιφύλαξη του κανόνα 3.3., λεπτομέρειες που σχετίζονται με το έντυπο καθορίζονται με διοικητικές οδηγίες.

Κανόνας 4

Αίτηση (περιεχόμενο)

4.1. Υποχρεωτικό και μη περιεχόμενο. Υπογραφή.

α. Η αίτηση πρέπει να περιέχει:

i. Αίτημα.

ii. Τίτλο της εφεύρεσης.

iii. Τις απαραίτητες ενδείξεις που αφορούν τον καταθέτη και, όποτε χρειάζεται, τον πληρεξούσιο.

iv. Καθορισμό των Κρατών.

v. Τις ενδείξεις που αφορούν τον εφευρέτη, εφόσον η εθνική νομοθεσία του οριζόμενου Κράτους απαιτεί την γνωστοποίηση του ονόματος του εφευρέτη κατά την κατάθεση της εθνικής αίτησης.

β. Η αίτηση πρέπει να περιέχει, ανάλογα με την περίπτωση:

i. Αίτημα προτεραιότητας.

ii. Αναφορά σε προηγούμενη διεθνή έρευνα ή σε προηγούμενη έρευνα διεθνή τύπου ή σε οποιαδήποτε άλλη έρευνα.

iii. Επιλογή ορισμένων τίτλων προστασίας.

iv. Ενδειξη ότι ο καταθέτης επιθυμεί να αποκτήσει περιφερειακό δίπλωμα και τα οριζόμενα εκείνα Κράτη για τα οποία επιθυμεί να αποκτήσει περιφερειακό δίπλωμα.

v. Αναφορά σε μία κύρια αίτηση, ή σε ένα κύριο δίπλωμα.

γ. Η αίτηση περιέχει:

i. Τις ενδείξεις που αφορούν τον εφευρέτη όταν καμμία εθνική νομοθεσία από τα οριζόμενα Κράτη δεν απαιτεί την γνωστοποίηση του ονόματος του εφευρέτη κατά την κατάθεση της διεθνούς αίτησης.

ii. Αίτημα που απευθύνεται στο γραφείο παραλαβής για να μεταβιβάσει το έγγραφο προτεραιότητας στο Διεθνές Γραφείο όταν η αίτηση για την οποία ζητείται προτεραιότητα κατατέθηκε ενώπιον του εθνικού γραφείου, ή της διακυβερνητικής διοίκησης που είναι το γραφείο παραλαβής.

δ. Η αίτηση πρέπει να υπογράφεται.

4.2. Αίτημα.

Το αίτημα αναφέρεται στο επιθυμούμενο αποτέλεσμα και πρέπει κατά προτίμηση να συντάσσεται ως ακολούθως: «Ο κάτωθι υπογεγραμμένος αιτείται η παρούσα διεθνής αίτηση να εξεταστεί σύμφωνα με την Συνθήκη συνεργασία για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας».

4.3. Τίτλος της εφεύρεσης.

Ο τίτλος της εφεύρεσης πρέπει να είναι σύντομος (κατά προτίμηση 2–7 λέξεις όταν είναι συνταγμένος ή μεταφρασμένος στα αγγλικά) και ακριβής.

4.4. Ονόματα και Διευθύνσεις.

α. Τα φυσικά πρόσωπα πρέπει να ορίζονται με το επώνυμό τους και το όνομα καθώς επίσης και το πατρώνυμο που προηγείται των ονομάτων.

β. Τα νομικά πρόσωπα πρέπει να ορίζονται με την πλήρη και επίσημη ονομασία τους.

γ. Οι διευθύνσεις πρέπει να καθορίζονται σύμφωνα με τις γνωστές απαιτήσεις για την γρήγορη διανομή του ταχυδρομείου στην οριζόμενη διεύθυνση και σε κάθε περίπτωση πρέπει να περιέχουν όλες τις οριζόμενες και απαιτούμενες διοικητικές ενδείξεις στις οποίες συμπεριλαμβάνε-

ται ο αριθμός κατοικίας, εάν υπάρχει.

Εάν η εθνική νομοθεσία του οριζόμενου Κράτους δεν απαιτεί τον καθορισμό αριθμού κατοικίας, το γεγονός ότι δεν έγινε καθορισμός του αριθμού αυτού δεν φέρει αρνητικά αποτελέσματα για το Κράτος αυτό. Συνιστάται να γίνεται μνεία της τηλεγραφικής διεύθυνσης και της διεύθυνσης για τηλέτυπο καθώς και του αριθμού του τηλεφώνου του πληρεξουσίου, ή του κοινού αντιπροσώπου, ή σε περίπτωση που δεν υπάρχει ορισμός πληρεξουσίου, ή κοινού αντιπροσώπου μέσα στην αίτηση, του καταθέτη που ορίζεται πρώτος μέσα στην αίτηση.

δ. Μία μόνη διεύθυνση μπορεί να καθορισθεί για κάθε καταθέτη, εφευρέτη ή πληρεξούσιο αλλά, εάν δεν έχει ορισθεί πληρεξούσιος για να αντιπροσωπεύει τον καταθέτη ή τους καταθέτες, εφόσον υπάρχουν περισσότεροι, ο καταθέτης, ή εφόσον υπάρχουν περισσότεροι ο κοινός αντιπρόσωπός τους, μπορεί να καθορίσει επιπλέον της διεύθυνσης που ορίζεται στην αίτηση και διεύθυνση στην οποία θα αποστέλλονται οι κοινοποιήσεις.

4.5. Καταθέτης.

α. Η αίτηση πρέπει να ορίζει το όνομα, την διεύθυνση, την εθνικότητα και την κατοικία του καταθέτη ή, εφόσον υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες, του κάθε ενός απ'αυτούς.

β. Η εθνικότητα του καταθέτη πρέπει να ορίζεται με το όνομα του Κράτους που είναι υπήκοος.

γ. Η κατοικία του καταθέτη πρέπει να ορίζεται με το όνομα του Κράτους που κατοικεί.

4.6. Εφευρέτης.

α. Η αίτηση πρέπει, σε περίπτωση εφαρμογής του κανόνα 4.1.α,ν, να ορίζει το όνομα και την διεύθυνση του εφευρέτη, ή εφόσον υπάρχουν περισσότεροι εφευρέτες, του κάθε ένα απ' αυτούς.

β. Εάν ο καταθέτης είναι και ο εφευρέτης η αίτηση πρέπει στην θέση της ένδειξης που αναφέρεται στο εδάφιο α, να περιέχει αντίστοιχη δήλωση.

γ. Όταν οι απαιτήσεις για τα θέματα αυτά των εθνικών νομοθεσιών των οριζόμενων Κρατών διαφέρουν, η αίτηση μπορεί, για τα διάφορα οριζόμενα Κράτη να ορίσει διαφορετικά πρόσωπα ως εφευρέτες. Σε τέτοια περίπτωση, η αίτηση πρέπει να περιέχει ξεχωριστή δήλωση για κάθε οριζόμενο Κράτος ή για κάθε ομάδα οριζόμενων Κρατών για τα οποία ένα ή περισσότερα δεδομένα πρόσωπα ή τα ίδια πρόσωπα πρέπει να θεωρούνται ως εφευρέτης ή εφευρέτες.

4.7. Πληρεξούσιος.

Εάν έχουν ορισθεί πληρεξούσιοι, η αίτηση πρέπει να περιέχει σχετική δήλωση και να ορίζει τα ονόματά τους και τις διευθύνσεις τους.

4.8. Εκπροσώπηση περισσοτέρων καταθετών που δεν έχουν κοινό πληρεξούσιο.

α. Εάν υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες και εφόσον η αίτηση δεν ορίζει κοινό εκπρόσωπο για όλους τους καταθέτες («κοινός πληρεξούσιος»), τότε η αίτηση πρέπει να ορίζει σαν κοινό εκπρόσωπο έναν από τους καταθέτες στον οποίο θα δίδεται το δικαίωμα να καταθέσει την διεθνή αίτηση σύμφωνα με το άρθρο 9.

β. Εάν υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες και εφόσον η αίτηση δεν ορίζει κοινό πληρεξούσιο, ούτε κοινό αντιπρόσωπο, σύμφωνα με το εδάφιο α, ως κοινός εκπρόσωπος θα θεωρείται ο καταθέτης που ορίζεται πρώτος στην αίτηση και ο οποίος έχει το δικαίωμα να καταθέσει την αίτηση ενώπιον του γραφείου παραλαβής στο οποίο κατατέθηκε η διεθνής αίτηση.

(Κανόνας 19.1.α.)

4.9. Ορισμός Κρατών.

Τα συμβαλλόμενα Κράτη πρέπει να ορίζονται στην αίτηση με τα ονόματά τους.

4.10. Αίτηση προτεραιότητας.

α. Η δήλωση που αναφέρεται στο άρθρ. 8.1 πρέπει να περιέχεται στην αίτηση. Η δήλωση αυτή συνίσταται σε δήλωση για αξίωση προτεραιότητας προηγούμενης αίτησης και πρέπει να περιέχει:

i. Οταν η προηγούμενη αίτηση δεν είναι περιφερειακή αίτηση ή διεθνής, το όνομα της χώρας όπου έχει γίνει η κατάθεση. Όταν η προηγούμενη αίτηση είναι περιφερειακή αίτηση ή διεθνής, το όνομά του ή των Κρατών για τα οποία η αίτηση έχει κατατεθεί.

ii. Την ημερομηνία κατάθεσης.

iii. Τον αριθμό κατάθεσης.

iv. Οταν η προηγούμενη αίτηση είναι περιφερειακή ή διεθνής αίτηση, το εθνικό γραφείο ή τον διακυβερνητικό οργανισμό όπου κατατέθηκε η αίτηση.

β. Εάν η αίτηση δεν ορίζει :

i. το όνομα της χώρας όπου η προηγούμενη αίτηση κατατέθηκε, εφόσον η τελευταία αίτηση δεν είναι περιφερειακή, ή διεθνής αίτηση, ή το όνομα τουλάχιστον μίας χώρας για την οποία κατατέθηκε, εφόσον η αίτηση είναι περιφερειακή ή διεθνής και

ii. την ημερομηνία κατάθεσης, η αξίωση για την προτεραιότητα θεωρείται σύμφωνα με την διαδικασία που ακολουθεί η Συνθήκη, ότι δεν έχει παρουσιαστεί, εκτός εάν η έλλειψη της ένδειξης ή η λανθασμένη έλλειψη της χώρας ή της ημερομηνίας προκύπτει ότι είναι προφανώς από λάθος. Όταν η πιστοποίηση, ή η ακριβής πιστοποίηση της χώρας, ή η ημερομηνία, ή η ακριβής ημερομηνία μπορούν να καθορισθούν με βάση αντίγραφο της προηγούμενης αίτησης που παραλαμβάνει το γραφείο παραλαβής πριν διαβιβάσει το πρωτότυπο στο διεθνές γραφείο, τότε το λάθος ανήκει στα προφανή λάθη.

γ. Εάν ο αριθμός της προτέρας αίτησης δεν ορίζεται στην αίτηση, αλλά γνωστοποιείται από τον καταθέτη στο διεθνές γραφείο ή στο γραφείο παραλαβής πριν από την λήξη 16 μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας, ο αριθμός αυτός θεωρείται για όλα τα οριζόμενα Κράτη ότι γνωστοποιήθηκε.

δ. Εάν η ημερομηνία κατάθεσης της προηγούμενης αίτησης, έτσι όπως ορίζεται στην αίτηση, δεν περιλαμβάνεται μέσα σε περίοδο ενός χρόνου πριν την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης, το γραφείο παραλαβής, ή εφόσον είναι αρμόδιο, το διεθνές γραφείο, καλεί τον καταθέτη να ζητήσει, είτε την ακύρωση της δήλωσης που κατατέθηκε σύμφωνα με το άρθρο 8.1, είτε, εφόσον η ημερομηνία της προηγούμενης αίτησης ορίσθηκε με λάθος ένδειξη, την διόρθωση της ημερομηνίας αυτής. Εάν ο καταθέτης δεν απαντήσει μέσα σε ημερομηνία ενός μηνός από την ημερομηνία της πρόσκλησης, η δήλωση που αναφέρεται στο αρθρ. 8.1. ακυρώνεται αυτεπαγγέλτως.

ε. Όταν αιτούνται προτεραιότητες για περισσότερες προηγουμένες αιτήσεις τα εδάφια α μέχρι δ εφαρμόζονται για κάθε μία απ'αυτές.

4.11. Αναφορά σε προηγούμενη έρευνα.

Εάν η διεθνής έρευνα, ή η έρευνα διεθνούς τύπου ζητήθηκε με βάση αίτηση σύμφωνα με το άρθρο 15 παρ. 5, ή εάν ο καταθέτης επιθυμεί όπως η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα στηρίξει την έκθεση της για την σύνταξη της διεθνούς έρευνας καθ'ολοκληρία ή μέρη της στα αποτελέσματα άλλης έρευνας εκτός από την διεθνή ή την έρευνα διεθνούς τύπου που πραγματοποίησε το εθνικό γραφείο ή ο διακυβερνητικός οργανισμός που είναι η αρμόδια διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα για την διεθνή αίτηση, η αίτηση πρέπει να περιέχει σχετική μνεία.

Η μνεία αυτή θα πρέπει να καθορίζει, είτε την αίτηση (ή την μετάφρασή της ανάλογα με την περίπτωση) για την οποία η προηγούμενη έρευνα πραγματοποιήθηκε προσδιορίζοντας την χώρα, την ημερομηνία και τον αριθμό, είτε την εν λόγω έρευνα προσδιορίζοντας, εάν είναι δυνατόν την ημερομηνία και τον αριθμό της αίτησης στην οποία αναφέρεται η έρευνα.

4.12. Επιλογή ορισμένων τίτλων προστασίας.

α. Εάν ο καταθέτης επιθυμεί όπως η διεθνής αίτηση εξεταστεί για κάθε οριζόμενο Κράτος όχι σαν αίτηση για απόκτηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας αλλά σαν αίτηση για χορήγηση ενός από τους τίτλους προστασίας που μνημονεύονται στο άρθρ. 43, θα πρέπει να το δηλώσει στην αίτησή του. Για τους σκοπούς του παρόντος εδαφίου το άρθρ. 2, ii δεν εφαρμόζεται.

β. Στην περίπτωση που προβλέπει το άρθρο 44, ο καταθέτης πρέπει να προσδιορίσει τους δύο τίτλους προστασίας που ζητά και πρέπει να εξειδικεύσει, εφόσον αρμόζει στην περίπτωση, τον αιτούμενο κατά κύριο λόγο τίτλο προστασίας και τον αιτούμενο κατά δεύτερο λόγο τίτλο προστασίας.

4.13. Προσδιορισμός της κυρίας αίτησης ή του κυρίου διπλώματος. Εάν ο καταθέτης επιθυμεί η διεθνής αίτηση να εξεταστεί για κάθε οριζόμενο Κράτος σαν μία αίτηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας, ή πρόσθετου πιστοποιητικού, ή πιστοποιητικού πατρότητος πρόσθετης εφεύρεσης, ή πρόσθετου πιστοποιητικού χρησιμότητας θα πρέπει να προσδιορίσει την κύρια αίτηση, το κύριο δίπλωμα ευρεσιτεχνίας, το κύριο πιστοποιητικό πατρότητας εφεύρεσης, ή το κύριο πιστοποιητικό χρησιμότητος στο οποίο αναφέρεται και, εάν αυτό έχει χορηγηθεί, το δίπλωμα ευρεσιτεχνίας ή το πρόσθετο πιστοποιητικό ή το πιστοποιητικό πατρότητος πρόσθετης εφεύρεσης ή το πρόσθετο πιστοποιητικό χρησιμότητος. Για την εφαρμογή της παρούσης παραγράφου το άρθρ. 2.ιι, δεν εφαρμόζεται.

4.14. «Συνέχιση» ή «Συνέχιση κατά μέρη». Εάν ο καταθέτης επιθυμεί να εξεταστεί η διεθνής αίτησή του για κάθε οριζόμενο Κχάτος σαν αίτηση «συνεχιζόμενη» ή «συνεχιζόμενη κατά μέρη» προηγουμένης αίτησης θα πρέπει να το δηλώσει στην αίτησή του και να προσδιορίσει την εν λόγω κύρια αίτηση.

4.15. Υπογραφή.

Η αίτηση πρέπει να υπογράφεται από τον καταθέτη.

4.16. Απόδοση και μετάφραση Ορισμένων Λέξεων.

α. Όταν το όνομα και η διεύθυνση δεν είναι γραμμένα με λατινικούς χαρακτήρες θα πρέπει να γραφούν και στους χαρακτήρες αυτούς, είτε με απόδοση, είτε με αγγλική μετάφραση. Η απόφαση για το ποιές λέξεις θα μεταφερθούν αυτούσιες με λατινικούς χαρακτήρες και ποιές λέξεις θα μεταφρασθούν ανήκει στον καταθέτη.

β. Όταν το όνομα μιάς χώρας δεν είναι γραμμένο με λατινικούς χαρακτήρες θα πρέπει να γραφεί εξίσου και στα αγγλικά.

4.17. Συμπληρωματικές ενδείξεις.

α. Η αίτηση δεν πρέπει να περιέχει καμμία άλλη ένδειξη εκτός από εκείνες που αναφέρονται στους κανόνες 4.1 μέχρι 4.16. Παρ'όλα αυτά, οι διοικητικές αρχές μπορούν να επιτρέψουν αλλά δεν μπορούν να επιβάλλουν να συμπεριλαμβάνονται στο κείμενο της αίτησής συμπληρωματικές ενδείξεις οι οποίες αναφέρονται στις διοικητικές οδηγίες.

β. Εάν η αίτηση περιέχει ενδείξεις διαφορετικές από εκείνες που αναφέρονται στους κανόνες 4.1. μέχρι 4.16, ή που επιτρέπονται σύμφωνα με το παραπάνω εδάφιο α, από τις διοικητικές αρχές, το γραφείο παραλαβής διαγράφει αυτεπαγγέλτως τις συμπληρωματικές αυτές ενδείξεις.

Κανόνας 5

Περιγραφή

5.1. Τρόπος σύνταξης της περιγραφής.

α. Η περιγραφή αρχίζει με μνεία του τίτλου της εφεύρεσης έτσι όπως αναγράφεται στην αίτηση και πρέπει:

i. Να περιγράφει τον τεχνικό τομέα στον οποίο αναφέρεται η αίτηση.

ii. Να ορίζει την προηγουμένη τεχνική η οποία μέσα στα πλαίσια που ο καταθέτης την γνωρίζει μπορεί να θεωρηθεί ώς χρήσιμη για την έρευνα και την εξέταση της εφεύρεσης και πρέπει κατά προτίμηση να αναφέρονται τα έγγραφα τα σχετικά με την εν λόγω τεχνική.

iii. Να παρουσιάζει την εφεύρεση για την οποία ζητείται προστασία με όρους που επιτρέπουν την κατανόηση του τεχνικού προβλήματος (ακόμα και εάν δεν υπάρχει τέτοιο πρόβλημα) με την λύση του και να εκθέτει τα πλεονέκτηματα, εάν υπάρχουν, της εφεύρεσης σχετικά με την προηγούμενη τεχνική.

iv. Να περιγράφει σύντομα τις εικόνες που περιέχονται στα σχέδια εφόσον υπάρχουν.

v. Να ορίζει ένα τουλάχιστον καλύτερο τρόπο με τον οποίο ο καταθέτης προτίθεται να πραγματοποιήσει την εφεύρεση για την οποία ζητείται προστασία. Η ένδειξη αυτή πρέπει να δίδεται χρησιμοποιώντας παραδείγματα, εφόσον αυτό είναι δυνατόν, και αναφορές στα σχέδια, εφόσον υπάρχουν. Όταν η εθνική νομοθεσία του οριζόμενου Κράτους δεν απαιτεί την περιγραφή του καλύτερου τρόπου πραγματοποίησης της εφεύρεσης αλλά αρκείται στην περιγραφή ενός οποιουδήποτε τρόπου πραγματοποίησής του (είτε εάν ο τρόπος αυτός θεωρείται από το εφευρέτη ως καλύτερος για την πραγματοποίηση της εφεύρεσης είτε όχι) το γεγονός ότι δεν γίνεται περιγραφή του καλύτερου θεωρούμενου τρόπου πραγματοποίησης της εφεύρεσης δεν έχει αρνητικά αποτελέσματα για το Κράτος αυτό.

vi. Να ορίζει με σαφήνεια, στην περίπτωση που αυτό δεν συμπεραίνεται προφανώς από την περιγραφή ή από την φύση της εφεύρεσης, τον τρόπο με τον οποίο το αντικείμενο της εφεύρεσης είναι δυντόν να τύχει εκμετάλλευσης από την βιομηχανία και τον τρόπο με τον οποίο μπορεί το αντικείμενο αυτό να παραχθεί και να χρησιμοποιηθεί, ή εάν μπορεί μόνον να χρησιμοποιηθεί, τον τρόπο με τον οποίο μπορεί να γίνει η χρήση. Ο όρος «βιομηχανία» θα πρέπει να εννοείται με την πλέον ευρεία έννοια όπως στην Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

β. Η αρίθμηση και η σειρά που αναφέρεται στο προηγούμενο εδάφιο α πρέπει να ακολουθούνται, εκτός εάν υπάρχει λόγος σχετικά με την φύση της εφεύρεσης οπότε ένας διαφορετικός τρόπος ή σειρά θα είχαν σαν αποτέλεσμα την καλύτερη κατανόηση και την πλέον οικονομική παρουσίαση της εφεύρεσης.

γ. Με την επιφύλαξη της παραγράφου β, για κάθε στοιχείο που απαριθμείται στην παράγραφο α θα πρέπει να προηγείται ο κατάλληλος τίτλος σύμφωνα με τις συστάσεις που αναφέρονται από τις διοικητικές οδηγίες.

Κανόνας 6

Αξιώσεις

6.1. Αριθμός και αρίθμηση των αξιώσεων.

α. Ο αριθμός των αξιώσεων πρέπει να είναι λογικός λαμβανομένης υπόψη της φύσεως της εφεύρεσης για την οποία ζητείται προστασία.

β. Εάν υπάρχουν περισσότερες αξιώσεις θα πρέπει να αριθμούνται με συνεχόμενο τρόπο χρησιμοποιώντας αραβικούς αριθμούς.

γ. Το σύστημα αρίθμησης σε περίπτωση τροποποίησης των αξιώσεων ορίζεται από τις διοικητικές οδηγίες.

6.2. Αναφορές σε άλλα σημεία της διεθνούς αίτησης.

α. Οι αξιώσεις δεν πρέπει, εκτός εάν αυτό είναι απολύτως απαραίτητο, να στηρίζονται όσον αφορά τα τεχνικά χαρακτηριστικά της εφεύρεσης σε αναφορές στην περιγραφή ή στα σχέδια. Ιδίως δεν πρέπει να στηρίζονται σε αναφορές όπως «έτσι όπως περιγράφεται στο μέρος .... της περιγραφής» ή «έτσι όπως απεικονίζεται στην εικόνα .... των σχεδίων».

β. Όταν η διεθνής αίτηση περιέχει σχέδια, τα αναφερόμενα τεχνικά χαρακτηριστικά στις αξιώσεις πρέπει κατά προτίμηση να ακολουθούνται από τα σημεία αναφοράς για τα χαρακτηριστικά αυτά. Όταν χρησιμοποιούνται τα σημεία αναφοράς πρέπει κατά προτίμηση να τίθενται εντός παρενθέσεως. Εάν η θέση σε παρένθεση των σημείων αναφοράς δεν διευκολύνει ιδιαίτερα την ταχύτερη κατανόηση της εφεύρεσης, τότε δεν πρέπει να χρησιμοποιούνται. Τα σημεία αναφοράς μπορούν να αφαιρούνται από το οριζόμενο γραφείο για λόγους δημοσίευσης από το γραφείο.

6.3. Τρόπος σύνταξης των αξιώσεων.

α. Ο ορισμός του αντικειμένου για το οποίο ζητείται προστασία πρέπει να γίνεται χρησιμοποιώντας τα τεχνικά χαρακτηριστικά της εφεύρεσης.

β. Εφόσον αυτό είναι εφικτό, οι αξιώσεις πρέπει να περιέχουν:

i. Προοίμιο, που ορίζει τα τεχνικά χαρακτηριστικά της εφεύρεσης που είναι απαραίτητα για τον καθορισμό του αξιούμενου για προστασία αντικειμένου και τα οποία, συνδυάζοντάς τα, αποτελούν μέρος της στάθμης της τεχνικής.

ii. Χαρακτηριστικό μέρος – του οποίου προηγούνται οι λέξεις «που χαρακτηρίζεται σε», «που χαρακτηρίζεται από», ή «η τροποποίηση περιλαμβάνει», ή άλλες λέξεις οι οποίες αποβλέπουν στον ίδιο σκοπό – που αναφέρει με σαφή τρόπο τα τεχνικά χαρακτηριστικά τα οποία μαζί με τα χαρακτηριστικά που αναφέρονται στο σημείο i είναι εκείνα για τα οποία ζητείται προστασία.

γ. Όταν η εθνική νομοθεσία ενός οριζόμενου Κράτους δεν απαιτεί οι αξιώσεις να είναι συνταγμένες με τον τρόπο που προβλέπεται στη παράγραφο β, η μη σύνταξη των αξιώσεων με αυτό τον τρόπο δεν έχει αρνητικό αποτέλεσμα για το Κράτος αυτό, εάν οι αξιώσεις είναι συνταγμένες σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία του Κράτους αυτού.

6.4. Εξαρτώμενες αξιώσεις.

α. Κάθε αξίωση που περιλαμβάνει όλα τα χαρακτηριστικά μίας ή περισσοτέρων άλλων αξιώσεων (αξιώσεις με εξαρτώμενη μορφή, που στο εξής θα ονομάζονται «εξαρτώμενες αξιώσεις») πρέπει να μνημονεύει, εάν είναι δυνατόν στην αρχή, την ή τις άλλες αξιώσεις στις οποίες αναφέρεται και να προσδιορίζει τα πρόσθετα αξιούμενα χαρακτηριστικά. Κάθε εξαρτώμενη αξίωση που αναφέρεται σε περισσότερες από μία άλλες αξιώσεις («πολλαπλή εξαρτώμενη αξίωση») μπορεί να αναφέρεται σ'αυτές μόνον στα πλαίσια εναλλακτικής μνείας. Οι πολλαπλές εξαρτώμενες αξιώσεις δεν πρέπει να χρησιμοποιούνται ως βάση για άλλη πολλαπλή εξαρτώμενη αξίωση. Όταν η εθνική νομοθεσία του εθνικού γραφείου που είναι επιφορτισμένο με την διεθνή έρευνα δεν επιτρέπει οι πολλαπλές εξαρτώμενες αξιώσεις να είναι συνταγμένες με διαφορετικό τρόπο απο εκείνο που προβλέπεται στις δύο προηγούμενες περιπτώσεις το γεγονός ότι οι αξιώσεις δεν είναι συνταγμένες μ'αυτό τον τρόπο μπορεί να οδηγήσει σε παρατηρήσεις σύμφωνα με το άρθρο 17 παρ. 2, β κατά την σύνταξη της διεθνούς έκθεσης έρευνας. Το γεγονός ότι οι αξιώσεις δεν είναι συνταγμένες με τον προαναφερόμενο τρόπο δεν έχει αρνητικά αποτελέσματα για εκείνο το οριζόμενο Κράτος όταν οι αξιώσεις είναι συνταγμένες έτσι ώστε να συμφωνούν με την εθνική νομοθεσία του Κράτους.

β. Κάθε εξαρτώμενη αξίωση πρέπει να είναι έτσι συνταγμένη ώστε να περιλαμβάνει όλους τους περιορισμούς που αναφέρονται στην αξίωση στην οποία γίνεται αναφορά, ή, εάν πρόκειται για πολλαπλή εξαρτώ-

μενη αξίωση, η εξαρτώμενη αξίωση πρέπει να περιλαμβάνει όλους τους περιορισμούς που αναφέρονται στις αξιώσεις με τις οποίες θεωρείται ότι σχετίζεται.

γ. Όλες οι εξαρτώμενες αξιώσεις αναφέρονται σε μία ενιαία προηγούμενη αξίωση και όλες οι εξαρτώμενες αξιώσεις που αναφέρονται σε περισσότερες προηγούμενες αξιώσεις θα πρέπει να συγκεντρώνονται στο ίδιο σημείο, εφόσον αυτό είναι δυνατόν, και με τον πλέον πρακτικό τρόπο.

6.5. Πιστοποιητικά χρησιμότητας.

Στη θέση των Κανόνων 6.1. μέχρι 6.4 κάθε οριζόμενο Κράτος στο οποίο το Πιστοποιητικό Χρησιμότητος ζητείται με βάση διεθνή αίτηση μπορεί να εφαρμόσει, μετά από την έναρξη εξέτασης για το Κράτος της διεθνούς αίτησης, τις αντίστοιχες διατάξεις της εθνικής νομοθεσίας. Σ'αυτή την περίπτωση ο καταθέτης έχει στη διάθεσή του για την εναρμόνιση της διεθνούς αίτησης με τις απαιτήσεις των διατάξεων της εθνικής νομοθεσίας προθεσμία δύο μηνών τουλάχιστον από την ημερομηνία λήξης της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22.

Κανόνας 7

Σχέδια

7.1. Σχεδιαγράμματα διαδικαστικών σταδίων και διαγράμματα.

Τα σχεδιαγράμματα διαδικαστικών σταδίων και τα διαγράμματα θεωρούνται ως σχέδια.

7.2. Προθεσμία.

Η προθεσμία που αναφέρεται στο άρθρο 7 παρ. 2, ii πρέπει να είναι λογική λαμβανομένης υπόψη της κάθε ειδικής περιπτώσεως και δεν πρέπει να είναι μικρότερη των δύο μηνών από την ημερομηνία γραπτής πρόσκλησης για την υποβολή των σχεδίων ή των προσθέτων σχεδίων, σύμφωνα με την εν λόγω διάταξη.

Κανόνας 8

Περίληψη

8.1. Περιεχόμενο και μορφή της περίληψης.

α. Η περίληψη πρέπει να περιλαμβάνει:

i. Συμπερασματική περιγραφή όσων αναφέρονται στην περιγραφή, τις αξιώσεις και όλα τα σχέδια. Η περίληψη πρέπει να καθορίζει το τεχνικό πεδίο στο οποίο ανήκει η εφεύρεση και πρέπει να είναι συνταγμένη έτσι ώστε να επιτρέπεται η σαφής κατανόηση του τεχνικού προβλήματος, του τρόπου λύσης του με βάση την εφεύρεση και η κυρία χρήση ή οι κύριες χρήσεις της εφεύρεσης.

ii. Εφόσον αυτό είναι απαραίτητο, τον χημικό τύπο ο οποίος μεταξύ όλων των τύπων που περιγράφονται στην διεθνή αίτηση χαρακτηρίζει το καλύτερο δυνατόν την εφεύρεση.

β. Η περίληψη πρέπει να είναι όσο το δυνατόν περισσότερο ακριβής (κατά προτίμηση πενήντα έως εκατόν πενήντα λέξεις όταν συντάσσεται ή μεταφράζεται στην αγγλική γλώσσα).

γ. Η περίληψη δεν πρέπει να περιέχει δηλώσεις σχετικά με τα προτερήματα ή την εκτιμούμενη αξία της εφεύρεσης για την οποία ζητείται προστασία, ούτε εκτιμήσεις για τις προσδοκώμενες εφαρμογές της.

δ. Κάθε ένα από τα κύρια αναφερόμενα τεχνικά χαρακτηριστικά στην περίληψη τα οποία απεικονίζονται με σχέδιο που αναφέρεται στη διεθνή αίτηση πρέπει να ακολουθείται από σημείο αναφοράς που τοποθετείται μέσα σε παρενθέσεις.

8.2. Εικόνα.

α. Εάν ο καταθέτης δεν αναφέρει την ένδειξη για την οποία γίνεται μνεία στον κανόνα 3.3.α, ιιι, ή εάν η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα θεωρεί ότι μία ή περισσότερες άλλες εικόνες διαφορετικές από αυτές που προτείνονται από τον καταθέτη θα μπορούσαν ανάμεσα στις άλλες εικόνες των σχεδίων να χαρακτηρίσουν καλύτερα την εφεύρεση, τότε η διοίκηση κάνει μνεία, με την επιφύλαξη της παραγράφου β, για την ή τις εικόνες που θα πρέπει να συνοδεύουν την περίληψη όταν αυτή δημοσιευθεί από το διεθνές γραφείο. Στην περίπτωση αυτή η περίληψη συνοδεύεται από την, ή τις εικόνες που ορίζονται μ'αυτόν τον τρόπο από την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα. Στην αντίθετη περίπτωση, η περίληψη θα συνοδεύεται, με την επιφύλαξη της παραγράφου β, από την ή τις εικόνες που προτείνονται από τον καταθέτη.

β. Εάν η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα εκτιμά ότι καμμία εικόνα των σχεδίων δεν είναι χρήσιμη για την κατανόηση της περίληψης κοινοποιεί την εκτίμησή της αυτή στο διεθνές γραφείο. Στην περίπτωση αυτή, η περίληψη όταν δημοσιεύεται από το διεθνές γραφείο δεν θα συνοδεύεται από καμμία εικόνα σχεδίων ακόμα και αν ο καταθέτης προέβει σε πρόταση, σύμφωνα με τον κανόνα 3.3.α, ιιι.

8.3. Αρχές για την σύνταξη.

Η περίληψη πρέπει να είναι συνταγμένη με τέτοιο τρόπο ώστε να μπορεί να χρησιμεύει αποτελεσματικά ως μέσο πληροφοριών για τον σκοπό της έρευνας σχετικά με τη στάθμη της τεχνικής και ιδιαίτερα να βοηθά τον επιστήμονα, τον μηχανικό, τον ερευνητή όσον αφορά το ερώτημα εαν υπάρχει λόγος να συμβουλευθεί ή όχι την ίδια την διεθνή αίτηση.

Κανόνας 9

Εκφράσεις και άλλες λέξεις που δεν πρέπει να χρησιμοποιούνται.

9.1. Ορισμοί.

Η διεθνής αίτηση δεν πρέπει να περιέχει:

i. Εκφράσεις ή σχέδια αντίθετα με τα χρηστά ήθη.

ii. Εκφράσεις ή σχέδια αντίθετα με τη δημόσια τάξη.

iii. Δηλώσεις που μειώνουν προϊόντα ή διαδικασίες ενός τρίτου ή δηλώσεις σχετικές με επαίνους ή την αξία των αιτήσεων ή των διπλωμάτων ενός τρίτου προσώπου (απλές συγκρίσεις με την στάθμη της τεχνικής δεν θεωρούνται ότι προσβάλλουν τα δικαιώματα τρίτου).

iv. Δηλώσεις ή άλλα στοιχεία που δεν έχουν καμμία σχέση, ή θεωρούνται ως επιπλέον στη συγκεκριμμένη περίπτωση.

9.2. Παρατηρήσεις σχετικά με τις παρατυπίες.

Το γραφείο παραλαβής και η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή έρευνα μπορούν να παρατηρήσουν ότι η διεθνής αίτηση δεν ανταποκρίνεται στις προδιαγραφές του κανόνα 9.1. και μπορούν να προτείνουν στον καταθέτη να την διορθώσει ανάλογα οικειοθελώς.

Εάν η παρατήρηση έγινε από το γραφείο παραλαβής, τότε το γραφείο αυτό ενημερώνει την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα καθώς επίσης και το διεθνές γραφείο. Εάν η παρατήρηση έγινε από τη διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, τότε η διοίκηση ενημερώνει με τη σειρά της το γραφείο παραλαβής καθώς επίσης και το διεθνές γραφείο.

9.3. Αναφορά στο άρθρο 21 παρ. 6.

Οι «αναχοινώσεις που θίγουν κάποιον τρίτο» έτσι όπως αναφέρονται στο άρθρο 21 παρ. 6 έχουν την έννοια που ορίζει ο κανόνας 9 παρ. 1. iii.

Κανόνας 10

Ορολογία και σημεία.

10.1. Ορολογία και σημεία.

α. Οι μονάδες βάρους και μέτρησης πρέπει να εκφράζονται σύμφωνα με το μετρικό σύστημα, ή να εκφράζονται εξίσου με το σύστημα αυτό εάν στην αρχή έχουν εκφρασθεί με βάση άλλο σύστημα.

β. Οι θερμοκρασίες πρέπει να εκφράζονται σε βαθμούς Κελσίου, ή εάν χρησιμοποιείται άλλο σύστημα πριν, οι θερμοκρασίες πρέπει να εκφράζονται επίσης και σε βαθμούς Κελσίου.

γ. (Καταργήθηκε).

δ. Για τις λοιπές ενδείξεις θερμότητας, ενέργειας, φωτός, ήχου και μαγνητισμού καθώς επίσης και για τους μαθηματικούς τύπους, και τις ηλεκτρικές ενότητες πρέπει να τηρούνται οι προδιαγραφές της διεθνούς πρακτικής. Για τους χημικούς τύπους πρέπει να χρησιμοποιούνται τα σύμβολα, ατομικά βάρη και μοριακή τύποι που χρησιμοποιούνται συνήθως.

ε. Κατά γενικό κανόνα πρέπει να χρησιμοποιούνται μόνον τεχνικοί όροι, σημεία και σύμβολα που είναι γενικά αποδεκτοί στον αντίστοιχα τεχνικό τομέα.

στ. Όταν η διεθνής αίτηση είναι συνταγμένη, ή μεταφρασμένη στην αγγλική γλώσσα ή στην ιαπωνική οι δεκαδικοί πρέπει να εκφράζονται με τελεία. Όταν η διεθνής αίτηση είναι συνταγμένη ή μεταφρασμένη σε άλλη γλώσσα από την αγγλική ή την ιαπωνική οι δεκαδικοί πρέπει να εκφράζονται με κόμμα.

10.2. Ομοιομορφία.

Η ορολογία και τα σημεία της διεθνούς αίτησης πρέπει να είναι ομοιόμορφα.

Κανόνας 11

Τυπικές προϋποθέσεις που αφορούν την διεθνή αίτηση.

11.1. Αριθμός αντιγράφων.

α. Με την επιφύλαξη της παραγράφου β, η διεθνής αίτηση και κάθε ένα από τα έγγραφα που αναφέρονται στον πίνακα (κανόνας 3.3α,ii) πρέπει να κατατίθενται σ'ένα μόνον αντίγραφο.

β. Το γραφείο παραλαβής μπορεί να ζητήσει η διεθνής αίτηση και κάθε έγγραφο που αναφέρεται στον πίνακα (κανόνας 3.3.α.ii), με εξαίρεση την απόδειξη που αφορά την πληρωμή τελών ή την επιταγή που προορίζεται για την πληρωμή των τελών, να κατατίθενται σε δύο ή τρία αντίγραφα. Στην περίπτωση αυτή, το γραφείο παραλαβής έχει την ευθύνη για την επαλήθευση κάθε ενός αντιγράφου το οποίο πρέπει να είναι όμοιο με το πρωτότυπο.

11.2. Δυνατότητα αναπαραγωγής.

α. Όλα τα στοιχεία που περιέχει η διεθνής αίτηση δηλαδή το έγγραφο αίτημα, η περιγραφή, οι αξιώσεις, τα σχέδια και η περίληψη πρέπει να παρουσιάζονται έτσι ώστε να είναι δυνατή η αναπαραγωγή τους απευθείας από φωτοτυπικό μηχάνημα, απο ηλεκτρονικές διαδικασίες, από σύστημα οφφσετ και μικροφιλμ σε απεριόριστο αριθμό αντιγράφων.

β. Κανένα φύλλο δεν πρέπει να είναι σχισμένο ή τσαλακωμένο. Κανένα φύλλο δεν πρέπει να είναι διπλωμένο.

γ. Μόνον μία πλευρά του φύλλου πρέπει να χρησιμοποιείται.

δ. Με την επιφύλαξη του Κανόνα 11.10.δ και του Κανόνα 11.13.ι, κάθε φύλλο πρέπει να χρησιμοποιείται με την κάθετη διάταξή του, δηλαδή οι μικρές πλευρές πρέπει να είναι τοποθετημένες από πάνω προς τα κάτω.

11.3. Υλικό που πρέπει να χρησιμοποιείται.

Όλα τα στοιχεία της διεθνούς αίτησης πρέπει να απεικονίζονται σε χαρτί ευλύγιστο, ισχυρό, άσπρο, λείο, μη αστραφτερό και ανθεκτικό.

11.4. Ξεχωριστά φύλλα.

α. Κάθε στοιχείο (γραπτό αίτημα, περιγραφή, αξιώσεις, σχέδια, περίληψη) της διεθνούς αίτησης πρέπει να αρχίζει σε κανούργιο φύλλο.

β. Όλα τα φύλλα της διεθνούς αίτησης πρέπει να είναι συγκεντρωμένα με τέτοιο τρόπο ώστε να μπορούν να γυρίζουν εύκολα όταν τα συμβουλεύεται κανείς και επίσης να μπορούν εύκολα να αποχωριστούν αλλά και να επανενώνονται όταν υπάρχει λόγος αποχώρησής τους για το σκοπό της αναπαραγωγής.

11.5. Σχήμα των φύλλων.

Τα φύλλα πρέπει να είναι τύπου Α4 (29,7 εκατοστά Χ 21 εκατοστά). Παρόλα αυτά το γραφείο παραλαβής μπορεί να δεχθεί διεθνείς αιτήσεις που παρουσιάζονται σε φύλλα διαφορετικού τύπου με την προϋπόθεση ότι το πρωτότυπο έτσι όπως θα διαβιβαστεί στο διεθνές γραφείο καθώς επίσης και εάν η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα το επιθυμεί, το αντίγραφο για την έρευνα, να είναι παρουσιασμένα σε χαρτί τύπου Α4.

11.6. Περιθώρια.

α. Τα ελάχιστα περιθώρια των φύλλων που περιέχουν το αίτημα, την περιγραφή, τις αξιώσεις και την περίληψη πρέπει να είναι τα ακόλουθα:

- Πάνω περιθώριο : 2 εκατοστά.
- Αριστερό περιθώριο : 2,5 εκατοστά.
- Δεξιό περιθώριο : 2 εκατοστά.
- Κάτω περιθώριο : 2 εκατοστά.

β. Το μέγιστο διάστημα που συνιστάται για τα περιθώρια που αναφέρονται στην παράγραφο α είναι το εξής:

– Πάνω περιθώριο : 4 εκατοστά – Αριστερό περιθώριο : 4 εκατοστά – Δεξιό περιθώριο : 3 εκατοστά – Κάτω περιθώριο : 3 εκατοστά.

γ. Στα φύλλα τα οποία περιέχουν τα σχέδια η επιφάνεια που χρησιμοποιείται δεν πρέπει να ξεπερνά τα 26,2 εκατοστά Χ 17,0 εκατοστά. Τα φύλλα αυτά δεν πρέπει να περιέχουν περιθώρια τα οποία περιβάλλουν την χρήσιμη ή χρησιμοποιούμενη επιφάνεια.

Τα ελάχιστα περιθώρια πρέπει να είναι τα εξής:

– Πάνω περιθώριο : 2,5 εκατοστά – Αριστερό περιθώριο : 2,5 εκατοστά – Δεξιό περιθώριο : 1,5 εκατοστό – Κάτω περιθώριο : 1,0 εκατοστό

δ. Τα περιθώρια που αναφέρονται στις παραπάνω παραγράφους α) μέχρι γ) προβλέπονται για τα φύλλα τύπου Α4. Κατά συνέπεια ακόμα και αν το γραφείο παραλαβής δέχεται φύλλα άλλου τύπου το πρωτότυπο αντίγραφο του τύπου Α4 και όταν αυτό είναι απαραίτητο το αντίγραφο της έρευνας τύπου Α4 πρέπει να ακολουθούν τα παραπάνω αναφερόμενα περιθώρια.

ε. Τα περιθώρια της διεθνούς αίτησης κατά την ημερομηνία κατάθεσής τους πρέπει να είναι τελείως καθαρά.

11.7. Αρίθμηση των φύλλων.

α. Όλα τα φύλλα που περιέχονται στην διεθνή αίτηση πρέπει να είναι κατά συνέχεια αριθμημένα με αραβικούς αριθμούς.

β. Τα νούμερα πρέπει να γράφονται στο επάνω μέρος των φύλλων στην μέση αλλά όχι στο επάνω περιθώριο.

11.8. Αρίθμηση των γραμμών.

α. Συνιστάται να αριθμείται κάθε φύλλο της περιγραφής και κάθε φύλλο των αξιώσεων ανά πέντε γραμμές.

β. Τα νούμερα πρέπει να τοποθετούνται στην αριστερή μεριά, δεξιά από το περιθώριο.

11.9. Τρόπος γραφής των κειμένων.

α. Το αίτημα, η περιγραφή, οι αξιώσεις και η περίληψη πρέπει να είναι δακτυλογραφημένες ή τυπωμένες.

β. Μόνον τα σύμβολα και οι γραφικοί χαρακτήρες, οι χημικοί ή μαθηματικοί τύποι και ορισμένοι χαρακτήρες σε ιαπωνική γραφή μπορούν, όταν αυτό είναι απαραίτητο, να είναι σχεδιασμένοι ή γραμμένοι με το χέρι.

γ. Για όλα τα δακτυλογραφήμενα κείμενα το μεσοδιάστημα των γραμμών πρέπει να είναι 1 και 1/2.

δ. Όλα τα κείμενα πρέπει να είναι γραμμένα με χαρακτήρες των οποίων τα κεφαλαία πρέπει να έχουν τουλάχιστον 0,21 εκατοστά ύψος και να είναι γραμμένα σε μαύρο σταθερό χρώμα και σύμφωνα με τις προδιαγραφές που αναφέρονται στον Κανόνα 11.2.

ε. Όσον αφορά το μεσοδιάστημα που πρέπει να χρησιμοποιείται στις δακτυλογραφημένες γραμμές και το ύψος των χαρακτήρων οι παράγραφοι γ και δ δεν εφαρμόζονται για τα κείμενα που είναι συνταγμένα στην ιαπωνική γλώσσα.

11.10. Σχέδια, τύποι και πίνακες στα κείμενα.

α. Το αίτημα, η περιγραφή, οι αξιώσεις και η περίληψη δεν πρέπει να περιέχουν σχέδια.

β. Η περιγράφη, οι αξιώσεις και η περίληψη μπορούν να περιέχουν χημικούς και μαθηματικούς τύπους.

γ. Η περιγραφή και η περίληψη μπορούν να περιέχουν πίνακες. Οι αξιώσεις δεν μπορούν να περιέχουν πίνακες παρά μόνον όταν το αντικείμενο επιβάλλει την χρησιμοποίησή τους.

δ. Οι πίνακες και οι μαθηματικοί ή χημικοί τύποι μπορούν να παρατίθενται με οριζόντια διάταξη στο φύλλο, εάν δεν μπορούν να παρουσιασθούν σωστά με κάθετη διάταξη. Τα φύλλα στα οποία οι πίνακες, ή οι χημικοί, ή οι μαθηματικοί τύποι παρουσιάζονται οριζόντια θα πρέπει να παρουσιάζονται με τέτοιο τρόπο ώστε τα πρώτα και ανώτερα μέρη των πινάκων ή των τύπων να βρίσκονται στην αριστερή μεριά του φύλλου.

11.11. Κείμενα στα σχέδια.

α. Τα σχέδια δεν πρέπει να περιέχουν κείμενα με εξαίρεση μία λέξη ή μεμονωμένες λέξεις όταν αυτό είναι εντελώς απαραίτητο όπως «νερό», «ατμός», «ανοικτό», «κλειστό», «τομή σύμφωνα με ΑΒ» και για τα σχήματα ηλεκτρονικών κυκλωμάτων, σχηματικών διαγραμμάτων εγκατάστασης και διαγραμμάτων που σχηματοποιούν τα στάδια μιάς διαδικασίας εκτός από τις βασικές λέξεις, «λέξεις κλειδιά» που είναι απαραίτητες για την κατανόησή τους.

β. Κάθε λέξη που χρησιμοποιείται πρέπει να τοποθετείται με τέτοιο τρόπο ώστε η μετάφρασή της να μπορεί να τοποθετείται ακριβώς δίπλα χωρίς να καλυφθεί καμμιά γραμμή από τα σχέδια.

11.12. Διορθώσεις και άλλα.

Κανένα φύλλο δεν θα πρέπει να έχει σβησίματα περισσότερα από ότι είναι απολύτως απαραίτητο, ούτε να περιέχει διορθώσεις, δεύτερες αναγραφές, ούτε αναγραφές ανάμεσα στις γραμμές. Εξαιρέσεις στον κανόνα αυτό μπορούν να επιτραπούν εάν η αυθεντικότητα του περιεχομένου δεν αμφισβητείται και εφόσον δεν βλάπτουν σχετικά με τις απαραίτητες προϋποθέσεις της σωστής αναπαραγωγής των εγγράφων.

11.13 Ειδικές προϋποθέσεις για τα σχέδια.

α. Τα σχέδια πρέπει να σχεδιάζονται με μαύρες γραμμές και σημεία ανεξίτηλα αρκετά βαθειές και έντονες με ομοιόμορφο πάχος και καλά καθορισμένες χωρίς χρώματα ή υδροχρώματα.

β. Οι τομές πρέπει να σχεδιάζονται με πυκνές σκιαγραφικές γραμμές που δεν πρέπει να εμποδίζουν την εύκολη ανάγνωση των σημείων αναφοράς και των βασικών κατευθυντήριων γραμμών.

γ. Η κλίμακα των σχεδίων και η σαφήνεια της βασικής σχεδιασής

τους πρέπει να είναι τέτοια ώστε στην φωτογραφική αναπαραγωγή τους με σμίκρυνση κατά 2/3 να επιτρέπεται η εύκολη διάκριση όλων των λεπτομερειών.

δ. Όταν κατ' εξαίρεση αναφέρεται η κλίμακα πάνω σε ένα σχέδιο τότε η κλίμακα πρέπει να παριστάνεται γραφικά.

ε. Όλοι οι αριθμοί, τα γράμματα και τα σημεία αναφοράς που περιέχονται στα σχέδια πρέπει να είναι απλά και σαφή. Η χρησιμοποίηση παρενθέσεων, κύκλων ή εισαγωγικών σε συνδυασμό με αριθμούς και γράμματα απαγορεύεται.

στ. Όλες οι γραμμές των σχεδίων πρέπει κατ'αρχάς να χαράσσονται με την βοήθεια οργάνων τεχνικών σχεδίων.

ζ. Τα στοιχεία του ιδίου σχήματος πρέπει να βρίσκονται σε αναλογία μεταξύ τους εκτός εάν η διαφορά αναλογίας είναι απαραίτητη για την σαφήνεια του σχεδίου.

η. Το ύψος των αριθμών και των γραμμών δεν πρέπει να είναι μικρότερο από 0,32 εκ. Η λατινική αλφάβητος πρέπει να χρησιμοποιείται για τα σχέδια και όπου αυτό συνηθίζεται μπορεί να χρησιμοποιείται η ελληνική αλφάβητος.

θ. Το ίδιο φύλλο σχεδίων μπορεί να περιέχει περισσότερα σχήματα. Οταν τα σχήματα που βρίσκονται σε δύο φύλλα ή σε περισσότερα αποτελούν ένα συνολικό σχήμα θα πρέπει να παρουσιάζονται έτσι ώστε να μπορεί να γίνει πλήρης σύνθεση του σχήματος χωρίς να κρύβεται κανένα μέρος από τα σχήματα.

ι. Τα διάφορα σχήματα πρέπει να είναι τοποθετημένα κατά προτίμηση κάθετα, σε ένα ή περισσότερα φύλλα, κάθε ένα όμως θα πρέπει να είναι με σαφήνεια διαχωρισμένο από τα υπόλοιπα, αλλά χωρίς απώλεια χώρου. Όταν τα σχήματα δεν τοποθετούνται κάθετα πρέπει να εμφανίζονται οριζόντια δεδομένου ότι το ανώτερο μέρος των σχημάτων θα προσανατολίζεται προς την αριστερή μεριά του φύλλου.

κ. Ανεξάρτητα από την αρίθμηση των φύλλων τα διάφορα σχήματα πρέπει να είναι κατά συνέχεια αριθμισμένα με αραβικούς αριθμούς.

λ. Τα σημεία αναφοράς που δεν αναφέρονται στην περιγραφή δεν πρέπει να αναφαίνονται στα σχέδια και αντιθέτως.

μ. Τα σημεία αναφοράς για τα ίδια στοιχεία πρέπει να είναι όμοια σε όλη την διεθνή αίτηση.

ν. Εάν τα σχέδια περιέχουν ένα σημαντικό αριθμό σημείων αναφοράς συνιστάται να επισυνάπτεται στην διεθνή αίτηση ένα ξεχωριστό φύλλο στο οποίο θα αριθμούνται όλα τα σημεία αναφοράς και όλα τα στοιχεία που το αφορούν.

11.14. Έγγραφα που παρουσιάζονται αργότερα.

Οι κανόνες 10 και 11.1 μέχρι 11.13 εφαρμόζονται επίσης και σε κάθε έγγραφο – όπως π.χ. διορθωμένες σελίδες, τροποποιημένες αξιώσεις – που παρουσιάζονται μετά την κατάθεση της διεθνούς αίτησης.

Κανόνας 12

Γλώσσα της διεθνούς αίτησης

12.1. Αποδεκτές γλώσσες.

α. Η διεθνής αίτηση πρέπει να κατατίθεται στην γλώσσα ή σε μία από τις γλώσσες που αναφέρεται στην σύμβαση που έχει συναφθεί ανάμεσα στο διεθνές γραφείο και την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και η οποία είναι αρμόδια για την αίτηση, δοθέντος ότι εάν η σύμβαση αναφέρεται σε περισσότερες γλώσσες το γραφείο παραλαβής μπορεί να καθορίσει εκείνη από τις γλώσσες στην οποία ή στις οποίες η διεθνής αίτηση πρέπει να κατατίθεται.

β. Εάν η διεθνής αίτηση κατατίθεται σε γλώσσα διαφορετική από την γλώσσα στην οποία πρέπει να δημοσιευθεί η αίτηση μπορεί, με την επιφύλαξη της παρ. α, να κατατεθεί στην γλώσσα δημοσίευσης.

γ. Με την επιφύλαξη της παρ. δ, εάν η επίσημη γλώσσα του γραφείου παραλαβής είναι μία από τις γλώσσες που αναφέρονται στον κανόνα 48 παρ. 3.α, αλλά ανήκει στις γλώσσες που δεν αναφέρονται στην συμφωνία κατά την παρ. α, η διεθνής αίτηση μπορεί να κατατεθεί στην επίσημη αυτή γλώσσα. Εάν η διεθνής αίτηση κατατεθεί σε αυτήν την επίσημη γλώσσα το αντίγραφο της έρευνας που διαβιβάζεται στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα σύμφωνα με τον κανόνα 23.1, πρέπει να συνοδεύεται από μετάφραση στην γλώσσα ή σε μία από τις γλώσσες που αναφέρονται στην συμφωνία της παρ. α. Η μετάφραση συντάσσεται με την ευθύνη του γραφείο παραλαβής.

δ. Η παρ. γ, εφαρμόζεται μόνον όταν η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δηλώσει με κοινοποίηση που απευθύνει προς το διεθνές γραφείο ότι αποδέχεται να προβαίνει σε έρευνες σχετικά με τις διεθνείς αιτήσεις με βάση την μετάφραση που αναφέρεται στην παρ. γ.

12.2. Γλώσσα για τις τροποποιήσεις που επιφέρονται στην διεθνή αίτηση.

Όλες οι τροποποιήσεις που επιφέρονται στην διεθνή αίτηση όπως π.χ. αλλαγές ή διορθώσεις θα πρέπει να συντάσσονται στην γλώσσα της αίτησης με την επιφύλαξη εφαρμογής των κανόνων 46.3 και 66.9.

Κανόνας 13

Ενότητα της εφεύρεσης

13.1. Απαίτηση. Η διεθνής αίτηση μπορεί να αφορά μόνον μία εφεύρεση ή περισσότερες εφευρέσεις οι οποίες συνδέονται μεταξύ τους έτσι ώστε να αποτελούν ένα ενιαίο γενικό εφευρετικό σύνολο («απαίτηση για ενότητα της εφεύρεσης»).

13.2. Αξιώσεις διαφορετικών κατηγοριών. Ο κανόνας 13.1. θα πρέπει να εφαρμόζεται έτσι ώστε να επιτρέπει ιδίως μία από τις παρακάτω τρείς περιπτώσεις:

i. Εκτός από την ανεξάρτητη αξίωση για ένα δεδομένο προϊόν, να συμπεριλαμβάνεται στην ίδια διεθνή αίτηση ανεξάρτητη αξίωση για μία μέθοδο που ειδικά έχει εφευρεθεί για την κατασκευή του προϊόντος και να περιλαμβάνεται στην ίδια διεθνή αίτηση μία ανεξάρτητη αξίωση για την χρήση του προϊόντος αυτού, ή

ii. Εκτός από μία ανεξάρτητη αξίωση για μία δεδομένη μέθοδο, να περιλαμβάνεται στην ίδια διεθνή αίτηση μία ανεξάρτητη αξίωση για μία μηχανή ή μέσο που ειδικά έχει εφευρεθεί για την εφαρμογή της μεθόδου αυτής, ή

iii. Εκτός από μία ανεξάρτητη αξίωση για ένα δεδομένο προϊόν να συμπεριλαμβάνεται στην ίδια διεθνή αίτηση μία ανεξάρτητη αξίωση για μία μέθοδο που ειδικά έχει εφευρεθεί για την κατασκευή του προϊόντος και να μπορεί να συμπεριληφθεί στην ίδια αίτηση μιά ανεξάρτητη αξίωση για μία μηχανή ή ένα μέσο που ειδικά έχει εφευρεθεί για την πραγματοποίηση της μεθόδου.

13.3. Αξιώσεις για μία μόνον και ίδια κατηγορία.

Με την επιφύλαξη του κανόνα 13.1, επιτρέπεται να συμπεριλαμβάνονται στην ίδια διεθνή αίτηση δύο ανεξάρτητες αξιώσεις της ιδίας κατηγορίας ή περισσότερες (δηλ. προϊόν, μέθοδος, μηχανή ή χρήση) που δεν μπορούν εύκολα να καλυφθούν από μία μόνη γενικής φύσης αξίωση.

13.4. Εξαρτώμενες Αξιώσεις.

Με την επιφύλαξη του κανόνα 13.1, επιτρέπεται να συμπεριλαμβάνεται στην ίδια διεθνή αίτηση ένας λογικός αριθμός εξαρτώμενων αξιώσεων που αφορά ειδικευμένα σχήματα της εφεύρεσης που είναι αντικείμενο ανεξάρτητης αξίωσης, ακόμα και όταν τα χαρακτηριστικά μίας ή περισσοτέρων εξαρτωμένων αξιώσεων μπορούν να θεωρηθούν ότι αποτελούν, ως τοιούτα, αυτήν την ίδια εφεύρεση.

13.5. Υποδείγματα χρησιμότητας.

Στην θέση των κανόνων 13.1 μέχρι 13.4, κάθε οριζόμενο Κράτος στο οποίο ζητείται υπόδειγμα χρησιμότητας με βάση διεθνή αίτηση μπορεί να εφαρμόσει, μετά την έναρξη εξέτασης της διεθνούς αίτησης στο Κράτος, τις διατάξεις της εθνικής νομοθεσίας σχετικά με τα υποδείγματα χρησιμότητας. Στην περίπτωση αυτή ο καταθέτης έχει στην διάθεσή του για να προσαρμόσει την διεθνή αίτηση στις απαιτήσεις των διατάξεων της εθνικής νομοθεσίας προθεσμία τουλάχιστον 2 μηνών από την ημερομηνία λήξης της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22.

Κανόνας 13α

Μικροβιολογικές εφευρέσεις

13α.1. Ορισμός.

Για το σκοπό του παρόντα κανόνα εννοείται ως «αναφορά σε ένα κατατειθεμένο μικροοργανισμό» οι πληροφορίες που παρέχονται με την διεθνή αίτηση σχετικά με την κατάθεση ενός μικροοργανισμού ενώπιον ενός αρμόδιου ιδρύματος ή σχετικά με το αντικείμενο του μικροοργανισμού που έχει κατατεθεί.

13α.2. Αναφορές (Γενικά).

Κάθε αναφορά σε ένα κατατειθεμένο μικροοργανισμό πραγματοποιείται σύμφωνα με τον παρόντα κανόνα και εφόσον πραγματοποιηθεί θεωρείται ότι ανταποκρίνεται στις απαιτήσεις της εθνικής νομοθεσίας κάθε οριζόμενου Κράτους.

13α.3. Αναφορές: περιεχόμενο, παράλειψη αναφοράς ή ένδειξης α. Η αναφορά σε ένα κατατειθεμένο μικροοργανισμό προσδιορίζει:

i. Το όνομα και την διεύθυνση του ιδρύματος κατάθεσης ενώπιον του οποίου η κατάθεση έχει πραγματοποιηθεί.

ii. Την ημερομηνία κατάθεσης του μικροοργανισμού ενώπιον του ιδρύματος.

iii. Τον αύξοντα αριθμό που χορηγήθηκε κατά την κατάθεση ενώπιον του ιδρύματος, και

iv. Κάθε συμπληρωματική πληροφορία που αποτέλεσε το αντικείμενο κοινοποίησης στο διεθνές γραφείο σύμφωνα με τον κανόνα 13α παρ. 7, α, i, εφόσον όμως η απαίτηση για την πληροφορία αυτή έχει ήδη δημοσιευθεί στην εφημερίδα σύμφωνα με τον κανόνα 13α παρ. 7, γ τουλάχιστον 2 μήνες πρίν την κατάθεση της διεθνούς αίτησης. β. Η παράλειψη αναφοράς σε ένα μικροοργανισμό που έχει κατατεθεί ή η παράλειψη στην αναφορά σε κατατειθεμένο μικροοργανισμό της μνείας που αναφέρεται στην παραπάνω παρ. α δεν έχει καμμία αρνητική συνέπεια για κάθε οριζόμενο Κράτος εντός του οποίου η νομοθεσία δεν απαιτεί την αναφορά αυτήν ή την μνεία αυτήν στην εθνική αίτηση.

13.4. Αναφορές: χρονική στιγμή για γνωστοποίηση των ενδείξεων Εάν μία από τις ενδείξεις που αναφέρονται στον κανόνα 13α παρ. 3.α δεν έχει γνωστοποιηθεί στην αναφορά σε ένα κατατειθεμένο μικροοργανισμό έτσι όπως μνημονεύεται στην κατατειθεμένη διεθνή αίτηση αλλά γνωστοποιείται από τον καταθέτη στο διεθνές γραφείο μέσα σε προθεσμία 16 μηνών μετά την ημερομηνία προτεραιότητας, τότε η γνωστοποίηση θεωρείται για κάθε οριζόμενο γραφείο ως εάν να είχε γίνει εγκαίρως, εκτός εάν η εθνική νομοθεσία απαιτεί η γνωστοποίηση αυτή να έχει γίνει σε μία προηγούμενη χρονική στιγμή για την περίπτωση της εθνικής αίτησης και η απαίτηση αυτή έχει κοινοποιηθεί στο διεθνές γραφείο σύμφωνα με τον κανόνα 13α παρ. 7, α, ii, με την προϋπόθεση ότι το διεθνές γραφείο έχει δημοσιεύσει σύμφωνα με τον κανόνα 13α παρ. 7, γ την απαίτηση στην εφημερίδα τουλάχιστον 2 μήνες πρίν την κατάθεση της διεθνούς αίτησης. Παρ'όλα αυτά, εάν ο καταθέτης ζητήσει την προηγούμενη δημοσίευση σύμφωνα το άρθρο 21 παρ.2, β, κάθε οριζόμενο γραφείο μπορεί να θεωρήσει ότι η γνωστοποίηση που δεν κοινοποιήθηκε σε χρονική στιγμή κατά την οποία ζητήθηκε η προηγούμενη γνωστοποίηση δεν έχει γνωστοποιηθεί εγκαίρως. Ανεξαρτήτως του γεγονότος εάν η εφαρμοζόμενη προθεσμία σύμφωνα με τα προηγούμενα στάδια έχει τηρηθεί ή όχι, το διεθνές γραφείο κοινοποιεί στον καταθέτη και στα οριζόμενα γράφεια την ημερομηνία κατά την οποία παρέλαβε κάθε ένδειξη που δεν περιλαμβάνεται στην διεθνή αίτηση. Το διεθνές γραφείο αναφέρει την ημερομηνία αυτή στη διεθνή δημοσίευση της διεθνούς αίτησης, εάν η ένδειξη του δόθηκε πρίν την λήξη των τεχνικών εργασιών προετοιμασίας της διεθνούς δημοσίευσης.

13α.5. Αναφορές και ενδείξεις για ένα ή περισσότερα οριζόμενα Κράτη. Διαφορετικές καταθέσεις για διαφορετικά οριζόμενα Κράτη. Καταθέσεις ενώπιον ιδρυμάτων καταθέσεων που δεν κοινοποιήθηκαν.

α. Η αναφορά σε ένα κατατειθεμένο μικροοργανισμό θεωρείται ότι έχει γίνει για όλα τα οριζόμενα Κράτη εκτός εάν ρητά έγινε για μερικά μόνο από τα οριζόμενα Κράτη. Το ίδιο ισχύει και για τις ενδείξεις που γνωστοποιούνται με την αναφορά.

β. Μπορεί να γίνει αναφορά σε διαφορετικές καταθέσεις μικροοργανισμών για διαφορετικά οριζόμενα Κράτη.

γ. Κάθε οριζόμενο γραφείο έχει το δικαίωμα να μην λάβει υπόψη του κατάθεση που έχει γίνει ενώπιον ιδρύματος κατάθεσης διαφορετικού από το ίδρυμα εκείνο που αναφέρεται σε κοινοποίηση εκ μέρους του Κράτους σύμφωνα με τον κανόνα 13α, 7, β.

13α.6. Κατάθεση δειγμάτων

α. Όταν η διεθνής αίτηση περιλαμβάνει αναφορά σε κατατειθεμένο μικροοργανισμό ο καταθέτης οφείλει, μετά από αίτησης της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση, να επιτρέψει και να εξασφαλίσει την κατάθεση του δείγματος του μικροοργανισμού από το ίδρυμα κατάθεσης στην εν λόγω διοίκηση, με την προϋπόθεση βέβαια ότι η εν λόγω διοίκηση έχει κοινοποιήσει στο διεθνές γραφείο την θέλησή της να μπορεί να ζητά την προμήθεια των δειγμάτων και ότι τα δείγματα αυτά θα χρησιμοποιηθούν μόνον για τους σκοπούς της διεθνούς έρευνας ή της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης ανάλογα με την περίπτωση και επίσης με την προϋπόθεση ότι η γνωστοποίηση αυτή έχει δημοσιευθεί στο περιοδικό.

β. Σύμφωνα με τα άρθρα 23 και 40, δεν δίδονται, εκτός εάν αυτό ρητά επιτραπεί από τον καταθέτη, δείγματα μικροοργανισμού που έχει κατατεθεί και για τον οποίο γίνεται αναφορά στην διεθνή αίτηση πρίν από την λήξη των προθεσμιών που εφαρμόζονται μετά από τις οποίες η εθνική διαδικασία μπορεί να αρχίσει κατά τις προδιαγραφές των εν λόγω άρθρων. Παρ'όλα αυτά εάν ο καταθέτης συμπληρώσει τις ενέργειες που αναφέρονται στο αρθρο 22 ή 39 μετά την διεθνή δημοσίευση αλλά πρίν την λήξη των εν λόγω προθεσμιών η παράδοση των δειγμάτων του κατατειθεμένου μικροοργανισμού μπορεί να λάβει χώρα εφόσον οι εν λόγω ενέργειες έχουν πραγματοποιηθεί. Λαμβάνοντας υπόψη την προηγούμενη διάταξη, η παράδοση των δειγμάτων του κατατειθεμένου μικροοργανισμού μπορεί να πραγματοποιηθεί σύμφωνα με την εφαρμοστέα εθνική νομοθεσία σε κάθε οριζόμενο γραφείο από την χρονική στιγμή κατά την οποία, σύμφωνα με την νομοθεσία αυτή, η διεθνής δημοσίευση έχει τα αποτελέσματα της υποχρεωτικής εθνικής δημοσίευσης εθνικής αίτησης που δεν έχει ακόμα εξεταστεί.

13α.7. Εθνικές απαιτήσεις: κοινοποίηση και δημοσίευση α. Κάθε εθνικό γραφείο μπορεί να κοινοποιήσει στο διεθνές γραφείο τις απαιτήσεις της εθνικής νομοθεσίας σύμφωνα με τις οποίες:

i. Κάθε πληροφορία που διευκρινίζεται στην κοινοποίηση, επιπλέον των πληροφοριών που αναφέρονται στον κανόνα 13α.3.α.i,ii,iii, πρέπει να δίδεται με αναφορά σε ένα κατατειθεμένο μικροοργανισμό που προσδιορίζεται στην εθνική αίτηση.

ii. Μία ή περισσότερες από τις ενδείξεις που αναφέρονται στον κανόνα 13.α.3.α, πρέπει να δίδονται στην εθνική αίτηση έτσι όπως έχει κατατεθεί ή πρέπει να δίδονται κατά την χρονική στιγμή που ορίζει η κοινοποίηση που προηγείται 16 μήνες μετά την ημερομηνία προτεραιότητας.

β. Κάθε εθνικό γραφείο κοινοποιεί στο διεθνές γραφείο τα ιδρύματα κατάθεσης ενώπιον των οποίων η εθνική νομοθεσία επιτρέπει να γίνονται καταθέσεις μικροοργανισμών, για τους σκοπούς εφαρμογής της διαδικασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας ή ενώπιον αυτού του ίδιου γραφείου, ή ανάλογα με την περίπτωση, το γεγονός ότι η εθνική νομοθεσία δεν προβλέπει ή δεν επιτρέπει παρόμοιες καταθέσεις.

γ. Το διεθνές γραφείο δημοσιεύει μέσα σε σύντομο χρονικό διάστημα στην εφημερίδα τις απαιτήσεις που του έχουν κοινοποιηθεί σύμφωνα με την παρ. α και τις πληροφορίες που του γνωστοποιήθηκαν σύμφωνα με την παραπάνω παρ. β.

Κανόνας 14

Τέλη μεταβίβασης

14.1: Τέλη μεταβίβασης. α. Κάθε γραφείο παραλαβής μπορεί να ζητήσει από τον καταθέτη την πληρωμή, προς όφελος του γραφείου, τέλους για την παραλαβή της διεθνούς αίτησης, την διαβίβαση αντιγράφων στο διεθνές γραφείο και στην αρμόδια διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα καθώς επίσης και την συμπλήρωση όλων των άλλων καθηκόντων με τα οποία είναι επιφορτισμένο το γραφείο και αφορούν την διεθνή αίτηση με βάση την ιδιότητά του ως γραφείου παραλαβής. («Τέλος μεταβίβασης»).

β. Το ύψος του τέλους μεταβίβασης, εφόσον υπάρχει, και η ημερομηνία κατά την οποία αυτό είναι απαιτητό ορίζονται από το γραφείο παραλαβής.

Κανόνας 15

Διεθνή τέλη

15.1. Τέλη έναρξης διαδικασίας και τέλη ορισμού.

Για κάθε διεθνή αίτηση πρέπει να πληρώνεται τέλος στο γραφείο παραλαβής υπέρ του διεθνούς γραφείου («διεθνές τέλος»), το οποίο περιλαμβάνει:

i. Το «τέλος έναρξης διαδικασίας» και ii. Τόσα «τέλη ορισμού» όσα εθνικά διπλώματα ευρεσιτεχνίας και περιφερειακά διπλώματα ευρεσιτεχνίας ζητούνται από τον καταθέτη με την διεθνή αίτηση. Στην περίπτωση που εφαρμόζονται οι διατάξεις του άρθρ. 44 οφείλεται ένα μόνο τέλος ορισμού για οποιοδήποτε ορισμό και αν γίνει.

15.2. Ποσά.

α. Τα ποσά των τελών έναρξης διαδικασίας και ορισμού καθορίζονται από τον πίνακα τελών.

β. Τα ποσά των τελών έναρξης διαδικασίας και ορισμού ορίζονται για κάθε γραφείο παραλαβής το οποίο, με την εφαρμογή του κανόνα 15.3, προσδιορίζει την πληρωμή των τελών σε ένα ή περισσότερα νομίσματα εκτός από ελβετικό νόμισμα, από τον Γενικό Διευθυντή μετά από διαβούλευση με το γραφείο αυτό καθώς και το ή τα νομίσματα που ορίζει για το γραφείο αυτό. («Προσιοριζόμενο Νόμισμα»). Τα ποσά που ορίζονται για κάθε προσδιοριζόμενο νόμισμα είναι ίσα σε στρογγυλοποιημένους αριθμούς με τα ποσά που ορίζονται σε ελβετικό νόμισμα έτσι όπως αναφέρεται στον πίνακα τελών. Τα ποσά αυτά δημοσιεύονται στην εφημερίδα.

γ. Όταν τα ποσά των τελών που ορίζονται στον πίνακα τελών τροποποιούνται, τα αντίστοιχα ποσά των προσδιοριζόμενων νομισμάτων εφαρμόζονται από την ημερομηνία που το οριζόμενα ποσά στον πίνακα τελών τροποποιήθηκαν.

δ. Όταν η συναλλαγματική ισοτιμία ανάμεσα στο ελβετικό νόμισμα και σε κάθε προσδιοριζόμενο νόμισμα διαφέρει από την τελευταία συναλλαγματική ισοτιμία που έχει εφαρμοστεί, ο Γενικός Διευθυντής καταρτίζει τα νέα ποσά για τα προσδιοριζόμενα νομίσματα σύμφωνα με τις οδηγίες της Συνέλευσης. Τα νέα καθοριζόμενα ποσά εφαρμόζονται δύο μήνες μετά την ημερομηνία δημοσίευσής τους στην εφημερίδα, εκτός εάν το ενδιαφερόμενο γραφείο και ο Γενικός Διευθυντής συμφωνήσουν για άλλη ημερομηνία κατά την διάρκεια της περιόδου των δύο αυτών μηνών κατά την οποία τα ποσά αυτά θα εφαρμόζονται για το εν λόγω γραφείο.

15.3. Τρόπος πληρωμής Το διεθνές τέλος πρέπει να πληρώνεται στο ή στα προσδιοριζόμενα νομίσματα από το γραφείο παραλαβής δοθέντος ότι κατά την μεταφορά από το γραφείο αυτό στο διεθνές γραφείο το μεταφερόμενο ποσό μετατρέπεται ελεύθερα σε ελβετικό νόμισμα.

15.4. Ημερομηνία πληρωμής α. Το τέλος έναρξης διαδικασίας οφείλεται μέσα σε προθεσμία ενός μηνός από την ημερομηνία παραλαβής της διεθνούς αίτησης.

β. Το τέλος ορισμού οφείλεται:

i. Οταν η διεθνής αίτηση δεν περιλαμβάνει αξίωση για προτεραιότητα σύμφωνα με το άρθρο 8, μέσα σε προθεσμία ενός έτους από την ημερομηνία παραλαβής της διεθνούς αίτησης.

ii. Οταν η διεθνής αίτηση περιέχει αξίωση προτεραιότητας σύμφωνα με το άρθρο 8, μέσα σε προθεσμία ενός έτους από την ημερομηνία προτεραιότητας ή μέσα σε προθεσμία ενός μηνός από την ημερομηνία παραλαβής της διεθνούς αίτησης, εάν ο μήνας αυτός εκπνέει μετά το τέλος του χρόνου που ακολουθεί την ημερομηνία προτεραιότητας.

γ. Όταν το τέλος έναρξης διαδικασίας ή το τέλος ορισμού πληρωθεί μετά την ημερομηνία κατά την οποία η διεθνής αίτηση έγινε δεκτή και εφόσον το ποσό του τέλους είναι υψηλότερο όσον αφορά το νόμισμα στο οποίο θα πληρωθεί κατά την ημερομηνία πληρωμής («υψηλότερο ποσό») από ότι ήταν κατά την ημερομηνία κατά την οποία η διεθνής αίτηση έγινε δεκτή («κατώτερο ποσό»), τότε:

i. το κατώτερο ποσό θεωρείται ότι είναι το οφειλόμενο ποσό εάν το τέλος πληρώνεται κατά την διάρκεια του μήνα που ακολουθεί την ημερομηνία παραλαβής της διεθνούς αίτησης.

ii. το ανώτερο ποσό θεωρείται ότι είναι το οφειλόμενο ποσό εάν το τέλος πληρώνεται μετά από το πέρας ενός μηνός από την ημερομηνία παραλαβής της διεθνούς αίτησης.

δ. Εαν κατά την ημερομηνία της 3ης Φεβρουαρίου 1984 οι παραπάνω παράγραφοι α και β δεν συμβαδίζουν με την εφαρμοζόμενη εθνική νομοθεσία από το Γραφείο παραλαβής και για όσο χρονικό διάστημα αυτή η δυσκολία συνεχίζει να υφίσταται, το τέλος έναρξης διαδικασίας θεωρείται ότι οφείλεται κατά την ημερομηνία παραλαβής της διεθνούς αίτησης και το τέλος ορισμού θεωρείται ότι οφείλεται μέσα σε προθεσμία ενός χρόνου από την ημερομηνία προτεραιότητας.

15.5. (Καταργήθηκε).

15.6. Επιστροφές.

α. Το διεθνές τέλος επιστρέφεται στον καταθέτη εάν η διαπίστωση που αναφέρεται στο άρθρο 11.1 αποβεί αρνητική.

β. Το διεθνές τέλος δεν επιστρέφεται σε καμμία άλλη περίπτωση.

Κανόνας 16

Τέλος έρευνας

16.1. Δικαίωμα για απαίτηση τέλους.

α. Η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα μπορεί να ζητήσει από τον καταθέτη την πληρωμή, προς οφελός της, τέλους για την πραγματοποίηση της διεθνούς έρευνας και την συμπλήρωση όλων των ενεργειών που έχουν ανατεθεί στις διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα από την Συνθήκη αυτή και τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό («τέλος έρευνας»).

β. Το τέλος έρευνας εισπράττεται από το γραφείο παραλαβής. Το τέλος αυτό πρέπει να πληρωθεί στο ή στα νομίσματα που ορίζει το γραφείο αυτό («νόμισμα του γραφείου παραλαβής»), δοθέντος ότι εάν το νόμισμα του γραφείου παραλαβής δεν είναι εκείνο ή ένα από εκείνα για το οποίο ή τα οποία η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα έχει ορίσει το εν λόγω τέλος («οριζόμενο νόμισμα ή οριζόμενα νομίσματα»), τότε το τέλος αυτό είναι ελευθέρως μετατρέψιμο κατά την μεταφορά του από το Γραφείο παραλαβής στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα στο νόμισμα του Κράτους αυτού ή στο νόμισμα της έδρας της εν λόγω διοίκησης («νόμισμα έδρας»). Το ποσό του τέλους έρευνας έτσι όπως εκφράζεται σε νόμισμα του Γραφείου παραλαβής, εκτός από το οριζόμενο ή τα οριζόμενα νομίσματα, καθορίζεται από τον Γενικό Διευθυντή μετά από συνεννόηση με το γραφείο αυτό. Τα ποσά που προκύπτουν μ'αυτόν τον τρόπο είναι ίσα σε στογγυλοποιημένους αριθμούς, με το ποσό που ορίζεται από την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα στο νόμισμα της έδρας. Τα ποσά αυτά δημοσιεύονται στην εφημερίδα.

γ. Όταν το ποσό του τέλους έρευνας έτσι όπως εκφράζεται σε νόμισμα της έδρας τροποποιηθεί τότε τα ποσά των αντιστοίχων νομισμάτων του Γραφείου παραλαβής που είναι διαφορετικά από το οριζόμενο ή τα οριζόμενα νομίσματα εφαρμόζονται από την ίδια ημερομηνία κατά την οποία έχει ισχύ το τροποποιημένο ποσό σε νόμισμα της έδρας.

δ. Στην περίπτωση που η συναλλαγματική ισοτιμία ανάμεσα στο νόμισμα της έδρας και σε κάθε άλλο νόμισμα του Γραφείου παραλαβής εκτός από το ή τα οριζόμενα νομίσματα διαφέρει από την τελευταία συναλλαγματική ισοτιμία που έχει εφαρμοστεί, ο Γενικός Διευθυντής καθορίζει νέο ποσό στο νόμισμα του Γραφείου παραλαβής που θεωρείται σύμφωνο με τις οδηγίες της Συνέλευσης. Τα νέα ποσά που καθορίζονται μ' αυτόν τον τρόπο εφαρμόζονται δύο μήνες μετά την δημοσίευσή τους στην εφημερίδα, εκτός εάν το ενδιαφερόμενο Γραφείο παραλαβής και ο Γενικός Διευθυντής συμφωνήσουν για ημερομηνία που προσδιορίζεται μέσα στην περίοδο των δύο αυτών μηνών οπότε κατά την ημερομηνία αυτή εφαρμόζονται τα εν λόγω ποσά για το Γραφείο.

ε. Στην περίπτωση που, όσον αφορά την πληρωμή του τέλους έρευνας σε νόμισμα του Γραφείου παραλαβής διαφορετικό από το ή τα οριζόμενα νομίσματα, το ποσό που πραγματικά εισπράτεται σε νόμισμα έδρας από την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα είναι κατώτερο από εκείνο που έχει ήδη καθορισθεί τότε η διαφορά πληρώνεται στην εν λόγω διοίκηση από το διεθνές γραφείο. Σε αντίθετη περίπτωση, εάν δηλαδή το ποσό που εισπράτεται στην πραγματικότητα είναι μεγαλύτερο από το καθορισμένο ποσό τότε η διαφορά επιστρέφεται στο διεθνές γραφείο.

στ. Οι διατάξεις του κανόνα 15.4. που αφορά το τέλος έναρξης διαδικασίας εφαρμόζονται από την ημερομηνία πληρωμής του τέλους έρευνας.

16.2. Επιστροφές Το τέλος έρευνας επιστρέφεται στον καταθέτη εάν η διαπίστωση που αναφέρεται στο άρθρο 11.1. αποβεί αρνητική.

16.3. Μερική επιστροφή.

Όταν με την διεθνή αίτηση ζητείται προτεραιότητα προηγουμένης διεθνούς αιτήσεως για την οποία έχει πραγματοποιηθεί διεθνής έρευνα από την ίδια διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και εφόσον η έκθεση διεθνούς έρευνας σχετικά με την μεταγενέστερη διεθνή αίτηση μπορεί να βασιστεί σε καθ'ολοκληρία ή σε μέρη στα αποτελέσματα της προηγούμενης διεθνούς έρευνας, τότε η εν λόγω διοίκηση επιστρέφει το τέλος έρευνας που έχει πληρωθεί σχετικά με την μεταγενέστερη διεθνή αίτηση, στα πλαίσια και με τις προϋποθέσεις που ορίζονται από την συμφωνία που μνημονεύεται στο άρθρο 16.3.β.

Κανόνας 16α

Προκαταβολή τελών από το Διεθνές Γραφείο.

16α.1. Εγγύηση από το Διεθνές Γραφείο.

α. Εαν κατά την χρονική στιγμή οφειλής των τελών σύμφωνα με τους Κανόνες 14.1.β, 15.4.α και 16.1.στ, το Γραφείο παραλαβής διαπιστώσει ότι όσον αφορά την διεθνή αίτηση ο καταθέτης δεν έχει πληρώσει κανένα τέλος ή ότι το ποσό που κατέβαλε ο καταθέτης ενώπιον του Γραφείου είναι κατώτερο από το ποσό που απαιτείται για να καλύψει το τέλος μεταβίβασης, το τέλος έναρξης διαδικασίας και το τέλος έρευνας, χρεώνει το απαιτούμενο ποσό για την κάλυψη των παραπάνω τελών ή για την κάλυψη του ποσού εκείνου το οποίο ελείπει σε πίστωση προς το Διεθνές Γραφείο και θεωρεί ότι το ποσό έχει πληρωθεί από τον καταθέτη στον καθορισμένο χρόνο.

β. Εαν κατά την χρονική στιγμή κατά την οποία οφείλονται τα τέλη σύμφωνα με τον Κανόνα 15.4.β το Γραφείο παραλαβής διαπιστώσει ότι όσον αφορά την διεθνή αίτηση η πληρωμή που πραγματοποιήθηκε από τον καταθέτη δεν αρκεί για να καλύψει τα τέλη ορισμού που είναι απαραίτητα για όλους τους ορισμούς, εγγράφει το απαιτούμενο ποσό για την κάλυψη των τελών αυτών εις πίστωση του Διεθνούς Γραφείου και

θεωρεί ότι το ποσό έχει πληρωθεί από τον καθέτη στον καθορισμένο χρόνο.

γ. Το Διεθνές Γραφείο θα μεταφέρει περιοδικά σε κάθε Γραφείο παραλαβής τα θεωρούμενα ως απαραίτητα κονδύλια για την κάλυψη των ποσών για τα οποία έχει χρεωθεί από το Γραφείο Παραλαβής σύμφωνα με τις παραπάνω παραγράφους α και β. Τα ποσά και η χρονική στιγμή της μεταφοράς καθορίζονται από κάθε Γραφείο παραλαβής σύμφωνα με τις δικές του προδιαγραφές. Για την χρέωση κάθε ποσού σύμφωνα με τις παραπάνω παραγράφους α και β δεν απαιτείται προηγούμενη γνώμη του Διεθνούς Γραφείου ούτε προηγούμενη συμφωνία του.

16α.2. Υποχρεώσεις του καταθέτη.

α. Το Διεθνές Γραφείο κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στον καταθέτη το ποσό για το οποίο έχει χρεωθεί σύμφωνα με τον Κανόνα 16.α.1.α και β και τον καλεί να το πληρώσει μέσα στον μήνα που ακολουθεί την ημερομηνία κοινοποίησης, δοθέντος ότι το εν λόγω ποσό έχει αυξηθεί με πρόστιμο ύψους 50%, και ότι το πρόστιμο αυτό δεν πρέπει να είναι ούτε κατώτερο ούτε ανώτερο από τα οριζόμενα ποσά στον πίνακα τελών. Η κοινοποίηση μπορεί να αναφέρεται στα ποσά που χρεώθηκαν σύμφωνα με τον Κανόνα 16.α.1.α και β, ή σύμφωνα με την εκτίμηση του διεθνούς Γραφείου μπορούν να πραγματοποιηθούν δύο χωριστές κοινοποιήσεις, η μία να αφορά τα ποσά που χρεώθηκαν σύμφωνα με τον Κανόνα 16β.1.α και η άλλη να αφορά τα ποσά που χρεώθηκαν σύμφωνα με τον Κανόνα 16β.1.β.

β. Εάν ο καταθέτης παραλείψει να πληρώσει μέσα στην προαναφερόμενη προθεσμία, στο Διεθνές Γραφείο, το απαιτούμενο ποσό, ή πληρώσει μικρότερο ποσό από εκείνο που είναι απαραίτητο για να καλυφθεί το τέλος διαβίβασης, το τέλος έναρξης διαδικασίας, το τέλος έρευνας, το τέλος ορισμού και το πρόστιμο, το Διεθνές Γραφείο κοινοποιεί το γεγονός αυτό στο γραφείο παραλαβής και το Γραφείο παραλαβής θεωρεί την διεθνή αίτηση ως αποσυρθείσα σύμφωνα με το άρθρο 14.3.α. Στην συνέχεια το γραφείο παραλαβής και το Διεθνές Γραφείο προβαίνουν στις ενέργειες που προβλέπει ο κανόνας 29.

γ. Εαν ο καθέτης πληρώσει μέσα στην προαναφερόμενη προθεσμία, στο Διεθνές Γραφείο, ποσό μεγαλύτερο μεγαλύτερο από το απαιτούμενο προς κάλυψη των τελών και του προστίμου που αναφέρονται στην παράγραφο β, αλλά μικρότερο από εκείνο που απαιτείται προς κάλυψη όλων των ορισμών, τότε το Διεθνές Γραφείο γνωστοποιεί το γεγονός αυτό στο Γραφείο παραλαβής και το Γραφείο παραλαβής διαθέτει το ποσό που έχει πληρωθεί επιπλέον σε σχέση με το ποσό που απαιτείται προς κάλυψη των τελών και του προστίμου που αναφέρονται στην παράγραφο β ακολουθώντας την κατωτέρω διάταξη.

i. όταν ο καταθέτης προσδιορίζει σε ποιόν ή ποιούς ορισμούς το εν λόγω ποσό αναφέρεται τότε το εν λόγω ποσό διατίθεται με αυτόν τον τρόπο αλλά εάν το ποσό που έχει πληρωθεί είναι ανεπαρκές για την κάλυψη των ορισμών τότε το ποσό διατίθεται σε τόσους ορισμούς όσους μπορεί να καλύψει κατά την σειρά που ο καταθέτης τους έχει προσδιορίσει.

ii. στην περίπτωση που ο καταθέτης δεν έχει δώσει ενδείξεις σύμφωνες με το παραπάνω εδάφιο ι το ποσό, ή το υπόλοιπο του ποσού διατίθεται στους ορισμούς, κατά σειρά, έτσι όπως αναφέρονται στην διεθνή αίτηση.

iii. εάν ο ορισμός ενός Κράτους έγινε με σκοπό την χορήγηση περιφερειακού διπλώματος και με την επιφύλαξη ότι το απαιτούμενο τέλος ορισμού θα είναι, σύμφωνα με τις προηγούμενες διατάξεις, διαθέσιμο για αυτόν τον ορισμό, ο ορισμός κάθε άλλου Κράτους για τον σκοπό της χορήγησης του ιδίου περιφερειακού διπλώματος θεωρείται ότι καλύπτεται από το εν λόγω τέλος. Το Γραφείο παραλαβής θα θεωρήσει ότι έχει αποσυρθεί σύμφωνα με το άρθρο 14.3.β. κάθε ορισμός που δεν καλύπτεται από το καταβληθέν ποσό. Το Γραφείο παραλαβής και το Διεθνές Γραφείο θα προβούν στις ενέργειες που προβλέπονται από τον Κανόνα 29.

Κανόνας 17

Έγγραφο προτεραιότητας

17.1. Υποχρέωση για παρουσίαση αντιγράφου από την προηγούμενη εθνική αίτηση.

α. Εαν η διεθνής αίτηση ζητεί, σύμφωνα με το άρθρο 8, προτεραιότητα προηγούμενης εθνικής αίτησης τότε πρέπει το αντίγραφο της εθνικής αίτησης με την κατάλληλη επικύρωση από την διοίκηση ενώπιον της οποίας κατατέθηκε («έγγραφο προτεραιότητας») εφόσον δεν έχει ήδη κατατεθεί ενώπιον του Γραφείου παραλαβής μαζί με την αίτηση, να κατατεθεί από τον καταθέτη στο Διεθνές Γραφείο ή στο γραφείο παραλαβής, το αργότερο μέχρι την λήξη προθεσμίας 16 μηνών που υπολογίζεται από την ημερομηνία προτεραιότητας ή, για την περίπτωση που αναφέρεται στο άρθρο 23 παρ.2, το αργότερο την ημερομηνία κατά την οποία ζητείται η εξέταση της αίτησης.

β. Εάν το έγγραφο προτεραιότητας έχει χορηγηθεί από το Γραφείο παραλαβής, ο καταθέτης μπορεί, αντί να παρουσιάσει το έγγραφο αυτό, να ζητήσει από το Γραφείο παραλαβής να διαβιβασθεί το έγγραφο στο Διεθνές Γραφείο. Η αίτηση για τον σκοπό αυτό πρέπει να συνταχθεί το αργότερο μέχρι την λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο α και μπορεί να υποβάλλεται από το Γραφείο παραλαβής σε πληρωμή ορισμένου τέλους.

γ. Εάν καμμία από τις προϋποθέσεις των δύο προηγουμένων παραγράφων δεν πληρούνται κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να μην λάβει υπόψη του την αξίωση για προτεραιότητα.

17.2. Χορήγηση αντιγράφου.

α. Το Διεθνές Γραφείο, μετά από ρητό αίτημα από το οριζόμενο Γραφείο, απευθύνει, ευθύς μόλις αυτό καταστεί δυνατόν, μετά την λήξη της προθεσμίας που ορίζεται στο Κανόνα 17.1.α αντίγραφο του εγγράφου προτεραιότητας στο οριζόμενο Γραφείο. Το οριζόμενο Γραφείο δεν δικαιούται να ζητήσει αντίγραφο από τον καταθέτη, εκτός όταν ζητά την κατάθεση του εγγράφου προτεραιότητας μαζί με την κατάλληλα επικυρωμένη μετάφρασή του. Ο καταθέτης δεν υποχρεούται να γνωστοποιήσει την κατάλληλα επικυρωμένη μετάφραση στο οριζόμενο Γραφείο πριν από την λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22.

β. Το Διεθνές Γραφείο δεν θέτει στην διάθεση του κοινού αντίγραφα του εγγράφου προτεραιότητος πριν από την διεθνή δημοσίευση της διεθνούς αίτησης.

γ. Οι παραπάνω παράγραφοι α και β εφαρμόζονται επίσης και σε κάθε διεθνή προηγούμενη αίτηση για την οποία ζητείται προτεραιότητα με μεταγενέστερη διεθνή αίτηση.

Κανόνας 18

Καταθέτης

18.1. Κατοικία.

α. Με την επιφύλαξη της παραγράφου β, ο προσδιορισμός της κατοικίας του καταθέτη εξαρτάται από την εθνική νομοθεσία του συμβαλλόμενου Κράτους στο οποίο ισχυρίζεται ότι κατοικεί και ρυθμίζεται από το Γραφείο παραλαβής.

β. Σε κάθε περίπτωση η κατοχή πραγματικού και σοβαρού βιομηχανικού ή εμπορικού συγκροτήματος σε ένα συμβαλλόμενο Κράτος θεωρείται ότι ισοδυναμεί με εγκατάσταση ως κατοικία στο Κράτος αυτό.

18.2. Εθνικότητα.

α. Με την επιφύλαξη της παραγράφου β, ο προσδιορισμός της εθνικότητας του καταθέτη εξαρτάται από την εθνική νομοθεσία του συμβαλλόμενου Κράτους του οποίου ισχυρίζεται ότι είναι υπηκόος και ρυθμίζεται από το Γραφείο παραλαβής.

β. Σε κάθε περίπτωση τα νομικά πρόσωπα που έχουν ιδρυθεί σύμφωνα με την νομοθεσία ενός συμβαλλόμενου Κράτους θεωρείται ότι έχουν την εθνικότητα του Κράτους αυτού.

18.3. Περισσότεροι καταθέτες: οι ίδιοι για όλα τα οριζόμενα Κράτη.

Εαν υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες και εάν όλοι μαζί είναι καταθέτες για όλα τα οριζόμενα Κράτη υπάρχει δικαίωμα για κατάθεση διεθνούς αίτησης εφόσον τουλάχιστον ένας από αυτούς έχει το δικαίωμα να καταθέσει διεθνή αίτηση σύμφωνα με το άρθρο 9.

18.4. Περισσότεροι καταθέτες: διαφορετικοί για διαφορετικά οριζόμενα Κράτη.

α. Η διεθνής αίτηση μπορεί να ορίζει διαφορετικούς καταθέτες για διαφορετικά οριζόμενα Κράτη ή εάν, για κάθε οριζόμενο Κράτος, ένας τουλάχιστον από τους οριζόμενους καταθέτες για το Κράτος αυτό θεωρείται ότι έχει το δικαίωμα να προβεί σε κατάθεση διεθνούς αίτησης σύμφωνα με το άρθρο 9.

β. Εαν η προϋπόθεση που ορίζεται στην παραπάνω παράγραφο α δεν πληρούται για ένα οριζόμενο Κράτος, θεωρείται ότι ουδέποτε έλαβε χώρα ο ορισμός του Κράτους αυτού.

γ. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει σε τακτά χρονικά διαστήματα πληροφορίες σχετικά με τις διαφορετικές εθνικές νομοθεσίες προσδιορίζοντας ποιός, σύμφωνα με τις διατάξεις των νομοθεσιών αυτών, έχει το δικαίωμα (εφευρέτης, διάδοχος του εφευρέτη, δικαιούχος της εφεύρεσης κ.λ.π.) να καταθέσει εθνική αίτηση. Στις πληροφορίες αυτές το Διεθνές Γραφείο μπορεί να προσθέτει προειδοποιήσεις για το γεγονός ότι τα

αποτελέσματα της διεθνούς αίτησης για ένα οριζόμενο Κράτος μπορεί να εξαρτώνται από το ερώτημα εάν το οριζόμενο πρόσωπο στην διεθνή αίτηση ως καταθέτης είναι ικανό για να κατάθεσει εθνική αίτηση σύμφωνα με την νομοθεσία του Κράτους αυτού.

Κανόνας 19

Αρμόδιο Γραφείο παραλαβής

19.1. Που γίνεται η κατάθεση.

α. Με την επιφύλαξη της παραγράφου β, η διεθνής αίτηση κατατίθεται, μετά από επιλογή του καταθέτη, είτε ενώπιον του εθνικού γραφείου του συμβαλλόμενου Κράτους όπου κατοικεί ο καταθέτης ή του γραφείου που ενεργεί για λογαριασμό του, είτε ενώπιον του εθνικού γραφείου του συμβαλλόμενου Κράτους του οποίου είναι υπηκοός ή του γραφείου που ενεργεί για λογαριασμό του εν λόγω Κράτους.

β. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να συμφωνήσει με άλλο συμβαλλόμενο Κράτος ή με διακυβερνητικό οργανισμό ότι το εθνικό γραφείο του Κράτους ή της διακυβερνητικής αυτής οργάνωσης μπορεί για όλους τους λόγους ή μόνον για ορισμένους από αυτούς, να ενεργεί στην θέση του εθνικού γραφείου του πρώτου Κράτους ως Γραφείο παραλαβής για τους καταθέτες που κατοικούν στο πρώτο Κράτος ή είναι υπήκοοί του. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της συμφωνίας αυτής, το εθνικό γραφείο του πρώτου Κράτους θεωρείται ότι είναι το αρμόδιο Γραφείο παραλαβής για την εφάρμογή του άρθρου 15.5.

γ. Σε συνδιασμό με κάθε απόφαση σύμφωνα με το άρθρο 9 παρ. 2, η Συνέλευση ορίζει το εθνικό γραφείο, ή τον διακυβερνητικό οργανισμό οι οποίοι θα ενεργούν ως Γραφεία παραλαβής για τις αιτήσεις που κατατίθενται από πρόσωπα που διαμένουν σε Κράτη που καθορίζονται από την Συνέλευση ή από τους υπηκόους των Κρατών αυτών. Ο καθορισμός αυτός προαπαιτεί την συμφωνία του εθνικού γραφείου ή του διακυβερνητικού οργανισμού.

19.2. Περισσότεροι καταθέτες.

Εάν υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες οι προϋποθέσεις του Κανόνα 19.1. θεωρούνται ότι έχουν πληρωθεί εφόσον το εθνικό γραφείο ενώπιον του οποίου η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί είναι το γραφείο συμβαλλόμενου Κράτους ή είναι το γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό αυτού του Κράτους στο οποίο τουλάχιστον ένας από τους καταθέτες, είτε είναι υπήκοος, είτε κατοικεί.

19.3. Δημοσίευση της πράξης ανάθεσης καθηκόντων του Γραφείου παραλαβής.

α. Κάθε συμφωνία, κατ'εφαρμογή του Κανόνα 19.1.β., κοινοποιείται σε σύντομο χρονικό διάστημα στο Διεθνές Γραφείο από το συμβαλλόμενο Κράτος που αναθέτει τα καθήκοντα του γραφείου παραλαβής στο εθνικό γραφείο ενός άλλου συμβαλλόμενου Κράτους, ή στο γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού, ή ακόμα σε ένα διακυβερνητικό οργανισμό.

β. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει σε σύντομο χρονικό διάστημα την συμφωνία αυτή στην εφημερίδα.

Κανόνας 20

Παραλαβή της διεθνούς αίτησης

20.1. Ημερομηνία και αριθμός.

α. Με την παραλαβή των εγγράφων που θεωρείται ότι αποτελούν την διεθνή αίτηση, το Γραφείο παραλαβής θέτει στο περιθώριο που προβλέπεται για το σκοπό αυτό στο έντυπο κάθε αντιγράφου της αίτησης που παραλαμβάνεται την ημερομηνία πραγματικής παραλαβής με τρόπο ώστε να μην μπορεί να αφαιρεθεί και σε κάθε φύλλο από κάθε αντίγραφο που παραλαμβάνεται και κάθε φωτοτυπία ένα από τα νούμερα που χορηγήθηκαν από το Διεθνές Γραφείο στο γραφείο αυτό.

β. Η θέση όπου πρέπει να τοποθετούνται σε κάθε φύλλο, τόσο η ημερομηνία όσο και ο αριθμός, καθώς επίσης και κάθε άλλη σχετική λεπτομέρεια καθορίζονται με διοικητικές οδηγίες.

20.2. Παραλαβή σε διαφορετικές ημέρες.

α. Στην περίπτωση που δεν παρελήφθηκαν όλα τα φύλλα που ανήκουν στην υποτειθέμενη ίδια αίτηση κατά την ίδια ημέρα από το Γραφείο παραλαβής τότε το γραφείο διορθώνει την ημερομηνία που έθεσε στην αίτηση (αφήνοντας όμως ώστε να είναι αναγνώσιμες την ή τις προηγούμενες τοποθετημένες ημερομηνίες) προσδιορίζοντας την ημερομηνία παραλαβής των εγγράφων που συμπληρώνουν την διεθνή αίτηση, με την προϋπόθεση ότι:

i. Εάν δεν στάλθηκε στον καταθέτη καμμία πρόσκληση για διόρθωση σύμφωνα με το άρθρο 11.2.α, τα εν λόγω έγγραφα έχουν παραληφθεί μέσα στις 30 ημέρες που ακολουθούν την ημερομηνία κατά την οποία τα έγγραφα παραλήφθηκαν για πρώτη φορά.

ii. Όταν έχει αποσταλεί στον καταθέτη πρόσκληση για διόρθωση, σύμφωνα με το άρθρο 11.2.α, τα έγγραφα αυτά πρέπει να παραληφθούν μέσα στην προθεσμία που ορίζει ο Κανόνας 20.6.

iii. Στην περίπτωση του άρθρου 14.2., τα σχέδια που λείπουν πρέπει να παραληφθούν μέσα στις 30 ημέρες από την ημερομηνία κατά την οποία τα έγγραφα που δεν έχουν συμπληρωθεί κατατέθηκαν.

iv. Το γεγονός ότι η σελίδα που περιέχει την περίληψη ή μέρος της περίληψης λείπει, ή έχει παραληφθεί με καθυστέρηση, δεν οδηγεί στην διόρθωση της ημερομηνίας που σημειώνεται πάνω στην αίτηση.

β. Το γραφείο παραλαβής σημειώνει, σε κάθε σελίδα που παραλαμβάνει σε μεταγενέστερη ημερομηνία από εκείνη που παρέλαβε σελίδες για πρώτη φορά, την ημερομηνία της παραλαβής της εν λόγω σελίδας.

20.3. Διορθωμένη Διεθνής Αίτηση.

Στη περίπτωση που αναφέρεται στο άρθρο 11.2.β, το γραφείο παραλαβής διορθώνει την ημερομηνία που σημειώνεται στην αίτηση (αφήνοντας όμως οπωσδήποτε τις προηγούμενες ημερομηνίες που έχουν ήδη σημειωθεί έτσι ώστε να είναι αναγνώσιμες) σημειώνοντας την ημερομηνία παραλαβής της απαιτούμενης τελευταίας διόρθωσης.

20.3.α. Διαδικασία που απαιτείται για να γίνουν οι διορθώσεις.

Οι διοικητικές οδηγίες καθορίζουν τον τρόπο με τον οποίον οι διορθώσεις που απαιτούνται σύμφωνα με το άρθρο 11.2.α. πρέπει να παρουσιάζονται από τον καταθέτη και να προστίθενται στον φάκελλο της διεθνούς αίτησης.

20.4. Διαπιστώσεις σύμφωνα με το άρθρο 11.1.

α. Σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά την παραλαβή των εγγράφων που θεωρείται ότι αποτελούν την διεθνή αίτηση το γραφείο παραλαβής εξετάζει αν τα έγγραφα αυτά πληρούν τις προϋποθέσεις του άρθρου 11.1.

β. Για το σκοπό εφαρμογής του άρθρου 11.1.iii.γ, αρκεί να μνημονευθεί το όνομα του καταθέτη έτσι ώστε να γίνεται κατανοητή η ταυτότητα του ακόμη και εάν το επώνυμο δεν είναι ορθογραφημένο ή εάν το όνομα δεν είναι πλήρες ή, σε περίπτωση νομικού προσώπου, η ένδειξη της επωνυμίας αναγράφεται με σύντμηση, ή είναι ελλειπής.

20.5. Θετική διαπίστωση.

α. Αν η διαπίστωση που αναφέρεται στο 11.1. είναι θετική, το γραφείο παραλαβής σημειώνει στο περιθώριο που προβλέπεται για αυτό το σκοπό στο έντυπο της αίτησης την σφραγίδα του και τις λέξεις «Demande internationale PCT ή PCT International Application». Εάν η επίσημη γλώσσα του γραφείου παραλαβής δεν είναι τα γαλλικά ούτε τα αγγλικά οι λέξεις «Demande internationale» ή «Internationale Application» μπορούν να συνοδεύονται από την μετάφραση τους στην επίσημη γλώσσα του γραφείου.

β. Το αντίγραφο της αίτησης στο οποίο σημειώθηκε η σφραγίδα αποτελεί το πρωτότυπο αντίγραφο της διεθνούς αίτησης.

γ. Το γραφείο παραλαβής κοινοποιεί, σε σύντομο χρονικό διάστημα, στον καταθέτη τον αριθμό της διεθνούς αίτησης και την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης. Συγχρόνως, αποστέλλει στο Διεθνές γραφείο αντίγραφο της κοινοποίησης που έστειλε στον καταθέτη, εκτός εάν το έχει ήδη αποστείλει ή αποστέλλει συγχρόνως το πρωτότυπο αντίγραφο στο διεθνές γραφείο σύμφωνα με τον κανόνα 22.1.α.

20.6. Πρόσκληση για διόρθωση.

α. Η πρόσκληση για διόρθωση σύμφωνα με το άρθρο 11.2 πρέπει να καθορίζει ποιές προϋποθέσεις σύμφωνα με το άρθρο 11.1 δεν έχουν συμπληρωθεί σύμφωνα με την γνώμη του γραφείου παραλαβής.

β. Το γραφείο παραλαβής απευθύνει, σε σύντομο χρονικό διάστημα, πρόσκληση στον καταθέτη και του ορίζει ρητή εύλογη προθεσμία, ανάλογα με κάθε περίπτωση, για την κατάθεση των διορθώσεων. Η προθεσμία δεν μπορεί να είναι κατώτερη των 10 ημερών, ούτε ανώτερη από 1 μήνα και υπολογίζεται από την ημερομηνία της πρόσκλησης. Εάν λήξει η προθεσμία μετά από την πάροδο έτους από την ημερομηνία κατάθεσης της αίτησης για την οποία ζητείται προτεραιότητα, το γραφείο παραλαβής μπορεί να γνωστοποιήσει στον καταθέτη αυτήν την σύμπτωση.

20.7. Αρνητική διαπίστωση.

Εάν το γραφείο παραλαβής δεν παραλάβει μέσα στην καθορισμένη προθεσμία, απάντηση στην πρόσκλησή του για διόρθωση, ή εάν η διόρθωση που παρουσιάστηκε από τον καταθέτη δεν πληροί εντούτοις τις προϋποθέσεις που αναφέρονται στο άρθρο 11.1:

i. γνωστοποιεί, σε σύντομο χρονικό διάστημα, στον καταθέτη ότι η

αίτηση δεν πρόκειται να εξεταστεί σαν διεθνής αίτηση και του απαριθμεί τους λόγους της απόφασης αυτής.

ii. γνωστοποιεί στο διεθνές γραφείο ότι ο αριθμός που έδωσε στα έγγραφα δεν θα χρησιμοποιηθεί ως αριθμός διεθνής κατάθεσης.

iii. διατηρεί τα έγγραφα που αποτελούν την υποτειθέμενη διεθνή αίτηση και κάθε σχετική αλληλογραφία σύμφωνα με τον κανόνα 93.1.

iv. απευθύνει αντίγραφο όλων των εγγράφων στο διεθνές γραφείο στην περίπτωση που ύστερα από αίτηση του καταθέτη, σύμφωνα με το άρθρο 25 παρ.1, το γραφείο χρειάζεται τα αντίγραφα αυτά και τα έχει ρητά ζητήσει.

20.8. Λάθος από το γραφείο παραλαβής.

Εάν σε μεταγενέστερο χρονικό διάστημα, το γραφείο παραλαβής ανακαλύψει ή διαπιστώσει με βάση την απάντηση του καταθέτη ότι έχει κάνει λάθος απευθύνοντάς του πρόσκληση για διόρθωση γιατί οι προϋποθέσεις που αναφέρονται στο άρθρο 11 παρ. 1 είχαν ήδη πληρωθεί κατά την διάρκεια παραλαβής των εγγράφων, τότε προβαίνει σύμφωνα με τα προβλεπόμενα από τον κανόνα 20.5.

20.9. Επικυρωμένο αντίγραφο για τον καταθέτη.

Μετά από πληρωμή τέλους, το γραφείο παραλαβής χορηγεί στον καταθέτη, μετά από αίτησή του, επικυρωμένα αντίγραφα της διεθνούς αίτησης έτσι όπως κατατέθηκε, καθώς επίσης και επικυρωμένα αντίγραφα κάθε άλλης σχετικής διόρθωσης.

Κανόνας 21

Προετοιμασία αντιγράφων

21.1. Ευθύνη του γραφείου παραλαβής.

α. Όταν απαιτείται η κατάθεση της διεθνούς αίτησης σε ένα μόνον αντίγραφο, το γραφείο παραλαβής έχει την ευθύνη προετοιμασίας του αντιγράφου, καθώς επίσης και αντίγράφου για την έρευνα, έτσι όπως απαιτείται σύμφωνα με τον κανόνα 12.1.

β. Όταν απαιτείται η διεθνής αίτηση να κατατίθεται σε 2 αντίγραφα το γραφείο παραλαβής έχει την ευθύνη προετοιμασίας των αντιγράφων.

γ. Εάν η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί σε αριθμό αντιγράφων μικρότερο από εκείνον που προβλέπεται στον κανόνα 11.1.β, το γραφείο παραλαβής έχει την ευθύνη της προετοιμασίας του απαιτούμενου αριθμού αντιγράφων. Το γραφείο παραλαβής έχει το δικαίωμα να καθορίσει επιπλέον τέλος για την εκπλήρωση του καθήκοντός του αυτού και να εισπράττει το τέλος από τον καταθέτη.

Κανόνας 22

Διαβίβαση του πρωτότυπου αντιγράφου

22.1. Διαδικασία.

α. Εάν η διαπίστωση που προβλέπεται στο άρθρο 11.1 είναι θετική και εάν οι προδιαγραφές που αναφέρονται στην εθνική αμύνα δεν παρεμβαίνουν για να εμποδίσουν την εξέταση της διεθνούς αίτησης, το γραφείο παραλαβής διαβιβάζει το πρωτότυπο αντίγραφο στο διεθνές γραφείο. Η διαβίβαση πρέπει να γίνει σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά την παραλαβή της διεθνούς αίτησης ή, εάν πρέπει να γίνει έλεγχος όσον αφορά την εθνική άμυνα, αμέσως μόλις χορηγηθεί η απαιτούμενη άδεια. Σε κάθε περίπτωση το γραφείο παραλαβής πρέπει να διαβιβάσει το πρωτότυπο αντίγραφο μέσα σε σύντομο χρονικό διάστημα για να περιέλθει στο διεθνές γραφείο πρίν την λήξη του 13ου μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας.

Εάν η διαβίβαση γίνεται με το ταχυδρομείο, το γραφείο παραλαβής πρέπει να προβεί στην αποστολή του πρωτότυπου αντιγράφου 5 μέρες το αργότερο πρίν από την λήξη του 13ου μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας.

β. Εάν το διεθνές γραφείο παραλάβει το αντίγραφο της κοινοποίησης σύμφωνα με τον κανόνα 20.5.γ, αλλά δεν έχει κατά την λήξη του 13ου μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας το πρωτότυπο αντίγραφο, υπενθυμίζει στο γραφείο παραλαβής ότι πρέπει να του το διαβιβάσει σε σύντομο χρονικό διάστημα.

γ. Εάν το διεθνές γραφείο παρέλαβε αντίγραφο της κοινοποίησης σύμφωνα με τον κανόνα 20.5.γ, αλλά δεν έχει, κατά την λήξη του 14ου μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας, το πρωτότυπο αντίγραφο τότε κοινοποιεί την διαπίστωση αυτή στον καταθέτη και στο γραφείο παραλαβής.

δ. Μετά την λήξη του 14ου μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας, ο καταθέτης μπορεί να ζητήσει από το γραφείο παραλαβής να του επικυρώσει ένα αντίγραφο της διεθνούς αίτησης και μπορεί να διαβιβάσει το επικυρωμένο αυτό αντίγραφο στο διεθνές γραφείο.

ε. Κάθε επικύρωση που γίνεται σύμφωνα με την παράγραφο δ) είναι δωρεάν και δεν μπορεί να αρνηθεί να προβεί σ'αυτήν το γραφείο παραλαβής παρά μόνο για τους ακόλουθους λόγους:

i. το αντίγραφο που ζητήθηκε από το γραφείο παραλαβής για να επικυρωθεί, δεν είναι όμοιο με την αίτηση έτσι όπως έχει κατατεθεί.

ii. οι προδιαγραφές που αφορούν την εθνική άμυνα, απαγορεύουν την εξέταση της διεθνούς αίτησης.

iii. το γραφείο παραλαβής έχει ήδη διαβιβάσει το πρωτότυπο αντίγραφο στο διεθνές γραφείο και το τελευταίο το έχει ήδη ενημερώσει για την παραλαβή.

ζ. Εφόσον το διεθνές γραφείο δεν έχει παραλάβει το πρωτότυπο αντίγραφο ή μέχρι να το παραλάβει, το επικυρωμένο αντίγραφο, σύμφωνα με την παράγραφο ε), που έχει παραλάβει το διεθνές γραφείο θεωρείται ως το πρωτότυπο αντίγραφο.

η. Εάν, κατά την λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22, ο καταθέτης έχει συμπληρώσει όλες τις πράξεις που αναφέρονται στο άρθρο αυτό χωρίς όμως το οριζόμενο γραφείο να έχει λάβει γνώση από το διεθνές γραφείο για την παραλαβή του πρωτοτύπου αντιγράφου, το οριζόμενο γραφείο ενημερώνει για το γεγονός αυτό το διεθνές γραφείο. Εάν το διεθνές γραφείο δεν έχει το πρωτότυπο αντίγραφο, το γνωστοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στον καταθέτη και στο γραφείο παραλαβής, εκτός εάν τους το έχει ήδη γνωστοποιήσει σύμφωνα με την παράγραφο γ.

22.2. (Καταργήθηκε).

22.3. Προθεσμία που αναφέρεται στο άρθρο 12 παρ. 3 Η προθεσμία που αναφέρεται στο άρθρο 12 παρ. 3 είναι 3 μήνες από την ημερομηνία κοινοποίησης που αποστέλλεται από το διεθνές γραφείο στον καταθέτη σύμφωνα με τον κανόνα 22.1.γ, ή η.

Κανόνας 23

Διαβίβαση αντιγράφου έρευνας

23.1. Διαδικασία α. Το αντίγραφο της έρευνας διαβιβάζεται από το γραφείο παραλαβής στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα το αργότερο την ημέρα που το πρωτότυπο αντίγραφο διαβιβάζεται στο διεθνές γραφείο.

β. Εάν το διεθνές γραφείο δεν έχει παραλάβει από την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα μέσα στις 10 ημέρες που ακολουθούν την παραλαβή του πρωτότυπου αντίγραφου, την πληροφορία ότι η διοίκηση έχει το αντίγραφο της έρευνας, διαβιβάζει σε σύντομο χρονικό διάστημα αντίγραφο της διεθνούς αίτησης στην διοίκηση.

Κανόνας 24

Παραλαβή του πρωτότυπου αντίγραφου από το Διεθνές Γραφείο

24.1 (Καταργήθηκε).

24.2. Κοινοποίηση της παραλαβής του πρωτότυπου αντιγράφου.

α. Με την επιφύλαξη της παρ. β, το διεθνές γραφείο κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στον καταθέτη, στο γραφείο παραλαβής, στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και σε κάθε άλλο οριζόμενο γραφείο, την παραλαβή του πρωτότυπου αντιγράφου και την ημερομηνία της παραλαβής αυτής. Η κοινοποίηση πρέπει να προσδιορίζει την διεθνή αίτηση με το αριθμό της, την ημερομηνία κατάθεσης, το όνομα του καταθέτη και το γραφείο παραλαβής καθώς και την ημερομηνία κατάθεσης κάθε μεταγενέστερης αίτησης για την οποία ζητείται προτεραιότητα. Η κοινοποίηση που απευθύνεται στον καταθέτη πρέπει επίσης να περιέχει κατάλογο των οριζόμενων γραφείων στα οποία έχει αποσταλεί η κοινοποίηση που προβλέπεται στη παρούσα παράγραφο και πρέπει επίσης να περιέχει για κάθε οριζόμενο γραφείο την εφαρμοζόμενη προθεσμία σύμφωνα με το άρθρο 22 παρ. 3.

β. Εάν το διεθνές γραφείο παραλάβει το πρωτότυπο αντίγραφο μετά την λήξη της προθεσμίας που ορίζεται στον Κανόνα 22.3, το κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στον καταθέτη, στο γραφείο παραλαβής και στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

Κανόνας 25

Παραλαβή του αντιγράφου της έρευνας από την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

25.1. Κοινοποίηση της παραλαβής του αντιγράφου έρευνας.

Η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα κοινοποιεί,

σε σύντομο χρονικό διάστημα, στο διεθνές γραφείο, στον καταθέτη και – εκτός εάν η διοίκηση αυτή είναι το γραφείο παραλαβής – στο γραφείο παραλαβής, την παραλαβή αντιγράφου έρευνας και την ημερομηνία της παραλαβής.

Κανόνας 26

Έλεγχος και διόρθωση ορισμένων στοιχείων της διεθνούς αίτησης ενώπιον του γραφείου παραλαβής

26.1. Προθεσμία για τον έλεγχο. α. Το γραφείο παραλαβής απευθύνει πρόσκληση για διορθώσεις, έτσι όπως προβλέπεται στο άρθρο 14.1,β, αμέσως μόλις καταστεί δυνατόν και κατά προτίμηση μέσα σε προθεσμία ενός μηνός από την παραλαβή της διεθνούς αίτησης.

β. Εάν το γραφείο παραλαβής απευθύνει πρόσκληση για διόρθωση των παραλείψεων που αναφέρονται στο άρθρο 14.1.α.iii ή iv, (λείπει ο τίτλος ή λείπει η περίληψη), το κοινοποιεί στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

26.2. Προθεσμία για τις διορθώσεις Η προθεσμία που αναφέρεται στο άρθρο 14.1β πρέπει να είναι λογική, ανάλογα με κάθε περίπτωση, και καθορίζεται από το γραφείο παραλαβής. Η προθεσμία είναι τουλάχιστον ένας μήνας από την ημερομηνία που απευθύνεται η πρόσκληση για διορθώσεις. Η προθεσμία μπορεί να παραταθεί από το γραφείο παραλαβής σε κάθε χρονική στιγμή πριν να ληφθεί η τελειωτική απόφαση.

26.3. Έλεγχος των ουσιαστικών προϋποθέσεων σύμφωνα με το άρθρο 14.1.α.v.

Οι ουσιαστικές προϋποθέσεις που μνημονεύονται στον κανόνα 11 ελέγχονται μόνον στην περίπτωση που θα πρέπει να πληρούνται για τον σκοπό διεθνούς δημοσίευσης με ενιαία μορφή.

26.3.α. Πρόσκληση για διόρθωση των ελλείψεων σύμφωνα με το άρθρο 14.1.β.

Το γραφείο παραλαβής δεν είναι υποχρεωμένο να απευθύνει πρόσκληση για διόρθωση των παραλείψεων που αναφέρονται στο άρθρο 14.1.α.v, εάν οι ουσιαστικές προϋποθέσεις που αναφέρονται στον κανόνα 11 έχουν πληρωθεί, στο μέτρο του δυνατού, για τον σκοπό της διεθνούς δημοσίευσης με ενιαία μορφή.

26.4. Διαδικασία.

α. Κάθε διόρθωση που υποβάλλεται στο γραφείο παραλαβής μπορεί να περιλαμβάνεται σε επιστολή που απευθύνεται στο γραφείο, εφόσον είναι τέτοιου είδους ώστε να μπορεί να μεταφερθεί στο πρωτότυπο αντίγραφο χωρίς να προκαλέσει πρόβλημα στην καθαρότητα και στην δυνατότητα άμεσης ανατύπωσης του φύλλου χαρτιού στο οποίο η διόρθωση έχει αναγραφεί. Εάν δεν μπορεί να γίνει διόρθωση με αυτό τον τρόπο ο καταθέτης θα πρέπει να καταβάλει ένα επιπλέον φύλλο χαρτιού που να περιλαμβάνει την διόρθωση. Η επιστολή που θα συνοδεύει την διόρθωση πρέπει να περιέχει μνεία για τις διαφορές ανάμεσα στο επιπλέον χαρτί και στο χαρτί που θα αντικατασταθεί.

β – δ (Καταργήθηκαν).

26.5. Απόφαση του γραφείου παραλαβής.

α. Το γραφείο παραλαβής αποφασίζει εάν ο καταθέτης παρουσίασε τις διορθώσεις μέσα στην προθεσμία σύμφωνα με τον κανόνα 26.2 και, στην περίπτωση που οι διορθώσεις που υποβλήθηκαν μέσα σ'αυτήν την προθεσμία, εάν η διεθνής αίτηση, έτσι όπως διορθώθηκε, πρέπει ή όχι να θεωρηθεί ότι έχει αποσυρθεί, δοθέντος ότι καμμία διεθνής αίτηση δεν μπορεί να θεωρηθεί ότι έχει αποσυρθεί για μη τήρηση των ουσιαστικών προϋποθέσεων που αναφέρονται στον κανόνα 11, εφόσον πληροί τις προϋποθέσεις αυτές, στο μέτρο του δυνατού, για τον σκοπό διεθνούς δημοσίευσης με ενιαία μορφή.

β. (Καταργήθηκε).

26.6. Έλλειψη σχεδίων.

α. Εάν, σύμφωνα με το άρθρο 14.2, η διεθνής αίτηση αναφέρεται σε σχέδια τα οποία δεν περιλαμβάνονται τελικά στην αίτηση , το γραφείο παραλαβής μνημονεύει το γεγονός αυτό στην εν λόγω αίτηση.

β. Η ημερομηνία παραλαβής από τον καταθέτη της κοινοποίησης που προβλέπεται στο άρθρο 14.2 δεν επηρεάζει την προθεσμία που αναφέρεται στον κανόνα 20.2.α.ιιι.

Κανόνας 27

Μή πληρωμή των τελών

27.1. Τέλη.

α. Για τον σκοπό εφαρμογής του άρθρου 14.3.α., εννοείται με «οριζόμενα τέλη από το άρθρο 3.4.iv» το τέλος διαβίβασης (κανόνας 14), το μέρος του διεθνούς τέλους που αποτελεί το τέλος έναρξης διαδικασιών (κανόνας 15.1.i) και το τέλος έρευνας (κανόνας 16).

β. Για το σκοπό εφαρμογής του άρθρου 14.3.α και β, εννοείται με «τέλος που καθορίζεται στο άρθρο 4.2.» το μέρος του διεθνούς τέλους που αποτελεί το τέλος ορισμού (Κανόνας 15.1.ii).

Κανόνας 28

Παραλείψεις που επισημαίνονται από το διεθνές γραφείο.

28.1. Σημείωση για ορισμένες παραλείψεις.

α. Εάν το διεθνές γραφείο είναι της γνώμης ότι η διεθνής αίτηση δεν ανταποκρίνεται σε μία από τις προδιαγραφές που αναφέρονται στο άρθρο 14.1.α.i, ii ή ν, πληροφορεί για το γεγονός αυτό το γραφείο παραλαβής.

β. Το γραφείο παραλαβής, εκτός εάν έχει διαφορετική γνώμη, προβαίνει σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 14.1.β και του Κανόνα 26.

Κανόνας 29

Διεθνείς αιτήσεις ή ορισμοί που θεωρούνται ότι έχουν αποσυρθεί σύμφωνα με το άρθρο 14.1,3 ή 4.

29.1. Διαπιστώσεις από το γραφείο παραλαβής α. Εάν το γραφείο παραλαβής δηλώσει, σύμφωνα με το άρθρο 14.1β και τον Κανόνα 26.5 (έλλειψη διορθώσεων ορισμένων παραλείψεων), ή σύμφωνα με το άρθρο 14.3.α (έλλειψη πληρωμής των τελών σύμφωνα με τον κανόνα 27.1.α), ή ακόμα σύμφωνα με το άρθρο 14.4 (μεταγενέστερη διαπίστωση ότι οι προϋποθέσεις που αναφέρονται στα σημεία ι μέχρι ιιι του άρθρου 11.1, δεν πληρούνται), ότι η διεθνής αίτηση θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί:

i. διαβιβάζει στο διεθνές γραφείο το πρωτότυπο αντίγραφο (εφόσον η διαβίβαση αυτή δεν έχει ήδη γίνει) και κάθε διόρθωση που παρουσιάζεται από τον καταθέτη,

ii. κοινοποιεί, σε σύντομο χρονικό διάστημα, την ανακοίνωση αυτή στον καταθέτη και στο διεθνές γραφείο. Το διεθνές γραφείο την κοινοποιεί με την σειρά του στα ενδιαφερόμενα οριζόμενα γραφεία.

iii. δεν διαβιβάζει αντίγραφο της έρευνας σύμφωνα με τον προκαθορισμένο τρόπο από τον κανόνα 23 ή, εάν το αντίγραφο αυτό έχει ήδη διαβιβαστεί, κοινοποιεί την ανακοίνωση στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

iv. Το διεθνές γραφείο δεν υποχρεούται να γνωστοποιήσει στον καταθέτη την παραλαβή του πρωτότυπου αντιγράφου.

β. Εάν το γραφείο παραλαβής ανακοινώσει, σύμφωνα με το άρθρο 14.3.β (λόγω μη πληρωμής του τέλους ορισμού όπως καθορίζεται στον κανόνα 27.1.β), ότι ο ορισμός ενός δεδομένου Κράτους θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί, το γραφείο παραλαβής το κοινοποιεί, σε σύντομο χρονικό διάστημα, στον καταθέτη και στο διεθνές γραφείο. Το διεθνές γραφείο κοινοποιεί με την σειρά του το γεγονός αυτό στο ενδιαφερόμενο εθνικό γραφείο.

29.2. (Καταργήθηκε).

29.3. Ένδειξη για ορισμένα γεγονότα προς το γραφείο παραλαβής.

Όταν το διεθνές γραφείο ή η διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, θεωρεί ότι το γραφείο παραλαβής θα έπρεπε να προβεί σε διαπίστωση σύμφωνα με την έννοια του άρθρου 14.4, υποδεικνύει στο γραφείο παραλαβής τα γεγονότα εκείνα που θεωρούνται σημαντικά γι'αυτή την διαπίστωση.

29.4. Κοινοποίηση για την ανακοίνωση που πρόκειται να γίνει σύμφωνα με το άρθρο 14.4.

Πριν γίνει η ανακοίνωση σύμφωνα με το άρθρο 14.4, το γραφείο παραλαβής κοινοποιεί στον καταθέτη την πρόθεσή του αυτή συνοδευόμενη από τους λόγους. Ο καταθέτης μπορεί, σε περίπτωση που δεν συμφωνεί με την προσωρινή διαπίστωση του γραφείο παραλαβής, να παρουσιάσει

τις παρατηρήσεις του μέσα σε προθεσμία ενός μηνός από την ημερομηνία κοινοποίησης.

Κανόνας 30

Προθεσμία σύμφωνα με το άρθρο 14.4.

30.1. Προθεσμία.

Η προθεσμία που μνημονεύεται στο άρθρο 14.4. είναι 4 μηνών από την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης.

Κανόνας 31

Αντίγραφα που αναφέρονται στο άρθρο 13

31.1. Αίτηση για αντίγραφα.

α. Οι αιτήσεις για αντίγραφα σύμφωνα με το άρθρο 13.1, μπορούν να αναφέρονται σε όλες τις διεθνείς αιτήσεις, ορισμένους τύπους διεθνών αιτήσεων, ή καθορισμένες διεθνείς αιτήσεις οι οποίες αρχίζουν το εθνικό γραφείο που καταθέτει την αίτηση για τα αντίγραφα. Οι αιτήσεις για αντίγραφα μπορεί να ανανεώνονται για κάθε χρόνο με κοινοποίηση που απευθύνεται πριν την 30η Νοεμβρίου του προηγούμενου χρόνου στο διεθνές γραφείο από το εθνικό γραφείο.

β. Οι αιτήσεις για αποστολή αντιγράφων σύμφωνα με το άρθρο 13.2.β, υπόκεινται σε καταβολή τέλους για την κάλυψη των εξόδων προετοιμασίας και αποστολής των αντιγράφων.

31.2. Προετοιμασία αντιγράφων.

Το διεθνές γραφείο είναι υπεύθυνο για την προετοιμασία των αντιγράφων που αναφέρονται στο άρθρο 13.

Κανόνας 32

Απόσυρση της διεθνούς αίτησης ή των ορισμών

32.1. Αποσύρσεις.

α. Ο καταθέτης μπορεί να αποσύρει την διεθνή αίτηση πριν από την λήξη της προθεσμίας 20 μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας, εκτός για εκείνο το οριζόμενο Κράτος όπου η εθνική εξέταση της αίτησης έχει ήδη αρχίσει. Ο καταθέτης μπορεί να αποσύρει τον ορισμό για κάθε οριζόμενο Κράτος πριν από την ημερομηνία από την οποία η εξέταση έχει αρχίσει στο Κράτος αυτό.

β. Η απόσυρση του ορισμού όλων των οριζόμενων Κρατών θεωρείται ως απόσυρση της διεθνούς αίτησης.

γ. Η απόσυρση πραγματοποιείται με υπογεγραμμένη γνωστοποίηση, που κατατίθεται από τον καταθέτη ενώπιον του διεθνούς γραφείου ή του γραφείου παραλαβής. Στην περίπτωση του κανόνα 4.8.β, η γνωστοποίηση για την απόσυρση πρέπει να υπογράφεται από όλους τους καταθέτες.

δ. (Καταργήθηκε).

ε. Δεν γίνεται ουδεμία δημοσίευση της διεθνούς αίτησης ή των ορισμών, ανάλογα με την περίπτωση, εάν η γνωστοποίηση της απόσυρσης περιέλθει στο διεθνές γραφείο πριν από το τέλος της τεχνικής προετοιμασίας της δημοσίευσης.

32.α. Απόσυρση της αξίωσης για προτεραιότητα.

32.α1. Αποσύρσεις.

α. Ο καταθέτης μπορεί να αποσύρει την αξίωση προτεραιότητας για την οποία γίνεται μνεία στην διεθνή αίτηση σύμφωνα με το άρθρο 8.1, μέχρι την διεθνή δημοσίευση της διεθνούς αίτησης.

β. Όταν η διεθνής αίτηση περιέχει περισσότερες από μία αξιώσεις για προτεραιότητα, ο καταθέτης μπορεί να ασκήσει το δικαίωμα που προβλέπει η παραπάνω παράγραφος α, μόνον για την μία από αυτές τις προτεραιότητες ή για περισσότερες από αυτές ή για το σύνολο των προτεραιοτήτων αυτών.

γ. Όταν η απόσυρση της αξίωσης για προτεραιότητα ή όταν υπάρχουν περισσότερες προτεραιότητες, η απόσυρση μίας από αυτές επιφέρει τροποποίηση της ημερομηνίας προτεραιότητας της διεθνούς αίτησης, όλες οι προθεσμίες που υπολογίζονται από την ημερομηνία της αρχικής προτεραιότητας που δεν έχει ακόμα εκλείψει λαμβάνονται υπόψη από την ημερομηνία προτεραιότητας που προκύπτει μετά την τροποποίηση. Στην περίπτωση της προθεσμίας των 18 μηνών, που αναφέρεται στο άρθρο 21.2.α, το διεθνές γραφείο μπορεί, παρ'όλα αυτά, να προβεί στην διεθνή δημοσίευση με βάση την προθεσμία αυτή που υπολογίζεται από την ημερομηνία της αρχικής προτεραιότητας, εάν η γνωστοποίηση της απόσυρσης περιέλθει στο διεθνές γραφείο μέσα σε 15 μέρες πριν από την λήξη της προθεσμίας.

δ. Για κάθε απόσυρση που προβλέπεται στην παραπάνω παράγραφο α οι διατάξεις του κανόνα 32.1.γ, εφαρμόζονται αναλόγως (Mutatis mutantis).

Κανόνας 33

Αρμόζουσα στάθμη της τεχνικής που πρέπει να ληφθεί υπόψη για την διεθνή έρευνα

33.1. Αρμόζουσα στάθμη της τεχνικής που πρέπει να ληφθεί υπόψη για την διεθνή έρευνα.

α. Για την εφαρμογή του άρθρου 15 παρ. 2, η αρμόζουσα στάθμη της τεχνικής που πρέπει να ληφθεί υπόψη περιλαμβάνει οτιδήποτε έγινε γνωστό στο κοινό, σε οποιοδήποτε μέρος του κόσμου, με γραπτή αποκάλυψη (περιλαμβανομένων των σχεδίων και των άλλων εικόνων) και το οποίο μπορεί να συμβάλλει στον προσδιορισμό εάν η εφεύρεση για την οποία ζητείται προστασία είναι νέα ή όχι και εάν εμπεριέχει ή όχι εφευρετική δραστηριότητα (δηλ. εάν είναι ή όχι προφανής), με την προϋπόθεση ότι η διάθεση στο κοινό έλαβε χώρα πρίν από την ημερομηνία κατάθεσης της διεθνούς αίτησης.

β. Όταν η γραπτή αποκάλυψη αναφέρεται σε προφορική αποκάλυψη, σε χρήση, σε έκθεση, ή σε κάθε άλλο μέσο με το οποίο το περιεχόμενο της γραπτής αποκάλυψης έγινε προσιτό στο κοινό και όταν η διάθεση αυτή προς το κοινό έλαβε χώρα πριν από την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης, η έκθεση της διεθνούς έρευνας μνημονεύει χωριστά το γεγονός αυτό, καθώς επίσης και την ημερομηνία κατά την οποία έλαβε χώρα, εάν η διάθεση στο κοινό της γραπτής αποκάλυψης έγινε σε ημερομηνία μεταγενέστερα από την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης.

γ. Κάθε αίτηση που δημοσιεύεται καθώς και κάθε δίπλωμα ευρεσιτεχνίας για το οποίο η ημερομηνία δημοσίευσης είναι μεταγενέστερη αλλά του οποίου η ημερομηνία κατάθεσης, ή ανάλογα με την περίπτωση, η ημερομηνία της προτεραιότητας που ζητείται είναι προηγούμενη της ημερομηνίας της διεθνούς κατάθεσης της διεθνούς αίτησης που αποτελεί το αντικείμενο της έρευνας, και οι οποίες ανήκουν στην στάθμη της τεχνικής που πρέπει να ληφθεί υπόψη για το σκοπό εφαρμογής του άρθρο 16.2, εάν βέβαια είχαν δημοσιευθεί πριν από την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης, μνημονεύονται ειδικά στην έκθεση της διεθνούς έρευνας.

33.2. Τεχνικοί τομείς που πρέπει να καλύπτει η διεθνής έρευνα.

α. Η διεθνής έρευνα πρέπει να καλύπτει όλους του τεχνικούς τομείς που μπορεί να περιέχουν σημαντικά στοιχεία όσον αφορά το αντικείμενο της εφεύρεσης και πρέπει να πραγματοποιείται σε όλες τις κλάσεις του υλικού τεκμηρίωσης που μπορούν να περιέχουν τέτοια στοιχεία.

β. Κατά συνέπεια, η έρευνα δεν θα πρέπει να αναφέρεται μόνον στους τομείς για τους οποίους το τεχνικό αντικείμενο της εφεύρεσης μπορεί να ταξινομηθεί αλλά επίσης στους τομείς που θεωρούνται ανάλογοι χωρίς να λαμβάνεται υπόψη η ταξινόμησή τους.

γ. Ο καθορισμός των τεχνικών τομέων που πρέπει, σε μία συγκεκριμένη περίπτωση, να θεωρούνται ως ανάλογοι θα πρέπει να μελετηθεί κάτω από το πρίσμα της λειτουργίας ή της χρήσης της εφεύρεσης που θεωρείται αναγκαία και ουσιαστική και όχι μόνο λαμβάνοντας υπόψη τις ειδικές λειτουργίες της εφεύρεσης που ρητά καθορίζονται στην διεθνή αίτηση.

δ. Η διεθνής έρευνα πρέπει να περιέχει όλα τα στοιχεία που θεωρούνται, κατά γενική αποδοχή, ότι είναι ισοδύναμα με τα στοιχεία τς εφεύρεσης για την οποία ζητείται προστασία για όλα ή για μερικά από τα χαρακτηριστικά των στοιχείων αυτών ακόμα και εάν σε λεπτομερειακά σημεία η εφεύρεση, έτσι όπως περιγράφεται στην διεθνή αίτηση, είναι διαφορετική.

33.3. Προσανατολισμός της διεθνούς έρευνας.

α. Η διεθνής έρευνα πραγματοποιείται με βάση τις αξιώσεις, λαμβάνοντας όμως υπόψη την περιγραφή και τα σχέδια (εφόσον υπάρχουν) και επιμένοντας περισσότερο στην εφευρετική σύλληψη, έτσι όπως αποδίδεται από τις αξιώσεις.

β. Εφόσον αυτό είναι λογικό και δυνατό, η διεθνής έρευνα πρέπει να καλύπτει το σύνολο των στοιχείων τα οποία περιέχονται στις αξιώσεις, ή

στο σύνολο των στοιχείων τα οποία, κατά λογική συνέπεια, θεωρείται ότι θα περιέχονται στις αξιώσεις αυτές όταν τροποποιηθούν.

Κανόνας 34

Ελάχιστο υλικό τεκμηρίωσης

34.1. Ορισμός α. Οι ορισμοί που αναφέρονται στο άρθρο 2.i και ii, δεν εφαρμόζονται για τον Κανόνα αυτό.

β. Το υλικό τεκμηρίωσης που αναφέρεται στο άρθρο 15.4, («ελάχιστο υλικό τεκμηρίωσης»), αποτελείται από:

i. το εθνικό υλικό τεκμηρίωσης των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας που ορίζεται στην παρ. γ.

ii. τις διεθνείς αιτήσεις που έχουν δημοσιευθεί (PCT), τις περιφερειακές δημοσιευμένες αιτήσεις διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας και πιστοποιητικών πατρότητας της εφεύρεσης καθώς και τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας και τα πιστοποιητικά πατρότητας των περιφερειακών εφευρέσεων που έχουν δημοσιευθεί.

iii. όλα τα άλλα στοιχεία που αποτελούν την βιβλιογραφία εκτός από τα στοιχεία των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας και τα οποία βρίσκονται στις διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και των οποίων ο κατάλογος έχει δημοσιευθεί από το διεθνές γραφείο, μετά από την πρώτη συμφωνία για το θέμα αυτό, και μετά από κάθε τροποποίηση.

γ. Με την επιφύλαξη των παραγράφων δ και ε, θεωρείται ως «εθνικό υλικό τεκμηρίωσης διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας»:

i. τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας που έχουν χορηγηθεί από το 1920 από το πρώην γραφείο διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας της Γερμανίας, από τις Ηνωμένες Πολιτείες, την Γαλλία, την Ιαπωνία, το Ηνωμένο Βασίλειο, την Ελβετία, (σε Αγγλική και Γαλλική μόνον γλώσσα) και την Σοβιετική νωση.

ii. τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας που έχουν χορηγηθεί από την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας.

iii. τις αιτήσεις των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, εφόσον υπάρχουν, που έχουν δημοσιευθεί από το 1920 στις χώρες που αναφέρονται στα προηγούμενα σημεία i και ii.

iv. τα πιστοποιητικά πατρότητας της εφεύρεσης που έχουν χορηγηθεί από την Σοβιετική ένωση.

v. τα πιστοποιητικά χρησιμότητας που έχουν χορηγηθεί από την Γαλλία καθώς επίσης και δημοσιευμένες αιτήσεις των πιστοποιητικών αυτών.

vi. τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας που έχουν χορηγηθεί από το 1920 από κάθε άλλη χώρα εφόσον έχουν συνταχθεί στα γερμανικά, αγγλικά, ισπανικά ή στα γαλλικά και εφόσον δεν περιέχουν αξίωση για προτεραιότητα, καθώς επίσης και τις δημοσιευμένες αιτήσεις των διπλωμάτων αυτών μετά το 1920 με την προϋπόθεση ότι το εν λόγω εθνικό γραφείο της χώρας ταξινομεί τα διπλώματα και τις αιτήσεις και τα θέτει στην διάθεση της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

δ. Όταν μία αίτηση δημοσιεύεται εκ νέου, μία ή περισσότερες φορές, καμμία διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δεν έχει την υποχρέωση να διατηρεί στο υλικό τεκμηρίωσης όλες τις δημοσιεύσεις. Κατά συνέπεια, κάθε διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα έχει την δυνατότητα να διατηρήσει μόνον μία από τις δημοσιεύσεις αυτές. Εξάλλου, στην περίπτωση που η αίτηση έχει γίνει δεκτή και καταλήγει στην χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας ή πιστοποιητικού χρησιμότητας (Γαλλία), καμμία διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δεν είναι υποχρεωμένη να διατηρήσει στο υλικό τεκμηρίωσης της συγχρόνως και την αίτηση και το δίπλωμα ευρεσιτεχνίας ή το πιστοποιητικό χρησιμότητας (Γαλλία). Κατά συνέπεια, κάθε διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα έχει την δυνατότητα να φυλάξει στους φακέλλους, είτε την αίτηση, είτε το δίπλωμα ή το πιστοποιητικό χρησιμότητας (Γαλλία).

ε. Κάθε διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα της οποίας η επίσημη γλώσσα, ή μία από τις επίσημες γλώσσες, δεν είναι τα ιαπωνικά, τα ρώσικα ή τα ισπανικά, έχει την δυνατότητα να μην αναφέρει στο υλικό τεκμηρίωσής της τα στοιχεία τεκμηρίωσης των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας της Ιαπωνίας και της Σοβιετικής Ενωσης καθώς επίσης και τα στοιχεία του υλικού τεκμηρίωσης των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας στα ισπανικά αντίστοιχα, εφόσον για το υλικό τεκμηρίωσης αυτό δεν έχει στην διαθεσή τις περιλήψεις στα αγγλικά. Εάν οι περιλήψεις στα αγγλικά είναι διαθέσιμες μετά από την ημερομηνία έναρξης ισχύος του παρόντος εκτελεστικού κανονισμού, τα στοιχεία που περιέχουν θεωρείται ότι περιλαμβάνονται στο υλικό τεκμηρίωσης μέσα στους έξι μήνες που ακολουθούν την ημερομηνία κατά την οποία οι περιλήψεις μπορούν να διατίθενται. Σε περίπτωση που διακοπούν οι υπηρεσίες μετάφρασης στα αγγλικά των περιλήψεων για ορισμένους τεχνικούς τομείς ή γενικά των περιλήψεων στα αγγλικά, η Συνέλευση λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα για να επαναφέρει, όσο το δυνατόν συντομότερα, τις υπηρεσίες αυτές για τους συγκεκριμένους τεχνικούς τομείς.

στ. Για την εφαρμογή του παρόντος κανόνα, οι αιτήσεις που τέθηκαν στην διάθεση του κοινού μόνον για ανάγνωση δεν θεωρούνται ότι ανήκουν στις δημοσιευμένες αιτήσεις.

Κανόνας 35

Διοικήση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα

35.1. Όταν μόνον μία Διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα είναι αρμόδια.

Κάθε Γραφείο παραλαβής υποδεικνύει στο Διεθνές Γραφείο, σύμφωνα με τις συμφωνίες που εφαρμόζονται κατά το άρθρο 16.3.β., ποιά είναι η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και είναι αρμόδια για να προβεί στην έρευνα των διεθνών αιτήσεων που κατατίθενται ενώπιον του εν λόγω γραφείου. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει την πληροφορία αυτή σε σύντομο χρνικό διάστημα.

35.2. Όταν περισσότερες Διοικήσεις επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα είναι αρμόδιες.

α. Κάθε Γραφείο Παραλαβής μπορεί, σύμφωνα με τις διατάξεις της συμφωνίας που εφαρμόζεται κατά το άρθρο 16.3.β., να ορίσει περισσότερες Διοικήσεις ως επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα :

i. δηλώνοντας ότι όλες αυτές οι Διοικήσεις είναι αρμόδιες για κάθε διεθνή αίτηση που κατατίθεται ενώπιον του Γραφείου και αφήνοντας την επιλογή ανάμεσα σ'αυτές τις Διοικήσεις στον καταθέτη ή

ii. δηλώνοντας μία ή περισσότερες απο τις Διοικήσεις αυτές που είναι αρμόδιες για ορισμένο τύπο διεθνών αιτήσεων που κατατίθενται ενώπιον του και δηλώνοντας μία η περισσότερες άλλες Διοικήσεις αρμόδιες για άλλους τύπους διεθνών αιτήσεων που κατατίθενται ενώπιον του, δοθέντος ότι για τους τύπους των διεθνών αιτήσεων για τους οποίους περισσότερες Διοικήσεις επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα έχουν δηλωθεί ως αρμόδιες η επιλογή επαφίεται στον καταθέτη.

β. Κάθε Γραφείο παραλαβής που κάνει χρήση της δυνατότητας που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο α πληροφορεί σχετικά, σε σύντομο χρονικό διάστημα, το Διεθνές Γραφείο. Το Διεθνές Γραφείο με την σειρά του δημοσιεύει την πληροφορία σε σύντομο χρονικό διάστημα.

Κανόνας 36

Ελάχιστες απαιτήσεις για τις Διοικήσεις
που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα

36.1. Ορισμός των ελάχιστων απαιτήσεων.

Οι ελάχιστες απαιτήσεις που αναφέρονται στο άρθρο 16.3.γ. είναι οι ακόλουθες:

i. Το Εθνικό Γραφείο ή ο Διακυβερνητικός Οργανισμός πρέπει να έχουν τουλάχιστον εκατό υπαλλήλους πλήρους απασχόλησης με τις κατάλληλες τεχνικές γνώσεις για να προβούν στην έρευνα.

ii. Το Γραφείο αυτό ή ο Οργανισμός πρέπει να έχει στην κατοχή του τουλάχιστον το ελάχιστο υλικό τεκμηρίωσης που αναφέρεται στον Κανόνα 34 και να το διαθέτει με τον κατάλληλο τρόπο για το σκοπό πραγματοποίησης της έρευνας.

iii. Το Γραφείο αυτό ή ο Οργανισμός πρέπει να διαθέτουν ικανό προσωπικό που να μπορεί να προβαίνει στην έρευνα για τους διάφορους τεχνικούς τομείς για τους οποίους η έρευνα πρέπει να πραγματοποιηθεί και να έχει τις κατάλληλες γλωσσικές γνώσεις για την κατανόηση τουλάχιστον των γλωσσών στις οποίες το ελάχιστο υλικό τεκμηρίωσης που αναφέρεται στο άρθρο 34 είναι συνταγμένο ή μεταφρασμένο.

Κανόνας 37

Έλλειψη τίτλου ή λάθος τίτλος

37.1. Έλλειψη τίτλου.

Όταν η διεθνής αίτηση δεν περιέχει τίτλο και εφόσον το Γραφείο παραλαβής έχει κοινοποιήσει στην Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη για την διεθνή έρευνα ότι ο καταθέτης έχει προσκληθεί για να συμπληρώσει την έλλειψη, η Διοίκηση προβαίνει στην διεθνή έρευνα, εκτός εάν λάβει κοινοποίηση ότι η εν λόγω διεθνής αίτηση πρέπει να θεωρηθεί ότι έχει αποσυρθεί.

37.2. Σύνταξη του τίτλου.

Όταν η διεθνής αίτηση δεν περιέχει τίτλο και εφόσον η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δεν έχει λάβει απο το Γραφείο παραλαβής κοινοποίηση που την ειδοποιεί ότι ο καταθέτης έχει προσκληθεί για να γνωστοποιήσει κάποιον τίτλο ή εάν η εν λόγω Διοίκηση διαπιστώσει ότι ο τίτλος δεν είναι σύμφωνος με τις διατάξεις του κανόνα 4.3., η Διοίκηση συντάσσει μόνη της τίτλο.

Κανόνας 38

Έλλειψη ή λάθος περίληψη

38.1. Έλλειψη περίληψης.

Όταν η διεθνής αίτηση δεν περιλαμβάνει περίληψη και το Γραφείο παραλαβής έχει κοινοποιήσει στην Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ότι προσκάλεσε τον καθέτη για να συμπληρώσει την έλλειψη, η Διοίκηση προβαίνει τότε στην διεθνή έρευνα, εκτός και αν παραλάβει κοινοποίηση σύμφωνα με την οποία η διεθνής αίτηση πρέπει να θεωρηθεί ότι έχει αποσυρθεί.

38.2. Σύνταξη της περίληψης.

α. Όταν η διεθνής αίτηση δεν περιέχει περίληψη και η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δεν έχει λάβει απο το Γραφείο παραλαβής κοινοποίηση που την προειδοποιεί ότι ο καταθέτης έχει προσκληθεί για να υποβάλλει την περίληψη, ή ότι η εν λόγω Διοίκηση διαπιστώνει ότι η περίληψη δεν είναι σύμφωνη με τις διατάξεις του κανόνα 8, τότε η Διοίκηση συντάσσει μόνη της περίληψη (στη γλώσσα που θα δημοσιευθεί η διεθνής αίτηση). Στην περίπτωση αυτή, προσκαλεί τον καταθέτη να παρουσιάσει τις παρατηρήσεις του σχετικά με την περίληψη που η ίδια έχει συντάξει μέσα σε προθεσμία ενός μηνός απο την ημερομηνία της πρόσκλησης.

β. Το τελικό περιεχόμενο της περίληψης καθορίζεται απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

Κανόνας 39

Αντικείμενο της διεθνούς αίτησης σύμφωνα με το άρθρο 17.2.α.i

39.1. Ορισμοί. Ουδεμία Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δεν έχει την υποχρέωση να προβεί στην έρευνα διεθνούς αίτησης της οποίας το αντικείμενο ανήκει σε μία απο τις παρακάτω περιπτώσεις:

i. Επιστημονική και μαθηματική μέθοδο.

ii. Φυτικές ποικιλίες, είδη ζώων, διαδικασίες κατά κύριο λόγο βιολογικές για την απόκτησή φυτών ή ζώων, εκτός απο τις διαδικασίες που αναφέρονται σε μικροβιολογικές μεθόδους και προϊόντα που λαμβάνονται με τις μεθόδους αυτές.

iii. Φυτά, αρχές ή μέθοδοι για οικονομικούς λόγους, για πραγματοποίηση ενεργειών καθαρά πνευματικών ή για παιχνίδι.

iv. Μέθοδοι μεταχείρισης του ανθρώπινου σώματος ή του σώματος των ζώων με την χειρουργική ή για χειρουργική επέμβαση ή για θεραπεία καθώς και μέθοδοι διαγνώσεως.

v. Απλή παρουσίαση πληροφοριών.

vi. Προγράμματα ηλεκτρονικών υπολογιστών, στα πλαίσια που η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δεν έχει το απαραίτητο υλικό για να προβεί στην έρευνα της στάθμης της τεχνικής σχετικά μ'αυτά τα προγράμματα.

Κανόνας 40

Έλλειψη ενότητας της εφεύρεσης (διεθνής έρευνα)

40.1. Πρόσκληση για καταβολή τελών.

Η πρόσκληση για καταβολή τελών που προβλέπεται στο άρθρο 17.3.α. ορίζει το ποσό των επιπλέον τελών που πρέπει να πληρωθούν, και εξειδικεύει τους λόγους για τους οποίους θεωρείται ότι η διεθνής αίτηση δεν πληροί την απαίτηση που αφορά την ενότητα της εφεύρεσης.

40.2. Πρόσθετα τέλη.

α. Το ποσό των προσθέτων τελών για την έρευνα, έτσι όπως προβλέπονται στο άρθρο 17.3.α., καθορίζεται απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

β. Τα πρόσθετα τέλη για την έρευνα, που προβλέπονται στο άρθρο 17.3.α., πρέπει να πληρωθούν απευθείας στην Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

γ. Κάθε καταθέτης μπορεί να πληρώσει πρόσθετα τέλη με επιφύλαξη, δηλαδή προσθέτοντας αιτιολογημένη δήλωση στην οποία φαίνεται ότι η διεθνής αίτηση πληροί τις προϋποθέσεις ενότητας της εφεύρεσης, ή ότι το ποσό των προσθέτων τελών το οποίο ζητείται είναι υπερβολικό. Στην περίπτωση αυτή, Επιτροπή απο τρία μέλη – ή οποιαδήποτε άλλη Διοικητική αρχή – της Διοικήσης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, ή κάθε άλλη αρμόδια ανώτερη αρχή, εξετάζει την επιφύλαξη και, εφόσον κρίνει ότι η επιφύλαξη είναι δικαιολογημένη, διατάσσει την επιστροφή καθ'ολοκληρία ή σε ένα μόνον μέρος των προσθέτων τελών στον καταθέτη. Μετά απο αίτηση του καταθέτη το κείμενο της επιφύλαξης καθώς και το κείμενο της απόφασης κοινοποιούνται στα οριζόμενα γραφεία μαζί με την έκθεση της διεθνούς έρευνας. Ο καταθέτης πρέπει να υποβάλλει την μετάφραση της επιφύλαξής του μαζί με την μετάφραση της διεθνούς αίτησης που απαιτείται σύμφωνα με το άρθρο 22.

δ. Η Επιτροπή των τριών μελών, η ειδική Διοικητική αρχή ή η ανώτερη αρχή που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο γ δεν πρέπει να περιλαμβάνει τον υπάλληλο ο οποίος έλαβε την απόφαση που αποτελεί και το αντικείμενο της επιφύλαξης.

40.3. Προθεσμία.

Η προθεσμία που προβλέπεται στο άρθρο 17.3.α. καθορίζεται για κάθε περίπτωση και λαμβανομένων υπόψη των ειδικών συνθηκών κάθε μίας περίπτωσης, απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα. Η προθεσμία δεν μπορεί να είναι κατώτερη των δεκαπέντε ή τριάντα ημερών αντίστοιχα, ανάλογα εάν ο καταθέτης κατοικεί ή όχι στην χώρα της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, αλλά ούτε και ανώτερη των σαρανταπέντε ημερών απο την ημερομηνία της πρόσκλησης.

Κανόνας 41

Προηγούμενη έρευνα εκτός από την διεθνή έρευνα

41.1. Υποχρέωση χρησιμοποίησης των αποτελεσμάτων. Επιστροφή του τέλους.

Εάν η αίτηση υπήρξε αντικείμενο καθ'ολοκληρία, με την μορφή που προβλέπεται στον κανόνα 4.11, έρευνας διεθνούς τύπου που πραγματοποιήθηκε με τους όρους που ορίζονται στο άρθρο 15.5., ή έρευνας που δεν είναι διεθνής ή διεθνούς τύπου, η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα χρησιμοποιεί, στο μέτρο του δυνατού, τα αποτελέσματα της έρευνας για τη σύνταξη της έκθεσης της διεθνούς έρευνας σχετικά με την διεθνή αίτηση. Η Διοίκηση επιστρέφει το τέλος έρευνας με τους όρους που προβλέπονται, είτε απο την συμφωνία που αναφέρεται στο άρθρο 16.3.β, είτε με γνωστοποίηση που κοινοποιείται στο Διεθνές Γραφείο και δημοσιεύεται απο το Γραφείο στην εφημερίδα, εάν η έκθεση της διεθνούς έρευνας μπορεί να βασισθεί, καθ'ολοκληρία ή σε ορισμένα μόνον μέρη, στα αποτελέσματα της εν λόγω έρευνας.

Κανόνας 42

Προθεσμία για την διεθνή έρευνα

42.1. Προθεσμία για την διεθνή έρευνα.

Η προθεσμία για την σύνταξη της έκθεσης της διεθνούς έρευνας, ή της δήλωσης που αναφέρεται στο άρθρο 17.2.α. είναι τρείς μήνες από την ημερομηνία παραλαβής του αντιγράφου της έρευνας απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, ή εννέα μήνες απο την ημερομηνία προτεραιότητας, δοθέντος ότι η προθεσμία που εκπίπτει το αργότερο είναι εκείνη που θα εφαρμοστεί.

Κανόνας 43

Έκθεση διεθνούς έρευνας

43.1. Προσδιορισμοί.

Η έκθεση της διεθνούς έρευνας προσδιορίζει αφενός μεν την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και η οποία σύνεταξε την έρευνα, ορίζοντας το όνομα της Διοίκησης αυτής, και αφετέρου την διεθνή αίτηση ορίζοντας τον αριθμό της αίτησης, το όνομα του καταθέτη, το όνομα του γραφείου παραλαβής και την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης.

43.2. Ημερομηνίες.

Η έκθεση της διεθνούς έρευνας πρέπει να έχει ημερομηνία και να ορίζει την ημερομηνία κατά την οποία η διεθνής έρευνα τελείωσε καθ'ολοκληρία. Πρέπει επίσης να προσδιορίζει την ημερομηνία κατάθεσης κάθε προγενέστερης αίτησης για την οποία ζητείται προτεραιότητα.

43.3. Ταξινόμηση.

α. Η έκθεση διεθνούς έρευνας ορίζει την κλάση στην οποία ανήκει η εφεύρεση, τουλάχιστον σύμφωνα με το σύστημα της διεθνούς ταξινόμησης των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας.

β. Η ταξινόμηση αυτή πραγματοποιείται απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

43.4. Γλώσσα.

Η έκθεση της διεθνούς έρευνας καθώς και κάθε δήλωση που γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 17.2.α. συντάσσονται στην γλώσσα δημοσίευσης της διεθνούς αίτησης στην οποία και αναφέρονται.

43.5. Αναφορές.

α. Η έκθεση διεθνούς έρευνας αναφέρει τα έγγραφα τα οποία θεωρούνται σημαντικά.

β. Η μέθοδος ένδειξης για κάθε έγγραφο που αναφέρεται ορίζεται με διοικητικές οδηγίες.

γ. Οι ιδιάιτερα σημαντικές αναφορές καθορίζονται με ειδικό τρόπο.

δ. Εαν ορισμένες αναφορές δεν είναι σημαντικές για όλες τις αξιώσεις ορίζονται σε σχέση με εκείνες τις αξιώσεις για τις οποίες αναφέρονται.

ε. Εαν ορισμένα μόνον σημεία του εγγράφου που αναφέρεται είναι ιδιαίτερα σημαντικά, καθορίζονται μόνον αυτά τα σημεία – π.χ. ορίζοντας την σελίδα, την στήλη ή τις γραμμές όπου φαίνεται το εν λόγω σημείο.

43.6. Τεχνικοί τομείς για τους οποίους πραγματοποιήθηκε η έρευνα.

α. Η έκθεση της διεθνούς έρευνας περιέχει τον ορισμό με σύμβολα ταξινόμησης των τεχνικών τομέων στους οποίους αναφέρεται η έρευνα. Εάν ο ορισμός αυτός πραγματοποιείται με βάση ταξινόμηση διαφορετική απο εκείνη της διεθνούς ταξινόμησης των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δημοσιεύει τον χρησιμοποιούμενο τρόπο ταξινόμησης.

β. Εάν η διεθνής έρευνα έχει γίνει για διπλώματα ευρεσιτεχνίας, για πιστοποιητικά πατρότητας της εφεύρεσης, για πιστοποιητικά υποδείγματος χρησιμότητος, για υποδείγματα χρησιμότητας, για διπλώματα ή πιστοποιητικά προσθέτων διπλωμάτων, για πρόσθετα πιστοποιητικά πατρότητας της εφεύρεσης, για πρόσθετα πιστοποιητικά χρησιμότητας ή για αιτήσεις που έχουν δημοσιευθεί για έναν απ'αυτούς τους τίτλους προστασίας που προαναφέρονται σχετικά με ορισμένα Κράτη, για συγκεκριμένο χρόνο ή για γλώσσες που δεν περιλαμβάνονται στο ελάχιστο υλικό τεκμηρίωσης έτσι όπως αναφέρεται στον Κανόνα 34, η έκθεση διεθνούς έρευνας καθορίζει, εφόσον αυτό είναι δυνατό, το είδος των εγγράφων, τις χώρες, τον χρόνο και τις γλώσσες στις οποίες αναφέρεται. Για το σκοπό εφαρμογής της παρούσης παραγράφου το άρθρο 2,ιι δεν εφαρμόζεται.

43.7. Παρατηρήσεις σχετικά με την ενότητα της εφεύρεσης.

Εάν ο καταθέτης δεν έχει πληρώσει το πρόσθετο τέλος για την διεθνή έρευνα, γίνεται σχετική αναφορά στην έκθεση διεθνούς έρευνας. Εξάλλου, όταν η διεθνής έρευνα έχει πραγματοποιηθεί μόνον για την κύρια εφεύρεση (άρθρο 17.3.α.), η έκθεση της διεθνούς έρευνας προσδιορίζει τα μέρη εκείνα της διεθνούς αίτησης για τα οποία έγινε η έρευνα.

43.8. Υπογραφή.

Η έκθεση της διεθνούς έρευνας υπογράφεται απο εξουσιοδοτημένο υπάλληλο της Διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα.

48.9. Περιορισμός περιεχομένου.

Η έκθεση διεθνούς έρευνας περιέχει μόνον εκείνα τα στοιχεία που απαριθμούνται στους κανόνες 33.1.β και γ, 43.1, 2, 3, 5, 6, 7 και 8 και 44.2.α και β, ή την ένδειξη που αναφέρεται στο άρθρο 17.2.β.. Ιδίως, η έκθεση της διεθνούς έρευνας δεν περιέχει καμμία έκφραση γνώμης ούτε συμπεράσματα ούτε επιχειρήματα αλλά ούτε και επεξηγήσεις.

43.10. Μορφή.

Οι τυπικές προϋποθέσεις για την σύνταξη της έκθεσης της διεθνούς έρευνας καθορίζονται απο τις Διοικητικές αρχές.

Κανόνας 44

Διαβίβαση της έκθεσης της διεθνούς έρευνας και άλλα στοιχεία

44.1. Αντίγραφα της έκθεσης ή της δήλωσης.

Η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα διαβιβάζει, την ίδια ημέρα, στο Διεθνές Γραφείο και στον καταθέτη αντίγραφο της έκθεσης της διεθνούς έρευνας ή της δήλωσης που αναφέρεται στο άρθρο 17.2.α..

44.2. Τίτλος ή περίληψη.

α. Με την επιφύλαξη των παραγράφων β και γ, η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα σημειώνει στην έκθεση της διεθνούς έρευνας, είτε ότι εγκρίνει τον τίτλο και την περίληψη που έχει κατατεθεί απο τον καταθέτη, είτε ότι η έκθεση της διεθνούς έρευνας συνοδεύεται απο τίτλο και περίληψη που η ίδια η Διοίκηση έχει συντάξει σύμφωνα με τους κανόνες 37 και 38.

β. Εάν κατά το πέρας της διεθνούς έρευνας η προθεσμία που έχει δοθεί στον καταθέτη για να σχολιάσει την περίληψη απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα δεν έχει λήξει, τότε η έκθεση της διεθνούς έρευνας μνημονεύει ότι δεν είναι πλήρης όσον αφορά την περίληψη.

γ. Αμέσως μετά την λήξη της προθεσμίας που αναφέρεται στην παράγραφο β, η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα κοινοποιεί στο Διεθνές Γραφείο και στον καταθέτη την περίληψη που έχει αποδεχτεί ή την περίληψη που έχει συντάξει η ίδια.

44.3. Αντίγραφα των αναφερομένων εγγράφων.

α. Η αίτηση που αναφέρεται στο άρθρο 20.3. μπορεί να συνταχθεί σε κάθε χρονική στιγμή για εφτά χρόνια που υπολογίζονται απο την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης της διεθνούς αίτησης μέχρι την σύνταξη της έκθεσης της διεθνούς έρευνας.

β. Η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα μπορεί να ζητήσει απο τον καταθέτη, ή το οριζόμενο Γραφείο που του έχει απευθύνει την αίτηση, την πληρωμή του κόστους προετοιμασίας και αποστολής των αντιγράφων. Το ποσό του κόστους αυτού καθορίζεται με τις συμφωνίες που αναφέρονται στο άρθρο 16.3.β. που συνάπτονται ανάμεσα στις Διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και το Διεθνές Γραφείο.

γ. Κάθε Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και δεν επιθυμεί να αποστέλλει απευθείας αντίγραφα σε ένα οριζόμενο Γραφείο αποστέλλει αντίγραφο στο Διεθνές Γραφείο το οποίο με την σειρά του προβαίνει σύμφωνα με τις παραπάνω παραγράφους α και β.

δ. Κάθε Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα μπορεί να αναθέσει το έργο που αναφέρεται στις παραγράφους α μέχρι γ σε έναν άλλο Οργανισμό που θα είναι υπεύθυνος για το έργο αυτό ενώπιον της.

Κανόνας 45

Μετάφραση της έκθεσης της διεθνούς έρευνας

45.1. Γλώσσες.

Οι εκθέσεις της διεθνούς έρευνας καθώς και οι δηλώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 17.2.α. που δεν είναι συνταγμένες στα αγγλικά μεταφράζονται στην αγγλική γλώσσα.

Κανόνα 46

Τροποποίηση των αξιώσεων ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου

46.1. Προθεσμία.

Η προθεσμία που αναφέρεται στο άρθρο 19 είναι δύο μήνες απο την ημερομηνία διαβίβασης της έκθεσης της διεθνούς έρευνας στο Διεθνές Γραφείο και στον καταθέτη εκ μέρους της Διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή δεκαέξι μήνες απο την ημερομηνία προτεραιότητας, δοθέντος ότι εφαρμόζεται η προθεσμία που θεωρείται ότι λήγει το αργότερο.

Εν τούτοις, κάθε τροποποίηση που πραγματοποιείται σύμφωνα με το άρθρο 19 και η οποία παραλαμβάνεται απο το Διεθνές Γραφείο μετά την λήξη της εφαρμοζόμενης προθεσμίας θεωρείται ότι έχει παραληφθεί απο το Διεθνές Γραφείο την τελευταία ημέρα της προθεσμίας αυτής, εάν φτάσει σ'αυτό πριν απο την λήξη της τεχνικής προετοιμασίας της διεθνούς δημοσίευσης.

46.2. (Καταργήθηκε).

46.3. Γλώσσα για τις τροποποιήσεις.

Εαν η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί σε γλώσσα διαφορετική απο εκείνη της δημοσίευσής της, κάθε τροποποίηση, σύμφωνα με το άρθρο 19, πρέπει να πραγματοποιείται στην γλώσσα δημοσίευσης.

46.4. Δήλωση.

α. Η δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 19.1. πρέπει να συντάσσεται στην γλώσσα δημοσίευσης της διεθνούς αίτησης και δεν πρέπει να ξεπερνά τις πεντακόσιες λέξεις όταν συντάσσεται ή μεταφράζεται στα αγγλικά. Η δήλωση πρέπει να προσδιορίζει το αντικείμενο στο οποίο αναφέρεται με ένα τίτλο χρησιμοποιώντας κατά προτίμηση τις λέξεις «δήλωση σύμφωνα με το άρθρο 19.1.» ή κάτι αντίστοιχο στη γλώσσα της δήλωσης.

β. Η δήλωση δεν πρέπει να περιέχει αρνητικό σχόλιο σχετικά με την έκθεση της διεθνούς έρευνας, ή την σημαντικότητα των αναφορών που περιέχει. Η δήλωση μπορεί να μνημονεύει τις αναφορές σχετικά με μία καθορισμένη αξίωση που περιέχεται στην έκθεση έρευνας μόνο σε αντιστοιχία με κάποια τροποποίηση της εν λόγω αξίωσης.

46.5. Μορφή των τροποποιήσεων.

α. Ο καταθέτης πρέπει να υποβάλλει σελίδα για να αντικαταστήσει κάθε σελίδα αξιώσεων οι οποίες, εξαιτίας των τροποποιήσεων που πραγματοποιεί σύμφωνα με το άρθρο 19 διαφέρουν απο τις σελίδες που είχε καταθέσει στην αρχή. Η επιστολή που συνοδεύει τις σελίδες που θα αντικατασταθούν πρέπει να επισημαίνει τις διαφορές που υπάρχουν ανάμεσα στις σελίδες που θα αντικατασταθούν και τις σελίδες που τις αντικαθιστούν. Στην περίπτωση που μία τροποποίηση επιφέρει καθ'ολοκληρία κατάργηση μίας σελίδας, η τροποποίηση πρέπει να γνωστοποιείται με επιστολή.

β. και γ. (Καταργήθηκαν).

Κανόνας 47

Γνωστοποίηση στα οριζόμενα γραφεία

47.1. Διαδικασία.

α. Η γνωστοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 20 πραγματοποιείται απο το Διεθνές Γραφείο.

β. Η γνωστοποίηση πραγματοποιείται σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά την διεθνή δημοσίευση της αίτησης και, σε κάθε περίπτωση, το αργότερο κατά την λήξη του δεκάτου ενάτου μήνα απο την ημερομηνία προτεραιότητος. Το Διεθνές Γραφείο κοινοποιεί, σε σύντομο χρονικό διάστημα, στα οριζόμενα γραφεία κάθε τροποποίηση που έχει παραλάβει στην προκαθορισμένη προθεσμία σύμφωνα με τον Κανόνα 46.1. και η οποία δεν είχε συμπεριληφθεί στην γνωστοποίηση και κοινοποιεί το γεγονός αυτό στον καταθέτη.

γ. Το Διεθνές Γραφείο απευθύνει στον καταθέτη ειδοποίηση με την οποία του κοινοποιεί τα οριζόμενα γραφεία στα οποία η γνωστοποίηση έχει πραγματοποιηθεί καθώς επίσης και την ημερομηνία της γνωστοποίησης. Η ειδοποίηση αυτή αποστέλλεται την ίδια ημέρα με την κοινοποίηση. Κάθε οριζόμενο γραφείο ενημερώνεται εκτός απο την κοινοποίηση για την αποστολή της ειδοποίησης αυτής και για την ημερομηνία κατά την οποία έγινε η αποστολή. Η ειδοποίηση γίνεται δεκτή απο όλα τα οριζόμενα γραφεία ως καθοριστική απόδειξη του γεγονότος ότι η κοινοποίηση έλαβε νόμιμα χώρα στην καθορισμένη προθεσμία σύμφωνα με την ειδοποίηση.

δ. Κάθε οριζόμενο γραφείο δέχεται, μετά απο αίτημά του, τις εκθέσεις της διεθνούς έρευνας και τις δηλώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 17.2.α. μαζί με τις μεταφράσεις τους σύμφωνα με τον Κανόνα 45.1..

ε. Εαν ένα οριζόμενο γραφείο δεν έχει απαιτήσει την εφαρμογή του άρθρου 20, τα αντίγραφα των εγγράφων που θα έπρεπε κανονικά να του αποσταλούν, μετά απο αίτηση του εν λόγω γραφείου ή του καταθέτη, αποστέλλονται στον καταθέτη μαζί με την ειδοποίηση που αναφέρεται στην παράγραφο γ.

47.2. Αντίγραφα.

α. Τα αντίγραφα που απαιτούνται για τις κοινοποιήσεις προετοιμάζονται απο το Διεθνές Γραφείο.

β. Τα αντίγραφα αυτά γίνονται σε χαρτί τύπου Α4.

γ. Εφόσον το οριζόμενο Γραφείο δεν γνωστοποιήσει κάτι διαφορετικό στο Διεθνές Γραφείο, τα αντίγραφα του εντύπου σύμφωνα με τον Κανόνα 48 μπορεί να χρησιμοποιηθούν για τον σκοπό της κοινοποίησης της διεθνούς αίτησης κατά το άρθρο 20.

47.3. Γλώσσες.

Η διεθνής αίτηση που γνωστοποιείται σύμφωνα με το άρθρο 20 θα πρέπει να είναι συνταγμένη στη γλώσσα δημοσίευσης. Εάν η γλώσσα αυτή δεν είναι ίδια με την γλώσσα της αίτησης έτσι όπως κατατέθηκε, τότε η αίτηση, μετά απο αίτημα του οριζόμενου γραφείου, πρέπει να γνωστοποιηθεί στην μία ή στην άλλη απο τις γλώσσες αυτές ή και στις δύο.

Κανόνας 48

Διεθνής δημοσίευση

48.1. Μορφή.

α. Η διεθνής αίτηση δημοσιεύεται με την μορφή εντύπου.

β. Οι προθεσμίες σχετικά με την μορφή του εντύπου και τον τρόπο αναπαραγωγής του καθορίζονται με διοικητικές οδηγίες.

48.2. Περιεχόμενο.

α. Το έντυπο περιέχει:

i. Μία πρώτη τυποποιημένη εξωτερική σελίδα.

ii. Περιγραφή.

iii. Αξιώσεις.

iv. Σχέδια εάν υπάρχουν.

v. Με την επιφύλαξη της παρακάτω παραγράφου ζ, έκθεση διεθνούς έρευνας ή δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 17.2.α.. Η δημοσίευση της έκθεσης της διεθνούς έρευνας στο έντυπο δεν είναι υποχρεωτικό να περιλαμβάνει το μέρος της διεθνούς έρευνας που περιέχει μόνον τα στοιχεία που αναφέρονται στο Κανόνα 42 και τα οποία ήδη μνημονεύονται στην εξωτερική σελίδα του εντύπου.

vi. Κάθε δήλωση που έχει κατατεθεί σύμφωνα με το άρθρο 19.1., εκτός εάν το Διεθνές Γραφείο θεωρεί ότι η δήλωση δεν είναι σύμφωνη με τις διατάξεις του Κανόνα 46.4.

vii. Κάθε αίτηση για διόρθωση, σύμφωνα με το τρίτο εδάφιο του Κανόνα 91.1.στ.

β. Με την επιφύλαξη της παραγράφου γ, η εξωτερική σελίδα περιλαμβάνει:

i. Τις ενδείξεις που περιλαμβάνονται στην αίτηση καθώς και κάθε άλλη ένδειξη έτσι όπως καθορίζεται απο τις διοικητικές οδηγίες.

ii. Μία ή περισσότερες εικόνες όταν η διεθνής αίτηση περιλαμβάνει σχέδια, εκτός εάν πρόκειται για περίπτωση εφαρμογής του Κανόνα 8.2.β..

iii. Την περίληψη. Εάν η περίληψη είναι συνταγμένη στα αγγλικά και σε μία άλλη γλώσσα το αγγλικό κείμενο πρέπει να εμφανίζεται πρώτο.

γ. Όταν έχει γίνει δήλωση σύμφωνα με το άρθρο 17.2.α., η εξωτερική σελίδα πρέπει να το δηλώνει και δεν περιέχει, ούτε σχέδια, ούτε περίληψη.

δ. Η ή οι εικόνες που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο β.ii. επιλέγονται έτσι όπως προβλέπεται στον Κανόνα 8.2. Η αναπαραγωγή της εικόνας ή των εικόνων αυτών στην εξωτερική σελίδα μπορεί να είναι αναπαραγωγή με σμίκρυνση.

ε. Εάν η περίληψη που αναφέρεται στην παράγραφο β.iii. δεν μπορεί να συμπεριληφθεί στην εξωτερική σελίδα, τότε θα πρέπει να προστεθεί στο πίσω μέρος της σελίδας. Το ίδιο ισχύει για την μετάφραση της περίληψης, εφόσον βέβαια πρέπει να δημοσιευθεί η μετάφραση σύμφωνα με τον κανόνα 48.3.γ.

στ. Εαν οι αξιώσεις έχουν τροποποιηθεί σύμφωνα με το άρθρο 19, η δημοσίευση περιλαμβάνει, είτε όλο το σύνολο του κειμένου των αξιώσεων έτσι όπως κατατέθηκαν και έτσι όπως τροποποιήθηκαν, είτε το κείμενο των αξιώσεων έτσι όπως κατατέθηκαν μαζί με την ένδειξη των τροποποιήσεων. Κάθε δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 19.1. πρέπει επίσης να συμπεριλαμβάνεται, εκτός εάν το Διεθνές Γραφείο θεωρεί ότι η δήλωση δεν είναι σύμφωνη με τις διατάξεις του Κανόνα 46.4.. Η ημερομηνία παραλαβής απο το Διεθνές Γραφείο των τροποποιημένων αξιώσεων πρέπει να αναγράφεται.

ζ. Εαν, κατά την ημερομηνία που περατούται η τεχνική προετοιμασία της διεθνούς δημοσίευσης, η έκθεση διεθνούς έρευνας δεν είναι ακόμα διαθέσιμη (π.χ. όταν πρόκειται για δημοσίευση μετά απο αίτηση του καταθέτη σύμφωνα με τα άρθρα 21.2.β και 64.3.γ.i), το έντυπο περιλαμβάνει στην θέση της έκθεσης της διεθνούς έρευνας την ένδειξη ότι η έκθεση αυτή δεν είναι ακόμα διαθέσιμη και ότι το έντυπο (συμπεριλαμβανομένης και της έκθεσης της διεθνούς έρευνας) θα δημοσιευθεί εκ νέου ή ότι η έκθεση της διεθνούς έρευνας (όταν είναι διαθέσιμη) θα δημοσιευθεί ξεχωριστά.

η. Εάν, κατά την ημερομηνία περατώσεως της τεχνικής προετοιμασίας της διεθνούς δημοσίευσης, η προθεσμία τροποποίησης των αξιώσεων που προβλέπεται στο άρθρο 19 δεν έχει λήξει, στο έντυπο γίνεται μνεία για το γεγονός αυτό και προσδιορίζεται ότι, εάν οι αξιώσεις πρέπει να τροποποιηθούν σύμφωνα με το άρθρο 19 θα υπάρξει, σε σύντομο χρονικό διάστημα, μετά απο τις τροποποιήσεις, είτε μία νέα δημοσίευση του εντύπου (μαζί με τις αξιώσεις έτσι όπως τροποποιήθηκαν), είτε δημοσίευση δήλωσης που θα προσδιορίζει όλες τις τροποποιήσεις. Στην τελευταία περίπτωση θα υπάρξει νέα δημοσίευση τουλάχιστον της εξωτερικής σελίδας και των αξιώσεων και σε περίπτωση κατάθεσης δήλωσης σύμφωνα με το άρθρο 19.1., θα υπάρξει δημοσίευση της δήλωσης, εκτός εάν το Διεθνές Γραφείο θεωρεί ότι η δήλωση δεν είναι σύμφωνη με τις διατάξεις του κανόνα 46.4.

θ. Οι διοικητικές οδηγίες καθορίζουν τις περιπτώσεις στις οποίες θα εφαρμοστούν οι διάφορες επιλογές που αναφέρονται στις παραπάνω πα-

ραγράφους ζ και η. Ο καθορισμός αυτός εξαρτάται απο τον όγκο και την πολυπλοκότητα των τροποποιήσεων καθώς επίσης και απο τον όγκο της διεθνούς αίτησης και τα σχετικά έξοδα.

48.3. Γλώσσες.

α. Εάν η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί στα γερμανικά, αγγλικά, ισπανικά, γαλλικά, ιαπωνικά ή ρώσικα δημοσιεύεται στην γλώσσα στην οποία έχει κατατεθεί.

β. Εάν η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί σε γλώσσα διαφορετική απο τα γερμανικά, αγγλικά, ισπανικά, γαλλικά, ιαπωνικά ή ρώσικα δημοσιεύεται στην αγγλική της μετάφραση. Η μετάφραση προετοιμάζεται με την ευθύνη της Διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα. Η Διοίκηση πρέπει να προετοιμάζει εγκαίρως την μετάφραση ώστε η διεθνής δημοσίευση να μπορεί να πραγματοποιηθεί στην ημερομηνία που προβλέπεται ή, όταν το άρθρο 64.3.β. πρέπει να εφαρμοστεί, η γνωστοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 11 να μπορεί να πραγματοποιηθεί πριν την λήξη του δέκατου ένατου μήνα απο την ημερομηνία προτεραιότητας. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του κανόνα 16.1.α, η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή έρευνα μπορεί να ζητήσει να καταβληθεί τέλος απο τον καταθέτη για την μετάφραση. Η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα οφείλει να δώσει στον καταθέτη την δυνατότητα να σχολιάσει το σχέδιο της μετάφρασης. Η Διοίκηση αυτή θα πρέπει να καθορίσει προθεσμία, εύλογη για κάθε περίπτωση, για να διατυπωθούν τα σχόλια. Εάν υπάρχει έλλειψη χρόνου για να ληφθούν υπόψη τα σχόλια πριν απο την γνωστοποίηση της μετάφρασης, ή, εάν ο καταθέτης και η εν λόγω Διοίκηση δεν συμφωνούν σχετικά με το ακριβές της μετάφρασης, ο καταθέτης μπορεί να απευθύνει αντίγραφο των σχολίων του ή των παρατηρήσεων του στο Διεθνές Γραφείο και σε κάθε ένα απο τα οριζόμενα γραφεία στα οποία θα αποσταλλεί η μετάφραση. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει το κύριο μέρος των σχολίων μαζί με την μετάφραση της Διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή μετά απο τη δημοσιεύση της μετάφρασης.

γ. Εάν η διεθνής αίτηση έχει δημοσιευθεί σε διαφορετική γλώσσα απο την αγγλική, η έκθεση της διεθνούς έρευνας, εφόσον δημοσιεύεται σύμφωνα με τον Κανόνα 48.2.α.ω., ή η δήλωση σύμφωνα με το άρθρο 17.2.α., ο τίτλος της εφεύρεσης, η περίληψη και κάθε κείμενο το οποίο ανήκει στην ή στις εικόνες που συνοδεύουν την περίληψη, δημοσιεύονται στην εν λόγω γλώσσα και στα αγγλικά. Οι μεταφράσεις προετοιμάζονται με ευθύνη του Διεθνούς Γραφείου.

48.4. Προγενέστερη δημοσίευση μετά απο αίτηση του καταθέτη.

α. Όταν ο καταθέτης ζητεί την δημοσίευση, σύμφωνα με τα άρθρα 21.2.β και 64.3.γ.i και όταν η έκθεση της διεθνούς έρευνας, ή η δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 17.2.α δεν είναι ακόμα διαθέσιμη για δημοσίευση μαζί με την διεθνή αίτηση, το Διεθνές Γραφείο εισπράττει ειδικό τέλος του οποίου το ύψος καθορίζεται απο τις διοικητικές οδηγίες.

β. Η δημοσίευση σύμφωνα με τα άρθρα 21.2.β και 64.3.γ.i πραγματοποιείται απο το Διεθνές Γραφείο σε σύντομο χρονικό διάστημα, αμέσως μετά απο την ημερομηνία που ο καταθέτης ζήτησε την δημοσίευση και εφόσον το οφειλόμενο ειδικό τέλος σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο α έχει εισπραχθεί.

48.5. Κοινοποίηση της εθνικής δημοσίευσης.

Όταν η δημοσίευση της διεθνούς αίτησης απο το Διεθνές Γραφείο καθορίζεται σύμφωνα με το άρθρο 64.3.γ.ii, το εθνικό γραφείο σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά απο την πραγματοποίηση της διεθνούς δημοσίευσης που καθορίζεται στην διάταξη αυτή την κοινοποιεί στο Διεθνές Γραφείο.

48.6. Δημοσίευση ορισμένων γεγονότων.

α. Εαν η κοινοποίηση σύμφωνα με τον Κανόνα 29.1.α.ii περιέλθει στο Διεθνές Γραφείο σε ημερομηνία κατά την οποία δεν μπορεί πλέον το Διεθνές Γραφείο να αναστείλλει την διεθνή δημοσίευση της διεθνούς αίτησης, τότε το Γραφείο δημοσιεύει σε σύντομο χρονικό διάστημα στην εφημερίδα του ειδοποίηση η οποία αναπληρώνει, στα βασικά της σημεία, την κοινοποίηση αυτή.

β. (Καταργήθηκε).

γ. Εάν η διεθνής αίτηση ή ο ορισμός ενός οριζόμενου Κράτους έχει αποσυρθεί σύμφωνα με τον Κανόνα 32.1., ή εάν η αξίωση για προτεραιότητα έχει αποσυρθεί σύμφωνα με τον Κανόνα 32.α.1., μετά το πέρας της τεχνικής προετοιμασίας για την διεθνή δημοσίευση, τότε η διαπίστωση του γεγονότος αυτού δημοσιεύεται στην εφημερίδα.

Κανόνας 49

Αντίγραφα, μετάφραση και τέλος σύμφωνα με το άρθρο 22

49.1. Κοινοποίηση.

α. Κάθε συμβαλλόμενο μέλος που απαιτεί την κατάθεση μετάφρασης ή την πληρωμή εθνικού τέλους ή και τα δύο, σύμφωνα με το άρθρο 22, οφείλει να κοινοποιήσει στο Διεθνές Γραφείο :

i. Τις γλώσσες στις οποίες απαιτεί μετάφραση και την γλώσσα της τελευταίας.

ii. Το ύψος του εθνικού τέλους.

α.α. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος που δεν απαιτεί απο τον καταθέτη να καταθέσει, σύμφωνα με το άρθρο 22, αντίγραφο της διεθνούς αίτησης (ακόμα και αν η κοινοποίηση απο το Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με τον Κανόνα 48 του αντιγράφου της διεθνούς αίτησης δεν έχει λάβει χώρα κατά την λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται κατά το άρθρο 22) γνωστοποιεί το γεγονός αυτό στο Διεθνές Γραφείο.

α.β. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο σύμφωνα με το άρθρο 24.2, διατηρεί εφόσον έχει και την ιδιότητα οριζόμενου Κράτους τα αποτελέσματα που προβλέπονται κατά το άρθρο 11.3. ακόμα και αν ο καταθέτης δεν έχει καταθέσει αντίγραφο της διεθνούς αίτησης κατά την λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22, γνωστοποιεί το γεγονός αυτό στο Διεθνές Γραφείο.

β. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει, σε σύντομο χρονικό διάστημα, στην εφημερίδα κάθε γνωστοποίηση που παραλαμβάνει σύμφωνα με τις παραπάνω παραγράφους α, α.α και α.β.

γ. Εάν οι όροι που τίθενται στην παράγραφο α τροποποιηθούν μεταγενέστερα, οι τροποποιήσεις αυτές θα πρέπει να γνωστοποιηθούν απο το συμβαλλόμενο Κράτος στο Διεθνές Γραφείο. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει με την σειρά του σε σύντομο χρονικό διάστημα την κοινοποίηση στην εφημερίδα του. Εαν η τροποποίηση έχει σαν αποτέλεσμα να απαιτείται μετάφραση σε γλώσσα διαφορετική απο ότι είχε στην αρχή προβλεφθεί, η αλλαγή αυτή δεν επηρεάζει τις διεθνείς αιτήσεις που κατατέθηκαν μέσα σε χρονικό διάστημα δύο μηνών μετά την δημοσίευση της γνωστοποίησης στην Εφημερίδα.

Διαφορετικά, η ημερομηνία εφαρμογής κάθε αλλαγής καθορίζεται απο το συμβαλλόμενο Κράτος.

49.2. Γλώσσες.

Η γλώσσα στην οποία απαιτείται να γίνει μετάφραση πρέπει να είναι η επίσημη γλώσσα του οριζόμενου κράτους. Εαν υπάρχουν περισσότερες επίσημες γλώσσες δεν απαιτείται ουδεμία μετάφραση, εάν η διεθνής αίτηση είναι συνταγμένη σε μία απο τις γλώσσες αυτές. Εαν υπάρχουν περισσότερες επίσημες γλώσσες και εάν πρέπει να κατατεθεί μετάφραση ο καταθέτης μπορεί να επιλέξει οποιαδήποτε απο τις γλώσσες αυτές. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του προηγουμένου εδαφίου, εάν υπάρχουν περισσότερες επίσημες γλώσσες αλλά η εθνική νομοθεσία καθορίζει τη χρήση μίας μόνον απο τις γλώσσες αυτές για τους αλλοδαπούς, μπορεί να απαιτείται μετάφραση σ'αυτή ειδικά την γλώσσα.

49.3. Δηλώσεις σύμφωνα με το άρθρο 19. Ενδείξεις σύμφωνα με τον Κανόνα 13α.4.

Για τον σκοπό εφαρμογής του άρθρου 22 και του παρόντος Κανόνα, κάθε δήλωση που γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 19.1. και κάθε ένδειξη που δίδεται σύμφωνα με τον Κανόνα 13α.4. θεωρούνται, με την επιφύλαξη των Κανόνων 49.5.γ και θ, ότι αποτελούν μέρος της διεθνούς αίτησης.

49.4. Χρήση του εθνικού εντύπου.

Ο καταθέτης δεν είναι υποχρεωμένος να χρησιμοποιεί το εθνικό έντυπο κατά την ενέργεια των πράξεων που αναφέρονται στο άρθρο 22.

49.5. Περιεχόμενο και τυπικές προϋποθέσεις της μετάφρασης.

α. Για το σκοπό εφαρμογής του άρθρου 22, η μετάφραση της διεθνούς αίτησης αναφέρεται στην περίληψη, τις αξιώσεις, το πιθανό κείμενο των σχεδίων και την περιγραφή. Εξάλλου, εάν το οριζόμενο γραφείο το απαιτεί, η μετάφραση με την επιφύλαξη των παραγράφων β και ε,

i. αναφέρεται στην αίτηση,

ii. αναφέρεται, εάν οι αξιώσεις έχουν τροποποιηθεί σύμφωνα με το άρθρο 19, στις αξιώσεις έτσι όπως κατατέθηκαν και στις αξιώσεις έτσι όπως τροποποιήθηκαν και iii. συνοδεύεται απο αντίγραφο των σχεδίων.

β. Το οριζόμενο γραφείο που απαιτεί την κατάθεση μετάφρασης της

αίτησης χορηγεί δωρεάν στους καταθέτες αντίγραφα του έντυπου της αίτησης στην γλώσσα της μετάφρασης. Η μορφή και το περιεχόμενο του εντύπου της αίτησης στην γλώσσα της μετάφρασης δεν πρέπει να διαφέρουν απο εκείνον της αίτησης σύμφωνα με τους κανόνες 3 και 4. Ιδίως, με το έντυπο της αίτησης στην γλώσσα της μετάφρασης δεν πρέπει να ζητούνται πληροφορίες που δεν μνημονεύονται στην αίτηση έτσι όπως έχει κατατεθεί. Η χρήση του εντύπου της αίτησης στην γλώσσα της μετάφρασης είναι προαιρετική.

γ. Όταν ο καταθέτης δεν καταθέσει μετάφραση δήλωσης που γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 19.1, το οριζόμενο γραφείο μπορεί να μην λάβει υπόψη του την δήλωση.

δ. Εάν το σχέδιο περιλαμβάνει και κείμενο, η μετάφραση του κειμένου αυτού κατατείθεται, είτε με την μορφή αντιγράφου του πρωτοτύπου του σχεδίου με πρόσθετη τη μετάφραση στο πρωτότυπο κείμενο, είτε με την μορφή ενός νέου σχεδίου.

ε. Κάθε οριζόμενο γραφείο που απαιτεί, σύμφωνα με την παράγραφο α, την κατάθεση αντιγράφων των σχεδίων οφείλει, στην περίπτωση που ο καταθέτης δεν έχει καταθέσει το αντίγραφο αυτό μέσα στην προθεσμία που καθορίζεται απο το άρθρο 22:

i. να προσκαλέσει τον καταθέτη να καταθέσει το αντίγραφο μέσα σε εύλογη προθεσμία ανάλογα με την περίπτωση και η οποία καθορίζεται με την πρόσκληση, ή

ii. να μην λάβει υπόψη του το σχέδιο εάν, στις 3 Φεβρουαρίου 1984, η πρόσκληση δεν συμβαδίζει με την εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται απο το Γραφείο αυτό και για όσο χρονικό διάστημα η αντίθεση με την εθνική νομθεσία συνεχίζεται.

στ. Ο όρος «FIG» δεν πρέπει να μεταφράζεται σε άλλη γλώσσα.

ζ. Όταν αντίγραφο των σχεδίων ή σχέδιο που έχει χαραχθεί εκ νέου και κατατέθηκε, σύμφωνα με την παράγραφο δ ή ε, δεν πληροί τις τυπικές προϋποθέσεις που αναφέρονται στον κανόνα 11, το οριζόμενο γραφείο μπορεί να προσκαλέσει τον καταθέτη να διορθώσει τις παραλήψεις, μέσα σε εύλογη προθεσμία ανάλογα με την περίπτωση, που καθορίζεται με την πρόσκληση.

η. Όταν ο καταθέτης δεν καταθέσει μετάφραση δεδομένης ένδειξης σύμφωνα με τον κανόνα 13 α.4., το οριζόμενο γραφείο εφόσον κρίνει ότι η μετάφραση είναι απαραίτητη, προσκαλεί τον καταθέτη να καταθέσει μέσα σε εύλογη προθεσμία ανάλογα με την περίπτωση την μετάφραση, και του καθορίζει προθεσμία στην πρόσκληση.

θ. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει στην εφημερίδα πληροφορίες για τις απαιτήσεις και τις πρακτικές που ακολουθούν τα οριζόμενα γραφεία σύμφωνα με την δεύτερη φράση της παραγράφου α.

ι. Κανένα οριζόμενο γραφείο δεν μπορεί να απαιτήσει η μετάφραση της διεθνούς αίτησης να πληροί τυπικές προϋποθέσεις διαφορετικές απο εκείνες που καθορίζονται για την διεθνή αίτηση, έτσι όπως έχει κατατεθεί.

Κανόνας 50

Δυνατότητες σύμφωνα με το άρθρο 22.3.

50.1. Χρησιμοποίηση της δυνατότητας.

α. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος που χορηγεί προθεσμίες που λήγουν, μετά απο εκείνες που προβλέπονται στο άρθρο 22.1 ή 2, οφείλει να κοινοποιήσει τις νέες καθοριζόμενες προθεσμίες στο Διεθνές Γραφείο.

β. Κάθε κοινοποίηση που δέχεται το Διεθνές Γραφείο, σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο α, δημοσιεύεται σε σύντομο χρονικό διάστημα στην Εφημερίδα.

γ. Οι κοινοποιήσεις που αφορούν την μείωση προθεσμίας που έχει καθοριστεί προηγουμένως έχουν αποτελέσματα για εκείνες τις διεθνείς αιτήσεις που κατατέθηκαν μετά τους τρείς μήνες απο την ημερομηνία δημοσίευσης της κοινοποίησης.

δ. Οι κοινοποιήσεις που έχουν σχέση με την παράταση προθεσμίας που έχει καθοριστεί προηγούμενα έχουν αποτελέσματα αμέσως μόλις γίνει η δημοσίευσή τους στην εφημερίδα και αφορούν τις διεθνείς αιτήσεις που εκκρεμούν κατά την ημερομηνία της δημοσίευσης αυτής ή εκείνες που έχουν κατατεθεί μετά απο αυτή την ημερομηνία ή. εάν ένα συμβαλλόμενο Κράτος λάβει γνώση της κοινοποίησης. σ'αυτή την μεταγενέστερη ημερομηνία.

Κανόνας 51

Αναθεώρηση απο τα οριζόμενα γραφεία

51.1. Προθεσμία για την παρουσίαση της αίτησης για αποστολή αντιγράφων.

Η προθεσμία που αναφέρεται στο άρθρο 25.1γ είναι δύο μήνες απο την ημερομηνία κοινοποίησης που απευθύνεται στον καταθέτη σύμφωνα με τους κανόνες 20.7.i, 24.2.β, 29.1.α,ii ή 29.1.β.

51.2. Αντίγραφο της κοινοποίησης.

Όταν ο καταθέτης, μετά απο παραλαβή κοινοποίησης για αρνητική διαπίστωση, σύμφωνα με το άρθρο 11.1.. ζητήσει στο Διεθνές Γραφείο, κατ'εφαρμογή του άρθρου 25.1, να αποσταλούν αντίγραφα του φακέλλου της εκκρεμούς διεθνούς αίτησης σε γραφείο που θα ορίσει ο ίδιος και το οποίο είχε ήδη καθοριστεί με την αίτηση. οφείλει να επισυνάψει στη αίτηση αντίγραφο της κοινοποίησης που αναφέρεται στον κανόνα 20.7.i. 51.3. Προθεσμία για την πληρωμή του εθνικού τέλους και για την κατάθεση της μετάφρασης.

Η προθεσμία που αναφέρεται στο άρθρο 25.2.α λήγει την ίδια χρονική στιγμή με την προθεσμία που καθορίζεται στον κανόνα 51.1..

Κανόνας 51

α. Ορισμένες εθνικές απαιτήσεις που είναι αποδεκτές σύμφωνα με το άρθρο 27.1., 2, 6 και 7.

51α.1. Ορισμένες αποδεκτές εθνικές απαιτήσεις.

α. Τα έγγραφα που αναφέρονται στο άρθρο 27.2 ii ή οι αποδείξεις που αναφέρονται στο άρθρο 27.i που μπορούν να ζητηθούν απο τον καταθέτη σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται απο το οριζόμενο γραφείο περιλαμβάνουν, ιδίως:

i. Κάθε έγγραφο σχετικό με την ταυτότητα του εφευρέτη.

ii. Κάθε έγγραφο σχετικό με μεταβίβαση ή εκχώρηση του δικαιώματος στην αίτηση.

iii. Κάθε έγγραφο που περιέχει βεβαίωση για όρκο ή δήλωση του εφευρέτη με την οποία παραιτείται απο την ιδιότητά του σαν εφευρέτης.

iv. Κάθε έγγραφο που περιέχει δήλωση του καταθέτη για ορισμό εφευρέτη ή για παραίτησή του απο το δικαίωμά του στην αίτηση.

v. Κάθε έγγραφο που περιέχει απόδειξη του δικαιώματος του εφευρέτη για αξίωση προτεραιότητας, εφόσον δεν είναι ο ίδιος ο οποίος έχει καταθέσει την προηγούμενη αίτηση για την οποία ζητείται η προτεραιότητα.

vi. Κάθε δικαιολογητικό που περιέχει μη αντιτιθέμενες αποκαλύψεις ή εξαιρέσεις απο το μη νέο της εφεύρεσης, όπως οι αποκαλύψεις που προέρχονται απο κατάχρηση δικαιώματος, οι αποκαλύψεις ορισμένων εκθέσεων και οι αποκαλύψεις απο τον καταθέτη οι οποίες έλαβαν χώρα κατά την διάρκεια ορισμένης περιόδου.

β. Η εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται απο το οριζόμενο γραφείο μπορεί, σύμφωνα με το άρθρο 27.7, να ορίσει όπως:

i. ο καταθέτης εκπροσωπείται απο έναν αντιπρόσωπο ικανό να παρίσταται ενώπιον του γραφείου αυτού και/ή να ορίσει διεύθυνση για την αλληλογραφία μέσα στο οριζόμενο Κράτος για τον σκοπό παραλαβής των κοινοποιήσεων.

ii. ο εκπρόσωπος, εφόσον υπάρχει, του καταθέτη πρέπει να έχει οριστεί σύμφωνα με τον νόμιμο τρόπο απο τον καταθέτη.

γ. Η εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται απο το οριζόμενο γραφείο μπορεί, σύμφωνα με το άρθρο 27.1, να απαιτήσει όπως η διεθνής αίτηση, η μετάφρασή της και κάθε σχετικό έγγραφο να κατατίθενται σε περισσότερα αντίγραφα.

δ. Η εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται απο το οριζόμενο γραφείο μπορεί, σύμφωνα με το άρθρο 27.2.ii, να απαιτήσει όπως η μετάφραση της διεθνούς αίτησης που υποβάλλεται απο τον καταθέτη, σύμφωνα με το άρθρο 22, έχει ελεγχθεί απο τον καταθέτη ή απο πρόσωπο το οποίο έχει μεταφράσει την διεθνή αίτηση με δήλωση σύμφωνα με την οποία κατά τις γνώσεις του προσώπου αυτού η μετάφραση είναι πλήρης και πιστή.

51.α.2. Δυνατότητα για ανταπρόχριση στις εθνικές απαιτήσεις.

α. Εαν απαίτηση που αναφέρεται στον Κανόνα 51.α.1. ή κάθε άλλη απαίτηση της εθνικής νομοθεσίας που εφαρμόζεται απο το οριζόμενο γραφείο και που μπορεί να την εφαρμόσει σύμφωνα με το άρθρο 27.1, 2, 6 ή 7, δεν έχει ικανοποιηθεί μέσα στην εφαρμοζόμενη προθεσμία για την τήρηση των απαιτήσεων σύμφωνα με το άρθρο 22, ο καταθέτης πρέπει να έχει την δυνατότητα να συμμορφωθεί μετά απο την λήξη της προθεσμίας αυτής.

β. Η εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται απο το οριζόμενο γραφείο μπορεί, σύμφωνα με το άρθρο 27.2.ii, να απαιτήσει όπως, μετά απο πρόσκληση του οριζόμενου γραφείου, ο καταθέτης υποβάλλει μέσα σε

εύλογη προθεσμία, ανάλογα με την περίπτωση, η οποία ορίζεται με την πρόσκληση, πιστοποιητικό της μετάφρασης της διεθνούς αίτησης απο δημόσια αρχή ή απο αναγνωρισμένο μεταφραστή, εφόσον το οριζόμενο γραφείο θεωρεί το πιστοποιητικό αυτό απαραίτητο για την περίπτωση.

γ. Εάν, την 3 Φεβρουαρίου 1984, η παραπάνω παράγραφος α δεν συμβαδίζει, όσον αφορά τις απαιτήσεις σύμφωνα με τον Κανόνα 51α.-1.α.iii και vi, β.i και δ, με την εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται απο το οριζόμενο γραφείο και για όσο χρονικό διάστημα το ασυμβίβαστο αυτό παραμένει, ο καταθέτης δεν έχει την δυνατότητα να συμμορφωθεί με τις απαιτήσεις πριν την λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει στην εφημερίδα του πληροφορίες για παρόμοιες εθνικές νομοθεσίες.

Κανόνας 52

Τροποποίηση των αξιώσεων, της περιγραφής και των σχεδίων ενώπιον των οριζόμενων γραφείων

52.1. Προθεσμία.

α. Σε κάθε οριζόμενο Κράτος όπου η τυπική ή η κατ'ουσία εξέταση της διεθνούς αίτησης αρχίζει χωρίς ειδική αίτηση, ο καταθέτης οφείλει, εφόσον επιθυμεί να ασκήσει το δικαίωμα που του χορηγείται με το άρθρο 28, να προβεί στην ενέργεια αυτή μέσα σε προθεσμία ενός μηνός απο την συμπλήρωση των πράξεων που αναφέρονται στο άρθρο 22. Εν τούτοις, εάν η κοινοποίηση που αναφέρεται στον Κανόνα 47.1 δεν έχει πραγματοποιηθεί κατά την λήξη της εφαρμοζόμενης προθεσμίας σύμφωνα με το άρθρο 22, ο καταθέτης οφείλει να ασκήσει το δικαίωμά του το αργότερο τέσσερεις μήνες μετά την ημερομηνία της λήξης αυτής. Και στις δύο περιπτώσεις ο καταθέτης μπορεί να ασκήσει το δικαίωμά του σε οποιαδήποτε μεταγενέστερη ημερομηνία εάν η εθνική νομοθεσία του Κράτους αυτού το επιτρέπει.

β. Σε κάθε οριζόμενο Κράτος στο οποίο η εθνική νομοθεσία προβλέπει ότι η εξέταση μπορεί να αρχίσει μόνον μετά απο ειδική αίτηση, η χρονική στιγμή κατά την οποία ο καταθέτης μπορεί να ασκήσει το δικαίωμα που του χορηγείται απο το άρθρο 28 είναι η ίδια με την προθεσμία που προβλέπει η εθνική νομοθεσία για την κατάθεση των τροποποιήσεων σε περίπτωση εξέτασης των εθνικών αιτήσεων, μετά απο ειδική αίτηση, εφόσον η προθεσμία αυτή δεν λήγει μετά απο το πέρας της προθεσμίας που εφαρμόζεται, σύμφωνα με την παράγραφο α, ή εφόσον η χρονική αυτή στιγμή δεν επέλθει πριν την λήξη της ίδιας αυτής προθεσμίας.

ΜΕΡΟΣ Γ'

Κανόνες σχετικοί με το Κεφάλαιο ΙΙ της Συνθήκης Κανόνας 53 έως και Κανόνας 78

(Παραλείπονται γιατί δεν επικυρούνται)

ΜΕΡΟΣ Δ'

Κανόνες σχετικοί με το Κεφάλαιο ΙΙΙ της Συνθήκης

Κανόνας 79

Ημερολόγιο

79.1. Ορισμός ημερομηνιών.

Οι καταθέτες, τα εθνικά γραφεία, τα γραφεία παραλαβής, οι διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και την προκαταρκτική διεθνή εξέταση και το Διεθνές Γραφείο οφείλουν να εκφράζουν κάθε ημερομηνία σύμφωνα με την χριστιανική περίοδο και το Γρηγοριανό ημερολόγιο. Εαν χρησιμοποιούν άλλες περιόδους ή άλλα ημερολόγια εκφράζουν υποχρεωτικά εξίσου την ημερομηνία σύμφωνα με την χριστιανική περίοδο και το Γρηγοριανό ημερολόγιο.

Κανόνας 80

Υπολογισμός προθεσμιών

80.1. Προθεσμίες που εκφράζονται σε χρόνια.

Όταν μία προθεσμία εκφράζεται σε ένα ή περισσότερα χρόνια, αρχίζει απο την αμέσως επομένη ημέρα απο εκείνη κατά την οποία έλαβε χώρα το καθοριστικό γεγονός και λήγει στο μεταγενέστερο χρόνο ο οποίος πρέπει να ληφθεί υπόψη, κατά τον μήνα ο οποίος φέρει το ίδιο όνομα και την ημέρα η οποία έχει την ίδια ημερομηνία με τον μήνα και την ημέρα κατά την οποία το εν λόγω γεγονός έχει λάβει χώρα. Εν τούτοις εάν ο επόμενος μήνας ο οποίος πρέπει να ληφθεί υπόψη δεν έχει ημέρα με την ίδια ημερομηνία η εν λόγω προθεσμία λήγει την τελευταία ημέρα του μήνα αυτού.

80.2. Προθεσμίες που εκφράζονται σε μήνες.

Όταν μία προθεσμία εκφράζεται σε ένα ή περισσότερους μήνες, αρχίζει απο την ημέρα που ακολουθεί το γεγονός που έχει λάβει χώρα και λήγει κατά τον επόμενο μήνα ο οποίος πρέπει να ληφθεί υπόψη την ημέρα που έχει την ίδια ημερομηνία με την ημέρα κατά την οποία το εν λόγω γεγονός έλαβε χώρα. Εν τούτοις, εάν ο επόμενος μήνας που πρέπει να ληφθεί υπόψη δεν έχει ημέρα με την ίδια ημερομηνία η εν λόγω προθεσμία λήγει την τελευταία ημέρα του μήνα αυτού.

80.3. Προθεσμίες που εκφράζονται σε ημέρες.

Όταν μια προθεσμία εκφράζεται σε αριθμό ημερών αρχίζει απο την επόμενη ημέρα απο εκείνη κατά την οποία έλαβε χώρα το καθοριστικό γεγονός και λήγει την ημέρα που τελειώνει η τελευταία ημέρα του υπολογισμού.

80.4. Τοπικές ημερομηνίες.

α. Η ημερομηνία που πρέπει να ληφθεί υπόψη ως σημείο έναρξης για τον υπολογισμό μιάς προθεσμίας είναι η ημερομηνία που έχει χρησιμοποιηθεί τοπικά κατά την στιγμή κατά την οποία το καθοριστικό γεγονός έλαβε χώρα.

β. Η ημερομηνία λήξης προθεσμίας είναι η ημερομηνία που χρησιμοποιείται τοπικά όπου το απαιτούμενο έγγραφο πρέπει να κατατεθεί ή το απαιτούμενο τέλος πρέπει να πληρωθεί.

80.5. Λήξη σε ημέρα αργίας.

Εάν μία οποιαδήποτε προθεσμία κατά την οποία έγγραφο ή τέλος πρέπει να περιέλθει σε εθνικό γραφείο ή σε διακυβερνητικό οργανισμό λήγει την ημέρα κατά την οποία το γραφείο ή ο οργανισμός δεν είναι ανοικτά για το κοινό ώστε να επιληφθούν επίσημα υποθέσεων, ή την ημέρα κατά την οποία το τακτικό ταχυδρομείο δεν αποστέλλεται τοπικά όπου το γραφείο ή ο οργανισμός έχουν την έδρα τους, η προθεσμία τελειώνει την πρώτη απο την επομένη ημέρα κατά την οποία καμμία απο τις δύο προηγούμενες περιστάσεις δεν συντρέχουν πλέον.

80.6. Ημερομηνία εγγράφων.

α. Όταν μία προθεσμία αρχίζει να υπολογίζεται απο την ημερομηνία ενός εγγράφου, ή μιάς επιστολής εθνικού γραφείου ή διακυβερνητικού οργανισμού, κάθε ενδιαφερόμενο μέρος μπορεί να αποδείξει ότι το έγγραφο ή η επιστολή ταχυδρομήθηκε αργότερα, στην περίπτωση που η ημερομηνία αυτή είναι η ημερομηνία που το έγγραφο είχε πραγματικά ταχυδρομηθεί ώστε να ληφθεί υπόψη για τον υπολογισμό των προθεσμιών ως ημερομηνία που αποτελεί την έναρξη υπολογισμού προθεσμίας. Οποιαδήποτε και αν είναι η ημερομηνία κατά την οποία το έγγραφο ή η επιστολή έχουν ταχυδρομηθεί, εάν ο καταθέτης αποδείξει στο εθνικό γραφείο ή στο διακυβερνητικό οργανισμό ότι το εν λόγω έγγραφο ή το γράμμα έχει παραληφθεί μετά απο επτά ημέρες απο την ημερομηνία ταχυδρόμησής του το εθνικό γραφείο ή ο διακυβερνητικός οργανισμός θεωρούν ότι η ημερομηνία αρχίζει να υπολογίζεται απο την ημερομηνία του έγγραφου ή της επιστολής παρατεινόμενη κατά αριθμό ημερών ίσων με την προθεσμία παραλαβής του εγγράφου ή της επιστολής πλέον των επτά ημερών μετά την ημερομηνία που σημειώνεται επ'αυτού.

β. Το γραφείο παραλαβής μπορεί να απαιτήσει την εφαρμογή του δευτέρου εδαφίου της προηγουμένης παραγράφου α γνωστοποιώντας την επιθυμία του αυτή γραπτά στο Διεθνές Γραφείο μέχρι την 1η Σεπτεμβρίου 1980. Η γνωστοποίηση μπορεί να αποσυρθεί σε οποιαδήποτε χρονική στιγμή. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει όλες τις γνωστοποιήσεις και τις αποσύρσεις στην εφημερίδα.

80.7. Λήξης εργάσιμης ημέρας.

α. Κάθε προθεσμία που θεωρείται ότι λήγει σε ορισμένη ημέρα λήγει την ώρα κατά την οποία το εθνικό γραφείο ή ο διακυβερνητικός οργανισμός ενώπιον του οποίου το έγγραφο πρέπει να κατατεθεί ή το τέλος πρέπει να πληρωθεί, κλείνει τα ταμεία του την ημέρα αυτή.

β. Κατά παρέκκλιση απο τις διατάξεις της προηγουμένης παραγράφου α, κάθε γραφείο ή κάθε διακυβερνητικός οργανισμός μπορούν να

παρατείνουν την προθεσμία μέχρι τα μεσάνυχτα της εν λόγω ημέρας.

γ. Το Διεθνές Γραφείο δέχεται το κοινό μέχρι την 18η ώρα.

Κανόνας 81

Τροποποίηση των προθεσμιών που καθορίζονται με την Συνθήκη

81.1. Προτάσεις.

α. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος ή ο Γενικός Διευθυντής μπορούν να προτείνουν τροποποιήσεις προθεσμιών σύμφωνα με το άρθρο 47.2..

β. Οι τροποποιήσεις που προέρχονται απο ένα συμβαλλόμενο Κράτος πρέπει να παρουσιαστούν στον Γενικό Διευθυντή.

81.2. Απόφαση της Συνέλευσης.

α. Όταν η πρόταση παρουσιάζεται στην Συνέλευση, το κείμενο της απευθύνεται απο τον Γενικό Διευθυντή σε όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη δύο μήνες πριν απο την σύνοδο της Συνέλευσης στην οποία η ημερήσια διάταξη περιλαμβάνει την πρόταση αυτή.

β. Όταν η πρόταση συζητείται στην Συνέλευση μπορεί να τροποποιηθεί και οι τροποποιήσεις που συμπεραίνονται απο αυτή μπορούν να προταθούν.

γ. Η πρόταση θεωρείται ότι έχει γίνει αποδεκτή εάν κανένα συμβαλλόμενο Κράτος δεν παρουσιάζει κατά την ψηφοφορία αντίθετη γνώμη.

81.3. Ψήφος με αλληλογραφία.

α. Όταν έχει επιλεγεί η διαδικασία ψηφοφορίας με αλληλογραφία η πρόταση θα πρέπει να αποσταλλεί γραπτώς απο τον Γενικό Διευθυντή στα συμβαλλόμενα Κράτη προσκαλλώντάς τα να εκφράσουν την γνώμη τους γραπτώς.

β. Η πρόσκληση καθορίζει την προθεσμία μέσα στην οποία οι απαντήσεις που περιέχουν γραπτά τις εκφρασμένες γνώμες πρέπει να περιέλθουν στο Διεθνές Γραφείο. Η προθεσμία αυτή είναι τρείς μήνες τουλάχιστον απο την ημερομηνία της πρόσκλησης.

γ. Οι απαντήσεις θα πρέπει να είναι, είτε θετικές είτε αρνητικές. Οι προτάσεις τροποποίησης και οι απλές παρατηρήσεις δεν θεωρούνται ως ψηφοφορία.

δ. Η πρόταση θεωρείται ότι έχει γίνει αποδεκτή εάν κανένα απο τα συμβαλλόμενα Κράτη δεν αντιτίθεται στην τροποποίηση και εάν το ήμυσι τουλάχιστον των Κρατών εκφράζουν, είτε την αποδοχή τους, είτε την αδιαφορία τους, είτε την αποχή τους.

Κανόνας 82

Προβλήματα στις υπηρεσίες των ταχυδρομείων.

82.1. Καθυστερήσεις ή απώλεια του ταχυδρομείου.

α. Κάθε ενδιαφερόμενο μέρος μπορεί να αποδείξει ότι ταχυδρόμησε ένα έγγραφο ή ένα γράμμα πέντε ημέρες πριν απο την λήξη μιάς δεδομένης προθεσμίας. Εκτός απο την περίπτωση που το ταχυδρομείο με εδαφική αποστολή ή αποστολή με πλοίο φθάνει κανονικά στον προορισμό του κατά τις δύο ημέρες που ακολουθούν μετά την ταχυδρόμησή του, ή όταν δεν υπάρχει ταχυδρομείο με αποστολή αεροπορικώς, μία παρόμοια απόδειξη δεν μπορεί να πραγματοποιηθεί παρά μόνο όταν η αποστολή έγινε αεροπορικώς. Σε όλες τις περιπτώσεις η απόδειξη μπορεί να γίνει μόνον εάν η αποστολή έγινε με συστημένη επιστολή.

β. Εάν η απόδειξη ικανοποίησε το εθνικό γραφείο, ή το διακυβερνητικό οργανισμό στον οποίο απευθυνόταν το ταχυδρομείο, η καθυστέρηση για την παραλαβή συγχωρείται, ή εάν το έγγραφο, ή η επιστολή έχουν χαθεί η αντικατάστασή τους με νέο αντίγραφο επιτρέπεται, με την προϋπόθεση ότι το ενδιαφερόμενο μέρος θα αποδείξει έναντι του εν λόγω γραφείου ή του εν λόγω οργανισμού ότι το έγγραφο, ή το γράμμα τα οποία θα αντικατασταθούν είναι όμοια με το έγγραφο ή το γράμμα που είχαν χαθεί.

γ. Στις περιπτώσεις που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο β η σχετική απόδειξη της ταχυδρομικής αποστολής στη συγκεκριμένη προθεσμία και σε περίπτωση που το έγγραφο ή το γράμμα απολεσθούν, το έγγραφο ή το γράμμα που το αντικαθιστούν καθώς και η απόδειξη για την ομοιότητά τους με το έγγραφο ή το γράμμα που έχουν χαθεί, πρέπει να παρουσιαστούν σε προθεσμία ενός μηνός απο την ημερομηνία κατά την οποία το ενδιαφερόμενο μέρος διαπίστωσε – ή θα έπρεπε να έχει διαπιστώσει, εάν ήταν δεόντος επιμελής – την καθυστέρηση ή την απώλεια και σε καμμία περίπτωση μετά απο έξι μήνες απο την λήξη της εφαρμοζόμενης για την περίπτωση προθεσμίας.

82.2. Διακοπή στις ταχυδρομικές υπηρεσίες.

α. Κάθε ενδιαφερόμενο μέρος μπορεί να αποδείξει ότι, οποιαδήποτε απο τις δέκα ημέρες οι οποίες προηγούντο της λήξης μίας προθεσμίας, το ταχυδρομείο είχε διακόψει τις υπηρεσίες του λόγω πολέμου, επαναστάσεως, εσωτερικής ανωμαλίας, απεργίας, θεομηνία ή απο άλλους αντίστοιχους λόγους στην περιοχή όπου το ενδιαφερόμενο μέρος έχει την κατοικία του, την έδρα του ή την μόνιμη διαμονή του.

β. Εάν η απόδειξη ικανοποίησε το εθνικό γραφείο, ή τον διακυβερνητικό οργανισμό στον οποίο απευθύνεται και όπου οι εν λόγω περιστάσεις έλαβαν χώρα, η καθυστέρηση για την αποστολή συγχωρείται, με την προϋπόθεση ότι το ενδιαφερόμενο μέρος θα αποδείξει έναντι του εν λόγω γραφείου ή του εν λόγω οργανισμού ότι είχε προβεί στην ταχυδρομική αποστολή μέσα στις πέντε ημέρες που ακολουθούν την επαναλειτουργία του ταχυδρομείου. Οι διατάξεις του Κανόνα 82.1.γ εφαρμόζονται mutatis – mutandis (αναλόγως).

Κανόνας 82α

Αποδοχή απο το οριζόμενο ή επιλεγμένο Κράτος των καθυστερήσεων για την τήρηση ορισμένων προθεσμιών

82α.1. Έννοια της «προθεσμίας» στο άρθρο 48.2.

Η αναφορά σε «προθεσμία» στο άρθρο 48.2. εννοείται κυρίως ως αναφορά :

i. σε κάθε προθεσμία που ορίζεται στην Συνθήκη ή στον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό.

ii. σε κάθε προθεσμία που ορίζεται απο το Γραφείο παραλαβής, απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση ή απο το Διεθνές Γραφείο ή σε κάθε εφαρμοζόμενη προθεσμία απο το Γραφείο παραλαβής σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία.

iii. σε κάθε προθεσμία που καθορίζεται απο το οριζόμενο ή επιλεγμένο Γραφείο ή για την εθνική νομοθεσία που εφαρμόζεται απο το Γραφείο για κάθε πράξη που πρέπει να πραγματοποιηθεί απο τον καταθέτη ενώπιον του εν λόγω Γραφείου.

82α.2. Επαναφορά των πραγμάτων στην πρωτέρα κατάσταση και άλλες διατάξεις για τις οποίες το άρθρο 48.2. εφαρμόζεται.

Οι διατάξεις της εθνικής νομοθεσίας που αναφέρονται στο άρθρο 48.2. και επιτρέπουν στο οριζόμενο ή επιλεγμένο Κράτος να συγχωρέσει τις καθυστερήσεις στην τήρηση προθεσμίας είναι οι διατάξεις που προβλέπουν την επαναφορά των πραγμάτων στην πρωτέρα κατάσταση, την επαναφορά στα προηγούμενα δικαιώματα, την restitutio in integrum ή την συνέχιση της διαδικασίας παρά την μη τήρηση προθεσμίας καθώς επίσης και κάθε άλλη διάταξη που προβλέπει την παράταση προθεσμιών ή επιτρέπει την μη λήψη υπόψη των καθυστερήσεων για την τήρηση των προθεσμιών.

Κανόνας 82β

Διόρθωση λαθών που έγιναν απο το Γραφείο παραλαβής ή απο το Διεθνές Γραφείο

82β.1. Λάθη που αφορούν την ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης και την αξίωση προτεραιότητας.

Εάν ο καταθέτης αποδείξει ικανοποιητικά προς το οριζόμενο ή επιλεγμένο γραφείο ότι η ημερομηνία κατάθεσης της διεθνούς αίτησης είναι αναχριβής λόγω λάθους που έγινε απο το γραφείο παραλαβής ή ότι η δήλωση που παρουσιάζεται σύμφωνα με το άρθρο 8.1. έχει κατά λάθος ακυρωθεί ή διορθωθεί απο το γραφείο παραλαβής ή το Διεθνές Γραφείο, και εάν το λάθος είναι τέτοιο ώστε στην περίπτωση που είχε συντελεστεί απο το ίδιο το οριζόμενο ή επιλεγμένο γραφείο το γραφείο αυτό θα προέβαινε στην διόρθωσή του, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία ή την εθνική πρακτική, το εν λόγω γραφείο διορθώνει το λάθος και αποδέχεται την διεθνή αίτηση ως εάν η διορθωμένη ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης να είχε ήδη χορηγηθεί ή ως εάν η δήλωση που προβλέπεται στο άρθρο 8.1 δεν είχε ακυρωθεί ή διορθωθεί ανάλογα με την περίπτωση.

Κανόνας 83

Δικαιώματα που μπορούν να ασκηθούν ενώπιον των διεθνών Διοικητικών αρχών

83.1. Απόδειξη δικαιώματος.

Το Διεθνές Γραφείο, η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και η αρμόδια Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση μπορούν να απαιτήσουν την απόδειξη για την άσκηση του δικαιώματος σύμφωνα με το άρθρο 49.

83.2. Πληροφορίες.

α. Το εθνικό γραφείο ή ο διακυβερνητικός οργανισμός ενώπιον του οποίου θεωρείται ότι το ενδιαφερόμενο πρόσωπο μπορεί να παρίσταται, μετά απο αίτηση, οφείλει να γνωστοποιήσει στο Διεθνές Γραφείο, στην αρμόδια Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή στην αρμόδια Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση εάν το εν λόγω πρόσωπο μπορεί να παρίσταται ενώπιον του.

β. Μια τέτοια πληροφορία υποχρεώνει το Διεθνές Γραφείο, την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική εξέταση, ανάλογα με την περίπτωση.

ΜΕΡΟΣ Ε'

Κανόνες σχετικοί με το Κεφάλαιο V της Συνθήκης

Κανόνας 84

Έξοδα των αντιπροσωπειών

84.1. Έξοδα που αναλαμβάνουν οι Κυβερνήσεις των Κρατών Τα έξοδα κάθε αντιπροσωπείας για την συμμετοχή της σε κάθε όργανο που δημιουργείται απο την Συνθήκη αυτή ή σύμφωνα με την Συνθήκη αυτή καταβάλλονται απο την Κυβέρνηση που έχει ορίσει την αντιπροσωπεία.

Κανόνας 85

Απαιτούμενη απαρτία για την Συνέλευση

85.1. Ψηφοφορία με αλληλογραφία.

Στην περίπτωση που προβλέπεται στο άρθρο 53.5.β, το Διεθνές Γραφείο γνωστοποιεί τις αποφάσεις της Συνέλευσης (εκτός απο αυτές που αφορούν την διαδικασία της Συνέλευσης) στα συμβαλλόμενα Κράτη που δεν παρίσταντο και τα προσκαλεί να εκφράσουν γραπτά, μέσα σε προθεσμία τριών μηνών απο την ημερομηνία της εν λόγω κοινοποίησης, είτε την άποψη τους, είτε την αποχή τους. Εάν, κατά την λήξη της προθεσμίας ο αριθμός των συμβαλλομένων Κρατών που έχει εκφράσει, είτε την γνώμη του, είτε την αποχή του πλησιάσει τον αριθμό των συμβαλλόμενων Κρατών τα οποία έλειπαν για να δημιουργηθεί η απαιτούμενη απαρτία κατά την διάρκεια της Σύσκεψης, οι εν λόγω αποφάσεις γίνονται εκτελεστές εφόσον βέβαια συγχρόνως η απαιτούμενη πλειοψηφία θεωρείται ότι έχει επιτευχθεί.

Κανόνας 86

Εφημερίδα

86.1. Περιεχόμενο.

Η Εφημερίδα που αναφέρεται στο άρθρο 55.4. περιέχει:

i. Για κάθε διεθνή αίτηση που δημοσιεύεται, τις ενδείξεις που ορίζονται απο τις διοικητικές οδηγίες και επαναλαμβάνονται στην εξωτερική σελίδα του δημοσιευμένου εντύπου σύμφωνα με τον Κανόνα 48, το σχέδιο (αν υπάρχει) που εικονίζεται στη εν λόγω εξωτερική σελίδα και την περίληψη.

ii. Τον πίνακα των προς πληρωμή τελών στα γραφεία παραλαβής, στο Διεθνές Γραφείο, στις διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και στις διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

iii. Τις κοινοποιήσεις των οποίων η δημοσίευση επιβάλλεται απο την Συνθήκη και τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό.

iv. Κάθε πληροφορία που περιέρχεται στο Διεθνές Γραφείο απο τα οριζόμενα ή επιλεγμένα γραφεία και σχετίζεται με το θέμα εάν οι πράξεις που αναφέρονται στα άρθρα 22 ή 39 έχουν πραγματοποιηθεί για τις διεθνείς αιτήσεις που ορίζουν ή επιλέγουν το ενδιαφερόμενο γραφείο.

v. Κάθε άλλη χρήσιμη πληροφορία που προβλέπεται απο τις διοικητικές οδηγίες, εφόσον βέβαια η πρόσβαση στις πληροφορίες αυτές δεν απαγορεύεται σύμφωνα με την Συνθήκη ή τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό.

86.2. Γλώσσες.

α. Η Εφημερίδα δημοσιεύεται σε αγγλική και γαλλική έκδοση. Εκδόσεις δημοσιεύονται επίσης και σε άλλες γλώσσες, εάν το κόστος δημοσίευσης μπορεί να αποσβεστεί, είτε απο τις πωλήσεις, είτε απο επιχορηγήσεις.

β. Η Συνέλευση μπορεί να ορίσει δημοσίευση της Εφημερίδας σε άλλες γλώσσες εκτός απο εκείνες που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο α.

86.3. Περιοδικότητα.

α. Με την επίφυλαξη της παρακάτω παραγράφου β, η Εφημερίδα δημοσιεύεται μια φορά κάθε εβδομάδα.

β. Για μεταβατική περίοδο η οποία αρχίζει απο την έναρξη ισχύος της Συνθήκης αυτής και λήγει στην ημερομηνία που θα ορίσει η Συνέλευση, η Εφημερίδα μπορεί να δημοσιευθεί όταν ο Γενικός Διευθυντής κρίνει χρήσιμο λαμβανομένου υπόψη του αριθμού των διεθνών αιτήσεων και την ποσότητα των κειμένων για δημοσίευση.

86.4. Πωλήσεις.

α. Με την επιφύλαξη της παρακάτω παραγράφου β, οι τιμές συνδρομής και πωλήσεως της Εφημερίδας καθορίζονται απο τις διοικητικές οδηγίες.

β. Για μια μεταβατική περίοδο που αρχίζει απο την έναρξη ισχύος της Συνθήκης και λήγει κατά την ημερομηνία που ορίσει η Συνέλευση, η Εφημερίδα μπορεί να πωλείται σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που ο Γενικός Διευθυντής θα κρίνει απαραίτητες λαμβανομένου υπόψη του αριθμού των διεθνών αιτήσεων και της ποσότητας των άλλων κειμένων που δημοσιεύτηκαν.

86.5. Τίτλος.

Ο τίτλος της Εφημερίδας είναι «Gazette des Demandes Internationales de Brevets» και «Gazette of International Patent Applications».

86.6. Άλλες λεπτομέρειες.

Άλλες λεπτομέρειες σχετικές με την Εφημερίδα μπορούν να καθοριστούν με διοικητικές οδηγίες.

Κανόνας 87

Αντίγραφα των δημοσιεύσεων

87.1. Διοικήσεις επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

Κάθε Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή την διεθνή προκαταρκτική εξέταση έχει το δικαίωμα να λαμβάνει δωρεάν δύο αντίγραφα απο κάθε δημοσιευμένη διεθνή αίτηση, απο την Εφημερίδα και απο κάθε άλλη δημοσίευση γενικότερου ενδιαφέροντος απο το Διεθνές Γραφείο που σχετίζεται με την Συνθήκη ή τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό.

87.2. Εθνικά Γραφεία.

α. Κάθε εθνικό γραφείο έχει το δικαίωμα να λαμβάνει δωρεάν ένα αντίγραφο απο κάθε διεθνή δημοσιευμένη αίτηση, απο την Εφημερίδα και απο κάθε άλλη δημοσίευση γενικότερου ενδιαφέροντος πού έχει δημοσιεύσει το Διεθνές Γραφείο και σχετίζεται με τη Συνθήκη και τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό.

β. Οι δημοσιεύσεις που αναφέρονται στην παράγραφο α απευθύνονται, μετά απο κατάθεση ειδικής αίτησης, για κάθε χρόνο πριν απο την 30η Νοεμβρίου του επόμενου χρόνου. Εάν μία δημοσίευση είναι διαθέσιμη σε περισσότερες γλώσσες η εν λόγω αίτηση θα πρέπει να ορίζει την γλώσσα στην οποία ζητείται η δημοσίευση.

Κανόνας 88

Τροποποίηση του Εκτελεστικού Κανονισμού

88.1. Απαίτηση ομοφωνίας.

Η τροποποίηση των διατάξεων του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού απαιτεί όπως κανένα απο τα Κράτη τα οποία έχουν δικαίωμα ψήφου στην Συνέλευση ψηφίσει κατά της προτεινόμενης τροποποίησης:

i. του Κανόνα 14.1. (τέλη διαβίβασης).

ii. του Κανόνα 22.2. (διαβίβαση του πρωτότυπου αντιγράφου. Εναλλακτική διαδικασία).

iii. Κανόνα 22.3 (προθεσμία που προβλέπεται στο άρθρο 12.3).

iv. Κανόνας 33 (αρμόζουσα στάθμη της τεχνικής για τον σκοπό της διεθνούς έρευνας).

v. Κανόνας 64 (στάθμη της τεχνικής για τον σκοπό της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης).

vi. Κανόνας 81 (τροποποίηση των προθεσμιών που ορίζονται από την Συνθήκη).

vii. Η εν λόγω παράγραφος (Κανόνας 88.1.).

88.2. (Καταργήθηκε).

88.3. Απαίτηση όπως μη εναντιωθούν ορισμένα Κράτη.

Η τροποποίηση των παρακάτω διατάξεων του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού απαιτεί όπως κανένα απο τα Κράτη που αναφέρεται στο άρθρο 58.3.α ii και έχει το δικαίωμα ψηφοφορίας στα πλαίσια της Συνελεύσεως μην ψηφίσει κατά της προτεινόμενης τροποποίησης :

i. του Κανόνα 34 (ελάχιστο υλικό τεκμηρίωσης).

ii. του Κανόνα 39 (αντικείμενο σύμφωνα με το άρθρο 17.2.α.i).

iii. του Κανόνα 67 (αντικείμενο σύμφωνα με το άρθρο 34.4.α.i).

iv. της παρούσης παραγράφου. (Κανόνας 88.3.).

88.4. Διαδικασία.

Κάθε πρόταση για τροποποίηση μίας απο τις διατάξεις που μνημονεύεται στους Κανόνες 88.1 ή 88.3 πρέπει, εάν ανήκει στη Συνέλευση το δικαίωμα γνώμης για το εν λόγω θέμα, να γνωστοποιούνται σε όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη δύο μήνες τουλάχιστον πριν την έναρξη της συνόδου της Συνέλευσης που πρέπει να λάβει απόφαση σχετικά με το προτεινόμενο θέμα.

Κανόνας 89

Διοικητικές οδηγίες

89.1. Αντικείμενο.

α. Οι διοικητικές οδηγίες περιλαμβάνουν διατάξεις που αφορούν:

i. Θέματα για τα οποία ο παρόν Εκτελεστικός Κανονισμός παραπέμπει ρητά στις εν λόγω εγκυκλίους.

ii. Κάθε λεπτομέρεια σχετικά με την εφαρμογή του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού.

β. Οι διοικητικές οδηγίες δεν μπορούν να είναι αντίθετες με την παρούσα Συνθήκη, τον Εκτελεστικό Κανονισμό ή κάθε άλλη συμφωνία που συνάπτει το Διεθνές Γραφείο με την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή με την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προχαραρκτική εξέταση.

89.2. Πηγές.

α. Οι διοικητικές οδηγίες συντάσσονται και προτείνονται απο τον Γενικό Διευθυντή, μετά απο συμβουλευτική γνώμη απο τα γραφεία παραλαβής, τις διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και τις διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

β. Οι διοικητικές οδηγίες μπορεί να τροποποιηθούν απο τον Γενικό Διευθυντή, μετά απο συμβουλευτική γνώμη με τα γραφεία ή απευθείας με τις ενδιαφερόμενες διοικήσεις.

γ. Η Συνέλευση μπορεί να προσκαλέσει τον Γενικό Διευθυντή για τροποποίηση των διοικητικών οδηγιών και ο Γενικός Διευθυντής ενεργεί αναλόγως.

89.3. Δημοσίευση και θέση σε ισχύ.

α. Οι διοικητικές οδηγίες και κάθε τροποποίησή που γίνεται σ'αυτές δημοσιεύονται στην Εφημερίδα.

β. Κάθε δημοσίευση καθορίζει την ημερομηνία κατά την οποία οι δημοσιευμένες διατάξεις τίθενται σε ισχύ. Οι ημερομηνίες μπορεί να διαφέρουν ανάλογα με διαφορετικές διατάξεις, δοθέντος ότι καμμία διάταξη δεν τίθεται σε ισχύ πριν απο την δημοσίευσή της στην Εφημερίδα.

ΜΕΡΟΣ ΣΤ'

Κανόνες σχετικοί με περισσότερα κεφάλαια της Συνθήκης

Κανόνας 90

Εκπροσώπηση

90.1. Ορισμοί.

Για τον σκοπό εφαρμογής των κανόνων 90.2 και 90.3:

i. Εννοείται με «αντιπρόσωπος» κάθε πρόσωπο από εκείνα που αναφέρονται στο άρθρο 49.

ii. Εννοείται με «κοινός εκπρόσωπος» ο καταθέτης που αναφέρεται στον κανόνα 4.8.

90.2. Αποτελέσματα.

α. Κάθε πράξη που πραγματοποιείται από αντιπρόσωπο ή με την πρόθεση αντιπροσώπου έχει τα αποτελέσματα της ενέργειας που πραγματοποιείται από τους καταθέτες που έχουν εκλέξει τον αντιπρόσωπο ή έχουν την πρόθεση αυτή.

β. Κάθε πράξη που πραγματοποιείται από κοινό εκπρόσωπο ή από τον αντιπρόσωπό τους ή με την πρόθεσή κοινού εκπροσώπου έχει τα αποτελέσματα ενέργειας που πραγματοποιείται από όλους τους καταθέτες μαζί ή με την πρόθεσή τους.

γ. Εάν περισσότεροι έχουν οριστεί από τον ίδιο καταθέτη ή από τους ίδιους καταθέτες κάθε πράξη που πραγματοποιείται από αυτούς τους διαφορετικούς εκπροσώπους ή με την πρόθεσή τους έχει τα αποτελέσματα πράξης που πραγματοποιείται από τον εν λόγω καταθέτη ή καταθέτες ή με την πρόθεσή τους.

δ. Οι παράγραφοι α , β και γ έχουν αποτελέσματα για την εξέταση της διεθνούς αίτησης από το γραφείο παραλαβής, το διεθνές γραφείο, την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

90.3. Ορισμός.

α. Ο ορισμός εκπροσώπου ή κοινού εκπροσώπου κατά την έννοια του κανόνα 4.8.α, πρέπει να πραγματοποιείται από κάθε καταθέτη, με επιλογή του, είτε υπογράφοντας την αίτηση στην οποία ο εκπρόσωπος ή ο κοινός αντιπρόσωπος έχει ορισθεί, είτε με μία ξεχωριστή πράξη εξουσιοδότησης (δηλαδή έγγραφο που καθορίζει έναν εκπρόσωπο ή κοινό αντιπρόσωπο).

β. Η πράξη εξουσιοδότησης πρέπει να κατατίθεται ενώπιον του γραφείο παραλαβής ή του διεθνούς γραφείου. Το γραφείο ενώπιον του οποίου κατατίθεται η πράξη αυτή είναι υποχρεωμένο να την κοινοποιήσει σε σύντομο χρονικό διάστημα στο άλλο γραφείο, καθώς επίσης και στην ενδιαφερόμενη διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και στην ενδιαφερόμενη διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

γ. Εάν η ξεχωριστή πράξη εξουσιοδότησης δεν είναι υπογεγραμμένη ή εάν η πράξη αυτή λείπει, ή ακόμα εάν η ένδειξη του ονόματος, ή της διεύθυνσης του οριζόμενου προσώπου δεν είναι σύμφωνη με τον κανόνα 4.4, η εξουσιοδότηση θεωρείται ως ανακριβής, εκτός εάν η παράλειψη διορθωθεί.

δ. Η γενική εξουσιοδότηση μπορεί να κατατίθεται ενώπιον του γραφείου παραλαβής για την έναρξη εξέτασης της διεθνούς αίτησης έτσι όπως καθορίζεται από τον κανόνα 90.2.δ. Η εξουσιοδότηση αυτή μπορεί να αναφέρεται στην αίτηση εφόσον αντίγραφο της εξουσιοδότησης αυτής επισυνάπτεται στην αίτηση.

90.4. Ανάκληση.

α. Κάθε ορισμός μπορεί να ανακληθεί από τα πρόσωπα τα οποία έχουν προβεί στον ορισμό ή από τους νόμιμους διαδόχους τους.

β. Ο κανόνας 90.3 εφαρμόζεται κατά αναλογία, (mutatis mutantis), στο έγγραφο το οποίο περιέχει την ανάκληση.

Κανόνας 91

Προφανή λάθη στα έγγραφα

91.1. Διόρθωση.

α. Με την επιφύλαξη των παρακάτω παραγράφων α μέχρι ζ.γ, τα προφανή λάθη που περιέχονται στην διεθνή αίτηση ή σε άλλα έγγραφα που παρουσιάζονται από τον καταθέτη μπορούν να διορθωθούν.

β. Τα λάθη που οφείλονται στο γεγονός ότι στην διεθνή αίτηση ή στα άλλα έγγραφά της, κατά παραδρομή, έχουν αναγραφεί διαφορετικά γεγονότα από εκείνα τα οποία ο καταθέτης ήθελε να γράψει, και εφόσον τα λάθη αυτά είναι προφανή θεωρούνται ότι αποτελούν προφανή λάθη. Η διόρθωση πρέπει να είναι προφανής με την έννοια ότι οποιοσδήποτε θα μπορούσε να διαπιστώσει αμέσως ότι το προτεινόμενο κείμενο εννοούσε το ίδιο ακριβώς κείμενο με εκείνο το οποίο διορθώθηκε.

γ. Οι παραλείψεις στοιχείων καθ'ολοκληρία ή ολόκληρων φύλλων της διεθνούς αίτησης, ακόμα και αν μπορούν να θεωρηθούν προφανώς ως έλλειψη προσοχής στο στάδιο π.χ. των αντιγράφων ή της συνένωσης των φύλλων, δεν μπορούν να διορθωθούν.

δ. Οι διορθώσεις μπορούν να γίνουν μετά από αίτηση του καταθέτη. Η διοίκηση όταν αντιλαμβάνεται ότι πρόκειται για προφανές λάθος μπορεί να προσκαλέσει τον καταθέτη να παρουσιάσει αίτηση για διόρθωση σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που αναφέρονται στις παραγράφους ε μέχρι ζ.γ. Ο κανόνας 26.4.α εφαρμόζεται κατά αναλογία, mutatis mutantis, στη διαδικασία που πρέπει να ακολουθηθεί για τις διορθώσεις.

ε. Για κάθε διόρθωση απαιτείται η ρητή συναίνεση:

i. Του γραφείου παραλαβής, εάν το λάθος είναι στην αίτηση.

ii. Της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, εάν το λάθος είναι στο μέρος της διεθνούς αίτησης εκτός από την αίτηση ή σε κάποιο άλλο έγγραφο που έχει υποβληθεί στην διοίκηση.

iii. Της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση, εάν το λάθος είναι στο μέρος της αίτησης εκτός από την

αίτηση ή σε κάποιο άλλο έγγραφο που έχει υποβληθεί στην διοίκηση αυτή.

iv. Του διεθνούς γραφείου, εάν το λάθος είναι σε οποιοδήποτε έγγραφο εκτός από την διεθνή αίτηση ή τις τροποποιήσεις ή τις διορθώσεις στην αίτηση που έχει υποβληθεί στο διεθνές γραφείο.

στ. Κάθε διοίκηση που επιτρέπει ή απαγορεύει τις διορθώσεις, το κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στον καταθέτη αιτιολογώντας την απόφασή της, εάν πρόκειται για άρνηση. Η διοίκηση που επιτρέπει τις διορθώσεις, το κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στο διεθνές γραφείο. Όταν η διοίκηση έχει αρνηθεί την διόρθωση, το διεθνές γραφείο, μετά από αίτηση του καταθέτη πρίν από την δεδομένη χρονική στιγμή σύμφωνα με τις παραγράφους ζ.α, ζ.β, και ζ.γ και με την επιφύλαξη πληρωμής του ειδικού τέλους κατά την προθεσμία που καθορίζεται από τις διοικητικές οδηγίες, δημοσιεύει την αίτηση για διόρθωση μαζί με την διεθνή αίτηση. Αντίγραφο της αίτησης για διόρθωση επισυνάπτεται στην γνωστοποίηση σύμφωνα με το άρθρο 20, όταν δεν έχει χρησιμοποιηθεί για την γνωστοποίηση αυτή αντίγραφο εντύπου ή όταν, σύμφωνα με το άρθρο 64.3, η διεθνής αίτηση δεν έχει δημοσιευθεί.

ζ. Η αποδοχή διόρθωσης που προβλέπεται στη παράγραφο ε, έχει αποτελέσματα με την επιφύλαξη των παρακάτω παραγράφων ζ.α, ζ.β, ζ.γ :

i. Όταν έχει δοθεί από το γραφείο παραλαβής ή από την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα, εφόσον η γνωστοποίηση για την αποδοχή προς διόρθωση η οποία προορίζεται προς το διεθνές γραφείο περιέλθει σε αυτό πριν από την λήξη 17 μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας.

ii. Όταν έχει δοθεί από την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, εφόσον έχει δοθεί πρίν από την σύνταξη της έκθεσης για την προκαταρκτική διεθνή εξέταση.

iii. Όταν έχει δοθεί από το διεθνές γραφείο, εφόσον έχει δοθεί πριν από την λήξη 17 μηνών από την προτεραιότητας.

ζ.α. Εάν η κοινοποίηση που έχει πραγματοποιηθεί σύμφωνα με την παράγραφο ζ.i, περιέλθει στο διεθνές γραφείο, ή εάν η διόρθωση που έχει πραγματοποιηθεί σύμφωνα με την παράγραφο ζ.iii, εχει επιτραπεί από το διεθνές γραφείο, μετά την λήξη 17 μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας αλλά πρίν την λήξη της τεχνικής προετοιμασίας για την διεθνή δημοσίευση, ή αποδοχή για διόρθωση, παράγει τα αποτελέσματά της και η διόρθωση συμπεριλαμβάνεται στην εν λόγω δημοσίευση.

ζ.β. Όταν ο καταθέτης έχει ζητήσει από το διεθνές γραφείο την δημοσίευση της διεθνούς αίτησης πριν την λήξη του 17μηνου από την ημερομηνία προτεραιότητος, κάθε κοινοποίηση που πραγματοποιείται σύμφωνα με την παράγραφο ζ.i πρέπει να περιέλθει στο διεθνές γραφείο, και κάθε διόρθωση που πραγματοποιείται σύμφωνα με την παράγραφο ζ.iii πρέπει να έχει επιτραπεί από το διεθνές γραφείο, ούτως ώστε η αποδοχή για διόρθωση να παράγει τα αποτελέσματά της το αργότερο κατά την ημερομηνία λήξης των τεχνικών προετοιμασιών για την διεθνή δημοσίευση.

ζ.γ. Όταν, σύμφωνα με το άρθρο 64.3, η διεθνής αίτηση δεν έχει δημοσιευθεί, κάθε γνωστοποίηση που πραγματοποιείται σύμφωνα με την παράγραφο ζ.i, πρέπει να περιέλθει στο διεθνές γραφείο, και κάθε διόρθωση που πραγματοποιείται σύμφωνα με την παράγραφο ζ.ii, πρέπει να έχει επιτραπεί από το διεθνές γραφείο, ούτως ώστε η αποδοχή για διόρθωση να παράγει τα αποτελέσματά της το αργότερο κατά την στιγμή της κοινοποίησης της διεθνούς αίτησης σύμφωνα με το άρθρο 20.

Κανόνας 92

Αλληλογραφία

92.1. Συνοδευτική επιστολή και υπογραφή.

α. Κάθε έγγραφο, εκτός από την ίδια διεθνή αίτηση, που υποβάλλεται από τον καταθέτη κατά την διάρκεια της διεθνούς διαδικασίας έτσι όπως προβλέπεται από την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό, πρέπει – εφόσον δεν παρουσιάζεται με την μορφή επιστολής – να συνοδεύεται από επιστολή η οποία να προσδιορίζει την διεθνή αίτηση στην οποία αναφέρεται. Η επιστολή πρέπει να είναι υπογεγραμμένη από τον καταθέτη.

β. Εάν οι προϋποθέσεις που προβλέπονται στην παράγραφο α δεν πληρούνται, ο καταθέτης ειδοποιείται και προσκαλείται για διόρθωση της παράλειψης μέσα σε προθεσμία που καθορίζεται από την πρόσκληση. Η προθεσμία που καθορίζεται μ'αυτόν τον τρόπο πρέπει να είναι εύλογος και ανάλογη με την περίπτωση. Ακόμα και εάν η καθοριζόμενη μ'αυτόν τον τρόπο προθεσμία λήξει μετά την εφαρμοζόμενη προθεσμία για την κατάθεση του εγγράφου (ή ακόμα και εάν η τελευταία αυτή προθεσμία έχει ήδη λήξει) δεν μπορεί να είναι η προθεσμία αυτή κατώτερη των δέκα ημερών, ούτε ανώτερη του ενός μηνός από την ημερομηνία αποστολής της πρόσκλησης.

Εάν θεραπευθεί η παράλειψη μέσα στην καθοριζόμενη προθεσμία από την πρόσκληση τότε δεν λαμβάνεται πλέον υπόψη η παράλειψη. Στην αντίθετη περίπτωση ο καταθέτης ειδοποιείται ότι το έγγραφό του δεν λαμβάνεται υπόψη.

γ. Εάν η μή τήρηση των προϋποθέσεων που αναφέρονται στην παράγραφο α εξακολουθεί να υφίσταται και εάν το έγγραφο έχει ληφθεί υπόψη για την συνέχιση της διεθνούς διαδικασίας, η μη τήρηση των προϋποθέσεων αυτών δεν έχει αρνητικά αποτελέσματα για την συνέχιση της διαδικασίας.

92.2. Γλώσσες.

α. Με την επιφύλαξη των κανόνων 55.1 και 66.9 καθώς και της παραγράφου β του παρόντος κανόνα, κάθε επιστολή ή κάθε έγγραφο που υποβάλλεται από τον καταθέτη στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή στην διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση, πρέπει να συντάσσεται στην ίδια γλώσσα με την διεθνή αίτηση στην οποία αναφέρεται.

β. Κάθε επιστολή του καταθέτη προς την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα ή την διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση μπορεί να συντάσσεται σε γλώσσα διαφορετική από εκείνη της διεθνούς αίτησης, εάν η εν λόγω διοίκηση επιτρέπει την χρήση της γλώσσας αυτής.

γ. (Καταργήθηκε).

δ. Κάθε επιστολή του καταθέτη στο διεθνές γραφείο πρέπει να συντάσσεται στα γαλλικά ή στα αγγλικά.

ε. Κάθε επιστολή ή κοινοποίηση του διεθνούς γραφείου προς τον καταθέτη ή προς κάθε άλλο εθνικό γραφείο πρέπει να συντάσσεται στα γαλλικά ή στα αγγλικά.

92.3. Ταχυδρομικές αποστολές που πραγματοποιούνται από τα εθνικά γραφεία και τους διακυβερνητικούς οργανισμούς.

Κάθε έγγραφο ή επιστολή που προέρχεται από εθνικό γραφείο ή διακυβερνητικό οργανισμό ή διαβιβάζεται από αυτούς και αποτελεί ένα γεγονός από το οποίο αρχίζει να υπολογίζεται προθεσμία, σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό, πρέπει να αποστέλλεται με συστημμένο ταχυδρομείο αεροπορικά. Το ταχυδρομείο διαμέσου του εδάφους ή πλοίου μπορεί να χρησιμοποιηθεί στην θέση του ταχυδρομείου αεροπορικά, είτε όταν σύμφωνα με την χρήση της πρώτης περίπτωσης το ταχυδρομείο φτάνει στον προορισμό του 2 μέρες μετά την αποστολή, είτε όταν δεν υπάρχει ταχυδρομείο αεροπορικά.

92.4. Χρήση τηλεγραφημάτων και τηλεαντιγράφων.

α. Με την επιφυλάξη του κανόνα 11.14 και του κανόνα 92.1α, καθώς επίσης και με την επιφύλαξη των όσων θα αναφερθούν στην παρακάτω παράγραφο β, κάθε έγγραφο (συμπεριλαμβανομένων και των σχεδίων) που αποστέλλεται μετά από την διεθνή αίτηση μπορεί να αποσταλλεί με τηλέγραφημα ή τηλεαντίγραφο ή με κάθε άλλο μέσο επικοινωνίας με το οποίο παράγεται ένα έγγραφο τυπωμένο ή γραμμένο. Κάθε έγγραφο που αποστέλλεται μ'αυτόν τον τρόπο θεωρείται ότι έχει υποβληθεί σύμφωνα με τους τύπους που ανταποκρίνονται στις προϋποθέσεις των εν λόγω διατάξεων την ημέρα εκείνη κατά την οποίαν έχει αποσταλεί από τα εν λόγω μέσα επικοινωνίας, εφόσον βέβαια μέσα σε προθεσμία 14 μηνών μετά από την αποστολή, το περιεχόμενό του βεβαιωθεί με έγγραφο τύπο. Εάν όχι, το μήνυμα θεωρείται ότι δεν είχε ουδέποτε αποσταλεί.

β. Κάθε εθνικό γραφείο και κάθε διακυβερνητικός οργανισμός πρέπει να κοινοποιήσουν, σε σύντομο χρονικό διάστημα, στο διεθνές γραφείο, τα δύο μέσα επικοινωνίας που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο α τα οποία μπορούν να χρησιμοποιηθούν για να απευθύνονται σ'αυτούς έγγραφα σύμφωνα με την παράγραφο αυτή.

Το διεθνές γραφείο δημοσιεύει την πληροφορία στην εφημερίδα καθώς επίσης και κάθε πληροφορία που αφορά τα μέσα επικοινωνίας σύμφωνα με την παραπάνω παράγραφο α που το Διεθνές Γραφείο διαθέτει για να δέχεται τα έγγραφα. Η παράγραφος α δεν εφαρμόζεται σε εθνικό γραφείο ή σε διακυβερνητικό οργανισμό, παρά μόνο όταν η εν λόγω πληροφορία που τους αφορά έχει δημοσιευθεί. Το διεθνές γραφείο δημο-

σιεύει, περιοδικά, στην εφημερίδα του κάθε τροποποίηση της πληροφορίας που έχει δημοσιεύσει προηγουμένως.

Κανόνας 92α

Καταχώρηση των τροποποιήσεων σχετικά με ορισμένες ενδείξεις της διεθνούς αίτησης ή της αίτησης για διεθνή προκαταρκτική εξέταση

92 α.1. Καταχώρηση των αλλαγών απο το Διεθνές Γραφείο.

α. Μετά απο αίτηση του καταθέτη ή του Γραφείου παραλαβής, το Διεθνές Γραφείο καταχωρεί τις αλλαγές σχετικά με τις ακόλουθες ενδείξεις οι οποίες περιέχονται στην αίτηση ή στην αίτηση για την διεθνή προκαταρκτική εξέταση:

i. Πρόσωπο, όνομα, κατοικία, εθνικότητα και διεύθυνση του καταθέτη.

ii. Πρόσωπο, όνομα ή διεύθυνση του πληρεξουσίου, του κοινού αντιπροσώπου ή του εφευρέτη.

β. Το Διεθνές Γραφείο καταχωρεί τις απαιτούμενες διορθώσεις μόνον όταν η αίτηση για καταχώρηση τους περιέλθει σ'αυτό μετά την λήξη:

i. της προθεσμίας που αναφέρεται στο άρθρο 22.1., όταν το άρθρο 39.1. δεν εφαρμοζέται έναντι ουδενός συμβαλλόμενου Κράτους.

ii. της προθεσμίας που αναφέρεται στο άρθρο 39.1.α., όταν το άρθρο 39.1 εφαρμόζεται έναντι ενός τουλάχιστον απο τα συμβαλλόμενα Κράτη.

Κανόνας 93

Φάκελλοι και μητρώα

93.1. Γραφείο παραλαβής.

Κάθε Γραφείο παραλαβής διατηρεί φακέλλους και μητρώα σχετικά με κάθε διεθνή αίτηση ή με κάθε προτεινόμενη διεθνή αίτηση, συμπεριλαμβανομένων των αντιγράφων για το Γραφείο παραλαβής, για διάρκεια δέκα ετών τουλάχιστον απο την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης ή όταν η ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης δεν έχει ακόμα χορηγηθεί, απο την ημερομηνία παραλαβής.

93.2. Διεθνές Γραφείο.

α. Το Διεθνές Γραφείο διατηρεί τους φακέλλους που περιέχουν το πρωτότυπο αντίγραφο κάθε διεθνούς αίτησης για τριάντα χρόνια τουλάχιστον απο την ημερομηνία παραλαβής του πρωτότυπου αντιγράφου.

β. Οι φάκελλοι και τα κύρια μητρώα του Διεθνούς Γραφείου διατηρούνται για πάντα.

93.3. Διοικήσεις επιφορτισμένες με την διεθνή έρευνα και Διοικήσεις επιφορτισμένες με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

Κάθε Διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή έρευνα και κάθε Διοίκηση επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση διατηρούν τον φάκελλο κάθε διεθνούς αίτησης για δέκα χρόνια τουλάχιστον απο την ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης.

93.4. Αναπαραγωγή.

Για τον σκοπό εφαρμογής του παρόντος Κανόνα, οι φάκελλοι, τα αντίγραφα και τα μητρώα περιλαμβάνουν επίσης τα φωτοαντίγραφα των φακέλλων, τα αντίγραφα και τα μητρώα, οποιαδήποτε και αν είναι η μορφή της αναπαραγωγής τους (microfilm ή άλλη μορφή).

Κανόνας 94

Χορήγηση αντιγράφων απο το Διεθνές Γραφείο και απο την Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση

94.1. Υποχρέωση χορήγησης.

Μετά απο αίτηση του καταθέτη ή κάθε άλλου προσώπου στο οποίο έχει δοθεί δικαίωμα απο τον καταθέτη, το Διεθνές Γραφείο και η Διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την διεθνή προκαταρκτική εξέταση χορηγούν, μετά απο την καταβολή του κόστους της παρεχόμενης υπηρεσίας, αντίγραφα κάθε εγγράφου που περιέχεται στον φάκελλο της διεθνούς αίτησης ή της θεωρούμενης ως διεθνή αίτηση του καταθέτη.

Κανόνας 95

Χορήγηση αντιγράφων μεταφράσης

95.1. Χορήγηση αντιγράφων μεταφράσης.

α. Μετά απο αίτηση του Διεθνούς Γραφείου, κάθε οριζόμενο ή επιλεγμένο Γραφείο του χορηγεί αντίγραφο της μετάφρασης της διεθνούς αίτησης που κοινοποιήθηκε στο εν λόγω γραφείο απο τον καταθέτη.

β. Το Διεθνές Γραφείο μπορεί, μετά έγγραφο αίτημα και καταβολή του κόστους παρεχόμενης υπηρεσίας, να χορηγήσει σε κάθε πρόσωπο αντίγραφο των μεταφράσεων που έχει παραλάβει σύμφωνα με την παραπάνω παράγραφο α.

Κανόνας 96

Κανονισμός τελών

96.1. Κανονισμός τελών ως παράρτημα στον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό.

Ο Κανονισμός τελών που αναφέρεται στους Κανόνες 15 και 57 ορίζεται σε ελβετικό νόμισμα. Ο Κανονισμός καθορίζει τα τέλη και προσαρτάται στον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό και αποτελεί αναπόσπαστο απο αυτόν μέρος.

Άρθρο δεύτερο

Επιφυλάξεις

1. Κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης διατυπώνεται επιφύλαξη, σύμφωνα με το άρθρο 64 της Συνθήκης, και δεν ισχύουν τα άρθρα 31 έως και 42 της Σύμβασης και οι Κανόνες 53 έως και 78 του Εκτελεστικού Κανονισμού.

2. Τροποποιήσεις άρθρων της Σύμβασης ή άρση της επιφύλαξης της παραγράφου 1 κυρώνονται με νόμο.

Άρθρο τρίτο

Αρμόδια αρχή εφαρμογής

Αρμόδια αρχή εφαρμογής του νόμου αυτού είναι ο Οργανισμός Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Ο.Β.Ι., Ν.Π.Ι.Δ.).

Άρθρο τέταρτο

Λεπτομέρειες εφαρμογής

Με Προεδρικά διατάγματα, που εκδίδονται ύστερα απο πρόταση του Υπουργού Βιομηχανίας, Ενέργειας και Τεχνολογίας, προς τον οποίον εισηγήθηκε το Διοικητικό Συμβούλιο του Ο.Β.Ι., ρυθμίζονται οι λεπτομέρειες για την εφαρμογή του νόμου αυτού και της Συνθήκης συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας.

Άρθρο πέμπτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε Συνθήκης σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 63 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα 21 Μαρτίου 1990

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΟΝΤΟΓΕΩΡΓΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ
ΠΑΥΛΟΣ ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΔΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 22 Μαρτίου 1990
Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Κ. ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας: 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR

Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.30'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Καποδιστρίου 25 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

  Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 30. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 40, από 17 έως 24 δρχ. 50

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 20 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531			Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:			Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ.	8.500	Δρχ.	425
β) » » » Β'	»	12.500	»	625
γ) » » » Γ'	»	5.000	»	250
δ) » » » Δ'	»	12.000	»	600
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	»	9.500	»	475
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	»	5.000	»	250
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	»	3.000	»	150
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	»	6.000	»	300
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	»	1.500	»	75
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	»	25.000	»	1.250
ια) Για όλα τα Τεύχη	»	55.000	»	2.750

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320